UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES GRANDS PROJETS URBAINS À MONTRÉAL ENTRE 1985 ET 2010, CHANGEMENTS DANS LA GESTION PUBLIQUE ET L'ACTION COLLECTIVE

THÈSE PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN ÉTUDES URBAINES

PAR
SALVADOR DAVID HERNANDEZ

NOVEMBRE 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Un ouvrage de ce type implique, dans son ensemble, la mobilisation de plusieurs ressources humaines, techniques et scientifiques qui permettent d'aller de l'avant afin de comprendre un problème de recherche. En ce sens, le processus de construction des connaissances est collectif et s'effectue dans le cadre d'un ensemble de relations sociales. Mes remerciements seront ainsi dirigés vers plusieurs personnes. Bien que cette liste ne soit pas exhaustive, elle énumère les principales institutions et personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail. Sur le plan institutionnel, je tiens à remercier le CRSH et le FQRSC ; leur appui financier a permis la pleine liberté intellectuelle nécessaire à la réalisation de cette thèse. Je tiens à remercier, également, la généreuse collaboration de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits socioterritoriaux et la gouvernance locale, dirigée par Catherine Trudelle, ma directrice de recherche, qui m'a aussi offert son soutien au long de ce travail, tant sur le plan des ressources économiques, que de la richesse du milieu et des conditions de travail. Le soutien intellectuel, moral et personnel de ma directrice dans les moments les plus difficiles a mis en évidence non seulement le calibre de sa responsabilité intellectuelle et l'ampleur de son engagement à la direction du travail, mais aussi et surtout sa générosité et son engagement humain dans la direction d'étudiants. Catherine, je te suis très reconnaissant. Je voudrais également remercier la professeure Anne Latendresse qui a contribué à la genèse de cette thèse et à la formulation des questions et des pistes d'analyse qui l'ont guidée. Anne ton apport et ton amitié ont été fondamentaux. La perspective de la géographie et l'inclusion de l'espace comme sujet de réflexion critique pour comprendre le pouvoir et le conflit n'auraient pas été possibles sans la contribution de ces deux professeurs du département de géographie de l'UQAM. Je tiens à remercier également le soutien

financier, humain et intellectuel de l'Alliance de recherche Université-Communauté, ARUC, « Megaprojets working for communities », dirigé par la professeure Lisa Borstein de l'Université McGill. La contribution de l'ARUC dans la compréhension de l'impact des grands projets dans une perspective communautaire a été cruciale ; sans cet appui et sans la contribution des groupes communautaires qui ont participé à cette initiative, cette thèse serait incomplète. Au Département d'études urbaines de l'UQAM, je tiens à reconnaître l'apport de l'environnement multidisciplinaire et la connaissance de la réalité de Montréal partagée par les professeurs qui le composent ; je voudrais en particulier remercier Richard Morin, David Hanna et Paul Bodson pour leur soutien constant tout au long de cette trajectoire au doctorat, et l'École des Sciences de gestion qui a collaboré financièrement avec plusieurs bourses d'excellence au début de ce processus. Finalement, je veux remercier mes amis, Jorge Guerrero, qui m'a accueilli au Département et qui m'a appuyé dans mes premiers mandats professionnels au Québec, ainsi que Frédérique Roy-Trempe pour tout son soutien. Vos lectures et commentaires ont été très importants.

Pour leur contribution personnelle à la réflexion, à l'écriture et aux discussions qui ont accompagné cette thèse, et surtout pour leur amitié et leur soutien durant ces années, je tiens à remercier Pierre Mathieu Lebel, Leandro Gomez, Julian Fernando Trujillo, Nicolas Lozier, João Carlos Monteiro et Dario Enriquez. Chacun a contribué, à des moments différents et avec des questions différentes, à la réflexion qui a traversé ce long processus d'écriture.

Je veux enfin remercier ma famille pour le soutien et la confiance qu'elle m'a apportés tout au long de ces années. Je tiens à remercier mon fils qui m'a permis de me reconstruire, de me repenser et de réorienter mon action. Esteban, tu m'as donné la motivation quotidienne et la joie pour être en mesure de terminer ce travail ; chaque jour passé à tes côtés en est un d'apprentissage et de leçon. À ma compagne et partenaire de vie, Helli, qui m'a enseigné l'amour, la confiance et la ténacité de la

lutte quotidienne. Voir comment tu as fini ta thèse au milieu de tous les obstacles que nous avons parcourus a été une leçon de vie et d'amour. Sans la confiance que m'ont donnée tes mots et tes actions, cette thèse n'aurait pas vu sa fin. Merci de remplir ma vie de tous les jours de joie et de m'apprendre la valeur de la persévérance et du caractère. À mon frère Camilo, un merci pour sa compagnie et son intelligence. Enfin, j'aimerais remercier ma mère pour son amour inconditionnel, la ténacité de son travail et la valeur de son exemple. Cette thèse est l'aboutissement de ses efforts soutenus pour m'éduquer et le résultat final de toutes les nuits blanches qu'elle a passées sur une machine à coudre afin de payer le coût de mon éducation et de ma curiosité intellectuelle. Sonia Mary, ma dette envers toi est infinie.

DÉDICACE

À ma mère, qui a donné tout pour que je devienne ce que je suis. À mon fils, qui me donne l'envie et l'espoir de demain, et à ma conjointe qui m'apporte l'aujourd'hui comme présent.

AVANT-PROPOS

Cette thèse a été ponctuée de plusieurs défis au cours de son élaboration, ainsi que de changements importants dans la vie de l'auteur. Ces circonstances ont influencé non seulement les délais de sa production, mais aussi son contenu, sa structure et les perspectives d'analyse qui ont été utilisées. Trois études de cas y sont présentées, telles des variations sur les différentes dimensions d'un même objet. Malgré leurs points communs, ces études présentent des différences significatives, non seulement en ce qui concerne les échelles utilisées pour l'analyse (échelle urbaine, de quartier, microterritoire), mais aussi, et cela est le plus évident, dans les perspectives théoriques utilisées (géographie radicale, marxisme critique/structuralisme). Les interactions entre politiques publiques et actions collectives sont complexes, et les formes de conciliation qu'elles impliquent ne se résolvent pas de la même façon au long de ces chapitres. Dans un espace urbain micro, la mise en œuvre d'un projet déstructure complètement la dynamique et les relations sociales, et le conflit occupe une place prépondérante. À l'échelle des quartiers, l'histoire des conflits est plus large et son influence est relative. Par ailleurs, du point de vue de l'ensemble d'une ville, la dynamique de ces conflits est plus large et la relation avec les changements globaux est plus évidente.

Nous pouvons affirmer que l'élément d'unité qui traverse cette thèse est l'objet empirique sur lequel repose l'analyse. Observer les Grands Projets Urbains (GPU) et leur relation intime avec le développement urbain de Montréal à partir de différentes perspectives apporte un élément d'hétérogénéité à cette thèse, mais aussi une richesse importante. Tenter de concilier les différentes perspectives a été un exercice complexe, mais cela a porté ses fruits et m'a permis de vérifier le potentiel des

approches d'analyse utilisées dans le thème des GPU afin de mieux comprendre les différentes dimensions des processus de restructuration urbaine découlant de la mondialisation. Chaque cas présente une possibilité de compréhension différente de ces phénomènes urbains. J'espère que le lecteur pourra en apprécier la diversité.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS iii
DÉDICACE vii
AVANT-PROPOS ix
TABLE DE FIGURES xvii
LISTE DE TABLEAUX xix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES xxi
RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS xxiii
INTRODUCTION 1
CHAPITRE I :
LES GRANDS PROJETS URBAINS COMME OBJET D'ANALYSE 13
1.1 Mondialisation et grands projets urbains 13
1.1.1 Les grands projets urbains comme objet d'étude 15
1.1.2 Les rapports entre les GPU, les crises et les cycles d'accumulation : va-et-vient entre le moment économique et le moment politique. 16
1.1.3 Les GPU, entre les états d'exception et l'apparition intellectuelle du concept 23
1.2 La gestion publique urbaine : contexte actuel de la gouvernance territoriale en lien avec les GPU 29
1.2.1 Les grands projets urbains et la transformation des politiques urbaines ... 29
1.2.3 La transformation de l'action collective dans les villes et les GPU 32
1.3 L'étude des grands projets à Montréal 35
1.3.1 La recherche locale concernant les GPU, entre la compartimentation et la théorisation 36
1.3.2 Positionnement de notre recherche dans le contexte des études locales axées sur les GPU 43
1.4 Conclusion du chapitre 45
CHAPITRE 2 :
CADRE THÉORIQUE 48
2.1 Premier cadre analytique, les politiques publiques et l'action publique 49
2.1.1 Définitions des politiques publiques (PP) et principaux modèles théoriques 49

Le modèle des advocacy coalitions (coalitions plaidantes) 56
2.1.2 La transformation des politiques publiques et la mondialisation..... 62
2.2 Second cadre analytique : mouvements sociaux, mouvements sociaux urbains et action collective 71
2.2.1 Mouvements sociaux urbains (MSU) et mouvements urbains 80
2.2.2 Les mouvements sociaux et la mondialisation..... 83
2.3 Conclusion du chapitre 90
CHAPITRE 3 :
PROBLÉMATIQUE, OBJECTIFS, QUESTIONS DE RECHERCHE ET HYPOTHÈSES 97
3.1 Problématique : Montréal, une histoire récente jalonnée de conflits liés aux grands projets urbains 101
3.1.1 Une première vague de projets d'envergure, la période du maire Drapeau : démolition et protestation 103
3.1.2 Crise économique et changement des politiques publiques..... 111
3.1.3 Changement du régime ? « Du réformisme populaire au populisme gestionnaire » 1986-2001 115
3.1.4 L'administration Tremblay, 2001-2012 : entre GPU, décentralisation, participation et scandales de corruption 119
3.2 Objectif général de la recherche 125
3.3 Questions de recherche 125
3.4 Hypothèses 127
3.5 Conclusion du chapitre 130
CHAPITRE 4 :
MÉTHODOLOGIE..... 133
4.1 Démarche méthodologique 133
4.1.1 Première phase : analyse générale de l'activité conflictuelle liée aux GPU dans l'île de Montréal entre 1985-2010 141
4.1.2 Deuxième phase, généalogie des conflits survenus sur un microterritoire : l'îlot Overdale, 1985 - 2010..... 143
4.1.3 Troisième phase, analyse diachronique des actions collectives et de l'évolution du projet CUSM..... 147
4.1.4 Les méthodes transversales à la recherche, l'utilisation de méthodes mixtes et d'une stratégie explicative séquentielle 151
4.1.5 Les territoires et la période étudiés 154

4.1.6 Considérations éthiques 157
4.1.7 Validation interne et externe de la recherche 157
CHAPITRE 5 :
ANALYSE GÉNÉRALE DU DÉVELOPPEMENT DES GPU À MONTRÉAL (1985-2010) 161
5.1 Un regard exploratoire sur le développement des GPU à Montréal entre 1985 et 2010 162
5.1.1 L'évolution des GPU. Montréal, 1985-2010. Vers la mise en place d'une politique publique de GPU 164
5.1.2 Montréal 2025, un tournant dans la politique des grands projets à Montréal 171
5.1.3 Évolution de Montréal 2025 dans l'administration de Gérald Tremblay 173
5.2 La dynamique des conflits urbains et les GPU 179
5.2.1 Implication des acteurs dans les conflits associés aux GPU 182
5.2.2 Transformations des actions collectives et GPU 184
5.2.3 Enjeux véhiculés par les acteurs impliqués dans les conflits liés aux GPU montréalais 186
5.4 Conclusion du chapitre 188
CHAPITRE 6 :
L'ÎLOT OVERDALE 194
Overdale, l'échec d'un grand projet urbain : Analyse de l'évolution des conflits à la maison de La Fontaine à Montréal (1985-2013). 194
6.1 Overdale, un fait spatial total ? Vers une généalogie conflictuelle microlocale. 196
6.1.1 Le conflit originaire de la maison de La Fontaine. 201
6.3 Le conflit entre locataires et promoteurs (1985-1992) 204
6.3.1 Les antécédents, les conflits de la période Drapeau et les répertoires de contestation 204
6.3.2 La demande de démolition et l'entente entre les promoteurs et la Ville . 208
6.3.3 La maison de La Fontaine et la modification de l'accord 210
6.3.4 Offensive juridique et prise de la décision 213
6.3.5 Division à l'intérieur du RCM et propositions alternatives 217
6.3.6 Le rapport de la Commission de l'Aménagement, de l'Habitation et des Travaux publics et la résolution contradictoire de la Ville 219

6.3.7 Le contexte général de GPU à l'époque, le plan d'ensemble du centre-ville et le boulevard Dorchester 221
6.3.8 Escalade du conflit et affrontements avec la police 222
6.3.9 « Underdale », pression et contreproposition 223
6.8.10 Le délogement 226
6.8.11 Les conséquences d'Overdale sur les luttes postérieures et sur les institutions montréalaises. 228
6.4 Le squattage de 2001 et la restructuration des conflits socio-territoriaux 232
6.5 Nouveau contexte et nouveaux acteurs 240
6.6 Conclusion du chapitre. 244
CHAPITRE 7 :
ANALYSE DE L'ACTION COLLECTIVE DANS LES QUARTIERS AVOISINANT LE CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL, CUSM .. 247
7.1 Le projet CUSM 250
7.1.1 Les faits de collusion autour de l'attribution des contrats du CUSM (complément de la revue de presse) 258
7.2 La mobilisation dans les quartiers avoisinant le centre universitaire de santé Mcgill, CUSM 263
7.2.1 La mobilisation au quartier Saint-Henri 2000 - 2007. 263
Les sujets de la mobilisation à Saint-Henri 270
Les acteurs de la mobilisation à Saint-Henri 271
Les répertoires des actions collectives à Saint-Henri. 274
7.2.2 La mobilisation à la Ville de Westmount, 2000-2007 275
Les sujets de l'action collective à Westmount 279
Acteurs dans les actions collectives à Westmount 280
Les répertoires de contestation, les types d'actions collectives à Westmount. 283
7.2.3 La mobilisation à Notre-Dame-de Grâce, 2000-2007 284
Les sujets de la mobilisation à NDG 287
Les types d'actions collectives à NDG 288
Les acteurs de l'action collective à NDG 289
7.2.4 Conclusions de l'action collective dans les différents territoires analysés 291

7.3 La conjonction de luttes, le développement du CIQ et la négociation avec les promoteurs 295

7.4 Conclusion du chapitre. 298

CHAPITRE 8:
CONTRIBUTION THÉORIQUE ET DISCUSSION 304

8.1 Proposition théorique pour la compréhension des rapports entre conflit, action collective et politiques publiques en lien avec les GPU 304

8.2 Discussion 315

8.2.1 Concilier les perspectives associées aux différentes échelles en lien avec les théories macro et micro. 315

Défis théoriques, temporels, spatiaux et perceptuels 315

8.2.2 Relations avec les hypothèses de chacun des cas et efforts de généralisation 324

CHAPITRE 9 :
CONCLUSIONS GÉNÉRALES 330

ANNEXE:
PRINCIPAUX ARTICLES FIGURANT DANS LA RECHERCHE 338

BIBLIOGRAPHIE 344

TABLE DES FIGURES

Figure Page

0.1 Diego Rivera (1931), Frozen Assets 1
1.1 Frida Kalo (1933), Allá cuelga mi vestido 11
2.1 Diagramme du cadre des coalitions plaidantes. Sabatier (1998, p. 101) 58
3.1 Lucien Saulnier et Jean Drapeau, Photo de Alain Renaud, 17 juillet 1974 (Lessard 1995, p. 170) 98
3.2 Milton Park, 30 octobre 1972, Photo de David Miller (Lessard, 1995, p. 169) 99
3.3 Ruelle Leduc, 1957. Photographe inconnu (Lessard, 1995, p. 94) 99
3.4 Michel Régnier (1961, p. 26) 106
3.5. Michel Régnier (1961, p. 108) 107
4.1 Opérationnalisation de notre recherche 134
4.2 Localisation de l'îlot Overdale dans l'arrondissement de Ville-Marie 140
4.3. Localisation du CUSM 144
5.1 Permis de bâtir par année à partir des données CANSIM 164
5.2 Activité conflictuelle et grands projets urbains dans la RMR de Montréal entre 1985-2006 180
5.3. Acteurs impliqués dans les conflits liés aux GPU à Montréal 183
5.4 Évolution des actions déployées par les acteurs dans les GPU conflictuels - RMR Montréal (1985-2007) 184
5.5 Évolution des enjeux soulevés par les acteurs de la société civile dans les GPU conflictuels - RMR Montréal (1985-2007) 186
6.1. Maison La Fontaine, photo de l'auteur, 2014. 193
6.2 Photo de la protestation du 21 novembre 1986 (Archive de Fred McSherry) . 204
6.3 Affiche du festival de rue. Archives de Fred McSherry. 212
6.4. Arrestations du 24 juin 1988. Photo de Robert Craig 225
6.5 The Gazette, 25 juin 1988. Les arrestations du 24 juin 225
6.6 Arrestation à la suite de l'éviction. Archive de Fred McShery 222
7.1 Le CUSM en 2014, photo de l'auteur 248
7.2 Nombre d'actions collectives par année à Saint-Henri 265
7.3 Les sujets de la mobilisation à Saint-Henri (%) 270
7.4. Les acteurs de l'action collective à Saint-Henri (%) 273
7.5 Les types d'actions collectives utilisées à Saint-Henri (%) 275
7.6 Nombre d'actions collectives à Westmount par année 276
7.7 Les sujets de mobilisation à la Ville de Westmount (%) 280
7.8 Acteurs de l'action collective à la Ville de Westmount (%) 282
7.9 Les types d'action collective à Westmount (%) 284
7.10 Nombre d'actions collectives par année à NDG 281
7.11 Les sujets de mobilisation à NDG (%) 288
7.12 Type d'action collective à NDG (%) 284
7.13 Acteurs de la mobilisation à NDG (%) 291

7.14 Évolution dans le nombre total d'actions par quartier 293
7.15 Évolution des types d'actions déployés 294
8.1 Schème des rapports entre les actions de la société civile et de l'État 307
8.2 Rapport société civile/État dans le PPP 311
8.3 Transition entre moment économique et politique 314

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 Articles de recherche concernant les GPU à Montréal 37
Tableau 2.1 Principales contributions liées au cycle des politiques publiques..... 52
Tableau 3.1 Démarche de la recherche 129
Tableau 4.1 Étapes, outils et variables 139

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ADQ : Action démocratique du Québec

AMT : Agence métropolitaine de transport

ARUC : Alliance de recherche université-communauté

CA : Conseil d'administration

CDN : Côte-des-Neiges

CDEC : Corporations de développement économique communautaire

CHAT : *Cultural-Historical Activity Theory*

CHUM : Centre hospitalier de l'Université de Montréal

CIQ : Comité Inter-quartier

CLAC : Convergence des luttes anti-capitalistes

CLSC : Centres locaux de services communautaires

CMM : Communauté Métropolitaine de Montréal

CP : *Canadian Pacific*

CRE : Conférence régionale des élus

CSDM : Commission scolaire de Montréal

CUM : Communauté urbaine de Montréal

CUSM : Centre universitaire de santé McGill

ESD : Entrevue semi-dirigée

FIFA : Fédération Internationale de Football Association

FRAP : Front d'action politique

FRAPRU : Front d'action populaire en réaménagement urbain

FTQ : Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

GIST : Groupe d'intervention stratégique et tactique

GPU : Grands projets urbains

HEC : École des hautes études commerciales de Montréal

HLM : Habitations à loyer modique

IATA : *International Air Transport Association*

MACM : Musée d'art contemporain de Montréal

MRC : Municipalités régionales de comté

MSU : Mouvement social urbain

MU : Mouvement urbain

NDG : Notre-Dame-de-Grâce

OACI : Organisation de l'aviation civile internationale

OBNL : Organisme à but non lucratif

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OCPM : Office de consultation publique de Montréal

OSM : Orchestre symphonique de Montréal

PDU : Projets de développement urbain

POPIR : Projet d'organisation populaire, information et regroupement

PP : Politique publique

PPP : Partenariat public-privé

PQ : Parti québécois

RAPSIM : Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

RCM : Rassemblement de citoyens de Montréal

RESO : Regroupement économique et social du Sud-Ouest

RCM : Rassemblement des citoyens de Montréal

SDEM : Stratégie de développement économique de Montréal

SHDM : Société d'habitation et de développement de Montréal

SPSPEM : Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal

SPVM : Service de police de la Ville de Montréal

SVTS : Secteur des sciences de la vie et des technologies de la santé

UPM : *Urban Progressive Movement*

UQAM : Université du Québec à Montréal

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS :

Cette thèse se concentre sur l'étude des grands projets urbains (GPU), considérés comme des sphères d'influence de la mondialisation, tant sur le plan de la gestion publique que de la protestation à Montréal entre 1985 et 2010. Elle est composée de trois études de cas et vise à éclaircir les changements dans les rapports entre les acteurs urbains en ce qui a trait à la planification urbaine. Les hypothèses émises sont : 1) la mondialisation a entraîné une reconfiguration de la gestion des GPU et une augmentation de l'influence du secteur privé dans la planification territoriale, avec pour conséquence une transformation des rapports conflictuels et de coopération entre les acteurs liés à ces projets, et 2) le rapprochement entre les intérêts privés et les intérêts gouvernementaux dans le cadre de la gestion des GPU a transformé la protestation. La tension entre mouvements sociaux, groupes citoyens, gouvernements et investisseurs s'est accrue. Cela a impliqué des changements dans le type d'actions collectives déployées par les communautés.

Sur le plan théorique, nous réalisons une synthèse des rapports entre GPU, crise, forme de régime et état d'exception. Dans ce cadre, nous comprenons les GPU comme étant des objets d'analyse qui conjuguent, sur le plan empirique, l'étude de l'action collective, les politiques publiques et les conflits. Dans ce contexte, les GPU constituent une forme d'intervention et de planification de l'État destinée à augmenter les avantages comparatifs d'une région vis-à-vis de la concurrence internationale afin d'attirer davantage de capitaux et d'investissements (Swyngedouw et al., 2002; Fainstein, 2008). La plupart du temps, ces projets sont effectués en collaboration étroite avec le capital privé et ont des effets majeurs sur la structure urbaine et sur les dynamiques économique, sociale et politique des villes qui les mettent en œuvre.

Dans notre première étude, nous réalisons une analyse de l'évolution de la planification et de la gestion des GPU à Montréal entre 1985 et 2010. Ensuite, à partir d'une analyse de la base de données de la Chaire sur les conflits socioterritoriaux et la gouvernance locale, nous décrivons l'évolution des conflits associés aux GPU à Montréal entre 1985 et 2010. Nous y analysons l'évolution des acteurs qui participent aux conflits, les sujets abordés et le type d'actions collectives réalisées. Nous constatons que la gouvernance urbaine est fortement axée sur les GPU et influencée par la dynamique des capitaux liés à la mondialisation et à l'augmentation des avantages comparatifs. Les changements institutionnels (assemblées publiques, consultations, réforme municipale) ont eu des impacts majeurs sur les types d'actions déployées par la société civile. La médiatisation des conflits liés aux GPU ne prend pas en compte la participation grandissante des acteurs privés dans la planification de l'espace urbain. Cependant, nous démontrons que les tensions se sont accentuées au

cours de cette période, reflétant la divergence entre les intérêts des communautés, des acteurs privés et de l'État.

Dans la deuxième étude, nous réalisons une généalogie des conflits dans un micro-espace local pour comprendre leurs relations historiques sur les plans intra et extra-spatial entre 1985 et 2010. Pour ce faire, nous reconstruisons — au moyen de l'analyse de la presse, d'entretiens et d'une révision d'archives — l'histoire des conflits associés au territoire avoisinant la maison de La Fontaine, connue comme l'îlot Overdale, entre 1985 et 2010. Nous soulignons les liens historiques entre les différents conflits et les répertoires de contestation au fil du temps, ainsi que les rapports étroits entre l'administration municipale et les promoteurs immobiliers pendant les différents régimes urbains, malgré l'incorporation de la politique de consultation publique.

Pour la troisième étude, nous développons une analyse diachronique de l'évolution administrative et politique du projet du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) et de l'évolution de l'action collective dans le territoire touché par son implantation (limite entre les quartiers Saint-Henri et Notre-Dame-de-Grâce, et de la ville indépendante de Westmount) entre les années 2000 et 2010. L'étude diachronique de l'action de l'État et de la protestation nous permet de voir les logiques géographiques, institutionnelles et scalaires des conflits et des intérêts des acteurs. Finalement, nous analysons les possibilités et les limites d'intégration du projet, ainsi que l'influence de trois répertoires de contestation différents dans les trois territoires étudiés. La construction du mégaprojet du CUSM a fait entrevoir deux transformations paradigmatiques dans l'histoire des GPU à Montréal : d'une part, des transformations institutionnelles ont visé à mettre en place des mécanismes de dialogue permanents entre les développeurs et les communautés touchées par le projet. D'autre part, on observe une transformation qualitative de l'action collective, qui s'est orientée vers une plus grande coordination entre les différents acteurs en provenance de quartiers très différents, tant au point de vue de leurs intérêts respectifs que de leurs répertoires de contestations.

En considérant les résultats dans leur ensemble, nous pouvons souligner l'orientation « entrepreneuriale » de l'administration municipale et la transformation de la gouvernance de la Ville ces dernières années par : 1) l'orientation de la planification vers la concertation entre différents acteurs politiques et économiques à différentes échelles impliquant la création de nouvelles instances de planification et de concertation régionales, et 2) la coordination sectorielle des GPU par la création d'agences autonomes et d'organismes de coordination entre acteurs publics et privés. En ce qui concerne l'action collective, nous notons une augmentation des actions collectives associées aux GPU, une radicalisation de la protestation et une augmentation des conflits au fil du temps. Enfin, nous avons observé une

transformation importante de la coordination des actions, particulièrement en ce qui concerne le projet du CUSM.

MOTS CLÉS : grands projets urbains, gouvernance urbaine, politique publique, action collective, protestation, îlot Overdale, CUSM, Montréal

ABSTRACT AND KEYWORDS:

This thesis focuses on the study of large-scale urban projects (LSUP) – which are considered as spheres of influence of globalization – and their links with public management and protest in Montreal between 1985 and 2010. It is composed of three case studies and aims to clarify the changes in the interactions between urban actors involved in urban planning. The following hypotheses were tested: 1) globalization reconfigured the management of LSUP, increasing the influence of the private sector in the territorial planning, which transformed conflictual and cooperation relationships between actors involved in these projects, and 2) convergence between private and governmental interests in the management of the LSUP has transformed protest actions. Tensions between social movements, citizen groups, governments and investors increased during this period and involved changes in the type of collective actions being deployed by communities.

On the theoretical level, we realized a synthesis of interactions between LSUP, crises, regimes types and states of exception. In this context, we consider LSUPs as analysis units that combine, in empirical terms, the study of collective action, public policy, and conflict. LSUP are thus means used by the state for its interventions and planning activities aiming to increase comparative advantages of a region at the international level, in order to attract more investments (Swyngedouw et al. 2002; Fainstein, 2008). Most of the time, these large-scale projects are carried out in close collaboration with private funds and have major effects on urban structure, as well as on economic, social, and political dynamics of cities that implement them.

In our first study, we analyzed the evolution of LSUP planning and management in Montreal between 1985 and 2010. We used the database of the Canada Research Chair in Socioterritorial Conflict and Local Governance to describe the evolution of conflicts associated with LSUP in Montreal during this period. We analyzed the evolution of actors involved in conflicts, as well as the topics and types of collective actions that they carried out. We noticed that urban governance is strongly focused on LSUP and that it is influenced by capital dynamics related to globalization and to the increase of the comparative advantages. Institutional changes (public meetings, consultations, municipal reform) also had major impacts on the types of actions undertaken by the civil society. The media coverage of conflicts related to LSUP did not consider the growing participation of private actors in the planning of the urban space. However, we demonstrate that the tensions intensified during this period,

reflecting the divergence between interests of communities, private actors, and the State.

In the second study, we elaborated a genealogy of conflicts in a microspace to understand their historical relationships, on both intra- and extra-spatial levels between 1985 and 2010. To this end, we reconstructed — through the analysis of newspaper articles, archives and interviews — the history of conflicts associated with the territory surrounding the La Fontaine house, known as the Overdale neighborhood, between 1985 and 2010. We highlight historical links between the various conflicts and repertoires of protest over time, as well as close relationships between the City administration and real estate developers during the various urban regimes, despite the implementation of the public consultation policy.

In the third study, we developed a diachronic analysis of the political and administrative evolution of the McGill University Health Centre project (MUHC), in parallel with the evolution of collective actions in the territory affected by its implementation (boundary between the neighborhoods of Saint-Henri, Notre-Dame-de-Grace, and independent City of Westmount) between 2000 and 2010. The diachronic study of state actions and protests allowed us to understand the geographical, institutional, and scalar logic of conflicts, in relation to the interests of actors. Finally, we analyzed the possibilities and limits related to the social integration of this project, as well as the influence of the three repertoires of protest in the study areas. The construction of the MUHC megaproject implied two paradigmatic transformations in the history of LSUP in Montreal: on the one hand, institutional changes aimed to establish mechanisms allowing a permanent dialogue between developers and communities affected by the project. On the other hand, we observed a qualitative transformation of collective actions, which were oriented towards a greater coordination between various stakeholders coming from different neighborhoods; this coordination took into account both their respective interests and protest repertoires.

When considering the results as a whole, we noted an "entrepreneurial" orientation in the municipal administration and the transformation of the city governance in the recent years through: 1) planning oriented towards the concertation between different political and economic actors at different scales involving the creation of new regional instances of planning and consultation and 2) sectoral coordination of LSUP by the creation of autonomous agencies and coordination bodies involving public and private organizations. Regarding collective actions associated with LSUP, we noted an increase of these actions, a radicalization of protest and an increase in conflicts over time. Finally, we observed a significant transformation in the coordination of actions, particularly regarding the MUHC project.

KEYWORDS: Large scale urban projects, urban governance, public policy, collective action, protest, Overdale, MUHC, Montreal

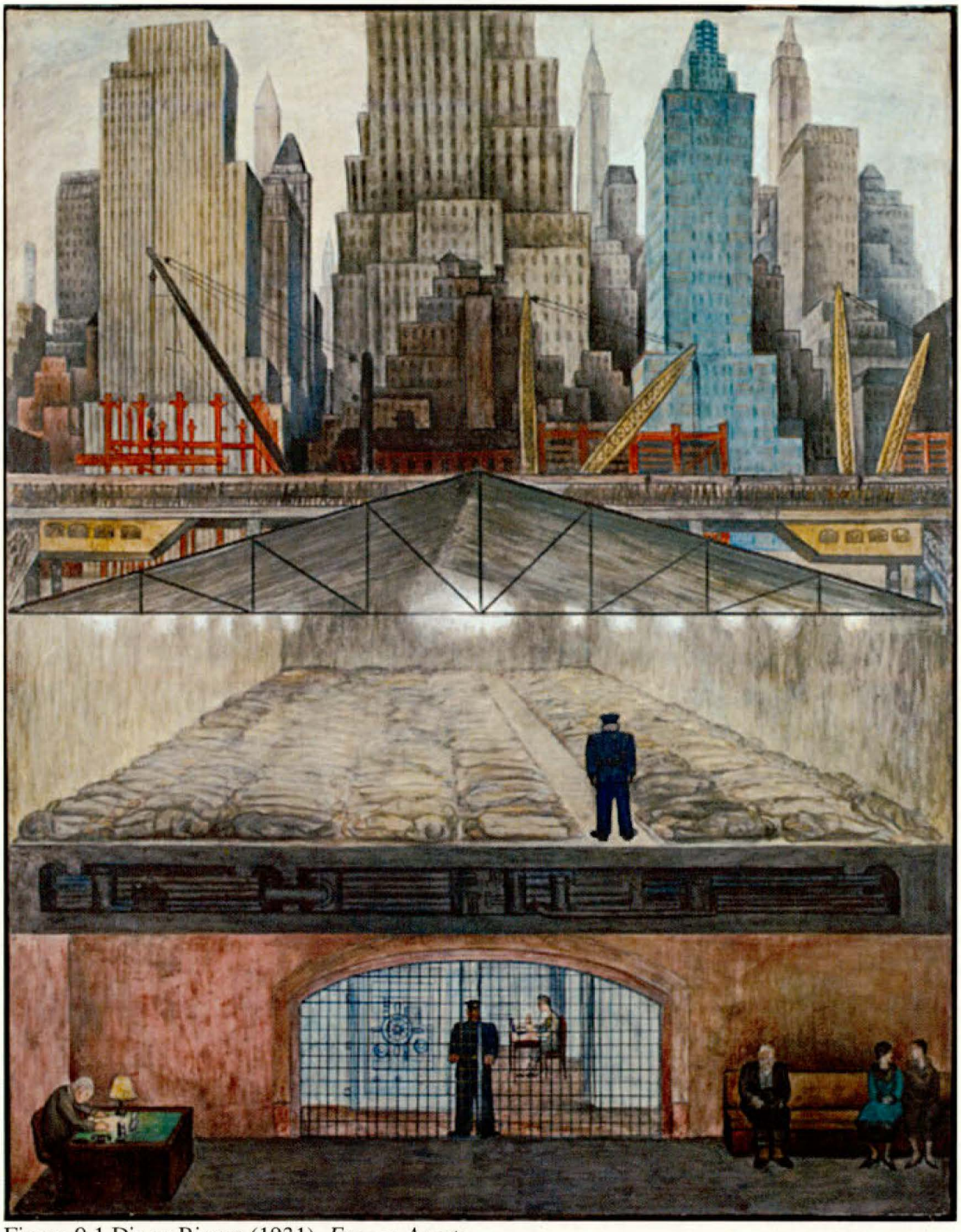


Figure 0.1 Diego Rivera (1931), *Frozen Assets*

INTRODUCTION

> It appears increasingly urgent to understand how different types of cities across the world system are being repositioned within increasingly volatile, financialized circuits of capital accumulation. Equally important is the question of how this crisis has provoked or constrained alternative visions of urban life that point beyond capitalism as a structuring principle of political-economic and spatial organization. Capitalist cities are not only cities for strategies of capital accumulation; they are also arenas in which the conflicts and contradictions associated with historically and geographically specific accumulation strategies are expressed and fought out. (Brenner et al., 2011, p. 9)

Les grands projets urbains (GPU) sont une variable utile pour comprendre les conflits et les contradictions qui sous-tendent les relations sociales urbaines. Ces grands projets ne peuvent être compris comme une unité isolée des processus économiques et sociaux, mais comme des unités historiques de planification et de restructuration du paysage urbain. Ces unités historiques doivent être pensées dans une continuité temporelle qui relient les acteurs urbains entre eux (des liens qui peuvent être des rapports de conflit ou de coopération) et différentes échelles dans lesquelles ces acteurs interviennent dans la production du territoire et de l'espace. C'est pourquoi les grands projets sont des variables qui servent à analyser la transformation des contradictions sociales et des conflits au sein d'un mode de production, dans un stade de développement urbain historiquement déterminé.

Les relations entre le mode de production, le processus d'accumulation et le conflit social constituent un problème central pour la compréhension de la dynamique de ces projets et de leurs effets sur les villes. Les GPU possèdent une forte charge

symbolique, ils représentent la concrétisation matérielle et spatiale des aspirations et des valeurs d'une société, mais ils laissent aussi apercevoir, au travers de la contestation et des protestations qu'ils provoquent, leurs fractures et leurs contradictions. Tout au long de l'histoire, les GPU ont connu des mutations, tant dans la composition de leurs acteurs, que dans leur contenu et leurs aspects formels et institutionnels de mise en œuvre. L'étude des transformations des conflits associés aux grands projets nous permet d'analyser l'évolution des relations sociales et des formes qu'assument les contradictions entre les acteurs en vue de l'appropriation et l'usage de l'espace urbain.

La peinture reproduite au début de cette introduction n'est pas le choix du hasard. Il s'agit d'une synthèse esthétique et graphique de notre recherche. Ce tableau a été réalisé par le muraliste mexicain Diego Rivera en 1931. Cette peinture murale dénonce l'iniquité d'un monde urbain qui s'exprime sous sa forme sociale et architecturale de manière horizontale. Son nom, *Frozen Assets*, joue sur la dualité du caractère congelé des actifs produits par la crise de 1929 et la froideur d'un New York planifié pour et par le capital. Cette murale est l'une des séries faites sur la demande du Musée d'art moderne de New York à Rivera entre 1931 et 1932, sous l'auspice de la famille Rockefeller (Pitol, 2011). La murale est stratifiée et divisée en trois parties qui se succèdent de façon verticale. Sur la partie haute du tableau, on observe la ligne du paysage créée par les gratte-ciels imaginés par les grands travaux d'ingénieurs de l'époque, dont beaucoup sont en construction (Dickerman et al., 2011). Ces GPU, que la ville avait érigée, constituaient l'essence de la modernité urbaine et de l'avenir des villes capitalistes d'alors. Ces grands projets s'érigent sur une seconde strate de la ville, celle représentant les pauvres, les exclus, et les réfugiés, au sein de ce monde d'acier et de verre. Ce monde d'exclusion est représenté par Rivera par l'embarcadère municipal (*municipal pier*) utilisé pendant l'hiver 1931 par les nombreux réfugiés économiques et territoriaux de la grande dépression à New York. Ces personnes sans toit, enfermées dans une boîte de ciment

et d'acier (la ville), dorment sous la surveillance attentive d'une police voulant prévenir une insurrection. Précisément, le fait qu'ils soient endormis et surveillés, constitue une métaphore critique de Rivera de la ville capitaliste de l'époque et un appel à se « réveiller ». Finalement, dans la dernière strate, la plus basse, on trouve la représentation du pouvoir et de la richesse qui, en dernière instance, est le facteur déterminant de l'architecture physique et sociale de la ville. L'image représente la voûte du *Irving Trust Building* à *Wall Street* (Tynes, 2011). Cette image révèle la continuité du processus d'accumulation et de concentration des capitaux qui s'est accentué durant la crise économique la plus grave de l'histoire. Devant la voûte, là où se trouvent protégés les « actifs congelés », on trouve les grands investisseurs qui font ici leurs dépôts. Ceux-ci attendent leur tour pour pouvoir vérifier le contenu de la boîte de sécurité. À droite, sur un bureau, observant des plans et, apparemment, décidant du futur de la ville, on trouve John D. Rockefeller (Dickerman et al., 2011), l'architecte de cette ville en transformation et qui a commandé la plupart de ces bâtiments.

Cette murale est une synthèse graphique des principaux problèmes que notre recherche aborde ; bien qu'elle semble anachronique à première vue, nous pouvons mettre en évidence qu'elle décrit bien les problèmes que la ville capitaliste doit affronter encore aujourd'hui. En premier lieu, on y retrouve une relation étroite entre les GPU, les crises, le processus d'accumulation, le dépouillement (accumulation par dépossession), et la construction d'infrastructures. En second lieu, cette murale illustre l'orientation de la planification urbaine tournée vers les intérêts des grands investisseurs et la disparition de l'État dans une identification pleine et entière avec les intérêts des grands capitaux. En troisième lieu, elle synthétise le rapport d'aliénation dans lequel se trouvent les secteurs de la population les plus vulnérables, ceux qui sont les plus affectés par ces changements dans la planification urbaine. Finalement, on y note l'augmentation de la sécurité et de la surveillance policière dans les grandes villes, qui sont liées à un état d'exception permanent (Agamben,

2005) et à la criminalisation de la protestation, de plus en plus forte, des acteurs sociaux exclus des bénéfices de la mondialisation.

Cette thèse se concentre sur l'étude des GPU en tant qu'éléments de synthèse des changements suscités par la mondialisation. Nous proposons une intégration de l'analyse de l'action collective avec l'analyse des politiques publiques, qui sont comprises comme deux dimensions articulées, et comme deux cadres théoriques nécessaires pour l'analyse des conflits associés à ces projets. Les GPU constituent donc une manifestation empirique et variable des processus de changement et de continuité dans les dynamiques des conflits qui se sont déroulés dans le contexte d'une transformation économique et institutionnelle importante dans la phase de développement actuelle du capitalisme, soit le « néolibéralisme actuellement existant » (Brenner et Theodore, 2002). Pour saisir ces transformations, nous avons réalisé dans un premier temps une revue de presse pour analyser l'évolution des conflits associés aux GPU au cours des 25 dernières années à Montréal, ainsi que pour décrire l'évolution des acteurs associés aux actions collectives, leurs actions, et les motifs de mobilisation, à partir de la base de données de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits socioterritoriaux et la gouvernance locale. Dans un deuxième temps, nous avons étudié en profondeur le rapport entre GPU, gestion urbaine et conflit social dans le cadre de deux microterritoires urbains montréalais. Cette micro-analyse a été réalisée par l'intermédiaire d'une combinaison de méthodes, soit l'analyse de la presse écrite, des entretiens semi-directifs et une révision minutieuse d'archives personnelles et institutionnelles. Nous considérons qu'il existe un rapport historique entre les changements dans les dynamiques de la protestation et celles impliquant des processus de gestion de ville. Ce rapport historique est déterminé par les changements de régime politique ou leur mise en place. Ces régimes représenteraient une manifestation historique des alliances entre différentes factions et intérêts de classe à un moment historique déterminé ; ils mettraient en place différentes stratégies de régulation ou de gestion des conflits sociaux liés aux GPU.

Ce travail vise à comprendre les changements dans la dynamique des conflits associés aux GPU qui ont eu lieu au cours des 25 années comprises entre 1985 et 2010 à Montréal. Montréal a une histoire urbaine marquée par les conflits dérivés des grands projets urbains, particulièrement pendant les décennies comprises entre les années 1960 et 1980. Au niveau international, la ville a souffert de l'influence de la complexité institutionnelle héritée de ses conflits historiques (Sancton et al., 1985), du caractère discrétionnaire de son urbanisme (St-Amour, 2006), de sa dépendance vis-à-vis de l'impôt foncier (Belley, 2003), de la concentration excessive du pouvoir dans le comité exécutif de la ville (Sancton, 1985 et 1988) et de la résolution casuistique et politicienne des conflits générés par les GPU (Viel et al., 2012 ; Thomas, 1997). Ceci se reflète dans les pratiques historiques de collusion et de corruption des gouvernements municipaux dans lesquels l'influence du secteur privé, particulièrement celle des promoteurs, est déterminante dans la mise en œuvre de ces projets (Charbonneau et Lachance, 2015).

Notre recherche explore les changements récents dans les conflits associés aux GPU et leur relation avec des modifications plus profondes liées à la mondialisation et à l'application des principes de la Nouvelle gestion publique (New public management ; Fleury, 1999 ; Merrien, 1999 ; Pereira, 2004). Malgré la diversité des perspectives et des types d'analyses contenues dans cette thèse, nous considérons que ceux-ci doivent être compris dans leur intégralité, comme un tout ou une unité. Les chapitres présentés constituent des variations sur un même sujet qui permettent d'observer et de comprendre la complexité du problème abordé. D'un point de vue méthodologique, cette thèse apporte une regard multidimensionnel et multiscalaire sur le phénomène des GPU. D'un point de vue théorique, le principal apport de cette thèse est la considération historique du phénomène et l'incorporation de la théorie du conflit dans l'analyse. L'historicité s'appuie sur la différenciation entre l'analyse conjoncturelle et structurelle, sur la compréhension de la transition pendulaire entre les moments

politiques et les moments économiques, ainsi que sur les effets des GPUs sur la protestation et les politiques publiques dans le long terme. Enfin, la thèse contribue au débat sur les effets des changements économiques et politiques associés à la néolibéralisation des villes.

Division de la thèse en six chapitres et quatre parties :

PREMIÈRE PARTIE, PARTIE THÉORIQUE

Dans le premier chapitre, nous présentons une synthèse théorique du rapport entre GPU, crise, forme de régime et état d'exception. Nous utilisons alors le concept d'analyse de conjoncture (Poulantzas, 1968), afin de situer notre analyse dans le contexte plus large du développement du capitalisme.

Dans le deuxième chapitre, nous définissons les GPU en tant qu'objets d'analyse qui conjuguent au niveau empirique l'étude de l'action collective avec les politiques publiques, soit deux cadres épistémologiques de l'action.

DEUXIÈME PARTIE, PROBLÉMATIQUE ET CHOIX METHODOLOGIQUES

Dans le troisième chapitre, la problématique, nous avons réalisé une mise en contexte de la situation des conflits associés aux grands projets urbains à Montréal. Dans cette mise en contexte impliquant une recension des écrits sur le sujet, nous montrons les liens entre l'évolution de la protestation et de l'action administrative et leur influence sur la construction d'institutions locales et de politiques publiques ; à partir de cette mise en contexte, nous avons formulé notre question de recherche et nos hypothèses de travail.

Dans le quatrième chapitre, la méthodologie, nous proposons une structure en trois phases de recherche, et présentons l'élaboration méthodologique que nous utilisons dans chacune d'entre elles.

TROISIÈME PARTIE, ANALYSE EMPIRIQUE

Dans le cinquième chapitre, nous avons réalisé une description générale de l'évolution des conflits associés aux GPU à Montréal entre 1985 et 2010 à partir d'une analyse de la base de données de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits socioterritoriaux et la gouvernance locale. Cette analyse comprend l'évolution des acteurs qui ont participé aux conflits, les sujets abordés et le type d'action collective réalisée. Ce travail nous a permis d'élaborer une synthèse des principaux conflits associés aux grands projets et leur évolution dans le temps. Dans la seconde partie de ce chapitre, nous avons analysé la politique de gestion des projets associés à la stratégie de planification de Montréal 2025. Cette stratégie constitue, selon nous, un changement de paradigme dans la planification associée aux grands projets dans la ville et un exemple représentatif des changements ayant caractérisé leur gestion et leur importance dans la planification du développement territorial.

Dans le sixième chapitre, nous réalisons une généalogie des conflits dans un micro-espace local pour comprendre leurs relations historiques au niveau intra et extra-spatial. Nous utilisons la « dendrochronologie » des conflits en tant que métaphore qui nous permet de comprendre les cadres dans lesquels les répertoires de contestation apparaissent et leur influence sur les acteurs. Nous analysons l'influence de l'action collective sur la gestion des conflits sous différents régimes administratifs, ainsi que la position, les intérêts et les actions de la Ville, des promoteurs et de leurs opposants au long du conflit social. En ce sens, nous reconstruisons — au moyen de l'analyse d'articles de journaux, d'entretiens et d'une révision d'archives — l'histoire des conflits associés au territoire avoisinant la maison de Lafontaine, connu comme

l'îlot Overdale, entre les années 1985 et 2010, et illustrons leurs rapports avec d'autres conflits plus larges ayant eu lieu dans la ville.

Dans le septième chapitre, nous avons développé une analyse diachronique de l'évolution administrative et politique du projet du Centre universitaire de santé McGill et de l'évolution de l'action collective dans le territoire touché par son implantation (limite entre les quartiers Saint-Henri et Notre-Dame-de-Grâce et la ville indépendante de Westmount) entre les années 2000 et 2010. L'étude diachronique de l'action de l'État et de la protestation nous permet de voir les logiques géographiques, institutionnelles et scalaires des conflits et des intérêts des acteurs. Finalement, nous présentons l'analyse des limites associées à l'intégration et à l'influence de trois répertoires de contestation localisés territorialement et associés au développement du projet.

QUATRIÈME PARTIE, DISCUSSION ET CONCLUSION

Dans le sixième chapitre, nous présentons une synthèse finale des résultats analysés en reliant les deux cas étudiés avec notre analyse théorique. Nous mettons en évidence comment nos hypothèses ont été validée et analysons, finalement, la relation entre les résultats trouvés et l'appareil conceptuel utilisé.

PREMIÈRE PARTIE, PARTIE THÉORIQUE

Appelés à dicter des normes pour la fondation de Périntie, les astronomes définirent le lieu et le jour selon la position des étoiles, tracèrent les lignes entrecroisées du decumanus et du cardo, orientées, l'une, d'après le cours du soleil et, l'autre, selon l'axe autour duquel roulent les ciels, ils divisèrent le plan selon les douze maisons du zodiaque de telle sorte que chaque temple et chaque quartier reçoive des constellations opportunes le juste influx, ils fixèrent l'endroit où, dans les murs, ouvrir les portes, prévoyant que chacune cadrerait une éclipse à la lune dans les mille ans à venir. Périntie, assurèrent-ils, allait refléter l'harmonie du firmament ; la raison naturelle et la grâce des dieux allaient donner forme aux destins de ces habitants. [...]

Dans les rues et sur les places de Périntie aujourd'hui, tu rencontres des estropiés, des nains, des bossus, des obèses, des femmes à barbe. Mais on ne voit pas le pire ; des hurlements gutturaux sortant des caves et des greniers, où les familles cachent des enfants à six jambes ou à trois têtes.

Les astronomes de Périntie se trouvent devant un choix difficile : ou bien, admettre que leurs calculs sont faux, et que leurs chiffres échouent à décrire le ciel ; ou bien, révéler que l'ordre divin, c'est précisément celui que reflète la ville des monstres. (Calvino, 1974, p. 166-167).



Figure 1.1 Frida Kalo (1933), *Allá cuelga mi vestido*

CHAPITRE I : LES GRANDS PROJETS URBAINS COMME OBJET D'ANALYSE

> Il n'y a, bien entendu, aucune raison pour que les totalitarismes nouveaux ressemblent aux anciens. Le gouvernement, au moyen de triques et de pelotons d'exécutions, de famines artificielles, d'emprisonnements et de déportations en masse, est non seulement inhumain (cela, personne ne s'en soucie fort de nos jours) ; il est — on peut le démontrer — inefficace : et, dans une ère de technologie avancée, l'inefficacité est le péché contre le Saint-Esprit. Un État totalitaire vraiment « efficient » serait celui dans lequel le tout-puissant comité exécutif des chefs politiques et leur armée de directeurs auraient la haute main sur une population d'esclaves qu'il serait inutile de contraindre, parce qu'ils auraient l'amour de leur servitude. La leur faire aimer — telle est la tâche assignée dans les États totalitaires d'aujourd'hui aux ministères de la propagande, aux rédacteurs en chef des journaux et aux maîtres d'école. (Huxley, 2013, p. 14).

1.1 Mondialisation et grands projets urbains

Les grands projets peuvent être définis comme des unités administratives minimales[1] et constantes de la planification urbaine au niveau local qui concernent la construction d'infrastructures d'envergure. Ces projets impliquent, dans leur mise en œuvre et pour leur développement, un niveau élevé d'investissement et une importante coordination entre les différentes échelles d'intervention et les intérêts des acteurs économiques et institutionnels qui les soutiennent. Comme nous l'expliquerons au cours de ce chapitre, la mise en œuvre de ces projets est d'une grande complexité, non seulement en raison des conflits qui peuvent survenir entre les différentes échelles institutionnelles et géographiques, mais aussi à cause du grand

[1] Dans la théorie classique de la gestion publique, la hiérarchie dans la planification est réalisée en série comme suit : des politiques donnent naissance aux plans qui eux sont mis en œuvre par des programmes et, enfin, par des projets. Ceux-ci sont considérés comme les plus petites unités d'une gestion plus large. Ce que nous observons dans l'étude des GPU est que cette logique hiérarchique et centralisée dans les états nationaux est transformée vers une planification territoriale transnationale, centrée sur les projets.

nombre d'acteurs qui participent à leur planification et à leur mise en place. Les GPU, qu'ils soient d'origine publique, privée ou mixte, expriment des changements profonds dans les rapports de pouvoir entre les acteurs urbains. Ils s'intégrer dans un vaste processus de transformation des échelles de planification liées à la mondialisation. Nous voulons analyser les GPU dans le contexte d'une mondialisation impliquant un processus de coordination plus complexe entre des acteurs de différentes natures, qui s'effectue en parallèle avec la coordination de diverses échelles de gouvernance pour la mise en place des projets territorialement localisés.

La recherche centrée sur les grands projets urbains a pris beaucoup d'ampleur ces dernières années, et ses aspects descriptifs, tout comme les études de cas qui ont été publiées, sont relativement abondants. En comparaison, les études théoriques et les approches visant une généralisation des résultats liés à l'apparition et aux changements quantitatifs touchant ces projets au cours des dernières années sont plutôt rares. Bien que les grands projets urbains aient fait l'objet de plusieurs études et réflexions depuis la fin du XIX^{e} siècle, ce n'est que dernièrement que les chercheurs, et en particulier ceux du domaine de la géographie critique, ont réalisé des recherches clés en vue de clarifier les liens entre la structure du développement du capitalisme et de la mondialisation et la transformation des États.

Dans ce premier chapitre, nous désirons situer notre recherche à partir d'un point de vue analytique, en présentant l'état de la discussion liée aux grands projets urbains, en association avec la mondialisation et avec les actions de protestations face à ces projets. En ce sens, nous proposons une présentation des avancées de la recherche réalisées au cours des dernières années sur les grands projets urbains, en débutant par une définition de notre objet d'étude et de quelques pistes d'analyse que nous considérons comme importantes. Nous présenterons ensuite une recension des écrits

traitant des grands projets à Montréal et des spécificités liées à leur développement à Montréal, en mettant en évidence leurs apports respectifs et leurs limites. Ainsi, nous montrerons que l'étude des grands projets urbains nous permet d'analyser certains impacts de la mondialisation et, en particulier, de montrer les impacts de certains des acteurs les plus influents — soit les entreprises transnationales — sur les gouvernements et les démocraties locales. Les profonds changements dans la planification et la gestion des villes et des régions associés à la mise en place du néolibéralisme ne sont pas seulement des transformations cosmétiques ou d'ingénierie institutionnelle (Fleury, 1999) ; ils s'accompagnent, en effet, de modifications profondes dans les démocraties et, par conséquent, dans les rapports sociaux entre les acteurs urbains comme nous allons l'analyser au fil de ce travail.

1.1.1 Les grands projets urbains comme objet d'étude

En plus d'être une unité de gestion administrative et territoriale, les GPU sont une source importante de conflits urbains (Swyngedouw et al., 2002). Ces projets reflètent et synthétisent, d'une part, le processus de transformation de l'État et l'influence grandissante des capitaux dans la détermination des actions étatiques et mettent en évidence, d'autre part, le mécontentement croissant des citoyens et des changements dans leurs actions de protestation. L'étude des grands projets urbains nous permet de comprendre l'évolution des rapports entre les acteurs urbains, des échelles d'intervention, ainsi que de l'évolution historique des conflits entre les acteurs urbains, particulièrement entre l'État, le secteur privé et les communautés locales. À notre avis et tel que souligné par Harvey (2005b) et Smith (2001), une des faiblesses retrouvées dans les écrits concernant la mondialisation et, en particulier, les grands projets urbains en ce qui concerne l'analyse du pouvoir et des institutions est l'absence de perspective liée à l'espace et au territoire. L'étude des GPU nous permet de penser les processus globaux en termes territoriaux, c'est-à-dire de comprendre les

manifestations locales spécifiques des changements induits par la mondialisation économique (Swyngedouw et al., 2002). On peut donc considérer les grands projets urbains comme des échantillons territorialisés des contradictions de la mondialisation. Selon Sassen (1988, 1991), les villes sont soumises à une double tendance, soit à la concentration territoriale en termes administratifs (villes globales) et à la déconcentration en termes de production (industrialisation de la périphérie capitaliste). Cette tendance implique des changements dans les infrastructures locales qui s'expriment par la construction de grands projets servant à attirer des investisseurs dans les secteurs où les avantages comparatifs sont les plus forts. Ainsi, comme nous l'expliquerons dans les sections qui suivent, les villes entrent en concurrence pour attirer des investissements de capitaux globaux dans leurs territoires et réalisent des réformes administratives qui visent à assurer cette installation (Smith et Feagin, 1987).

Un des éléments les plus surprenants lors de notre recension des écrits concernant l'analyse des GPU a été l'absence de la théorie des conflits et de leur résolution dans la perspective théorique des travaux analysés. Nous considérons que l'incorporation de cette perspective dans l'analyse pourrait contribuer à mieux comprendre la dynamique territoriale de l'opposition et de l'antagonisme entre groupes dans la définition de ces projets. Nous estimons que la considération de cette dimension est essentielle et prioritaire dans l'analyse du phénomène et, en ce sens, notre chapitre théorique intègre des éléments permettant de faire cet ajout (pour une meilleure compréhension, voir chapitre 8).

1.1.2 Les rapports entre les GPU, les crises et les cycles d'accumulation : va-et-vient entre le moment économique et le moment politique.

Il existe un rapport important entre les grands projets urbains et le capital. Cette relation est bien connue et a été abordée par Engels entre 1872 et 1873, dans une série d'articles publiés dans la revue *Volksstaat* sous le titre, « La question du logement » (Engels, 1969). Dans ces textes, Engels analyse la relation existante entre les processus de transformation urbaine à grande échelle — concrétisée notamment par la mise en marche de grands projets — et les cycles d'accumulation du capital. En particulier, Engels critique la transformation urbaine de Paris menée sous la direction du baron Haussman à la fin du XIX^{e} siècle. Selon Engels, le processus de transformation urbaine capitaliste obéit à une logique économique et géographique fondée sur le déplacement des plus pauvres et sur l'appropriation des terrains centraux des villes par des spéculateurs pour son développement urbanistique ultérieur. Cette tendance vers le déplacement des communautés des centres urbains associée à la spéculation sur la valeur de la terre a une relation avec les crises économiques et avec les processus historiques de restructuration du capitalisme (Harvey, 1985, 2006b). Dans ses articles, Engels dépasse la critique descriptive qu'il a réalisée dans son essai « La situation de la classe laborieuse en Angleterre » (Engels, 1958), en identifiant le problème du logement comme étant un problème d'accumulation capitaliste et de spéculation financière. Selon Engels :

> The growth of the big modern cities gives the land in certain areas, particularly in those which are centrally situated, an artificial and often colossally increasing value; the buildings erected on these areas depress this value, instead of increasing it, because they no longer correspond to the changed circumstances. They are pulled down and replaced by others. This takes place above all with workers' houses which are situated centrally and whose rents, even with the greatest overcrowding, can never, or only very slowly, increase above a certain maximum. They are pulled down and in their stead shops, warehouses and public buildings are erected. Through its Haussmann in Paris, Bonapartism exploited this tendency tremendously for swindling and private enrichment. But the spirit of Haussmann has also been abroad in London, Manchester and Liverpool, and seems to feel itself just as much at home in Berlin and Vienna. The result is that the workers are forced out of the centre of the towns towards the outskirts; that workers' dwellings, and small dwellings in general, become rare and expensive and often altogether unobtainable, for under these

> circumstances the building industry, which is offered a much better field for speculation by more expensive houses, builds workers' dwellings only by way of exception. (Engels, 1955, p. 29).

Le processus de transformation de la ville capitaliste moderne trouve son meilleur exemple dans le projet de transformation de Paris durant le Second Empire, entre les années 1852 et 1870. Ce projet de transformation radicale de la ville a impliqué une rupture complète, au niveau conceptuel, spatial et symbolique, avec la ville ancienne et a permis la création d'un Paris « symbole de la modernité » (Harvey, 2003a). Ce processus s'est réalisé via la mise en marche d'un programme de planification à long terme de grands projets urbains en coordination directe avec les grands capitalistes parisiens qui cherchaient à augmenter les avantages comparatifs de Paris par rapport aux autres capitales européennes. De plus, l'érection de nouveaux édifices à plus grande échelle, la construction des grands boulevards et l'amélioration des communications étaient la concrétisation matérielle de cette modernité. À ceci, on doit ajouter le développement permis par les nouveaux systèmes de crédit qui ont stimulé, en même temps que la production industrielle, la spéculation financière et immobilière (ibidem). Le phénomène de la revitalisation des villes sur la base d'une planification à grande échelle de grands projets urbains n'est donc pas chose nouvelle, mais constitutive du processus spatial d'accumulation du capital.

David Harvey (1985, 2006b, 2012) explique que la ville capitaliste a une signification et une forme spécifique qui ne peuvent être comprises en dehors du contexte du développement des moyens de production. C'est pourquoi l'environnement construit[2]

---

[2] Selon Harvey, l'environnement construit est : *« a complex composite commodity comprising innumerable different elements—roads, canals, docks and harbours, factories, warehouses, sewers, public offices, schools and hospitals, houses, offices, shops, etc. - each of which is produced under different conditions and according to quite different rules. The built environment is, then, a gross simplification, a concept that requires disaggregation as soon as we probe deeply into the process of its production and use. Yet we also know that these components have to function as an ensemble in*

sert et est planifié comme infrastructure physique pour le processus de la production et de la distribution de marchandises (Harvey, 1985, p. 15). Les investissements nécessaires pour ces constructions proviennent généralement du secteur public, qui joue un rôle important pour garantir le flux des ressources nécessaires à l'existence et au bon état des infrastructures indispensables au processus capitaliste. L'intervention de l'État dans la création d'infrastructures s'accompagne, généralement, de modifications dans les politiques de crédits, d'imposition, de régulation du territoire et d'une spéculation croissante sur les actifs immobiliers. Harvey (1985) a démontré l'existence d'une relation importante entre l'environnement construit[3] et les crises économiques du capitalisme, c'est-à-dire, entre les processus d'urbanisation capitaliste et les cycles économiques de Kondratiev (aussi dits cycles de longue durée). Les grands investissements en infrastructures se présentent dans la phase de suraccumulation du cycle capitaliste et peuvent donner lieu à une crise générale du système économique. Ceci est relié au fait qu'à un certain moment — pendant la phase de suraccumulation —, les investissements sont dirigés vers l'immobilier, augmentant artificiellement les prix des terrains et des bâtiments au point que ces investissements deviennent improductifs et que les prix tombent rapidement, ce qui génère des pertes significatives pour les entités financières et publiques, principalement les banques qui fournissent les crédits hypothécaires. Selon Harvey : « *Each of the global crisis of capitalism was in fact preceded by the massive movement of capital into long-term investment in the built environment as a kind of last-ditch hope for finding productive use for rapidly overaccumulating capital* » (Harvey, 1985, p. 20). La crise suivante implique une redistribution et une concentration plus grande du capital qui se fonde sur l'accumulation au moyen de la

---

relation to the aggregative processes of production, exchange and consumption.» (Harvey, 1985, p. 16)

[3] Cette relation est développée en profondeur dans le premier chapitre de « L'urbanisation du capital » (1985) et dans les chapitres 9 et 10 du livre « Limites du capital » (2006).

dépossession[4]. Ainsi, les GPU se situent au centre des processus économiques d'accumulation de capitaux.

Nous nous retrouvons donc devant deux problèmes intéressants : 1) les investissements en infrastructures et les GPU, qui représentent les modifications les plus importantes du paysage urbain, sont déterminés de manière directe par les cycles d'accumulation du capital et par les crises. Ainsi, la logique du capital influence l'aménagement et la planification du territoire et donc les relations entre les différentes échelles qui interviennent dans sa production (gouvernance territoriale). 2) Le deuxième problème est de savoir s'il existe des limites à cette détermination économique de la vie sociale. Dans le premier problème, il s'agit de signaler la complexité même des relations entre le capital et l'espace dans les échelles globale et locale et leur coordination et interdépendance dans le temps et dans l'espace. Dans la seconde question, il s'agit d'aborder le problème à partir de la relation pendulaire entre la sphère économique et politique et leurs relations avec les crises et le changement politique.

Pour explorer ces problèmes, il nous apparaît pertinent de recourir à un auteur encore peu cité dans le champ des études urbaines[5], mais dont l'apport à l'analyse des relations capitalistes en périodes de crise a été fondamental : Nikos Poulantzas. De cet auteur, nous reprenons deux concepts qui nous paraissent importants pour notre analyse, 1) l'analyse de conjoncture et 2) l'autonomie relative entre la sphère

[4] Sur ce point, il est important de faire référence au concept d'accumulation au moyen du dépouillement, concept que Harvey (Harvey, 2005b, chapitre 4) a développé récemment comme une forme de compréhension des processus d'accumulation primitive du capital dans les phases de suraccumulation. En ce sens, Harvey avance que les crises du capitalisme ont été provoquées par le néolibéralisme au moyen de l'expansion des formes de pillage au niveau global, parmi lesquelles la privatisation a été la forme principale. La privatisation implique en effet une appropriation de biens collectifs par des entreprises privées. L'accumulation au moyen de la dépossession a été appliquée tant dans les centres d'accumulation que dans les périphéries du système capitaliste.

[5] En ce sens, les références sont peu nombreuses. Nous pouvons citer les travaux de Jessop (2009) et de Vainer (2013) qui incorporent les travaux de cet auteur dans leur analyse sur la ville.

politique et économique. En premier lieu, et en lien avec le premier problème énoncé — soit celui des liens entre les cycles d'accumulation et l'aménagement de GPU — Poulantzas met l'accent sur *l'analyse de conjoncture*, soit la nécessité de situer l'étude de cas dans l'*état de développement spécifique du mode de production* et, en ce sens, d'assurer une historicité à l'interprétation de la réalité des GPU. La conjoncture est comprise par cet auteur comme étant la combinaison spécifique des forces sociales (classes, fractions, catégories et stratifications) qui singularisent chaque formation sociale et qui, par la suite, singularisent aussi la stratification des luttes et la position des acteurs dans les conflits pour le pouvoir. Suivant cette idée, notre travail consiste à singulariser, à partir de l'étude des GPU, les dynamiques conflictuelles dans un moment historiquement et géographiquement déterminé.

En second lieu, face à la possible détermination économique de la vie sociale énoncée dans le second problème, il est important de mettre en relief que, pour cet auteur — et en opposition ouverte à l'économisme des interprétations marxistes de son temps - les relations sociales sont déterminées *de forme relative* par la sphère économique ; en conséquence, il existe *un degré d'autonomie relative entre la sphère politique et économique* (Poulantzas, 1968, p. 20) qui se transforme durant chacune des formations sociales. Ainsi, il existerait des transitions historiques entre des phases pendant lesquelles la détermination de la vie sociale est éminemment économique et d'autres phases pendant lesquelles la détermination économique cède le pas à une détermination principale expliquée par la sphère politique[6]. Ces deux phases impliquent l'existence d'une codétermination permanente entre les deux sphères économiques et politiques. La capacité de détermination de l'une par rapport à l'autre varierait de manière pendulaire et se transformerait dans les périodes de crises, ce qui

[6] Cette idée est présente également chez d'autres penseurs modernes qui revendiquent le retour du politique comme élément nécessaire de reconfiguration des relations sociales après les excès de la détermination économique des relations durant le néolibéralisme. En ce sens, nous pouvons citer les travaux de Chantal Mouffe (1999, 2005), de Jacques Rancière (2004) et d'Erik Swyngedouw (2009).

rendrait possibles les changements de formes et de types de régimes, ainsi que des modifications dans les institutions politiques qui ont comme fonction la régulation des conflits sociaux. Ce que nous voulons étudier dans cette thèse est la singularité des relations entre les acteurs urbains dans le contexte actuel de la transformation économique et politique impulsée par la mondialisation à Montréal. Nous considérons que la mondialisation implique une détermination importante de la sphère économique sur la sphère politique, ce qui se manifeste par une administration publique orientée selon les principes du marché. Cette détermination (dictature au sens de Poulantzas, 1968) de la sphère économique implique un processus de changement institutionnel sous la forme d'un état d'exception permanent. Nous développerons ces idées d'une façon approfondie dans notre chapitre de discussion, dans lequel nous proposons une synthèse théorique.

Les GPU sont, ainsi, des espaces de convergence des conflits entre les différents acteurs pour l'appropriation et l'usage de l'espace et des ressources à un moment historiquement déterminé. L'observation de l'évolution de ces projets nous permet aussi d'étudier les changements des relations entre la sphère économique, politique et sociale. Les GPU constituent des unités minimales de l'administration de la politique urbaine[7] dans lesquelles peuvent être observés, de manière concrète, les processus d'innovation dans la gestion des conflits. De cette façon, les GPU peuvent être considérés comme des formes d'expérimentation sociale qui modifient simultanément le paysage, les relations sociales et la régulation des conflits. Nous pouvons donc appréhender ces unités comme des formes expérimentales de création et de manipulation du paysage urbain et des relations sociales. L'analyse de ces projets nous permet ainsi de comprendre la reconfiguration des relations sociales dans leurs

[7] Dans la théorie administrative, les politiques comprennent l'ensemble des programmes dans un secteur spécifique. Les programmes, quant à eux, comprennent l'ensemble des projets qui partagent certains objectifs. Les projets sont, en ce sens, les unités minimales de l'administration pour le développement d'un programme ou d'un objectif. Pour approfondir le sujet, nous recommandons la lecture de Roth (2010) et de Cohen et Franco (2005).

aspects concrets (les intérêts matériels et le pouvoir dans la prise de décisions des différents groupes sociaux) et sur le plan des symboles et des représentations urbaines. Ces formes d'expérimentation institutionnelle ne sont pas, selon nous, exclusives au néolibéralisme, car les GPU sont des constantes historiques. Les critiques des GPU en tant que formes d'expression du néolibéralisme ne tiennent pas compte (Lehrer et Laidley, 2008 ; Swyngedow et al., 2002 et Vainer, 2013) du fait que leur étude permet de montrer les aspects temporels des luttes et leurs manifestations dans chacune des formations sociales[8]. Ces projets transforment non seulement l'espace urbain, mais constituent surtout des exercices qui transforment les institutions et les relations sociales.

1.1.3 Les GPU, entre les états d'exception et l'apparition intellectuelle du concept

L'une des plus récentes interprétations liées aux GPU est la considération de ceux-ci comme des « états d'exception » des politiques urbaines et des régimes de gouvernance (Baptista, 2009, 2013). D'après Agamben (2005), qui fait référence à la notion d'état d'exception dans la tradition juridique occidentale, Baptista considère les GPU comme des processus de rupture avec l'ordre institutionnel, qui permettent l'expérimentation des politiques urbaines, et donc la modification de la gouvernance. « *A 'regime of exception' is broadly defined as a system of governance established by extraordinary measures that enforce an alternative set of procedural rules and structures to deliver a policy, program or project.* » (Baptista, 2009, p. 1). Dans ce sens, la mise en œuvre des GPU implique l'utilisation de mesures exceptionnelles pour assurer des retours aux investisseurs et leur « blindage » à l'égard des problèmes que pourraient poser les mécanismes juridiques ordinaires sur leur évolution. Ainsi, les GPU sont associés à la création d'agences spéciales dotées de pouvoirs exceptionnels pour leur mise en place et leur administration. Ces agences échappent

[8] Par exemple, les GPU des années 1960 et 1970, de même que ceux de l'ère soviétique, ont été construits dans des contextes économiques et des régimes distincts de ceux qui prévalent aujourd'hui.

aux règles, aux régulations et aux mécanismes traditionnels de planification et de contrôle, afin de permettre le « libre » développement des projets (Swyngedouw et al., 2002). La notion juridique d'état d'exception fait référence à la rupture exceptionnelle de l'ordre juridique (la non-application de la loi) qui vise à répondre aux situations de crise de grande ampleur, telles que les guerres, les troubles graves de l'ordre public ou les catastrophes sociales, économiques ou écologiques (Agamben, 2005). Ces crises requièrent des mesures exceptionnelles de la part de la branche exécutive du pouvoir public qui, de cette façon, peut répondre immédiatement à la situation de crise pour la résoudre[9]. Cependant, l'une des critiques d'Agamben[10] à l'égard des états d'exception sous les gouvernements néolibéraux (en particulier dans sa critique envers le gouvernement de George W. Bush aux États-Unis, 2001-2009) est leur caractère permanent, dans lequel l'exception devient la règle. Agamben souligne aussi la capacité qu'ont ces gouvernements de créer et d'exploiter politiquement ces crises, et de s'en servir pour restreindre l'état de droit et les libertés fondamentales qui constituent une limite à l'exercice du pouvoir[11]. L'analyse de Baptista a le mérite d'amener la discussion de la

---

[9] Il nous semble intéressant de noter l'importante contribution de Naomi Klein (2007) qui, à travers son livre intitulé *La thérapie du choc*, démontre la relation existante entre le néolibéralisme et la crise. Dans ce livre, Klein montre que l'une des caractéristiques principales de l'application du néolibéralisme est la création systématique de crises qui permettent l'expérimentation institutionnelle, la modification de la législation et la suppression de droits sociaux et de politiques sous un statut d'exception. Les coups d'État militaires (Chili, Argentine, Brésil), la guerre (Irak, Afghanistan, ex-Yougoslavie), les catastrophes naturelles (Katrina, Mitch, Haïti) et les attentats terroristes (9-11) sont des opportunités de création et d'expérimentation d'institutions et de politiques néolibérales qui, dans ces circonstances catastrophiques, sont associées à des contestations considérablement limitées.

[10] Fondamentalement, la critique d'Agamben est liée au fait que la rupture institutionnelle représentée par les régimes d'exception est constitutive du régime juridique et que, par conséquent, l'exception devient la norme. Il s'agit d'une contradiction dans la logique du droit, qui montre le caractère modifiable et partial de la législation, en éliminant la sécurité juridique. En ce sens, le droit est limité et conditionné par le simple exercice du pouvoir et de la force.

[11] Dans la théorie constitutionnelle, la constitution est une limitation à l'exercice du pouvoir. La constitution est, à la base, un encadrement et une réglementation du pouvoir. Dans un état de droit, les libertés fondamentales guident et encadrent l'action de l'État et, par le fait même, empêchent et limitent les excès de ce pouvoir (Loewenstein, 1976; Bobbio, 1991).

philosophie politique d'Agamben dans le domaine des études urbaines[12]. Dans le contexte de la mondialisation et de ses différents effets — notamment sur l'accroissement de la décentralisation, de la régionalisation et de la fracture des États nationaux — les niveaux locaux, et en particulier les villes, utilisent le régime d'exception pour effectuer des transformations institutionnelles importantes (p. ex. changements dans la réglementation des constructions, changements de zonage, modifications de contrats). Ces transformations provoquent une rupture radicale avec les mécanismes de planification du passé et constituent des changements qui, loin d'être cosmétiques, modifient le contenu des relations sociales (nous allons développer cet argumentaire dans nos études de cas). La vision de Baptista est centrée sur le contexte néolibéral de développement des villes et, malheureusement, son travail se réduit à une étude de cas, ce qui ne permet pas de généralisation. Cependant, il est important de noter qu'il existe un courant d'analyse qui fait une lecture critique du développement des villes néolibérales (Harvey, 2012 ; Brenner et al., 2011) et en particulier de la stratégie de transformation urbaine par la planification de grands projets (Swyngedouw et al., 2002 ; Altshuler et Luberoff, 2003; Vainer, 2013). Selon ce courant, les mégaprojets urbains — dans le contexte de la mondialisation — constituent une forme d'intervention et de planification de l'État[13] destinée à augmenter les avantages comparatifs d'une région vis-à-vis de la concurrence internationale afin d'attirer davantage de capitaux et d'investissements (Swyngedouw et al., 2002 ; Fainstein, 2009). La plupart du temps, ces projets sont effectués en collaboration étroite avec le capital privé et ont d'importants effets sur la

[12] Une autre contribution intéressante dans la relation entre les mécanismes d'exception et le néolibéralisme est faite par Ong (2006). Cet auteur tente de montrer la complexité et la diversité dans la mise en œuvre du néolibéralisme. Cela ne doit pas être considéré comme une règle générale, comme un absolu, mais comme un produit de l'expérimentation sociale dans les circonstances spécifiques à chacun des territoires. En ce sens, le néolibéralisme est constitué d'un certain nombre d'exceptions représentant une rupture institutionnelle avec le passé, qui peut cependant comporter des particularités et des continuités associées à sa mise en œuvre dans chacun des territoires et des régions.

[13] Dans la majorité des cas, cette intervention est effectuée par la coordination entre les différents niveaux de gouvernements et le secteur privé et implique un vaste processus de planification.

structure urbaine et sur les dynamiques économique, sociale et politique des villes qui les mettent en œuvre (ibidem).

Deux grandes périodes d'essor des grands projets sont signalées (Altshuler et Luberoff, 2003; Lehrer et Laidley, 2008; Orueta et Fainstein, 2008). La première coïncide avec la période de la mise en œuvre des politiques de rénovation urbaine, entre 1955 et 1975 (Logan et al., 1997), principalement en Amérique du Nord et en Europe. La seconde a eu lieu entre les années 1990 et 2010 et a été profondément marquée par la mise en œuvre d'un urbanisme néolibéral (Hackworth, 2007; Moulaert et al., 2001b; Baeten et al., 1999) associé aux changements dans la sphère économique et à la réorganisation du rôle stratégique des villes dans l'économie mondiale. Bien qu'il existe des similitudes remarquables entre les projets qui ont été mis en œuvre durant ces deux périodes, on retrouve aussi des différences importantes en ce qui concerne le contenu des projets et leur rôle dans l'économie internationale. En ce qui a trait au contenu, on peut dire que, dans la première vague, la plupart des mégaprojets étaient reliés à la construction d'infrastructures de transport et à la mise en œuvre de projets de rénovation urbaine dans les secteurs en déréliction. Dans la deuxième vague, ces projets se sont diversifiés au point de vue du contenu et, bien que les infrastructures concernant le réseau routier sont encore importantes, les grandes infrastructures culturelles (mégabibliothèques, grands salons de spectacles, parcs thématiques, musées), les grands monuments architecturaux et les centres de développement des technologies et de la recherche sont devenus des éléments de premier ordre dans la planification urbaine. En ce qui concerne la fonction des mégaprojets dans l'économie mondiale, les processus de planification du développement basés sur ces projets résultent de la concentration globale des capitaux, ce qui implique un accroissement des échelles de planification des entreprises, mais aussi une plus grande proximité dans les relations entre ces

entreprises, les différents niveaux gouvernementaux et les organismes multilatéraux (Brenner, 2003).

En ce sens, les mégaprojets nécessitent une coordination élargie entre les actions des différents acteurs économiques et institutionnels, entre des processus globaux et locaux et entre différentes échelles territoriales et institutionnelles. L'ampleur de cette coordination transforme ces projets en des processus complexes qui rassemblent, en parallèle, les tensions entre les capitaux globaux, les différents niveaux de gouvernement et les populations locales. Les écrits scientifiques qui abordent le sujet sont principalement centrés sur la planification du développement local et sur l'évaluation des coûts et des bénéfices économiques de ce type de projets dans les économies locales (Cantarelli et al. 2010; Swyngedow et al. 2002). Au cours des dernières années, nous assistons aussi à une prolifération d'études critiques qui abordent les relations entre ces projets et les changements qui se produisent à l'intérieur du cadre capitaliste, ainsi que leurs effets sociaux et politiques dans les grandes villes. Parmi ces effets, nous pouvons souligner l'influence énorme des capitaux privés dans les phases de prise de décision et dans la mise en œuvre des projets, en plus des effets négatifs de ces projets sur les couches les plus pauvres de la population (déplacements territoriaux, isolement, démantèlement des politiques sociales et gentrification) (Altshuler et Luberoff, 2003; Orueta et Fainstein, 2008; Orueta, 2007, Gellert et Lynch, 2003). La privatisation de la prise de décision, par la mise en place de partenariats publics-privés administrés comme des personnes morales de nature privée, entraîne aussi une modification des relations entre les communautés locales et les pouvoirs publics. Les effets du modèle néolibéral sur la gestion publique peuvent être mis en évidence par le rôle central assumé par le secteur privé dans la planification urbaine et par le rôle du marché dans la détermination des nécessités régionales, dans la planification du développement local et dans la mise en œuvre des politiques publiques. L'orientation vers le marché

(Fleury, 1999; Pereira, 2004) liée à l'application des principes de la nouvelle gestion publique et la contractualisation de l'action administrative (Gaudin, 1999) sont deux éléments clefs pour comprendre les changements dans la logique de la gestion locale. Dans la prochaine section, nous contextualisons le développement théorique de la nouvelle gouvernance dans le cadre de la gestion publique pour, ensuite, faire le lien entre la transformation de la gestion publique et l'évolution des actions de la protestation collective.

1.2 La gestion publique urbaine : contexte actuel de la gouvernance territoriale En lien avec les GPU

1.2.1 Les grands projets urbains et la transformation des politiques urbaines

La mondialisation a amené un processus de restructuration géographique de l'autorité territoriale (Sassen, 1996), de même qu'un agrandissement des échelles géographiques d'intervention des acteurs pour la planification et l'aménagement du territoire (Mahon et Keil, 2009; Swyngedouw, 1996). Les villes et les régions ont alors été mises au centre des espaces de planification territoriale des processus économiques globaux, avec un transfert de l'autorité des États nationaux s'effectuant dans deux directions. D'un côté, on peut retrouver un déplacement des autorités et des compétences vers les niveaux locaux (municipaux et régionaux) et, d'un autre, un déplacement de la planification économique vers les échelles supranationales (Sassen, 2009). Ce dernier déplacement s'observe par le rôle majeur que jouent les organismes multilatéraux et les compagnies multinationales dans la planification économique et territoriale des espaces locaux[14] (Stiglitz, 2002).

Au niveau administratif, ce processus a été accompagné par la mise en œuvre d'une réforme administrative appelée la *Nouvelle gestion publique* (Muller, 2004; Pierre, 1999), fondée principalement sur l'incorporation de la logique de marché dans toutes les sphères de l'activité étatique. Ce changement administratif est présenté comme une transformation technique des actions de l'État visant à les rendre plus efficaces,

[14] À ce sujet, nous recommandons la lecture de la thèse de Nelma Gusmão de Oliveira (2012) sur l'influence de la Fédération internationale de football association (FIFA) et du Comité international olympique sur la planification des grands projets et, en général, sur la planification régionale dans le cas de Rio de Janeiro. Il s'agit d'un exemple clair du déplacement des autorités et des compétences ainsi que de l'influence de ce déplacement sur les structures locales.

ce qui finit, paradoxalement, par les dépolitiser[15]. La mondialisation a transformé le processus de planification : les processus de planification économique nationaux, fondés sur la construction de plans nationaux de développement, ont fait davantage de place à une planification transnationale, fondée sur de grands projets avec une « *gouvernance* » complexe, face à laquelle la participation réelle des citoyens devient difficile (Swyngedouw, 1996). La participation citoyenne se limite, dans la plupart des cas, à l'inclusion de certains groupes de citoyens dans différents comités ou sous-comités mis en place pour l'implantation des projets, sans qu'ils aient la capacité réelle d'en changer le contenu. Nous pouvons penser, par exemple, à l'invitation à participer aux groupes communautaires dans les comités architecturaux des GPU[16] ou des consultations sans aucune influence dans la prise de la décision finale. Les politiques publiques urbaines, pendant la période néolibérale, se sont, paradoxalement, dépolitisées idéologiquement. L'objectif technique est considéré comme supérieur au contenu politique[17] qui est relégué au second rang ou éludé. Les bases de ce contenu technique sont centrées sur la supposée supériorité du marché, considéré comme une référence élémentaire qui détermine les différentes politiques sectorielles (Muller, 2003, p. 23). Cette supériorité technique du marché redéfinit les relations entre le public et le privé et conduit, en définitive, à la création d'un nouveau cadre institutionnel de l'action publique et des relations entre les acteurs au niveau local. Les GPU et les villes ont un rôle central dans ce processus de restructuration globale. La planification du développement et l'aménagement

---

[15] Par dépolitisation nous comprenons le déplacement de la discussion politique vers une discussion technique dirigée par des experts qui appliquent une décision qu'ils considèrent correcte. Une bonne lecture à ce propos est le livre « la société dépolitisée » de Nicolas Tenzer (1990).

[16] Nous allons analyser ce cas dans le chapitre 7 concernant le CUSM.

[17] La dépolitisation des politiques et la montée en puissance de la technique font référence au discours de la Nouvelle gestion publique concernant l'exercice de la politique comme une technique. La « technification » de la politique empêche le citoyen de participer à la planification en accordant ce « privilège » aux technocrates. Tel que souligné par Denault (2013, p. 24) : « Les experts de la bonne gouvernance se contentent alors de postuler l'existence d'une faculté, chez eux, leur permettant de maîtriser l'exercice technique du pouvoir politique, d'inculquer aux citoyens l'art de se prononcer sur les affaires publiques en fonction d'intérêts préalablement adaptés aux conjonctures et d'imposer les modalités par lesquelles prendre les décisions afférentes ».

territorial des villes sont passés d'une planification centralisée, visant des objectifs sociaux, politiques et économiques[18], vers une planification par et pour les projets, mais aussi par et pour l'attraction des capitaux.

Le processus de restructuration amené par la *Nouvelle gestion publique* a eu des impacts à la fois sur le plan économique que sur celui de l'autorité urbaine. L'orientation de la planification locale vers l'exécution de grands projets urbains prédéterminés à plus grande échelle peut s'accompagner d'une absence ou d'une insuffisance du contrôle démocratique ou politique direct de la part des populations nationales et locales, ce qui implique nécessairement une mutation de la démocratie. En premier lieu, on retrouve une séparation entre la phase de la prise de décision et celle de sa mise en œuvre, ce qui limite la participation locale à l'étape de la mise en œuvre, avec pour effet que les populations locales soient écartées de la planification et du développement de leur territoire (Oszlak et Malvicino, 2001 ; Swyngedouw, 1997, 2005a). En deuxième lieu, les GPU impliquent la mise en place de régimes politiques urbains de plus en plus autoritaires, non seulement en ce qui concerne les mécanismes de répression nécessaires à la mise en œuvre des projets qui provoquent une forte contestation populaire, mais aussi en ce qui concerne la conception et le fonctionnement des institutions démocratiques au niveau local ; ces régimes tendent à concentrer les décisions dans le pouvoir exécutif ou à déléguer l'exécution des décisions à des comités politiques ou administratifs de composition mixte qui agissent sans aucun contrôle social ou politique (Gaudin, 1999; Pinson, 2009). Ces changements sont réalisés sous le signe de l'urgence et de la mise en place d'états d'exception permanents (Agamben, 2005; Ong, 2006; Baptista, 2012). Dans ce contexte, les GPU deviennent une source importante et durable de conflits.

[18] La planification territoriale a été influencée par l'interventionnisme de l'État dans l'économie. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la planification soviétique, avec la mise en place des plans quinquennaux, a été répandue dans le monde occidental (1945-1980). Ce type de planification a été remis en question avec l'avènement de la mondialisation, qui a compris l'instauration d'une planification stratégique davantage centrée sur la coordination d'acteurs (Elizalde, 2003).

Les changements administratifs liés à la *Nouvelle gestion publique* accordent un rôle majeur au secteur privé dans la planification du développement urbain. Cela est principalement réalisé à travers la mise en place de partenariats publics-privés régis par le droit privé[19], bien qu'ils soient financés avec des ressources publiques. Comme nous le montrerons dans les prochaines sections, le lien étroit entre les acteurs économiques et politiques a des conséquences sur la structure de l'État et sur les politiques publiques. En effet, les changements institutionnels liés à la mise en place de GPU transforment les rapports sociaux et de pouvoir entre les acteurs urbains. Comme nous allons l'expliquer dans les prochains paragraphes et au long de notre thèse, la reconfiguration des relations entre les acteurs a nécessairement des effets sur l'action collective et les formes de contestation.

1.2.3 La transformation de l'action collective dans les villes et les GPU

La transformation institutionnelle de l'État liée à la mondialisation a transformé les mécanismes existants pour assurer l'effectivité des droits économiques et sociaux[20]. Les responsabilités de l'application des droits sociaux et économiques ont ainsi été en partie transférées aux niveaux institutionnels inférieurs (municipalité ou arrondissement), ces derniers ont priorisé les objectifs économiques des GPU, en mettant de côté leurs effets sociaux et politiques et les responsabilités liées à ces droits économiques et sociaux des populations affectées par ces projets. En ce sens, la

[19] Le droit privé consiste en l'ensemble des normes régissant les rapports entre les personnes (morales ou physiques), tandis que le droit public régit les relations entre les personnes avec l'État ou l'administration et les relations entre les institutions publiques.

[20] Les droits économiques et sociaux sont considérés comme des droits de deuxième génération. Dans la théorie constitutionnelle, les droits de première génération sont ceux nés des révolutions du XVIII[e] siècle ou des siècles antérieurs (p. ex. liberté, propriété, égalité). Les droits de deuxième génération sont ceux qui sont apparus après la Deuxième Guerre mondiale et qui visent à garantir un minimum vital et à prévenir les inégalités sociales (santé, éducation). Les droits de troisième génération sont ceux apparus dans la dernière partie du XX[e] siècle, reliés principalement à l'environnement et aux droits des minorités.

mise en place du néolibéralisme et de la *Nouvelle gestion publique* ont impliqué une augmentation de l'autoritarisme (concentration du pouvoir dans les mains de l'exécutif) et des mécanismes de répression de la contestation sociale (Ahumada, 1996). Plusieurs auteurs ont ainsi noté que l'application de ces réformes s'est accompagnée d'une augmentation et d'un perfectionnement de l'appareil répressif et policier[21], de changements dans les codes pénaux et de police[22] (par une criminalisation de la protestation, des luttes contre les GPU et des manifestations de dissidence politique) et, comme conséquence de ce qui précède, la criminalisation des pauvres et des marginaux (Wacquant, 2004). L'affaiblissement des politiques sociales et l'augmentation de la répression ont eu des effets sur l'action des mouvements sociaux et, en général, sur la protestation citoyenne. Comme l'ont suggéré Caldeira (2006), Dubet (1987, 2000), Wacquant (2007) et Castells (2000), le processus de transformation économique et sociale lié au passage d'une société industrielle à une société postindustrielle a affaibli le rôle des mouvements sociaux qui, en quelque sorte, canalisaient la contestation sociale en la transformant en revendications politiques. La protestation peut ainsi perdre de son pouvoir d'influence sur la prise de la décision de l'État et des institutions et faire place à des dérives plus violentes, telles les émeutes et les affrontements isolés entre manifestants et policiers. Par ailleurs, les organisations issues des mouvements sociaux ont été partiellement cooptées par le financement de l'État et des promoteurs des projets[23]. Ce financement a modifié la

---

[21] Les interventions des forces policières dans l'espace urbain deviennent préventives et se spécialisent de plus en plus sur les interventions dans les quartiers pauvres.

[22] Dans le cas de Montréal, nous pouvons citer l'exemple du règlement P6, mis en place pendant le « Printemps érable » (2012). Ce règlement visait à contrôler et à restreindre les protestations en ajoutant des interdictions et en augmentant le pouvoir des policiers. Il faut aussi noter que ces changements dans le pouvoir d'intervention de la police et des fonctionnaires municipaux sont évidents si on considère l'augmentation du nombre d'infractions dérivées de l'application du règlement municipal visant les populations marginalisées (itinérants). Ces infractions ont augmenté de manière marquée pendant la période 1994-2005 (Campbell et al., 2009). Pour avoir une perspective globale de la criminalisation de la protestation, consulter le livre « *Take back the streets* » (*International Network of Civil Liberties Organizations*, 2014).

[23] Dans le cas des GPU, l'une des manières utilisées par les promoteurs pour légitimer leur mise en œuvre est la négociation préalable d'accords de bénéfices (*Community benefit agreements*) avec les

logique de ces organisations en bureaucratisant leur action[24]. Cela contribue à créer une fracture entre les mouvements sociaux bureaucratisés, qui dépendent et qui sont en partie déterminés par le financement de l'État, et la contestation populaire, donc entre les mouvements sociaux et les citoyens (nous allons analyser ce point plus en détail dans le chapitre 7). Lorsque la protestation exprimant le conflit social n'est plus canalisée dans le cadre politique, la contestation peut devenir un exercice anomique, désorganisé, dans la mesure où les citoyens doivent affronter des décisions « techniques » prises à une échelle beaucoup plus large que leur possibilité d'action. La conséquence la plus grave de « l'exercice technique » de la politique est la dépolitisation[25], la banalisation du conflit social et sa mise de côté. Les protestations violentes, qui découlent de l'exclusion et de la ségrégation sociospatiale des populations urbaines constituent, au fond, des demandes d'inclusion et d'intégration dans un système de plus en plus inéquitable, qui limite de plus en plus les mécanismes d'expression de l'insatisfaction des populations à l'égard du système politique. Cependant, la mobilisation axée sur des projets pris isolément ne produit pas nécessairement d'effets politiques. En effet, la mobilisation face à chacun des projets n'est pas suffisante pour changer la situation et créer une option politique alternative. Selon certains auteurs, l'action collective aurait avantage à intégrer une critique globale des effets de la mondialisation. La transformation des mouvements sociaux exigerait donc des changements sur le plan théorique (Santos et Rodriguez,

---

mouvements sociaux et les groupes organisés en lien avec le projet (Bornstein, 2010; Frank, 2009; Marcello, 2007). Ces négociations traitent de sujets secondaires qui ne remettent pas en cause le projet, et excluent les citoyens, qui ne sont pas représentés dans ces groupes.

[24] La bureaucratisation de ces institutions implique des changements importants dans leur logique d'action. Cette dernière passe d'une mobilisation militante axée sur des objectifs sociaux à une recherche de subventions et de fonds pour le soutien de l'appareil administratif à long terme (voir aussi Jasper 2004) : «*The classical approach to the study of the transformation of social movements (here called the Weber-Michels model) predicts that a movement organization will become more conservative and that its goals will be displaced in favour of organizational maintenance* » (Zald et Ash, 1966).

[25] Une référence importante à ce sujet est le livre de Nicolas Tenzer, « La société dépolitisée » (1990).

1998, p. 315), par la recherche de propositions visant à construire une alternative au monde globalisé. Comme l'affirme Chantal Mouffe (2007, p. 16) :

> Le point de départ de mon analyse est notre incapacité actuelle de percevoir d'une manière politique les problèmes auxquels nos sociétés font face. Ce que je veux dire par là, c'est que les questions politiques ne sont pas de pures affaires techniques destinées à être résolues par des experts. Les questions proprement politiques impliquent toujours des décisions qui nécessitent que nous choisissions entre des options contradictoires. [...] La tendance dominante dans la pensée libérale est caractérisée par une approche rationaliste et individualiste qui empêche de reconnaître la nature des identités collectives. Ce type de libéralisme est incapable de comprendre de manière adéquate la nature pluraliste du monde social, avec les conflits que ce pluralisme implique.

Nous voulons donc analyser dans cette thèse la spécificité de la conjoncture des GPU à Montréal en établissant un lien entre sa gouvernance et l'influence de ces projets dans la protestation. Pour approfondir cette analyse, nous avons effectué une recension des écrits concernant le sujet.

1.3 L'étude des grands projets à Montréal

Les approches critiques axées sur les grands projets urbains et leurs apports sur la compréhension des impacts liés aux changements d'échelles associés à la mondialisation et à la contractualisation se sont fortement développées en Europe et en Amérique du Nord. Cependant, les retombées de ces réflexions en ce qui concerne Montréal ont été relativement limitées. Bien que plusieurs écrits aient vu le jour concernant ce thème, nous notons que les approches de comparaison et de systématisation sont très limitées. Dans les prochaines sections, nous présentons une synthèse critique sur les principales études développées sur le thème de Montréal, en lien avec le phénomène des GPU, afin d'identifier les points de ruptures et de continuité présentés dans les écrits locaux, ainsi que les relations spécifiques avec les études précédentes. Cette revue critique permettra de présenter le positionnement de notre recherche et de le justifier dans sa perspective locale.

1.3.1 La recherche locale concernant les GPU, entre la compartimentation et la théorisation

Après lecture des écrits scientifiques locaux sur les GPU, nous pouvons faire ressortir trois grandes tendances. En premier lieu, nous retrouvons des analyses de cas isolés qui explorent généralement une facette d'un projet spécifique (p. ex. le management, la consultation publique, la participation des communautés affectées, le design et l'architecture) et qui sont les plus nombreuses. En deuxième lieu, certaines analyses reflètent un effort de comparaison afin de comprendre la dynamique des GPU dans une perspective temporelle et géographique plus large. Enfin, nous trouvons quelques travaux théoriques et de classification des GPU dont la perspective d'analyse indique une tentative de généralisation et de compréhension dans le long terme. Dans les écrits concernant les grands projets urbains à Montréal[26], il est important de souligner deux ouvrages collectifs pour leur contribution à l'avancement de la recherche : *Montréal Grands Projets Urbains et Requalification* (Sénécal et al., 2002) et *Les grands projets urbains, territoires, acteurs et stratégies* (Hubert et al., 2014). Ces deux ouvrages regroupent une partie importante des travaux à ce propos. Il est possible de synthétiser les écrits concernant le sujet des GPU à Montréal, pour notre période d'étude, dans le tableau suivant :

[26] Nous avons recensé et analysé 21 travaux entre 1994 et 2014 concernant le sujet. Nous pouvons citer les travaux suivants : Faucher (1996); Poitras (2002); Sénécal et Michel (2002); Choko (2002); Paradis et Houle (2002); Fontan et al. (2002); Laperrière et Latouche (2002); Sénécal et Gildas (2002); Desjardins et Gariépy (2005); Drouin (2005); Jouve (2005); Ross (2009); Sénécal et al., (2010); Bornstein (2010); Viel et al. (2012); Bédard et Breux (2011); Hernandez et al., (2013); Breux et Bédard (2014) Des Rosiers et Werquin (2014); Gariépy (2014) et Maltais (2014).

Tableau 1.1 Articles de recherche concernant les GPU à Montréal

Projets et perspectives d'analyse[27]					
Article	**Projets analysés et période étudiée**	**Sujet et échelle d'analyse**	**Nature du projet étudié**	**Conflit**	**Gouvernance**
Faucher, 1996	Le Faubourg Québec, Saint-Laurent et récollets à Montréal; 1986-1994	L'étude vise à comprendre la transformation des outils urbanistiques dans la ville à partir d'une perspective comparée, pour Boston et Paris. **Comparée internationale**	Projets d'habitation		XX
Poitras, 2002	La cité du multimédia (Faubourg des récollets) 1930-2002	Histoire du quartier et rapports avec le projet et la transformation du quartier. **Locale, étude de cas**	Technologie et nouvelle économie		
Sénécal et Michel, 2002	Réaménagement du Canal Lachine 1980-2000	Historique des rapports entre les institutions et les groupes communautaires. **Locale, étude de cas**	Revitalisation urbaine	X	
Choko, 2002	Quartier international 1989 -2002	Contexte historique du projet dans le centre-ville. **Comparée et historique, étude de cas**	Restructuration du centre-ville		X
Paradis et Houle, 2002	Faubourgs des récollets et Québec. 1970-2002	Vision et rôle de la société de développement de Montréal concernant les projets et évolution. **Locale et comparée**	Technologie et nouvelle économie		X
Fontan et al., 2002	Technopôle Angus 1992-2002	Développement local. **Locale**	Reconversion industrielle		
Laperrière et Latouche, 2002	Grande Bibliothèque	Analyse architecturale de la prise de décision. **Locale, étude de cas**	Culturelle		
Sénécal et Gildas, 2002	Cité du multimédia 1997-2002	Analyse de la représentation à travers la presse. **Locale, étude de cas**	Technologie et nouvelle économie.		

[27] La présence du conflit et de la gouvernance dans l'ouvrage cité est signalée avec un X. Le signe XX signale une présence très forte de ces perspectives dans l'ouvrage.

Desjardins et Gariépy, 2005	Tronçon rue Notre-Dame Centrale thermique Suroît	Analyse d'audiences publiques et de conflits face aux projets d'infrastructure. **Locale et comparée**	Infrastructure	XX	X
Drouin, 2005	Analyse des luttes pour le patrimoine 1973-2003	Histoire des luttes pour le patrimoine. **Comparée et locale dans le long terme.**	Patrimoine	XX	XX
Jouve, 2005	Centre Molson 1995 OACI et IATA 1995 Cité internationale 199 7 Cité multimédia 1998	Analyse de la gouvernance des GPU, perspective historique.	GPU et stratégie de développement		
Ross, 2009	Quartier de spectacles (2007) Anjou-sur-le-lac (1994-1998) Quartier international (2000-2004)	Le partenariat comme moyen de contrôler les conflits. Analyse comparée des acteurs et projets. **Comparée locale**	GPU avec partenariat et conflit	XX	XX
Sénécal et al. 2010	Tri postal Petite-Bourgogne et Porte Sainte-Marie 2003-2010	Les tables de concertation dans les projets. **Locale, étude de cas**	Habitation		
Bornstein, 2010	Vieux port de Montréal Peel Basin (1978-2006)	Accords de bénéfices aux communautés. **Comparée internationale**	Multiple Cultural	X	X
Bédard et Breux, 2011	1960—maintenant	Catégorisation des GPU à Montréal. **Théorique**			
Viel et al. 2012	Quartier de spectacles (2001-2010)	La gouvernance du projet et les élites urbaines. **Comparée internationale**	Multiple		XX
Fontan et al., 2012	Plusieurs GPU	Action collective et changements administratifs	Multiple	XX	XX
Hernandez, Trudelle et Koci, 2013	Projets impliquant des conflits (1987-2007)	Action collective, évolution des acteurs, actions et enjeux. **Comparée, locale, historique.**	Multiple	XX	XX
Breux et Bédard 201	Griffintown (2006-2009)	Représentation du quartier à travers la presse. **Locale**	Habitation	X	

4					
Des Rosiers et Werquin 2014.	Siège social de Bell Canada à l'Île des sœurs (1998-2005)	Influence des projets de construction sur le marché immobilier. **Locale**	Habitation		
Gariépy 2014	Déménagement du casino (2005-2006); Griffintown (2008-2014); Quartier international (1989-2005); Autoroute Notre-Dame (1990-2010).	Acceptabilité sociale des projets. **Comparée, locale.**	Multiple	X	X
Maltais, 2014.	Faubourgs du vieux Montréal (Québec, Écluses et Récollets 1985-2010)	Rapport Ville-promoteurs. **Locale**	Habitation		

Dans la première tendance de recherche signalée, soit les analyses de cas, nous pouvons observer, en règle générale, un certain isolement et un cloisonnement dans la recherche locale. L'isolement fait référence à la distance dans les thématiques abordées par les diverses recherches ; cet isolement s'observe par l'absence de citations des travaux portant sur le même objet et par la diversité des approches utilisées dans ces études, ce qui rend difficile la comparaison. Le cloisonnement, quant à lui, est compris comme la division de la recherche en de petits terrains, qui restreignent la mise en dialogue, la critique et la compréhension générale du phénomène. Cet isolement et ce cloisonnement peuvent être mis en évidence par la rareté des travaux de comparaison et de systématisation de la recherche dans le long terme, au-delà de la simple compilation. En ce sens, les éléments de rupture et de continuité dans l'histoire récente des GPU[28] ne sont pas explorés et les ouvrages collectifs, malgré leur importance, ne présentent pas une synthèse ou un degré de

[28] Il faut classer à part le travail de Choko (2002) qui, à partir de l'étude du projet du Quartier international, nous présente une analyse historique de l'évolution des tensions liées à l'occupation du centre-ville — à partir de l'administration de Jean Drapeau — ainsi que leur évolution et l'importance de la planification du centre-ville dans la stratégie de développement de la ville.

systématisation suffisant. Nonobstant, la diversité des approches permet de dresser une perspective relativement large de la compréhension du phénomène dans ses manifestations concrètes, particulièrement à partir 2002.

La lecture des analyses comparées nous permet de comprendre les transformations récentes dans la régulation et la mise en place des GPU. Deux éléments généraux sont à signaler parmi les travaux examinés : 1) la référence aux transformations dérivées de la mise en place des nouveaux outils juridiques dans l'aménagement du territoire, particulièrement la loi sur l'aménagent et l'urbanisme[29], 2) les nouvelles approches en ce qui concerne les rapports avec les communautés affectées, et particulièrement la mise en place de la politique de consultation publique[30] et les partenariats[31]. L'incorporation d'outils législatifs d'aménagement dans la planification du développement municipal, comme la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, ont permis de gagner en cohérence dans la planification locale et de la diriger vers un urbanisme plus axé sur les projets (Faucher, 1996). La mise en place des politiques de consultation face aux grands projets[32] et les approches de partenariat avec les communautés (Bornstein, 2010; Ross, 2009) ont été des outils importants pour le « contrôle » et la prévention des conflits, donc pour l'acceptabilité sociale des projets.

En ce qui concerne la théorisation et l'évolution des GPU dans le long terme, nous pouvons citer un travail directement relié au sujet de la théorisation (Bédard et Breux, 2011) et trois études d'envergure (Drouin, 2005; Jouve, 2005; Fontan et al., 2012) qui, bien qu'elles ne soient pas directement axées sur les GPU, apportent des

[29] Faucher (1996).

[30] Desjardins et Gariepy (2005).

[31] Ross, 2009 et Bornstein (2010).

[32] Au niveau provincial, avec le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (Desjardins et Gariepy, 2005), et au niveau municipal, avec l'Office de consultation publique de Montréal (Gariépy et Gauthier, 2009).

éléments importants pour leur compréhension à partir de l'étude des conflits et de la transformation de la gouvernance dans l'histoire récente de Montréal. Le travail de Bédard et Breux (2011) constitue un effort théorique intéressant, abondant en références et en catégories ; cependant, ses propos ne sont pas soutenus par une base empirique. Les trois autres travaux permettent, à partir de l'étude de l'action collective (Fontan et al., 2012), de la gouvernance (Jouve, 2005) et des luttes pour le patrimoine (Drouin, 2005), d'inférer un portrait général de l'évolution historique des conflits liés aux grands projets urbains dans l'histoire récente de la Ville et, donc, de mettre en évidence les transformations dans les rapports entre les acteurs urbains. Parmi les éléments à retenir à propos de ces écrits, notons : 1) l'importance des mobilisations liées au patrimoine comme élément articulateur des luttes « de et pour le quartier » (Drouin, 2005), 2) la réactivité de l'action collective face aux changements institutionnels liés à la mondialisation pendant la période 1980-2010 (Fontan et al., 2012) et 3) l'influence des intérêts des capitaux immobiliers dans l'internationalisation de la région métropolitaine de Montréal et dans la transformation de la gouvernance locale (Jouve, 2005, 2007).

L'analyse de Drouin (2005) constitue une synthèse importante de l'évolution des luttes pour le patrimoine à Montréal entre 1973 et 2003. Ce travail nous permet de comprendre l'évolution des luttes pour la préservation du patrimoine et leurs liens avec les politiques de développement et les grands projets urbains dans l'histoire récente de la Ville, à partir d'une perspective de sauvegarde du patrimoine. Ces luttes ont influencé et continuent d'influencer[33] les rapports entre les institutions publiques, les promoteurs et les habitants des territoires touchés par ces projets. Dans ce contexte, il est important de remarquer l'actualité des luttes pour la conservation du

[33] Voir le Tableau synoptique des principales campagnes de sauvegarde entre 1973 et 2003. Drouin (2005, p. 327-349). Un exemple de cette continuité est la démolition récente de la maison Redpath (2013) et la préservation de la Maison Lafontaine dans le projet récent de construction à l'îlot Overdale (2007).

patrimoine dans un contexte d'orientation du développement vers la mise en place des GPU.

Du côté de la gouvernance, les textes de Jouve (2005, 2007) nous permettent de situer historiquement la stratégie d'internationalisation de Montréal dans un contexte plus large de transformation de la Ville suivant les rapports Picard de 1986[34] et Pichette de 1993[35]. Cette stratégie était dérivée de la formation d'une coalition procroissance très influencée par le secteur immobilier et de la construction. La mise en place de la stratégie d'internationalisation de Montréal a impliqué une transformation sur le plan de la gouvernance territoriale, par la création de nouvelles organisations visant la coordination des démarches des différents acteurs[36] et l'orientation du développement régional vers la consolidation des avantages stratégiques de la région (aéronautique, sciences de la vie, industries culturelles). Pour ce faire, la stratégie vise principalement l'arrivée de firmes et d'organismes internationaux dans la région de Montréal par la voie de la construction d'infrastructures et de GPU, l'aide à l'installation et la création de stimuli fiscaux pour garantir leur permanence dans le long terme.

Certains de ces écrits abordent les transformations des politiques et de la gouvernance urbaine reliées à la mondialisation, et leurs répercussions importantes dans la protestation et l'action collective. Le texte de Fontan et al. (2013) constitue une synthèse de l'évolution des conflits urbains à Montréal entre 1960 et 2010. Ces chercheurs nous présentent un portrait complet de l'évolution de la transformation

[34] Le nom complet est « Rapport du comité consultatif au comité ministériel sur le développement de la région de Montréal ».

[35] Le nom complet est « Montréal une ville-région ».

[36] *I.e.* Tourisme Montréal (1990), Montréal international (1996) La Communauté métropolitaine de Montréal (2000). La transformation se produit telle que soulignée par Swyngedow (2000) en accordant des pouvoirs de planification à des instances non démocratiques, ou dans le cas de la CMM à des instances qui ne sont pas soumises à une répresentation directe (on ne vote pas directement pour l'élection des membres de ces instances) qui déplacent les pouvoirs municipaux.

institutionnelle et de ses rapports avec les actions collectives dans la ville en ce qui a trait à la justice sociale et aux enjeux environnementaux[37]. Cette recherche utilise la recension de presse pour faire une analyse de l'évolution des conflits à partir de l'étude de l'action collective. Étant donné la proximité avec notre étude sur le plan méthodologique et thématique, elle constitue un point de référence intéressant pour notre recherche. Les actions collectives pendant la période 1980-2005 à Montréal traduisent, selon les auteurs, un effort d'adaptation face aux grandes transformations en cours ; elles sont réactives et désynchronisées des décisions prises par les élites (Fontan, 2013 p. 189). En ce qui concerne les grands projets cités par le travail (transfert des vols vers Dorval, projet de construction de l'Autoroute 25, transformation du boulevard Des Pins et projet de modernisation de la rue Notre-Dame), les mobilisations sont réactives, leur impact est modéré et leur caractère est typiquement local (p. 172), donc restreint au niveau territorial. Les gains des actions collectives sont reliés à la mise en dialogue des groupes et des individus, ainsi qu'à de petites transformations dans l'aménagement local[38], mais ne traduisent aucune articulation entre les différentes luttes.

1.3.2 Positionnement de notre recherche dans le contexte des études locales axées sur les GPU

Dans le contexte de la recherche en lien avec les GPU à Montréal, nous considérons important d'observer l'évolution récente des conflits qui y sont reliés afin d'identifier d'une façon plus claire leurs particularités et les éléments de rupture et de continuité au fil du temps. Bien qu'il existe une masse critique d'études concernant les GPU au

[37] Les tableaux synthèses de Fontan et al. (2013, p. 204-212) qui présentent les thématiques et enjeux des actions collectives par rapport à la justice sociale et à l'environnement sont particulièrement utiles pour établir un portrait de l'évolution des enjeux et de l'importance des GPU.

[38] Une question qui demeure importante dans la recherche concernant ce point est : pourquoi, dans un contexte de grandes transformations urbaines où les GPU sont un élément central, la contestation face à ces projets ne réussit pas à dépasser le niveau local et à s'articuler vers des échelles plus vastes ?

niveau local, nous considérons important de faire une synthèse, d'établir des liens pour leur comparaison ainsi que de développer davantage les liens entre l'action collective et l'action gouvernementale. Ces éléments n'ont pas été suffisamment développés dans l'analyse des grands projets urbains au niveau local. Nous proposons donc une analyse exploratoire de cette relation dans le chapitre suivant. Bien que les travaux analysés nous permettent de mettre en évidence l'existence d'une masse critique importante, nous considérons que les analyses qu'on y retrouve manquent de systématicité. Le défi de cette thèse est lié au fait de comprendre les GPU dans leur spécificité et de signaler et singulariser les liens entre ces projets et les changements plus larges qui se sont produits dans les rapports entre les acteurs urbains. Pour relever ce défi, nous proposons une double analyse en ce qui concerne les effets de ces projets. *Ainsi, nous voulons observer, en parallèle, les rapports entre les projets et les changements dans la gestion publique, en lien avec les transformations de la protestation.* Notre étude est donc basée sur une recension des écrits qui se veut plus large et axée sur les effets des grands projets urbains sur la dynamique urbaine de Montréal. En ce sens, nous visons à articuler ces deux dimensions dans l'analyse afin de mieux comprendre le rôle de ce type de projets dans la transformation de la ville, de la démocratie locale et de leurs relations avec une réalité qui apparaît plus intangible, soit la mondialisation et ses impacts en termes d'échelle d'intervention. Notre étude est spécifiquement centrée sur les grands projets urbains et leur considération comme une unité de changement urbain. Ainsi, les GPU constituent à la fois notre objet empirique à analyser et l'élément articulant la protestation en lien avec les changements dans les politiques urbaines. Nous avons noté, dans les études locales, l'absence de développement dans la compréhension de ces liens. Il nous apparaît donc nécessaire et urgent de réaliser une synthèse qui permette d'articuler ces dimensions.

Au-delà de cette synthèse, nous estimons qu'il est essentiel d'incorporer la perspective du conflit dans l'analyse de ces projets. Cette perspective est en effet absente des analyses réalisées sur le plan local. Le conflit a été analysé à partir d'une perspective de prévention, et dans plusieurs cas, les études ont été centrées sur l'acceptabilité sociale des projets, sans toucher à la perspective de l'intégration sociale[39]. Ainsi, un des éléments que nous considérons les plus importants dans notre étude sur les grands projets urbains est le recentrage de l'analyse autour de la dimension du conflit.

1.4 Conclusion du chapitre

Ce chapitre nous a permis : 1) de proposer une définition opérationnelle des GPU, 2) d'établir un rapport entre le développement et la gestion de ces projets et le processus d'accumulation du capital dans une perspective historique dans le but de comprendre leurs spécificités et leurs liens avec la mondialisation et la protestation et 3) de présenter une analyse de la littérature concernant le sujet à Montréal pour comprendre les spécificités du développement analytique du sujet dans la ville et de mettre en perspective notre recherche.

Ainsi, ce chapitre a établi un portrait du développement analytique des GPU en tant qu'objet d'étude. En ce sens, nous avons essayé de comprendre le développement de ces projets dans une perspective plus large que le simple processus de développement immobilier. La littérature scientifique analysée nous permet de comprendre l'importance de ces projets dans le cadre du développement du capitalisme et de la mondialisation. Les grands projets urbains ne sont pas seulement une expression de la croissance urbaine, mais aussi des variables permettant de mieux comprendre les changements dans la gestion publique et dans la protestation au fil du temps. Ainsi,

[39] Ceci n'est pas le cas des analyses effectuées par Drouin (2005) ou Fontan et al. (2013), mais il est aussi important de souligner que leur analyse n'est pas centrée sur les GPU.

l'émergence de nouvelles formes de gouvernance, l'application de l'état d'urgence et l'expansion des formes de protestation violente ont donc une relation étroite avec notre recherche doctorale. Dans le cas de Montréal, la littérature sur le sujet, en dépit d'être abondante, n'a pas surmonté l'isolement des études de cas. Bien qu'il existe des ouvrages généraux qui traitent de la question de la dynamique des conflits et des changements dans la gouvernance, ceux-ci ne mettent pas l'accent sur les spécificités des GPU. En conséquence, cette thèse propose d'effectuer un travail d'intégration dans l'analyse et dans la compréhension de ces projets à partir de deux cadres théoriques spécifiques, l'analyse de l'action collective et les politiques publiques. Ainsi, dans le prochain chapitre, nous proposons notre cadre théorique, qui développe les concepts de politique publique et d'action collective. Nous pouvons avancer que ces cadres représentent deux facettes importantes pour la compréhension des GPU dans le contexte de la mondialisation. Ces projets synthétisent la transformation de l'État et de la gouvernance avec l'influence grandissante des capitaux dans la prise de décisions ainsi que le mécontentement des citoyens face à cette situation.

CHAPITRE 2 : CADRE THÉORIQUE

> La notion de mouvement social a été si souvent violée, et s'est elle-même tant de fois prostituée, défilant sur le front des troupes ou festoyant dans les caches des services secrets, qu'il semble impossible de lui fixer un usage précisé. Quoi qu'il en soit, le rôle central qu'ont tenu les mouvements sociaux dans le modèle proprement « social » de développement conduit à reconnaitre aujourd'hui leur vieillissement et surtout leur trahison avant leur mort, pleurée par les puissants et les riches plus que par les exploités et les exclus (Touraine, 2005, p. 221).

Ce chapitre est organisé de la manière suivante. Tout d'abord, il présente une synthèse critique de la notion de politique publique, suivi d'un débat sur les effets de la mondialisation sur ce domaine théorique et la compréhension du concept. En second lieu, une synthèse critique de la notion d'action collective et des mouvements sociaux, suivie d'une discussion sur les effets de la mondialisation dans le développement de la discipline. Enfin, nous présentons une conclusion générale sur le développement de politiques publiques et l'action collective et une courte réflexion sur les possibilités d'application de ces concepts pour comprendre le développement des conflits associés aux grands projets urbains.

La transformation du processus de planification a impliqué de profonds changements dans la façon dont les droits, l'autorité et le territoire sont conçus (Sassen, 2007) et, par le fait même, des formes d'expression des politiques publiques et de l'action collective. Dans ce chapitre, nous désirons approfondir les définitions conceptuelles des politiques publiques et de l'action collective, notions qui constituent le centre conceptuel de notre analyse. Nous voulons également évoquer l'influence de la mondialisation sur le développement récent de ces concepts. La Nouvelle gestion publique, la gouvernance territoriale, la réforme de l'État et le néolibéralisme sont également, à notre avis, des concepts utiles pour comprendre la dynamique des changements dans l'orientation récente des écrits liés aux politiques publiques et aux

actions collectives. Outre les modifications découlant de la mise en œuvre de la mondialisation, d'autres changements importants ont également pu être notés dans les paradigmes d'interprétation de ces deux cadres d'analyse que sont les politiques publiques et l'action collective. Ces derniers sont plutôt reliés aux transformations dans l'épistémologie des sciences et dans les paradigmes théoriques de ces disciplines. Ainsi, les mouvements sociaux, tout comme les politiques publiques, ont connu un processus de transition paradigmatique, tel que présenté par Santos (2003). En ce sens, les références théoriques construites dans la modernité (principalement le marxisme et le libéralisme) ont été insuffisantes pour expliquer les changements sociaux et politiques des dernières années. La recherche de nouvelles explications et de nouveaux modèles méthodologiques qui permettent de mieux comprendre la réalité est nécessaire (Jasper, 2012).

2.1 Premier cadre analytique, les politiques publiques et l'action publique

2.1.1 Définitions des politiques publiques (PP) et principaux modèles théoriques

Les politiques publiques constituent un cadre d'analyse de l'État qui n'est pas relié aux aspects philosophiques ou juridico-institutionnels de celui-ci, mais spécifiquement à l'étude systématique de ses actions. Ce cadre a été développé principalement à l'intérieur de la science politique et de l'économie et a eu une influence notoire sur l'analyse de la politique urbaine. Il nous permet de comprendre l'État en tant qu'appareil producteur d'actions, en allant au-delà de la question de ses origines ou de ses intentions et en nous concentrant spécifiquement sur la manière avec laquelle il se manifeste réellement, dans son action concrète. *L'analyse des politiques publiques constitue donc une méthode d'analyse et de recherche appliquée qui se concentre sur les produits de l'activité politique (Policy) menée par les*

autorités publiques. En ce sens, l'analyse de cette dimension constitue plutôt une méthode de travail et d'observation qu'une théorie explicative de la réalité.

Il existe plusieurs définitions du concept de politiques publiques. Une des définitions les plus largement acceptées est celle proposée par Mény et Thoenig (1989, p. 8), selon laquelle la politique publique consiste en « l'action des autorités publiques au sein de la société ». Cette action se présente sous la forme d'un programme gouvernemental dans un secteur de la société ou dans un secteur géographique spécifique (juridiction). Roth (2002, p. 27) définit les politiques publiques comme « l'existence d'un ensemble formé par un ou plusieurs objectifs collectifs considérés comme nécessaires ou souhaitables et par les moyens et les actions qui sont traités, au moins partiellement, par une institution ou une organisation gouvernementale, avec pour finalité d'orienter le comportement d'acteurs individuels ou collectifs, pour modifier une situation considérée comme problématique ou insatisfaisante ». Ainsi, la politique publique implique des processus de définition et de traitement de problèmes, et la résolution de ces problèmes avec la participation d'autorités publiques. Au Québec, Lemieux[40] (2002) a aussi conceptualisé les politiques publiques. Cet auteur se centre particulièrement sur les acteurs et les ressources ; selon lui : « la politique publique est conçue comme la réponse des acteurs politiques face à des problèmes socialement significatifs pour corriger la situation ». Muller et Surel (1998, p. 13) considèrent la politique publique « comme le processus d'élaboration et de mise en place des programmes d'action publique, c.-à-d. des dispositifs politico-administratifs coordonnés, en principe, autour d'objectifs spécifiques ».

[40] L'auteur présente un cadre d'analyse des politiques publiques en se basant sur deux modèles : l'analyse de Kingdom (1984) et le modèle des « *advocacy coalitions* » proposé par Sabatier (1993, 1999)

Au fil de ces définitions, nous apercevons l'importance accordée au processus de production de solutions face aux problèmes impliquant des institutions publiques. Ainsi, l'étude des politiques publiques se concentre davantage sur un processus dans lequel l'État est considéré en tant que producteur de décisions, à la manière du cadre fonctionnaliste d'Easton (1953). Malgré le caractère fonctionnaliste de cette interprétation, l'évolution conceptuelle des politiques publiques a impliqué l'incorporation et l'influence de différents cadres épistémologiques. Il est important de noter, comme le fait Roth (2008, p. 69), que la compréhension des politiques publiques et leur évolution a été profondément marquée, dans une optique plus large, par l'évolution de l'épistémologie des sciences. En effet, les paradigmes explicatifs des politiques publiques peuvent être compris et classés à partir de quatre paradigmes communs aux sciences sociales : le positivisme, le néopositivisme, la théorie critique et le constructivisme. Ces paradigmes ont marqué les différentes écoles d'analyse liées à la discipline des politiques publiques. La classification proposée par Roth (2002, 2009b) situe les cadres explicatifs des politiques publiques en relation avec ces paradigmes. En ce sens, elle constitue une synthèse intéressante de différentes perspectives d'analyse. Parmi les principaux cadres d'analyse, cet auteur énonce les suivants : le cadre séquentiel, les théories du choix rationnel et du *public choice*, les *advocacy coalitions*, l'analyse institutionnelle et l'analyse narrative[41].

[41] Dans le cadre de cette thèse, nous avons modifié cette classification sur la base de nos lectures, en ajoutant d'autres éléments présentés dans les textes de Mény et Thoenig (1989), Bernier et Lachapelle (1998), Esteves (2005) et Saint-Pierre (2003). Ci-dessous, nous développons une synthèse des modèles analysés.

Tableau 2.1 Principales contributions liées au cycle des politiques publiques

	Phase I Identification du problème	Phase II Formulation des décisions	Phase III Prise de décision	Phase IV Mise en œuvre	Phase V Évaluation
Modèles principaux	Mobilisation Offre politique Médiatisation Conception de Kingdom	Cascade de buts et d'objectifs Modèles de planification	Rationalité absolue Rationalité limitée Incrémental ou par ajustements marginaux *Garbage can model*	*Bottom-up* *Top-Down* Implémentation rationnelle Contingent D'apprentissage Bonne gouvernance	Ex-ante Ex-post Continuel Pendant la durée D'objectifs De moyens De résultats D'impacts

Le cadre séquentiel d'analyse des politiques publiques (présenté dans le Tableau 1, synthétisant les étapes de Jones, 1977) constitue un des types d'analyses les plus utilisés. Il a beaucoup influencé la compréhension de leur dynamique. Il peut être retrouvé dans le cycle de politiques publiques proposé par Lasswell (1956) et a été développé postérieurement par Jones (1977). Ce modèle décompose chronologiquement le développement de la politique publique en cinq étapes logiques qui se succèdent dans le temps. À la manière d'organismes vivants, les politiques publiques ont un cycle de vie qui s'échelonne de leur naissance jusqu'à leur disparition. Ce cycle est composé d'une série de cinq étapes de développement qui peuvent être séparées et étudiées indépendamment. Cette analyse a influencé particulièrement l'enseignement de la discipline, les analystes et les décideurs, à cause de son potentiel pédagogique et de sa capacité prescriptive dans la formulation par étapes (recettes). Le fait que ce modèle sépare le développement des politiques publiques en phases a permis une avancée, certes fragmentée, de la discipline, mais

aussi une plus grande flexibilité dans son étude (Roth, 2008. p. 78). Les avancées faites par ces modèles partiels n'ont cependant pas permis la construction d'une théorie générale et d'une analyse du processus de politiques publiques dans son intégralité. Comme l'indique Muller (1990), le problème fondamental du modèle séquentiel est relié principalement : 1) au fait que, dans la réalité, l'ordre des étapes n'est pas séquentiel, *c.-à-d.* qu'il peut être modifié et 2) à la difficulté d'identifier clairement les étapes dans la réalité.

Une des influences les plus importants dans le développement des politiques publiques ont été les théories du choix rationnel et du *public choice.* Ces théories se sont basées sur l'application de la rationalité économique à la compréhension, la formulation et l'application de politiques publiques. Les théories du choix rationnel sont directement reliées à l'école de Chicago, à la théorie libérale et à la définition de l'*homo economicus*. Ces théories considèrent que le comportement des acteurs est déterminé et guidé par la maximisation de leurs intérêts économiques et que chacun des sujets qui prend part au processus économique est capable d'adapter son comportement selon ses intérêts. En fonction de ces postulats, l'individualisme méthodologique propre au libéralisme économique a été appliqué à l'étude des politiques publiques[42] et de l'action collective. Selon Roth (2002), c'est ce type d'analyse qui prédomine dans l'analyse des politiques publiques et qui est appliqué par les organismes multilatéraux et les agences de développement. Ces analyses se basent sur la rationalité des coûts économiques et sur « l'efficience » administrative pour reformuler les politiques et les rentabiliser. La théorie du choix rationnel privilégie l'évaluation des politiques publiques et est directement en rapport avec l'application de prescriptions macro-économiques dans la gestion publique. Un des auteurs les plus importants dans le développement de cette théorie est Olson (1965). Ce dernier a construit une théorie de la décision publique à partir de l'action

[42] Saint-Pierre (2003) cite les travaux d'Anthony Downs et de Gordon Tullock parmi les plus influents dans l'application de la théorie du choix rationnel dans l'analyse des politiques publiques.

collective des acteurs. Selon lui, l'action collective consiste en l'agrégation de rationalités individuelles qui se rapprochent pour la maximisation de leurs intérêts individuels. Bien que la notion d'Olson de l'action collective ait fortement influencé les analyses postérieures et qu'elle ait fondé une école de pensée, *The Rational Action Theory,* qui a influencé l'analyse des politiques publiques, on considère que cette vision a des limites évidentes, puisqu'elle ne prend pas en compte le rôle important joué par la culture et l'identité dans la mobilisation sociale. La production sociale de l'action publique dépasse amplement les limites de la production rationnelle de « biens publics », tel que cela a été conçu par Olson (1965).

À l'intérieur de ce même type d'analyse, mais avec un déplacement du domaine économique vers le domaine institutionnel, on note aussi un autre modèle qui a eu une grande influence sur l'analyse de politiques publiques : l'« *Institutional Analysis and Development Framework* ». Son principal tenant est Elinor Ostrom (Sabatier, 1999). Ce modèle propose que les institutions accomplissent un rôle « d'arène d'action ». Dans cette arène, les acteurs individuels et collectifs interagissent dans le cadre de situations où se produisent des ajustements institutionnels (Roth, 2008, p. 81). Une des particularités intéressantes de ce modèle est l'incorporation d'éléments extra-économiques dans l'analyse. Un rôle important est ainsi accordé à la culture des Communautés politiques vis-à-vis la construction des politiques publiques. Il est important de souligner la contribution très importante d'Ostrom dans le développement de la théorie de biens communs, qui lui a valu le prix Nobel en économie.

Il est nécessaire aussi de mentionner le cadre d'analyse narratif d'Emery Roe (1994). Ce dernier a développé une nouvelle approche d'analyse de la politique publique, qu'il considère en tant que discours. Le récit représente une force en lui-même et mérite d'être étudié. Ce cadre propose une étude basée sur l'identification des récits

dominants, des contre-récits et des méta-récits (synthèses). En ce sens, les politiques publiques ont un contenu principalement discursif relié à une compréhension particulière du monde et des relations assignées par les groupes d'acteurs. Ces discours s'opposent dans l'espace public à d'autres interprétations possibles portées par d'autres acteurs. Ainsi, le conflit entre les différents discours est constitutif des politiques publiques et de la décision publique. Le cadre d'analyse narratif constitue une des tendances les plus influentes dans le courant théorique du virage argumentatif des politiques publiques. Selon ce courant, les politiques publiques possèdent davantage une logique argumentative qu'instrumentale, et la résolution du conflit entre discours pour la prise de décision est dialectique et rationnel.

McFarland (2004) a construit une synthèse intéressante de l'évolution de la construction de modèles associés aux politiques publiques ; cette synthèse lui a permis d'expliquer comment, grâce à cette évolution, le modèle des *advocacy coalitions* a émergé (Sabatier et Jenkins-Smith, 1993). Ce dernier modèle a permis de dépasser le modèle séquentiel et a proposé une nouvelle approche dans le cadre de la théorie de la politique publique, en incorporant plusieurs développements précédents ; en particulier, on note l'intégration de l'idée du contre-balancement des pouvoirs associé à l'apparition de groupes qui prétendent s'opposer à une décision spécifique, et la présence de sous-systèmes de politiques spécifiques. Ces développements ont permis d'introduire l'idée de la concurrence entre les coalitions au centre de l'analyse des politiques publiques, et d'y inclure également des facteurs culturels et subjectifs. L'apparition du modèle de Sabatier (Sabatier et Jenkins-Smith, 1993) marque l'introduction d'un paradigme important dans l'analyse des politiques publiques. Ce modèle initial des *advocacy coalitions* sera développé davantage et corrigé systématiquement par Sabatier dans les années suivant sa publication initiale.

Le modèle des advocacy coalitions (coalitions plaidantes)

Dans cette section, nous nous concentrerons davantage sur la description de ce modèle afin d'expliquer l'importance de deux éléments qu'il incorpore et que nous considérons essentiels à la compréhension de notre objet d'étude. En premier lieu, le modèle est dynamique et permet d'expliquer des changements survenant dans le long terme ; en second lieu, il nous permet de considérer l'opposition entre les différentes coalitions et groupes liés à la prise de décision à l'intérieur même des institutions politiques. En ce sens, les institutions politiques ne sont pas considérées comme un bloc monolithique qui prend des décisions, mais plutôt comme un « terrain » de confrontation entre différentes coalitions et façons de penser.

Le modèle des « *advocacy coalitions* » développé par Sabatier (1993) explique la formation de l'action publique par l'étude des alliances établies dans un sous-système d'action spécifique. Cette méthode d'analyse de l'action de l'État repose sur l'étude de la capacité de ces alliances à transformer une politique publique. Dans ce modèle, la notion de changement politique est centrale : « the policy change results from *actions* by rational individuals seeking to improve their circumstances by designating and adopting changes in institutional arrangements » (Sabatier, 1998, p. 102). Le modèle méthodologique des « advocacy coalitions » repose sur l'analyse de processus dynamiques et statiques qui pourraient influencer une politique publique. Pour ce faire, Sabatier se sert de l'analyse d'acteurs, de l'analyse du discours et de l'analyse institutionnelle. Contrairement au modèle d'Olson (1965), Sabatier donne une grande importance aux symboles, aux valeurs et aux croyances dans les politiques publiques, en même temps qu'à l'apprentissage politique des « *advocacy coalitions* ». L'action collective de ce type d'organisations est ainsi définie par Schlager : « *attempts to realize a set of shared policy beliefs by influencing the behavior of multiple governmental institutions over time* » (Schlager, 1995, p. 248).

Le modèle des *advocacy coalitions* développé par Sabatier (1993; 1998) nous permet donc d'étudier la relation entre les acteurs et la prise de décision politique. Ce modèle d'analyse représente la relation entre les décisions politiques et les groupes d'intérêts à partir de la formation de coalitions. Comme nous l'avons mentionné précédemment, les groupes économiques et les décisions de l'État sont au centre de la mise en œuvre des grands projets urbains. Le modèle de Sabatier (1998) nous permet d'aborder l'évolution des acteurs et leurs relations avec la prise de décision dans une perspective dynamique et donc, historique.

Le modèle de Sabatier constitue une des avancées les plus importantes dans l'analyse des politiques publiques. Soulignons trois qualités du modèle dans ses éléments fondamentaux. Premièrement, le modèle est dynamique et permet d'aborder les changements à l'intérieur des politiques. Deuxièmement, sa capacité d'adaptation permet qu'il soit corrigé au fil du temps. Finalement, le modèle permet de rendre compte de la complexité de l'univers de la politique en incorporant des éléments subjectifs et l'apprentissage dans la construction des politiques publiques. Le modèle de Sabatier se base partiellement sur les modèles construits par Heclo (1974) et Rose (1973) qui mettent l'accent sur l'influence des facteurs externes et leurs conséquences afin de comprendre les changements à l'intérieur d'une politique publique. Ces facteurs externes sont principalement liés aux transformations socio-économiques, politiques ou bureaucratiques d'une société donnée. Toutefois, en 1993, Sabatier et Jenkins-Smith ont proposé une transformation de cette perspective d'analyse en y incluant des facteurs internes, principalement liés à l'apprentissage politique des acteurs impliqués dans le processus. Cette dimension, l'apprentissage interne des acteurs, est un élément fondamental du modèle. Contrairement à d'autres analyses qui sont centrées sur la constitution d'institutions et sur la production rationnelle de politiques par la bureaucratie, Sabatier affirme que les personnes jouent aussi un rôle

fondamental en créant des Communautés politiques[43]. En plus de la création des coalitions de militants, Sabatier prend en compte l'apprentissage politique des groupes dans la formulation de politiques publiques (PP). Ces coalitions entrent en compétition pour la domination symbolique et matérielle de la PP. Les actions des groupes jouent ainsi un rôle majeur dans la définition des politiques. La formation et le pouvoir relatif de ces groupes sur les prises de décisions politiques et sur le processus de mise en œuvre constituent donc des éléments principaux à considérer dans l'étude des PP.

Le modèle des coalitions plaidantes implique une rupture conceptuelle par rapport aux théories du choix rationnel et, particulièrement, par rapport au modèle de l'action collective proposé par Olson (1965). En effet, selon Sabatier, la prise de décision n'est pas déterminée par le processus individuel et interne de l'application d'une rationalité économique, mais par des « variables de situation » qui réfèrent aux conflits politiques, aux règles institutionnelles, aux contextes socio-économiques et à l'influence de l'environnement (Saint-Pierre, 2003, p. 50-51).

Le modèle se base sur l'étude du changement des politiques publiques dans le long terme (*c.-à-d.* plus de 10 années), à partir de la formation de coalitions de personnes publiques et privées intéressées à une politique ou à une polémique. Pour Sabatier, les politiques publiques incorporent des systèmes de croyances qui dépassent les intérêts des acteurs et le contexte, y compris des aspects subjectifs (valeurs, croyances) qui n'étaient pas pris en considération par les autres cadres d'analyse.

Le modèle pose aussi quelques problèmes. Par exemple, si l'on considère la conception du rôle de la bureaucratie dans la mise en œuvre des PP dans le modèle

[43] Une communauté politique est constituée de l'ensemble des acteurs partageant des valeurs et croyances concernant un problème ; ces acteurs coordonnent leurs activités dans le temps afin d'atteindre leurs objectifs (Sabatier, 1998).

des *advocacy coalitions*, on trouve que la fonction de la bureaucratie reste alors marginale et l'importance de son influence décisionnelle n'est pas distinguée de celle des coalitions. En ce sens, la bureaucratie n'est pas une préoccupation pour le modèle. Aussi, la distinction entre décideur politique et corps bureaucratique n'est pas non plus prise en compte, ce qui implique que la coalition peut être formée par des individus avec des positions différentes par rapport à la production de la décision.

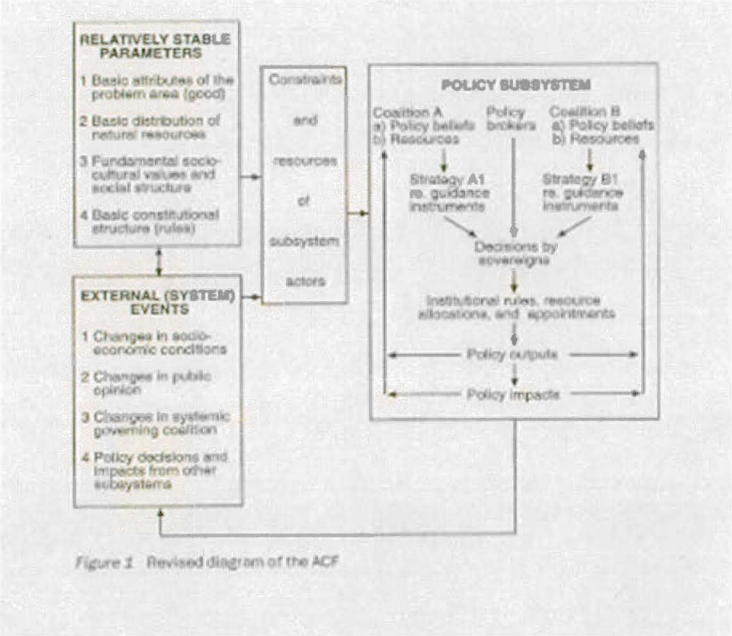


Figure 2.1 Diagramme du cadre des coalitions plaidantes. Sabatier (1998, p. 101)

Le modèle des coalitions plaidantes de Sabatier se base sur cinq prémisses fondamentales : 1) il est important de prendre en compte l'information technique produite lors de l'élaboration des théories de politique publique, 2) la période d'étude de la politique publique doit être supérieure à 10 ans, 3) l'unité d'analyse devrait être centrée sur les sous-systèmes de la politique publique (composés des acteurs, publics et privés, impliqués dans ou intéressés par un problème ou une controverse), 4) les sous-systèmes incluent des acteurs provenant de divers niveaux de gouvernement et de plusieurs territoires, 5) les politiques et les programmes incorporent implicitement

des théories pour atteindre les objectifs (systèmes de croyances), qui incluent des valeurs, des perceptions de l'entourage et des appréciations concernant l'efficacité des instruments et l'importance du problème. La valeur du modèle est basée sur sa capacité à inclure des aspects subjectifs et objectifs dans l'analyse des transformations des politiques publiques. Selon ce modèle, les transformations des politiques publiques sont dues à deux causes : une première, de type « cognitif », qui implique un changement dans les valeurs fondamentales des membres des coalitions existantes, et une seconde, de type « objectif », qui est reliée à des perturbations externes aux politiques (changements économiques, politiques environnementales ; Sabatier, 1999, p. 191).

Plusieurs critiques qui visaient le modèle des *advocacy coalitions* ont ensuite été incorporées au modèle initial et ont permis son raffinement. Parmi ces critiques, mentionnons l'importance des changements dans l'opinion publique comme facteur dynamique, et le degré de consensus nécessaire pour atteindre ces changements. Toutefois, d'importantes critiques formulées envers le modèle n'ont pas été prises en compte dans ces ajustements (voir l'article de Bergeron et al., 1998); ceci inclut le fait que le modèle n'intègre pas de théorie du conflit dans les relations entre les coalitions (ce qui le restreint dans une logique ami-ennemi), le fait que le modèle ne puisse pas expliquer les transformations dans les croyances et la relativisation des intérêts des acteurs dans ces changements, l'absence de définition liée à la genèse des sous-systèmes de politiques et les problèmes associés à l'agenda public, entre autres[44].

Nous considérons que ce modèle des *advocacy coalitions* permet de comprendre la reconfiguration des prises de décisions associées à la transformation urbaine que nous avons décrite jusqu'à maintenant. En effet, le modèle permet de prendre en compte

[44] Pour les applications acritiques du modèle, mentionnons John (2003), Ellison (1998), Kubler (2001) et Lertzman et al. (1996).

les transformations dans les échelles territoriales de planification, impliquant une participation de différents niveaux de gouvernement (municipal, provincial et fédéral) et d'acteurs transnationaux dans le processus d'élaboration des politiques publiques. Aussi, il est important de souligner que, dans le contexte de la mise en œuvre du modèle néolibéral adopté par la réforme de l'État, les politiques publiques et les valeurs associées à la planification urbaine sont transformées, avec l'inclusion d'une idéologie de marché dans le fonctionnement de l'État. Ce modèle nous permet d'observer l'évolution des valeurs associées à la mise en place des grands projets urbains et le contexte de développement des politiques liées aux infrastructures urbaines. La compréhension de cette évolution nous permettra de mieux cerner la transformation des acteurs liés à ces politiques et, particulièrement, la création des communautés politiques, *c.-à-d.* l'ensemble des acteurs provenant des organisations publiques et privées, qui partagent une série de valeurs et de croyances concernant un problème et qui coordonnent leurs activités dans le temps afin d'atteindre leurs objectifs (Sabatier, 1998).

Le modèle de Sabatier nous permet d'observer l'influence contemporaine des aspects culturels et subjectifs dans l'analyse des décisions de l'État. Le modèle de Sabatier et le néopluralisme, plus particulièrement, ont déplacé l'analyse séquentielle traditionnelle, associée au positivisme et à l'étude scientifique de l'État. En même temps, ces cadres devront incorporer des valeurs dans la formulation et la conception des politiques publiques. En ce sens, nous considérons que des perspectives comme le néopluralisme et les modèles décisionnels basés sur des modèles participatifs appliqués à l'analyse des politiques publiques permettent de faire certains pas dans cette direction. Dans la pratique, ce nouveau cadre pourrait permettre d'inclure des acteurs marginalisés dans le contexte du modèle de développement proposé par une mondialisation guidée par une logique stricte de marché. Pour reprendre les mots de McFarland (2004, p. 63) : « *We see, then, that social movement theory is a*

sociological enterprise sharing the basic concepts of political process theory. As such, movement theory has much to add to political process theory ».

2.1.2 La transformation des politiques publiques et la mondialisation

La mondialisation a eu des effets directs sur la structure de l'autorité territoriale (Sassen, 2006). En effet, des changements ont pu être observés dans le pouvoir relatif des gouvernements nationaux, des organismes internationaux et des autorités locales en ce qui concerne leurs sphères d'action et, par conséquent, dans les politiques publiques. Eric Swyngedow (2009) décrit ces changements en tant que modifications à la géométrie du pouvoir des acteurs. Ainsi, pour cet auteur, les changements dans la gouvernance de l'action politique semblent viser la restriction du pouvoir relatif de certains acteurs (les mouvements sociaux) et à favoriser le pouvoir d'autres acteurs (le secteur privé), à travers un processus complexe de création de nouvelles échelles et juridictions. Dans cette partie du chapitre, nous montrerons comment la mondialisation a affecté la compréhension et l'expression des politiques publiques à l'échelle territoriale. Pour ce faire, nous procédons à une brève révision de la littérature concernant les effets géographiques du néolibéralisme, en incluant les perspectives de la géographie radicale, de la gouvernance et de la Nouvelle gestion publique dans les politiques publiques.

Les changements dérivés de la mise en place de la mondialisation ont eu des effets sur la territorialité du pouvoir et plus particulièrement sur les échelles de la planification, la reconfiguration des juridictions et le rôle des villes. Ces changements ont donc eu des répercussions sur l'organisation du pouvoir et, plus particulièrement, sur la production des politiques publiques. La crise des États nationaux est un sujet qui a été étudié par plusieurs chercheurs, dont Habermas (2000), Hobsbawn (2007) Beck (2003a), Castells (2011) et Vallespín (2003). Bien que les catégories utilisées

dans les analyses de chacun de ces auteurs varient, quand nous évoquons les termes «État réseau», «États postsouverains», «constellation postnationale» ou «État transnational», nous nous référons à la transformation historique du contenu des États nationaux dans le contexte de la mondialisation. En ce sens, quand nous faisons référence à la crise des États nationaux, nous nous référons à la définition de Habermas (2001) qui, dans son essai sur la constellation postnationale, considère cette crise comme une transformation structurelle du système économique mondial qui conduit nécessairement à une restructuration du rôle des États nationaux, non seulement sur le plan historique, mais aussi sur le fonctionnel. Cette restructuration implique une réduction des fonctions sociales des États et des changements dans leurs rôles liés à la régulation, à deux niveaux : celui des institutions transnationales et celui des espaces locaux. Les espaces locaux doivent alors assumer des fonctions sociales laissées de côté par les États nationaux. Selon Habermas (2001, p. 50) : « First, the economic problems besetting affluent societies can be explained by a structural transformation of the world economic system, a transformation characterized by the term "globalization". Second, this transformation so radically reduces nation-states' capacity for action that the options remaining open to them are not sufficient to shield their populations from the undesired social and political consequences of a transnational economy ». Conséquemment, quand nous parlons de crise des États nationaux, nous n'impliquons pas leur disparition, mais plutôt leur transformation. En ce sens, la crise politique constitue, comme l'affirme Poulantzas (2005, p. 59), une période de transformation engendrée par une accumulation de contradictions qui produiraient un changement plus profond que celui découlant d'un développement graduel.

Sur le plan idéologique, cette transformation est soutenue par le néolibéralisme, une doctrine économique fondée sur l'individualisme méthodologique et sur la liberté du marché en tant que prérequis du développement de toute société (Brenner, 2000;

Ahumada, 1996). Le néolibéralisme constitue un élargissement du libéralisme classique (Hackworth et al., 2006) et fait partie de la dynamique global-local; il se développe davantage d'une façon localement contingente que comme un « idéal-type ». Dans son texte « *Brief history of neoliberalism* », Harvey (2005a) a analysé la construction historique du concept de néolibéralisme, ce qui constitue une contribution théorique importante. Cette contribution a été complétée, au niveau empirique, par les recherches d'un groupe de géographes qui ont essayé de concrétiser la discussion sur le néolibéralisme en s'éloignant des aspects discursifs, afin de se concentrer sur les aspects pratiques de sa mise en œuvre. Parmi les travaux les plus importants, soulignons ceux de Brenner (2000) ainsi que ceux de Peck et Tickel (2002). Pour ces auteurs, le néolibéralisme est, en même temps qu'un projet local et contingent (phénomène concret et localisé spatialement), un discours extra-local qui a changé au fil des années (un discours localisé historiquement). Cette double nature implique des contradictions internes, au niveau du discours, et des manifestations diverses, au niveau spatial. Au niveau pratique, la mise en œuvre de ce discours a impliqué une ouverture progressive des barrières nationales, avec une augmentation des flux de biens, de marchandises et de services à travers les frontières nationales, donc l'apparition de la mondialisation (Stiglitz, 2003).

Pour Brenner et al., (2002, p. 349), les processus de néolibéralisation (« *actually existing neoliberalism* ») constituent : « *as catalysts and expressions of an ongoing creative destruction of political-economic space at multiple geographical scales* ». Il est important de reconnaître le processus néolibéral comme quelque chose de particulier (c'est-à-dire que ses manifestations dépendent de l'espace et de la temporalité dans lesquels le projet néolibéral est mis en œuvre) et de contradictoire (la contradiction entre la théorie ou le niveau discursif et la réalité de sa mise en place). Les circonstances historiques et structurelles dans chaque territoire reconfigurent ainsi les manifestations locales du néolibéralisme. Pour Brenner

(2002), la néolibéralisation est un processus de dépendance au chemin emprunté (*path dependence*). En ce sens, elle ne constitue pas une transformation radicale de la structure de l'État, mais plutôt une déstructuration à travers laquelle les échelles et les particularités s'ajustent graduellement. C'est un processus qui présente un double caractère : 1) de destruction, par des ajustements à la structure antérieure, par la destruction des accords antérieurs (keynésiens) et 2) de création, en créant de nouvelles structures administratives et politiques. Ainsi, le processus de création et de destruction impliqué par la mise en place du néolibéralisme suppose une reconfiguration institutionnelle importante à plusieurs niveaux ; cependant, cette transformation au niveau local est contingente et présente des différences liées aux structures administratives et à la culture politique. Toutefois, malgré les différences observées sur le plan des expressions des changements institutionnels, qui dépendent des différents contextes dans lesquels ils sont appliqués, la logique discursive de ces changements est associée à un même discours, la Nouvelle gestion publique.

La Nouvelle gestion publique constitue l'expression administrative du néolibéralisme (Pierre, 1999 ; Muller, 2004). Ce processus de transformation se traduit par la mise en œuvre de nouveaux modèles de gestion administrative impliquant une contractualisation de l'État (Gaudin, 1999 ; Fleury, 1999) faite par la voie de projets (Pinson, 2006), ainsi qu'une décentralisation de l'action institutionnelle (Andersen, 2008). Dans ce contexte, la ville devient le centre de ce processus de transformation. Celui-ci implique un polycentrisme dans l'action étatique, en plus d'une multiplication de la complexité administrative des institutions publiques (ces multiples démarches se divisent elles-mêmes en documents d'intention, pré-contrats, contrats, etc.). La ville constitue alors le centre d'une nouvelle façon d'agir de l'État, qui se base sur la prolifération des centres d'activité administrative et sur le passage d'un État planificateur à un État médiateur au niveau local. Dans ces circonstances, les projets de développement urbain (PDU) et les grands projets urbains sont vus

comme des catalyseurs du changement urbain et de la politique de la ville; ils constituent l'expression la plus évidente du rapport entre la Nouvelle politique urbaine et l'urbanisme néolibéral (Theodore et al., 2009). Pour la Nouvelle politique urbaine (Swyngedouw et al., 2002), l'intervention étatique doit être dirigée vers la construction d'infrastructures urbaines destinées à accélérer la circulation des capitaux, la promotion de l'entrepreneuriat, les investissements et les partenariats public-privé, considérés comme des véhicules du développement. Pour ce faire, la gestion de la ville et du territoire urbain s'est particulièrement concentrée sur la mise en place de grands projets urbains.

Un élément à prendre en compte dans la mise en place de la Nouvelle gestion publique est la gouvernance. La mise en place d'une nouvelle perspective de planification de l'action de l'État et la participation, de plus en plus importante, du secteur privé dans cette planification ont influencé le développent de cet encadrement conceptuel. Ainsi, la transformation de l'action administrative de l'État et, par conséquent, des politiques publiques, s'accompagnent de la construction discursive de la gouvernabilité (Monedero, 2003) en tant que discours qui associe le contenu de la démocratie à l'action administrative (Camps, 1997)[45]. Le concept de gouvernance réfère à un processus de changement dans l'action administrative qui implique un processus de coordination des acteurs dans le cadre du développement local[46]. Par

[45] Parmi les auteurs-clés dans la compréhension du concept de gouvernance urbaine, on retrouve : Jessop (1995), Cars et al., (2000) Stoker (1995 et 2000), Swyngedouw (2005), Osborne et Gaebler (1992) et les auteurs cités plus haut comme des représentants de la Géographie radicale (Harvey, 2006 ; Brenner, 2000, 2005; Peck et Tickel, 2002), en plus de références spécifiques à la théorie des groupes et de l'action collective (Olson 1965). Les concepts développés par ces auteurs sont présents tout au long du travail : la réforme de l'État, la décentralisation, le changement du rôle de la ville, la planification, le modèle de « *path dependence* », la notion de « *rescaling* », l'action collective, la nouvelle gestion publique et la notion d'institution. Ces concepts sont présentés dans les écrits et sont utilisés en tant qu'outils conceptuels pour comprendre la dynamique de changement impliquée par la réforme étatique. Définir chacun de ces concepts serait un exercice souhaitable, mais difficile à réaliser dans le cadre de cette thèse étant donné l'ampleur de la tâche.

[46] Selon Pierre (1999), quatre grandes tendances dominent la discussion et la recherche sur la gouvernance : une tendance managériale, une tendance corporatiste, une tendance pro-croissance et

exemple, Andersen (2008) et Pinson (2006) comprennent la gouvernance dans le même sens que la définition classique de March et Olsen (1995, p. 27, cité par Pinson, 2006), soit comme « une activité d'encadrement des échanges par la construction de significations politiques, historiques et identitaires ». Cette définition a nourri les approches néo-institutionnalistes qui se concentrent sur les changements de valeurs, de normes, de croyances et de pratiques en ce qui concerne les institutions. Pour Coafee et al., (2003), la gouvernance est comprise dans le sens de Cars et al. (2002), soit comme des modes et pratiques de la mobilisation et de l'organisation de l'action collective. Dans ce cas, l'action collective est spécifiquement comprise dans le sens d'un processus dynamique de rapports de pouvoirs — ou des micro-pouvoirs dans le sens proposé par Foucault (2014) — entre les acteurs et réseaux vis-à-vis une décision publique. Pour Pierre (1999), la gouvernance est le processus de coordination, de régulation et de contrôle des intérêts publics et privés et la création d'objectifs. La plupart des auteurs tentent de comprendre la dynamique de changement du gouvernement au niveau local et la mise en place de nouvelles institutions participatives, visant à prendre en considération les acteurs locaux, principalement économiques, dans la mise en œuvre des politiques publiques, dans un contexte de changement administratif. Nous partageons davantage la définition de Moreau (2008, p. 14), pour qui la gouvernance est « un système démocratique de gestion, dans lequel, à partir d'une perspective administrative, on retourne aux éléments fondamentaux de la démocratie, en association avec la logique du marché ». C'est précisément dans cette perspective que la gouvernance est liée de façon étroite à la structure de ce qui est considéré comme une « réforme de l'État » et aux changements que connaît la ville. Dans le cadre de notre travail, nous considérons que la gouvernance constitue également un instrument d'application des

---

une tendance héritière de l'État de bien-être. Pour lui, ces quatre modèles généraux rassemblent les différentes approches sur la gouvernance urbaine. L'auteur nous présente, à partir d'une perspective néo-institutionnaliste, ces différents modèles en les critiquant et en les systématisant. Ainsi, la gouvernance référerait au : « *process through which local authorities, in concert with private interests, seek to enhance collective goals* » (Pierre, 1999, p. 376).

politiques d'ajustement structurel qui guident les processus de mise en œuvre de la réforme de l'État. Cet outil prend en compte la participation citoyenne comme un moyen d'élaboration, de mise en œuvre et de contrôle des politiques publiques dans le contexte de l'application d'un nouveau modèle de gestion publique.

Les effets du modèle néolibéral sur la gestion publique peuvent être mis en évidence par le rôle central assumé par le secteur privé dans la planification urbaine et par le rôle du marché dans la détermination des nécessités régionales, dans la planification du développement local et dans la mise en œuvre des politiques publiques. La privatisation de la prise de décision, par la voie de la mise en place de partenariats public-privé qui sont administrées comme des personnes morales de nature privée, entraîne une modification des relations[47] entre les communautés et les pouvoirs publics. L'orientation vers le marché liée à l'application des principes de la Nouvelle gestion publique[48] et la contractualisation de l'action administrative sont deux éléments clefs pour comprendre les changements dans la logique de la gestion locale. Les principes de la Nouvelle gestion publique, appliqués dans la gestion territoriale et la mise en œuvre de réformes administratives, ont comme but de rendre plus « efficaces » les « investissements » de l'État. Cette coordination d'actions entre des acteurs économiques et politiques a d'importantes conséquences sur la structure de l'État. Comme le souligne Fleury (1999, p.12) : « L'identification de la logique de l'intérêt public avec la logique contractuelle privée a pour conséquence la transformation de l'État en un ensemble d'agences qui établissent des rapports entre

[47] À cet égard, l'État ne joue plus uniquement le rôle de médiateur, mais représente de plus en plus l'intérêt des agents économiques.

[48] Un des antécédents les plus importants de la nouvelle gestion publique a été celui du Symposium « Gérer l'évolution dans l'administration publique » de l'OCDE à Madrid en 1979 (Pal; 2012, p. 237). Lors de cette conférence les principes d'application de ce modèle de gestion ont été énoncés. Ces principes peuvent être résumés en six points : 1) revendication de la séparation entre politique et administration, 2) transfert au secteur privé de la production de biens et de services, 3) introduction de mécanismes du secteur privé dans les organisations de l'État, 4) décentralisation, 5) évaluation des résultats et 6) participation des citoyens.

elles à travers des contrats et avec d'autres agences publiques ou privées »[49]. En ce sens, la transformation de l'État ne consiste pas seulement en un changement institutionnel, mais aussi en une transformation plus profonde des relations entre société civile, État et secteur privé, ce qui conditionne une transformation territoriale et reconfigure les échelles institutionnelles et économiques. Cette reconfiguration des relations entre les acteurs implique une transformation des politiques publiques et, par conséquent, de l'action de l'État, en même temps qu'un ajustement des actions collectives, des formes de protestation et de l'organisation des communautés locales, qui cherchent à répondre aux effets de ces changements.

Le modèle de Muller (2003) centre l'analyse des politiques publiques sur la transformation de ces politiques dans le contexte du néolibéralisme. Selon lui, le néolibéralisme « prend la forme d'un changement de référentiel global autour duquel s'ordonnent les politiques sectorielles, avec la montée en puissance d'un *référentiel de marché* » (Muller, 2003, p. 23). Cette transformation implique une redéfinition de la relation entre ce qui est public et ce qui est privé, une adaptation des politiques sociales aux mécanismes du marché et de nouvelles exigences d'efficience qui conduisent à la création d'un nouveau tableau-cadre de l'action publique. Muller (2005) s'est dissocié de la tradition séquentielle de l'analyse des politiques publiques en France. Il incorpore la sociologie des acteurs à la compréhension spécifique des politiques publiques, en proposant un modèle alternatif très intéressant qui prend en compte la capacité d'influence du « milieu décisionnel » et dans lequel la bureaucratie joue un rôle actif dans le processus de recherche de consensus. Les points centraux de l'analyse de Muller sont la rationalité des acteurs, le rôle de l'administration et les réseaux d'acteurs.

---

[49] Voir aussi le texte de Miller et Fox (2007).

En conclusion, en ce qui concerne l'analyse des politiques publiques et le contexte de transformation de leur compréhension au cours des dernières années, nous désirons soulignons les éléments suivants : 1) dans le cadre de la compréhension des politiques publiques que nous avons résumé jusqu'à maintenant, nous comprenons les politiques publiques comme les actions générées avec la participation des pouvoirs publics et qui visent à répondre à des problèmes qui sont considérés comme socialement importants. L'étude des politiques publiques correspond alors à une méthode d'analyse de l'action publique, (2) parmi les différents modèles d'analyse des politiques publiques, nous considérons que le modèle des coalitions plaidantes de Sabatier est celui qui correspond davantage avec les objectifs de notre étude. Ce modèle a un caractère dynamique et permet l'analyse des changements institutionnels par la prise en compte des variables internes et externes, ainsi que des changements culturels et de valeurs à l'intérieur des coalitions, (3) les changements socioéconomiques et politiques découlant de la mondialisation ont eu un effet important sur le renouvellement conceptuel des politiques publiques. Les développements théoriques récents sur le changement des rôles de l'État, la Nouvelle gestion publique et la gouvernance ont influencé non seulement la compréhension de la dynamique des politiques publiques, mais aussi leur mise en œuvre et leur développement.

2.2 Second cadre analytique : mouvements sociaux, mouvements sociaux urbains et action collective

Les mouvements sociaux (MS) sont, par essence, des actions collectives qui se prolongent dans le temps et qui créent, parmi leurs membres, un sens identitaire ou organisationnel[50]. Ces actions visent à garantir des droits ou à obtenir des changements sociaux. Dans le contexte des réformes néolibérales, les noyaux des droits sociaux et politiques ont été affectés par des réformes visant les politiques sociales et les formes de participation citoyenne dans la prise de décisions. Les conflits entre les citoyens affectés par ces transformations, le gouvernement et les entreprises qui bénéficient des changements administratifs se retrouvent au centre de la transformation des mouvements sociaux et de l'action administrative de l'État ; les villes deviennent alors l'arène privilégiée de ces conflits. Il ne s'agit pas simplement d'un « *locus* », ni d'un espace géographique, mais plutôt du centre dynamique de la mondialisation néolibérale, « la ville globale », soit un lieu de concentration des activités et des bureaucraties multinationales (Sassen, 1996) ; en même temps, « la ville globale » apparaît comme une possibilité d'émancipation du sujet et de l'action des mouvements sociaux. Comme présenté par Sassen (2003, p. 17) :

> La ville globale est un site stratégique pour les acteurs en désavantage, parce qu'elle leur permet de gagner en présence pour pouvoir émerger en tant que sujets, même s'ils ne font pas de gain de pouvoir de manière directe. Les immigrants, les femmes, les afroaméricains des villes étatsuniennes, les personnes de couleur, les minorités opprimées émergent comme des sujets significatifs.

[50] Il est important de souligner qu'il existe une différence entre les organisations de mouvements sociaux et les mouvements sociaux. Selon Hudon et Poirier (2011, p. 118) « Il convient de bien distinguer les mouvements sociaux et les organisations qui en dérivent et qui les animent, ce que la littérature anglo-saxonne nomme les *social movement organizations* (SMO), les organisations de mouvements sociaux [...] De fait, les SMO correspondent bien à ce que nous appelons les groupes d'intérêt [...] En fin de compte, rappelons qu'un mouvement social est constitué d'une pluralité d'acteurs, mais ne peut être réduit aux SMO ou groupes qui le constituent.».

Il faut mentionner qu'il existe un rapport étroit entre l'origine conceptuelle et le développement de l'action collective et celui des mouvements sociaux, les deux concepts se référant à des formes de réponse faites par les communautés face à l'action de l'État ou du pouvoir institutionnel. L'action collective se réfère à des faits isolés, ponctuels, à une expression particulière d'un groupe d'acteurs, sans nécessairement prendre en compte l'identité de ces acteurs en tant que membres d'un groupe ou d'une organisation. En revanche, les mouvements sociaux constituent des actions collectives entreprises par des groupes, actions qui se prolongent dans le temps. Elles sous-tendent un sens d'appartenance au groupe, un sens d'organisation et une coordination de leurs actions pour atteindre des buts sociaux, économiques ou symboliques. Les mouvements sociaux se réfèrent donc à des systèmes d'actions comportant un rapport identitaire ou organisationnel.

Ensuite, nous souhaitons énoncer et contextualiser les principaux paradigmes de la mobilisation collective d'un point de vue chronologique : l'individualisme méthodologique ou l'École du choix rationnel, la théorie de la mobilisation des ressources, les nouveaux mouvements sociaux, la théorie de l'opportunité politique. Enfin, nous présenterons deux théories qui pourraient être associées en second plan à cette problématique, soit la perspective culturaliste et la perspective subjectiviste de l'action collective.

En général, dans les écrits scientifiques, on retrouve une étroite relation entre l'action collective, le fonctionnalisme et l'École de sociologie de Chicago (Jiménez, 2010). La théorie de l'action collective a été développée en suivant les théories du comportement collectif issues de cette école. Le fonctionnalisme nord-américain a d'abord tenté d'expliquer les actions collectives comme des déviations sociales[51]. Toutefois, cette interprétation a été contestée principalement par trois paradigmes

[51] En ce sens, on peut noter les propositions de Parsons (1968) et de Merton (1974).

explicatifs de la mobilisation sociale : l'individualisme méthodologique, la théorie de la mobilisation des ressources et la théorie de la structure d'opportunité politique. Pour ces paradigmes la mobilisation sociale ne constituerait pas une conduite pathologique ni déviante, mais représenterait surtout le non-conformisme de quelques groupes face au système politique. Bien que le sujet des actions collectives n'ait pas spécifiquement été développé dans le fonctionnalisme, Neil Smelser (1989), un disciple de Parson, est considéré comme le précurseur principal de la théorie de l'action collective. Selon lui, l'action collective constituerait une réponse réactive dans le comportement collectif, une action qui serait provoquée par des crises et des transformations sociales. Ces actions surgiraient dans le but de répondre au manque d'intégration dans le système social. Malgré la nouveauté de l'idée de Smelser, on y note quelques problèmes conceptuels qui devraient être résolus : par exemple, on retrouve une continuité temporelle des groupes qui développent ce type d'action, même en l'absence de crise. Les groupes de défense des droits civils et les groupes féministes aux États-Unis constituent un exemple de cette continuité historique. De plus, ces groupes partagent des valeurs et des objectifs stratégiques qui dépassent l'explication réactive proposée par Smelser (1989) ; ils n'ont pas seulement développé des actions réactives face à l'exclusion dont ils faisaient l'objet, mais ont aussi élaboré des propositions de changements dans le système politique afin de faciliter leur intégration dans ce système.

Dans ce contexte, une interprétation différente du comportement des groupes est née : celle de l'individualisme méthodologique. Selon cette approche, les individus agissent dans le contexte d'une rationalité économique, en tentant de maximiser leurs intérêts individuels par l'intermédiaire de la mobilisation collective. Le principal représentant de cette théorie est Marcur Olson. La théorie de l'individualisme méthodologique ne permet pas d'expliquer les revendications qui dépassent la sphère économique comme, par exemple, les mobilisations liées aux problèmes écologiques

ou les luttes pour les droits de la personne, qui ne visent pas des retombées économiques individuelles, mais la reconnaissance de droits collectifs et humains. En ce sens, il était nécessaire de proposer une alternative théorique capable de comprendre ce type d'actions qui ne sont pas basées sur des motifs égoïstes. La sociologie nord-américaine a ainsi continué à chercher une explication alternative pour des mouvements qui se sont grandement développés dans les années 1960, tels que l'hippisme, le pacifisme et les mouvements écologiques.

Au début des années 1970, pour combler les lacunes des théories précédentes, un nouveau paradigme pour expliquer l'action collective est né : la théorie de la mobilisation des ressources[52]. Selon cette théorie, le fondement de l'explication de la mobilisation ne peut être retrouvé dans les choix individuels, mais plutôt dans le processus de création des groupes. Les groupes décideraient de se mobiliser pour atteindre des objectifs stratégiques face à des situations considérées comme « socialement problématiques » (Tarrow, 1998). Ils agiraient en fonction d'une rationalité instrumentale afin d'atteindre leurs objectifs sociaux. La théorie de la mobilisation des ressources s'ancre dans l'idée de la rareté de celles-ci, ce qui engendrerait une compétition entre les groupes pour l'appropriation de ces ressources. L'action collective serait donc un processus d'interaction conflictuelle entre différents groupes qui chercheraient à accéder à ces ressources. Le conflit n'est alors pas considéré comme une pathologie, mais bien comme le fondement des rapports entre différents groupes dont les intérêts divergents concernent les mêmes objets. Dans une situation de mécontentement, cette théorie avance que les acteurs sont capables de mobiliser des ressources disponibles socialement pour l'atteinte d'objectifs collectifs. Comme noté par Mauricio Archila (1998), la discussion théorique concernant l'étude de la protestation a été marquée, au cours des

[52] Les principaux représentants de la théorie de la mobilisation des ressources sont McCarthy et Mayer (1977), Jenkins (1983) et Obershall (1995).

années 1980, par deux paradigmes provenant de deux écoles ou orientations différentes, l'une européenne, centrée sur le paradigme de la « construction d'identité » et l'autre, américaine, centrée sur l'étude de la mobilisation des ressources et associée à l'application du modèle de rationalité instrumentale. Ces deux paradigmes[53], bien qu'associés à des méthodologies différentes, ne constituent pas, comme tels, des visions opposées. On pourrait davantage les considérer comme des interprétations complémentaires de la protestation et de ses complexités, qui ne peuvent être réduites et simplement comprises dans un seul cadre analytique ou une seule école de pensée.

À ces paradigmes, nous pouvons ajouter aussi d'autres interprétations « hybrides », telle celle de la structure d'opportunité politique de Tilly (1978, 2008). Celle-ci constitue un cadre analytique des mouvements sociaux qui prend en compte les éléments symboliques et culturels dans les protestations. Pour Tilly (1978, p. 55), l'action collective est : « *the extent of a contender's joint action in pursuit of common ends; as a process, the joint action itself* ». En effet, Tilly tente d'établir les composantes de l'action collective afin de les mettre en rapport. Pour lui, l'analyse de l'action collective repose sur l'étude de quatre composantes fondamentales :

---

[53] « Deux paradigmes différents répondant à deux contextes politiques et culturels différents pouvaient être observés. En Europe occidentale, on retrouvait, en plus des nouveaux mouvements sociaux, des luttes territoriales et nationalistes qui se sont exacerbées avec la chute du mur de Berlin à la fin des années 1980. Dans ce contexte européen, où il y avait un consensus social-démocrate et une tradition de mobilisation syndicale, ces mouvements sociaux constituaient des efforts de construction de nouvelles identités. En Amérique du Nord, où l'on ne retrouvait pas ce consensus, mais des tendances plus libérales, les mouvements sociaux étaient considérés en fonction de l'habileté des groupes sociaux à mobiliser des ressources et à accroître leur représentation politique. Cependant, nous ne voulons pas seulement mettre en évidence les différences dans les approches, mais faire ressortir leur complémentarité : les Européens ont davantage développé le "pourquoi" de la mobilisation alors que les Américains se sont attachés au "comment". Nous pouvons synthétiser de la manière suivante : si la "mobilisation des ressources" met l'emphase sur l'action stratégique dirigée vers le système politique, la "construction d'identités" est davantage orientée vers la société civile. Ces deux visions peuvent toutefois être rassemblées, concrètement, dans le cas d'actions ayant à la fois un caractère et des objectifs instrumentaux (politiques) et expressifs (socio-culturels). Par exemple, la lutte pour la démocratisation de la société civile peut être accompagnée d'une proposition d'inclusion de celle-ci, avec la prise en compte de toutes ses dimensions. » (Archila, 1998, p. 32; traduction libre).

l'organisation, la mobilisation, l'opportunité et l'action collective elle-même. Tilly établit un cadre théorique et une méthode d'analyse du rapport action collective-État (citoyens-État; Mouvements sociaux-État) dans une perspective de long terme, dans laquelle les révolutions et la violence, comme répertoires de contestation, jouent un rôle important et dans laquelle la dynamique de mobilisation des ressources et l'opportunité politique jouent, quant à elles, un rôle primordial. Pour Tilly, l'action collective est mesurable. L'auteur essaie de présenter l'analyse de l'action dans un contexte historique large ; l'action collective exprimerait des dynamiques de protestation comportant de longs cycles. Pour Tilly, la méthodologie d'interprétation de l'action collective est historique et, en ce sens, ne peut qu'être contextualisée dans le long terme.

Jasper (2012) a produit une excellente synthèse concernant l'évolution des paradigmes dans la compréhension de l'action collective. À son avis, les grandes théories des mouvements sociaux sont en train d'être réexaminées. Jasper dresse un portrait exhaustif de l'évolution des théories des mouvements sociaux et de l'action collective. Selon Jasper (2012, 1998), les trois grands paradigmes dans les théories des mouvements sociaux sont : 1) la théorie de la mobilisation des ressources, fondée par Charles Tilly (Oberschall, 1973; Gamson, 1995; McCarthy et Zald, 1977; Tilly, 1978) et la théorie des processus politiques (McAdam, 1982; Tarrow, 1994; 1998), considérée comme un développement postérieur; 2) la théorie des nouveaux mouvements sociaux, fondée par Touraine (Touraine, 1973, 2009; Melucci, 1996 ; McDonal, 2006; Pleyers, 2010) et 3) la théorie du choix rationnel, fondée par Olson (Olson, 1965; Lichbach, 1995; Opp, 2009). Ces trois théories et leurs évolutions postérieures sont présentées et critiquées systématiquement par l'auteur. La critique consiste fondamentalement à dénoncer l'impossibilité de comprendre, par le moyen de ces paradigmes, les fondements micro de la protestation, tels que les aspects culturels, la motivation et les points de vue des protagonistes, ainsi que les aspects

psychologiques qui influencent la volonté d'agir ensemble. Les nouvelles approches analytiques, prenant en compte les théories culturelles, permettraient, selon lui, un transit empirique plus simple entre les niveaux d'analyse micro et macro. Le pragmatisme, le féminisme et d'autres traditions promeuvent, en effet, une reformulation de la compréhension de l'action collective[54] à partir de la reconnaissance des émotions et des perspectives locales. Les travaux de Jasper (2007, 2011) constituent un effort de synthèse visant à intégrer l'étude de la culture — conçue comme l'ensemble formé par les connaissances, émotions et moralités — dans l'analyse de l'action collective (2012, p. 29). L'auteur s'intéresse particulièrement aux micro-fondements de l'action et aux considérations profondes des acteurs face à des choix qui échappent aux modèles structurels qui avaient précédemment dominé l'étude des mouvements sociaux[55] :

> *For thirty years, the study of social movements has been dominated by structural metaphors. Insurgents must find "cleavages" among elites; "windows" of opportunity must open for them; participants are recruited through "networks"; social movement organizations compete in a social movement "industry"; the right "frames" must be discovered to express cultural meanings.* (Jasper, 2002, p.1)

Daniel Cefaï (2007) a également contribué de manière importante au renouvellement et à la critique de la théorique de l'action collective. Son livre, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective,* constitue une tentative de synthèse qui

---

[54] Parmi les nouvelles approches dans la compréhension de l'action collective, Jasper cite : 1) les approches culturalistes (Snow et al., 1986; Jasper, 2015) cherchant à rompre avec les paradigmes structuraux et organisationnels à partir du cadrage et de l'agencement de l'action; 2) le pragmatisme comme un renouvellement de la philosophie de l'action et de l'école de Chicago de Robert Park (Cefaï, 2007; Emirbayer et Goldberg 2005); 3) le féminisme et le tournant homosexuel (Seidman, 1996; Blasius, 2001) dans lesquels les interactions oppresseur/opprimé sont contrastées avec celles de classe et de race, qui prédominent dans les approches classiques; 4) le *Cultural-Historical Activity Theory* (CHAT), une théorie orientée par la recherche en psychologie et qui vise la compréhension de l'action collective à partir de l'action individuelle et de son contexte social (Krinsky et Barker, 2009)

[55] « *In theories of social movements, the structural models of the last thirty years may have reached the limits of their utility. Future breakthroughs are likely to arise from attention to the microfoundations of political action. The study of strategic choices may be one fruitful new path of research, especially if sociologists can develop an approach to strategy that takes cultural and institutional contexts more seriously than game theory, which has long dominated the study of strategy.* » (Jasper, 2002, p. 1)

élargit la perspective des discussions sur la protestation. La nouveauté théorique est principalement reliée à l'utilisation du pragmaticisme de Charles Anders Pierce, à la Philosophie de l'action de Dewey et à la Microsociologie de Goffman. Pour Cefaï, il est primordial d'étudier le sens de la mobilisation et de l'action. Pour ce faire, il privilégie une méthodologie ethnographique, afin de trouver comment une action émerge et comment cette action devient collective (2007, p. 701). L'ouvrage constitue aussi un résumé critique important de l'évolution des paradigmes de l'action collective.

Flacks (2004) considère les mouvements sociaux comme des formations sociales qui cherchent la maximisation du pouvoir disponible pour leurs membres. Selon lui, il est possible de mettre en évidence deux lignées d'actions collectives disponibles pour les « sans-pouvoir » : la première est engagée dans le refus, la non-coopération ou la non-conformité avec les plans, les règles et les demandes des élites ; la seconde consiste en une stratégie de maximisation des profits et de minimisation des coûts de ces luttes pour le pouvoir par la voie de la mobilisation. Flacks (2004) conçoit la mobilisation comme tous les processus par lesquels les personnes s'engagent dans le support d'un mouvement. Pour lui, la composition des mouvements est importante dans la détermination de l'action. L'auteur identifie deux types d'appartenance : le premier type est l'activisme, défini comme la participation qui implique une activité de leadership, d'organisation et une préoccupation consciente sur la direction du mouvement et sur ses demandes en termes de temps et de ressources ; le deuxième type d'appartenance consiste en la participation des masses dans les enjeux mentionnés lors du premier type. Flacks fait ainsi une distinction entre causes et mouvements. Les causes sont des formes d'action collective dans lesquelles les participants recherchent un changement qu'ils déterminent comme socialement profitable. Les mouvements commenceraient normalement comme des causes pour ensuite devenir des formations impliquant un grand nombre de personnes recherchant

un changement qu'elles définissent comme d'intérêt commun. Un des problèmes retrouvés dans les études sur les mouvements sociaux est la tendance à ignorer les différences entre l'activisme et la participation des masses. Un examen de ces différences pourrait, selon l'auteur, clarifier le débat concernant les dimensions des motifs de la mobilisation. La culture et la subjectivité des personnes impliquées dans la mobilisation, et surtout celle des militants, déterminent la logique et la mise en place des mouvements sociaux. Flacks (2004) dresse un état de l'art concernant les mouvements sociaux et pose la question de la culture et de l'individualité comme des enjeux qui doivent être pris en compte lors de l'analyse de la dynamique de l'action collective et de ses rapports avec la naissance et l'évolution des mouvements sociaux.

Enfin, les changements dans la compréhension de la politique publique et des mouvements sociaux sont en lien avec la transformation paradigmatique (De Souza, 2002) des sciences sociales. Dans le cas de l'action collective et des mouvements sociaux, le paradigme explicatif fourni par les macro-théories sociales (principalement le libéralisme et du marxisme) ne prendraient pas en compte les aspects subjectifs et culturels impliquant les processus de mobilisation et les demandes de changement politique. Ces macro-théories ont décrit les structures de mobilisation comme des aspects purement économiques et politiques, mettant les explications liées à l'identité, ou les sentiments des acteurs en arrière-plan. Les explications macro ont présenté plusieurs limites liées à la compréhension des aspects micro de la protestation. Pour illustrer ce problème dans notre objet spécifique d'étude, nous pouvons dire que, tandis que les théories économiques expliquent en termes généraux l'évolution et la nécessité de politiques pour la promotion du GPU, l'opposition à ces projets ne peut être expliquée avec ces mêmes termes. Les raisons à la base de la mobilisation contre ce type de projets comportent des considérations subjectives plus complexes liées à l'histoire personnelle des acteurs, leur construction symbolique en tant qu'individus, le sentiment d'appartenance à un endroit et leur

identification avec une communauté symbolique. Malgré cette apparente contradiction, on ne peut pas dire que les explications micro et macro sont mutuellement exclusives. Ces explications comprennent différentes échelles de protestation et de conflit. Un exercice qui permet d'utiliser et d'intégrer ces différentes dimensions dans l'étude des grands projets urbains est souhaitable et c'est ce point que nous développons dans cette thèse.

2.2.1 Mouvements sociaux urbains (MSU) et mouvements urbains

Un élément important de l'évolution de la discussion sur les mouvements sociaux a trait à leurs relations avec la ville. Malgré le fait que nous avons développé d'une forme synthétique l'évolution des paradigmes principaux des mouvements sociaux et de l'action collective, nous voulons aborder dans les lignes suivantes la spécificité des mouvements sociaux urbains. Cette notion a été développée au début des années 1970 par un étudiant de Touraine, Manuel Castells. Malgré l'importance qu'a eue la discussion concernant les MSU durant les années 1970 et 1980, cette discussion a été laissée de côté principalement à cause de la transformation dans les positions et les conceptions des mouvements sociaux que Manuel Castells lui-même a eues. Toutefois, le débat sur la particularité des mouvements urbains est encore un sujet de discussion en études urbaines.

La question urbaine de Manuel Castells (1972) a marqué un tournant dans la sociologie urbaine en Europe (Pickvance, 1975a). Ce texte avait été précédé par la publication de plusieurs articles qui annonçaient la nécessité de renouveler les optiques avec lesquelles la sociologie abordait le thème de l'urbain. « La question urbaine » propose une critique marxiste de la sociologie urbaine nord-américaine développée antérieurement. Les MSU sont considérés comme des produits des contradictions urbaines et donc comme l'expression de la contradiction entre ceux qui

exigent des biens, des services et des droits et les pouvoirs locaux qui produisent ces services.

Pour Castells (1975, p. 12), les mouvements sociaux urbains sont conçus comme des « systèmes de pratiques contradictoires qui s'opposent à l'ordre établi à partir des contradictions spécifiques de la problématique urbaine ». Les mouvements sociaux urbains (MSU) possèdent des caractéristiques particulières qui les différencient théoriquement et pratiquement des mouvements sociaux et des nouveaux mouvements sociaux. D'un côté, la naissance de la catégorie analytique des MSU est associée à une vision marxiste de la ville. Dans celle-ci, Castells se distancie de la lecture identitaire de son maître, Touraine, et développe une conception marxiste de la ville dans laquelle les MSU seraient des agents de transformation révolutionnaires et, en même temps, des produits des contradictions urbaines. Les MSU constitueraient l'expression de la contradiction entre la production de la ville et la consommation collective faite par ses habitants. Les MSU exprimeraient la nécessité, pour les citoyens, d'accéder à des produits urbains tels le logement, les services publics et les équipements collectifs. Cette conception des MSU de Castells (1975) s'est transformée dans ses œuvres ultérieures. En effet, dans « *The city and the grassroots* » (1983), il accorde un rôle moins prépondérant au phénomène des classes, pour arriver à une conception davantage « multiclassiste » et identitaire des MS. La ville constitue un élément majeur dans l'analyse de Castells; elle forme le centre des processus sociaux actuels, les MS étant alors vus comme la manifestation d'une recherche de sens identitaire et culturel :

> *The search for spatial meaningfulness and cultural identity, the demands for social goods and services, and the drift toward local autonomy, has triggered in the last decade a series of urban protest movements that, in a very different context, called for urban reform and envisioned an alternative city.* (Castells, 1989, p. XV).

Une des interprétations les plus récentes des MSU est celle de Frank Tonkiss (2005, p. 59), qui conçoit ainsi les MSU : « *as agents of a distinctly spatial politics in the city, both targeting urban space as the point of struggle and in using urban space as a resource for political mobilization* ». Selon Pickvance (2003), qui a réalisé une critique systématique des travaux de Castells, le concept de MSU, bien qu'influent dans les écrits scientifiques, recèlerait des limites qui doivent être dépassées. Par exemple, Pickvance mentionne que la relation entre la production et la consommation diminuerait le caractère identitaire des MSU et leur indépendance relativement à la simple production économique de produits urbains. Cependant, la principale limite des MSU tels que conçus par Castells serait leur caractère isolé face à la théorie de l'action collective et des mouvements sociaux. En effet, le développement théorique des MSU proposé par Castells n'aurait pas suffisamment pris en compte l'évolution de la discussion sur les mouvements sociaux, ce qui aurait compliqué leur intégration théorique. Selon Pickvance (1989, p. 73), les mouvements urbains impliquent une mobilisation, une organisation et une certaine durée dans le temps. Ainsi, l'auteur ne fait pas référence à une protestation isolée, mais plutôt à une structure de protestation qui implique un processus organisationnel. La spécificité de ces mouvements impliquerait des réponses culturelles face à la concentration spatiale de la population et à la gestion des problèmes urbains[56]. Selon Pickvance (1989), les MSU peuvent être classés en trois catégories : 1) ceux reliés à la consommation collective (services, logements, équipements collectifs), 2) ceux visant une transformation des institutions politiques locales (décentralisation) et 3) les mouvements de défense territoriale recherchant la préservation des conditions de vie dans un quartier.

[56] « *Urban movements are those whose goals are related to cultural responses to a) the spatial concentration of the population, b) the interaction this leads, to, and c) the problems of managing it* » (Pickvance, 1989, p. 75).

Cette critique des travaux de Castells par Pickvance et les changements que Castells a apporté à sa théorie[57] au fil du temps ont relégué la catégorie des MSU au second plan par rapport au concept de mouvements urbains (MU). Les MU constituent une expression spécifique des mouvements sociaux, qui concentrent leurs demandes sur la « ville ». Selon Marti et Bonet (2008), les MU sont une forme de politisation de l'espace urbain où les citoyens visent, par des moyens conventionnels et non conventionnels, à participer à la politique urbaine.

Les contradictions urbaines actuelles ne peuvent cependant pas être réduites à la conception proposée par Castells durant les années 1970. Ce dernier les considérait principalement dépendantes de la consommation collective des villes dans un contexte local. Les MU incorporent dans la compréhension de ces contradictions les transformations dans les échelles géographiques, économiques et institutionnelles associées à la mondialisation et l'aspect « glocal » des villes, où sont juxtaposées les échelles globale et locale (Brenner, 2000)[58]. Dans la partie suivante de ce chapitre, nous voulons comprendre la relation entre la mondialisation et la transformation dans les dynamiques et la compréhension de la protestation, l'action collective et les mouvements sociaux.

2.2.2 Les mouvements sociaux et la mondialisation

La principale contradiction inhérente au néolibéralisme s'observe par la présence d'un État de droit où existent nominalement les droits, mais où il est de plus en plus

---

[57] Castells a abandonné le cadre d'interprétation marxiste, lié à ses premiers travaux, à partir de son ouvrage, « *The city and the grassroots* » (Castells, 1983).

[58] « Les villes et leurs aires d'influences ne sont plus comprises comme de simples composantes sous-étatiques, mais comme des espaces "glocaux" où confluent plusieurs échelles géographiques de manière potentiellement conflictuelle. La question urbaine actuelle est de plus en plus centrée sur les effets de la réarticulation des réseaux socioéconomiques et sur les formes de régulation politique multiscalaire, donc la politisation de l'urbain, en ce qui concerne les mouvements, est centrée sur les réponses à donner aux multiples formes de transformation des récits hégémoniques et des pratiques liées à cette reconfiguration » (tiré de Marti et Bonet, 2008, traduction libre).

difficile de les garantir. Engin Isin (2000) affirme qu'il existe actuellement un déplacement de la citoyenneté nationale vers une citoyenneté « urbaine » qui serait directement garantie par les villes. Toutefois, cette idée peut être remise en cause puisque bien que le rôle des États nationaux ait changé, la garantie des droits demeure à sa charge malgré la limitation du contenu. Cette transformation de l'État provoque une réaction des populations touchées par cette restructuration (Archila, 1998 ; Ahumada, 1996). La mise en œuvre du néolibéralisme a contribué à la transformation de l'exercice de la citoyenneté par la voie de la transformation de l'exigibilité et de la garantie des droits. Nous définissons l'exigibilité des droits comme l'existence de mécanismes juridiques de défense des droits (individuels ou collectifs) qui sont d'application obligatoire pour les États. Quant à elle, la garantie des droits consiste en la possibilité réelle de leur application dans des cas concrets (la justice distributive). Selon Ahumada (1996), la mise en œuvre de la réforme étatique, et en général du discours néolibéral, a déterminé un changement dans la structure des droits, ce qui a affecté particulièrement l'exigibilité des droits sociaux, économiques et culturels. Aujourd'hui, de plus en plus de ces droits ne sont plus une responsabilité directe de l'État et ne sont donc plus exigibles. La mise en œuvre du projet néolibéral a influencé, au niveau pratique, la restructuration de l'exercice des droits, individuels et collectifs, restructuration qui constitue la conséquence directe du changement du rôle de l'État. La transformation de l'État telle que conçue par la Nouvelle gestion publique a entraîné un déplacement de la fonction de l'État, de fournisseur et garant des droits vers une fonction régulatrice du marché. Donc, les citoyens se sont transformés en clients et plusieurs droits, en services. Ceci a créé, au niveau social, une augmentation généralisée du nombre d'actions collectives de protestation, conduites par les mouvements sociaux et citoyens qui s'opposent à ces changements (Teisserenc, 2006). La mondialisation s'appuie, selon Teisserenc (2006), sur un double processus : le premier est un changement institutionnel dû à la réforme de l'État et le second est un changement dans la mobilisation collective par la voie de

nouvelles dynamiques et pratiques d'action collective. Il est naturel que, dans un environnement de changements comme celui que nous avons décrit jusqu'à maintenant, les acteurs urbains et, particulièrement, les populations marginalisées qui ne bénéficiant pas des avantages de la mondialisation agissent d'une façon réactive face à ces changements.

À l'instar de Charles Tilly, Sydney Tarrow est l'un des auteurs les plus reliés à l'étude de l'action collective. Dans son texte « *Transnational Contentions* » (construit à partir d'un dialogue avec Tilly), il illustre la capacité des mouvements sociaux à s'insérer dans la dynamique de la mondialisation, en globalisant leurs formes d'action. Tarrow (2000) soutient l'idée selon laquelle le phénomène de la globalisation peut aussi être abordé en tant qu'opportunité politique pour les mouvements sociaux :

> *I do not maintain that states created international institutions in order to encourage contention [...] but because international institutions seek autonomy as they mediate among the interests of competing states, they can provide political opportunities for weak domestic social actors, encouraging their connections with others like themselves, and offering resources that can be used in intra-national and transnational conflicts* (Tarrow, 2000, p. 5).

La mondialisation a donc des effets directs sur la protestation, les structures organisationnelles et sur les répertoires d'action des mouvements sociaux. Le contexte de transformation de l'État, de privatisation de l'action publique et d'influence croissante de groupes économiques dans la planification territoriale (Fleury, 2002) a touché les mouvements sociaux. Selon Marti et Bonet (2008), ceci est mis en évidence par la transformation des agendas de mobilisation, par les formes d'articulation entre les différents mouvements sociaux et par la transformation de leurs cadres interprétatifs[59]. Les agendas de mobilisation des mouvements sociaux ont

[59] Nous considérons que ces cadres interprétatifs sont déterminés par la manière avec laquelle les mouvements sociaux comprennent leurs actions et le sens de leur propre existence, ainsi que par les manières avec lesquelles ils communiquent ces éléments à leurs membres et sympathisants. Ils sont

été influencés, au cours des dernières années, par l'application du modèle économique néolibéral et par les effets du démantèlement progressif des services sociaux, ainsi que par la réduction des dépenses sociales et leurs effets sur les couches les plus pauvres de la population. Selon Mayer (2007), l'exclusion politique et symbolique de ces populations des processus de prise de décision a favorisé une dynamique d'organisation des mouvements sociaux qui visent maintenant à limiter les effets de ce modèle néolibéral, particulièrement les effets provoqués par les mégaprojets. Les mouvements sociaux s'engagent dans la contestation locale face aux changements induits par les élites économiques globales. Cette mobilisation locale a permis de générer de nouveaux processus d'articulation et de protestation, dans lesquels se rassemblent des activistes liés aux droits humains, des environnementalistes, des syndicalistes et des communautés affectées. Ces groupes coordonnent leurs actions et, en même temps, participent à la modification des cadres interprétatifs de leur action, en leur apportant de nouveaux sens.

La construction de l'altermondialisme fait partie de la transformation des cadres d'interprétation des mouvements sociaux, qui tentent de donner un sens à leurs actions en réponse aux effets de la mondialisation (Touraine, 2007). Selon Santos (2006, p. 315), les mouvements sociaux sont soumis à une reconfiguration des échelles de protestation et à une transformation de l'agenda de mobilisation, ce qui leur confère un rôle fondamental dans la contestation globale du processus de transformation économique. En ce sens, les mouvements sociaux ont cessé de se

---

constitués d'efforts stratégiques conscients de la part des groupes qui forment un mouvement (McCarthy et Zald, 1999, p. 476). Santos (1998) établit un lien historique entre l'évolution des cadres d'interprétation des mouvements sociaux et ce qu'il appelle la rupture paradigmatique du postmodernisme. En ce sens, la chute des grands paradigmes de la modernité (marxisme, libéralisme) a aussi affecté les cadres interprétatifs de l'action collective et ses justifications théoriques, forçant ainsi les mouvements sociaux à trouver de nouveaux cadres d'interprétation pour leurs actions. Touraine appelle à une rénovation interprétative de l'action sociale et des mouvements sociaux : « Nous avons besoin de trouver de nouvelles formes d'action collective et même de nouveaux mouvements sociaux qui ne soient plus identifiés à une réaction de victimes, mais définies par la priorité accordée à la réflexion sur soi-même. » (2007, p. 219)

limiter à une expression politique du conflit social liée à la canalisation des conflits entre la communauté et les États nationaux au niveau local et se sont transformés en une expression et une canalisation des tensions entre les communautés et les acteurs économiques, ainsi qu'avec les acteurs politiques au niveau global[60]. Comme le montrent Köhler et Wissen (2003, p. 943) :

> *This will become obvious when looking at an important feature of urban movements from the 1990s onwards: while criticizing and acting upon very local/material urban issues, they often explicitly relate and politicize these issues in a broader context and articulate their criticism on various spatial scales—not only on a local but also on a global scale.*

Cependant, cette vision quelque peu idéale des mouvements sociaux peut être contrastée avec d'autres lectures moins optimistes du processus de changement des mouvements sociaux face à la mondialisation. Comme le suggèrent Caldeira (2000), Dubet (2004), Wacquant (2007) et même Castells (2000), le processus de transformation économique et social lié au passage d'une société industrielle à une société postindustrielle a affaibli progressivement le rôle des mouvements sociaux en tant que porteurs de « civilité » et leur capacité à canaliser la protestation sociale pour la transformer en demandes politiques. Dans cette optique, l'échec des mouvements sociaux, ajouté au processus de cooptation de certains d'entre eux par l'État et à la fracture des États nationaux, ont profondément modifié la protestation. Celle-ci n'est plus le monopole des mouvements sociaux et s'est convertie, dans plusieurs cas, en un exercice de violence sans objectif politique clairement déterminé (Donzelot, 2004). Caldeira (2000) analyse ce processus de transformation à Sao Paulo entre les années 1970 et les années 2000. Cette auteure établit des différences claires entre les formes de protestation, la mobilisation et l'articulation politique des mouvements

[60] Selon Santos (1998), les mouvements sociaux constituent une forme de critique du mode de régulation capitaliste, qui transcende les facteurs économiques ou politiques et qui exprime des conflits et des formes d'oppression plus complexes, telles que la guerre, la pollution, le machisme, le productivisme, etc.

sociaux ; elle associe ces transformations à des changements dans la dynamique urbaine, particulièrement à la ségrégation sociospatiale de plus en plus grande et au peu de mobilité sociale des groupes exclus des bénéfices de la mondialisation au Brésil. Castells (2000) signale l'impossibilité de comprendre les mouvements sociaux comme une seule entité : ils ne pourraient pas seulement être associés à des mouvements revendicateurs et se situeraient, par leur pluralité, dans un large spectre idéologique qui comprendrait autant des groupes radicaux de droite comme de gauche. Pour Castells (2000) et Dubet (2004), l'apparition de nouveaux types d'inégalités, d'exclusions et d'identités provoque une modification des conflits sociaux et donc, une transformation des mouvements sociaux qui répondent à ces modifications[61]. Pour Dubet (2004), qui a étudié le phénomène des émeutes dans les banlieues parisiennes pendant les années 1990, la transformation des mouvements sociaux est liée au passage à l'ère postindustrielle, dans laquelle l'apparition et la multiplication de nouveaux types d'inégalités génèrent des changements dans les dynamiques sociales, les conflits et le contenu des revendications. Bien que la relation entre le conflit social et les mouvements sociaux soit étroite, il convient d'établir une différence entre ces deux catégories. Selon Touraine (2007, p. 215) :

> Un mouvement social se définit par les acteurs qui l'animent et qui veulent changer l'emploi qui est fait des principales ressources d'une société. Un tel mouvement peut se manifester à tous les niveaux de l'organisation sociale, mais correspond toujours à un seul type d'action. Il est plus complet qu'un conflit, puisqu'il apporte des orientations positives, mais il est aussi plus complexe que les ruptures révolutionnaires. Ce pour quoi je l'ai toujours défini par l'association d'un conflit social et de l'identification aux ressources culturelles les plus valorisées dans une société donnée.

---

[61] « En fait, les plus démunis sont quasiment privés de capacités collectives de protestation, à l'exception de la violence des jeunes. [....] La société industrielle avait pu croire que l'identité de classe résumait toutes les autres, et que l'opposition de la bourgeoisie et du mouvement ouvrier était la colonne vertébrale des conflits sociaux ; toutes les luttes particulières et toutes les inégalités particulières devaient trouver leur issue dans le combat contre la plus grande des inégalités, celle de l'exploitation. Or, les mouvements sociaux ont, eux aussi, perdu leur caractère « total » et leur vocation à englober la totalité d'une expérience et d'un être ; ils se sont multipliés en prenant en charge telle ou telle dimension de l'identité individuelle — le travail, la sexualité, le statut professionnel, les engagements moraux — sans que l'une d'entre elles ne parvienne à s'imposer aux autres » (Dubet, 2000. p. 44-45).

Cette définition associe les mouvements sociaux à l'utilisation des ressources dans une société. En ce sens, les mouvements sociaux sont pleinement politiques, mais, en même temps, dépassent la simple demande politique. Pour Touraine (2007, p. 138), les mouvements sociaux sont associés au conflit, tout en ne se réduisant pas à ce dernier : « Un mouvement social ne se réduit jamais à un conflit d'intérêts ; pour que l'emploi de cette notion soit justifié, il faut que s'ajoute au conflit la référence commune des adversaires à des « enjeux », à des ressources ou à des valeurs ». Ceci implique que la conception du conflit associée aux mouvements sociaux dépasse la simple identification des intérêts antagonistes et incompatibles entre acteurs et inclut une perspective plus large, donc des références sociales communes entre des acteurs, des valeurs et des ressources d'une société à un moment donné. Le conflit se trouve au centre du changement social et sa conception devrait aussi être élargie pour dépasser les visions traditionnelles qui basculent entre le modèle de pleine intégration (fonctionnaliste), pour qui le conflit est l'expression d'un dysfonctionnement, d'une anomalie sociale qui nécessiterait une correction, et le modèle révolutionnaire (marxiste), pour qui la dépassement dialectique du conflit et des contradictions de classes implique une transformation radicale de la société, la révolution communiste. Selon Touraine (2007, p. 212-214), ces deux conceptions représentent des extrêmes. En réalité, ce sont les conflits qui permettent les transformations sociales, ils ne peuvent être compris dans une optique du tout ou rien ; ils sont souhaitables et sont une source permanente de transformation sociale dans laquelle les mouvements sociaux sont d'importants protagonistes[62].

Comme conclusion de ce cadre d'analyse, nous pouvons souligner que la littérature scientifique sur les mouvements sociaux et l'action collective a eu une évolution longue et diversifiée. L'action collective exprime une action spécifique et

[62] Pour approfondir le sujet de la fonction sociale du conflit, lire Dahrenhdorf (1959) et Zuleta (1994)

intentionnelle des acteurs de se mobiliser de concert (Neveu, 2002, p.9), tandis que les mouvements sociaux constituent un prolongement des actions collectives dans le temps et impliquent un sentiment d'identité et d'appartenance à un groupe. Pour cette thèse nous voulons nous concentrer davantage sur l'action collective, plutôt que sur les mouvements sociaux, puisque la définition d'action collective comporte un avantage dans l'opérationnalisation de notre recherche, étant donné qu'elle part de l'existence de l'action plutôt que du sens subjectif assigné par les participants prenant part à cette action. Nous avons aussi examiné l'influence de la mondialisation sur le débat concernant l'action collective et les mouvements sociaux. Nous nous sommes concentrés sur les effets de la « transition paradigmatique » dans l'étude de la protestation, ainsi que sur les influences de la logique d'exclusion sociale et de la logique de la transformation de l'État sur l'expression des mouvements sociaux. Dans la section suivante, nous signalerons quelques conclusions générales pour ce chapitre.

2.3 Conclusion du chapitre

Tout d'abord, nous constatons l'existence d'une série de chevauchements conceptuels entre les deux cadres d'analyse choisis. Ces correspondances ont d'importantes implications sur le plan des choix méthodologiques qui seront développés dans notre quatrième chapitre. La correspondance théorique la plus importante a trait à l'importance de l'action pour nos deux cadres d'analyse, soit l'action collective et les politiques publiques. L'étude des politiques publiques et celle de l'action collective ont été basées sur l'interprétation et la compréhension de l'action humaine. En d'autres termes, ces cadres ne visent pas à construire un discours sur les intentions ou la rationalité des projets de l'État ou de la société, mais de comprendre son expression la plus matérielle, précise et concrète : l'action. L'acte est l'expression matérielle et quantifiable de la rationalité ou, au moins, de l'intentionnalité du sujet

actif qui exécute l'action, qu'il soit appelé acteur, individu, agent ou sujet (ainsi nous ne voulons pas comprendre le degré relatif d'autonomie de l'individu à l'égard de ses circonstances, mais plutôt l'existence même de l'action). Ainsi, nous voulons observer empiriquement comment l'action se déroule dans deux dimensions différentes. Une première dimension est circonscrite aux institutions et aux acteurs publics (politiques publiques); la seconde, soit l'action collective, est plus large et s'exprime dans l'espace public d'une manière collective, étant « dégagée » autour d'un conflit. Une deuxième coïncidence en ce qui concerne nos deux cadres analytiques est le partage de l'influence de la transition paradigmatique dans l'évolution de leur cadre explicatif. En ce sens, les facteurs économiques ou politiques constituent une raison nécessaire, mais non suffisante pour expliquer le comportement collectif. Les grands paradigmes explicatifs de la modernité (le marxisme et libéralisme) ont donné lieu à des explications plus complexes impliquant des sentiments, l'identité et le discours des acteurs pour comprendre la dynamique de l'action collective et de l'action publique. Ce changement épistémologique dans la façon de comprendre l'action humaine a favorisé l'émergence d'une série de nouvelles théories de moyenne portée qui permettent un transit plus facile entre les explications du niveau micro et macro (Jasper, 2012). C'est le cas de la théorie des coalitions plaidantes et de la théorie de la structure d'opportunité politique. Ces théories nous permettent d'intégrer les différents niveaux d'analyse dans la compréhension du changement politique et d'incorporer le conflit à notre analyse. Une troisième coïncidence que nous tenons à souligner tient aux origines conceptuelles et théoriques des explications de l'action collective et de la politique publique. Cette coïncidence est mise en évidence dans la théorie de l'action collective d'Olson (1965). Ainsi, comme nous le soulignons dans le premier chapitre, la dynamique des groupes et les conflits entre ces groupes qui sont liés à l'influence sur la décision publique sont en rapport étroit avec la structure de cette thèse.

En ce qui concerne les coïncidences contextuelles, nous notons que les actions collectives et l'analyse des politiques publiques ont construit des explications possibles liées à l'influence de la mondialisation sur leur dynamique et les répertoires d'action. Les changements liés à la mondialisation néolibérale ont eu des effets importants sur la dynamique et l'expression des mouvements sociaux et des politiques publiques. La logique de transformation territoriale de l'autorité, les changements d'échelle et les effets que ceux-ci ont eus sur la gouvernance et les conflits urbains ont fortement influencé la géométrie du pouvoir entre acteurs urbains et, par conséquent, l'élaboration des politiques publiques et les formes de protestation. Malgré la contingence des changements institutionnels au niveau local, les changements dans la géométrie du pouvoir — qui privilégient les acteurs économiques au détriment des collectivités locales — ont influencé la protestation, qui est devenue plus violente et plus réactive. Ces modifications ont eu une influence particulière sur les conflits associés aux grands projets urbains, qui seront analysés de manière approfondie dans le contexte de Montréal, dans le prochain chapitre.

Enfin, nous voulons souligner un point qui nous semble particulièrement important en ce qui concerne notre choix de cadres analytiques, soit la pertinence de ces cadres pour l'opérationnalisation de la recherche. Comme nous l'avons souligné auparavant, la concentration de notre intérêt est davantage liée aux expressions concrètes de l'action gouvernementale et de l'action collective associées aux GPU, plutôt qu'aux aspects philosophiques. Ainsi, nous voulons comprendre la relation spécifique entre les actions du gouvernement et les actions de protestation dans le contexte de la mondialisation à Montréal. Aussi, nous avons privilégié, du côté des politiques publiques, une théorie de moyenne portée, soit la théorie des coalitions plaidantes. Cette théorie nous permet de comprendre la dynamique spécifique du développement de politiques orientées vers le développement de grands projets urbains en tenant en compte des variables contextuelles et subjectives dans la prise de la décision. Du côté

de l'action collective, nous avons choisi d'adopter une définition opérationnelle de l'action collective, qui est comprise en tant qu'un « agir ensemble et intentionnel » dans une logique de réclamation (qu'elle soit matérielle ou symbolique). Ces points seront développés en détail dans notre chapitre de méthodologie.

DEUXIÈME PARTIE, PROBLÉMATIQUE ET CHOIX MÉTHODOLOGIQUES

CHAPITRE 3 : PROBLÉMATIQUE, OBJECTIFS, QUESTIONS DE RECHERCHE ET HYPOTHÈSES

The place where a great city stands is not the place of stretch'd wharves, docks, manufactures, deposits of produce merely,
Nor the place of ceaseless salutes of new-comers or the anchor-lifters of the departing,
Nor the place of the tallest and costliest buildings or shops selling goods from the rest of the earth,
Nor the place of the best libraries and schools, nor the place where money is plentiest,
Nor the place of the most numerous population.

Where the city stands with the brawniest breed of orators and bards,
Where the city stands that is beloved by these, and loves them in return and understands them,
Where no monuments exist to heroes but in the common words and deeds,
Where thrift is in its place, and prudence is in its place,
Where the men and women think lightly of the laws,
Where the slave ceases, and the master of slaves ceases,
Where the populace rise at once against the never-ending audacity of elected persons,
Where fierce men and women pour forth as the sea to the whistle of death pours its sweeping and unript waves,

Where outside authority enters always after the precedence of inside authority,
Where the citizen is always the head and ideal, and President, Mayor, Governor and what not, are agents for pay,
Where children are taught to be laws to themselves, and to depend on themselves,
Where equanimity is illustrated in affairs,
Where speculations on the soul are encouraged,
Where women walk in public processions in the streets the same as the men,
Where they enter the public assembly and take places the same as the men;
Where the city of the faithfulest friends stands,
Where the city of the cleanliness of the sexes stands,
Where the city of the healthiest fathers stands,
Where the city of the best-bodied mothers stands,
There the great city stands.

Walt Whitman, "The Great City" (Whitman, (1885)1991, p. 48–49)

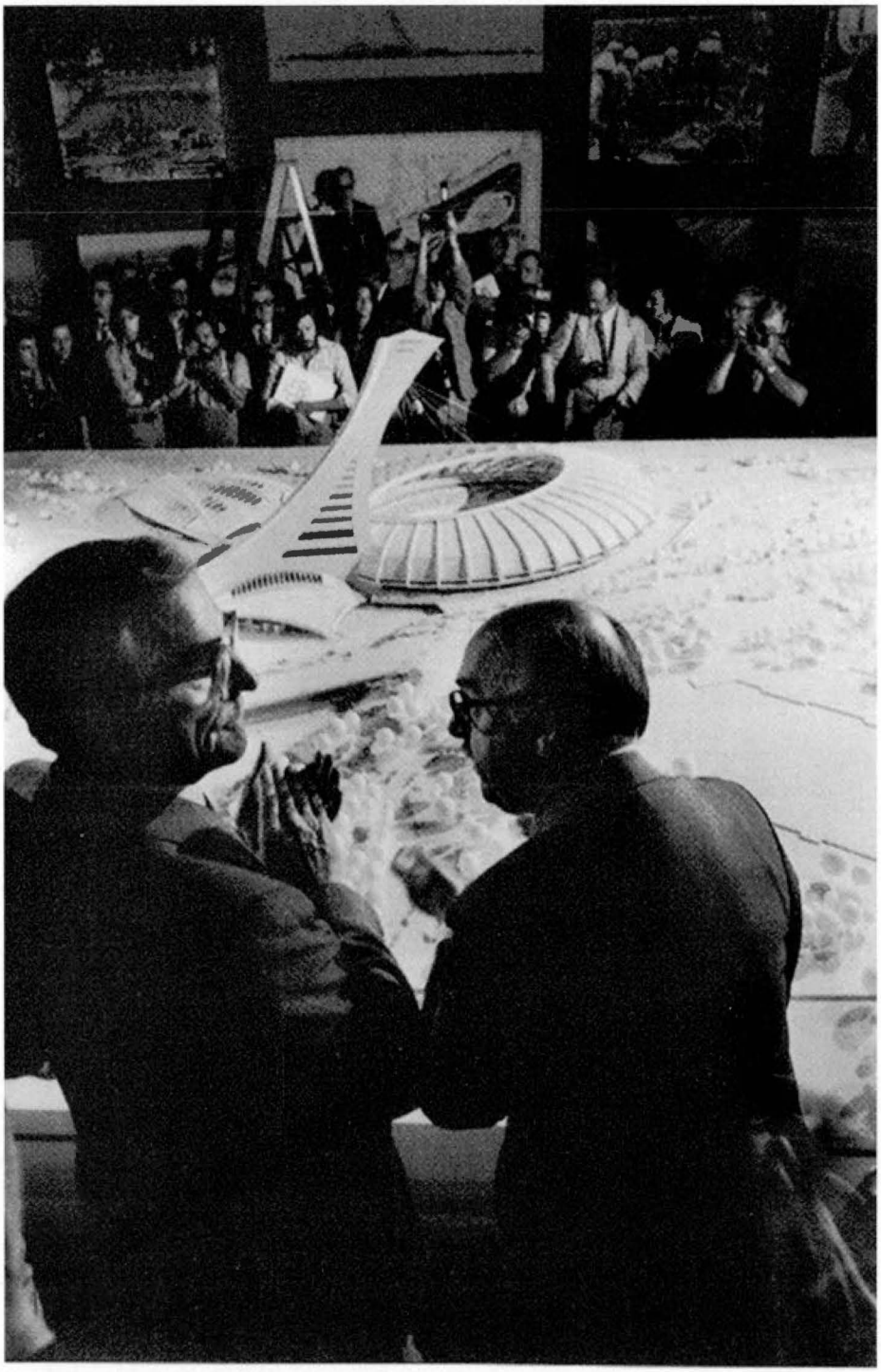


Figure 3.1 Lucien Saulnier et Jean Drapeau, Photo de Alain Renaud, 17 juillet 1974
(Lessard 1995, p. 170)



Figure 3.2 Milton Park, 30 octobre 1972, Photo de David Miller (Lessard, 1995, p. 169)

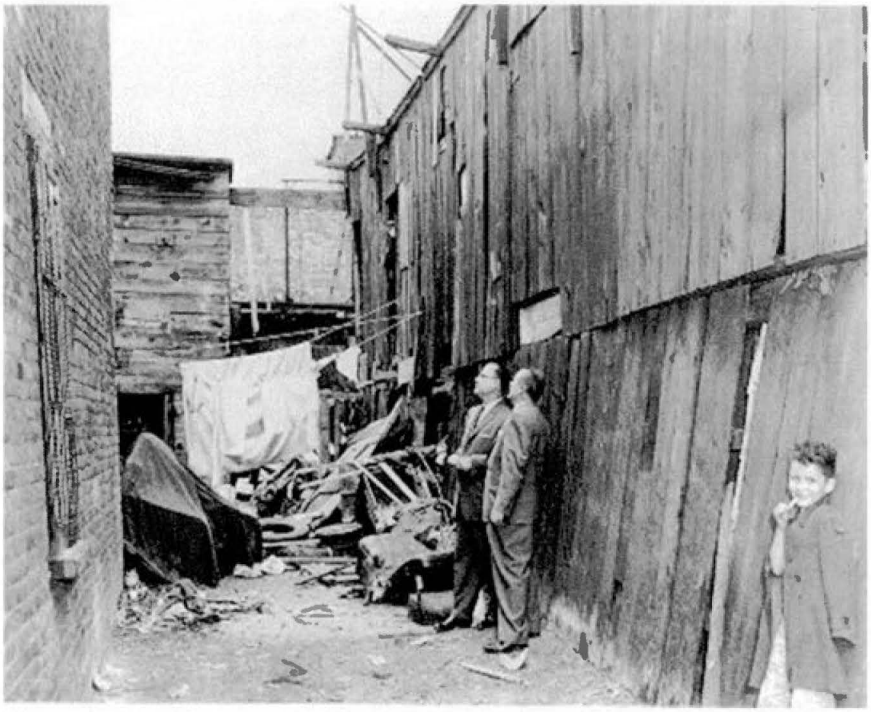


Figure 3.3 Ruelle Leduc, 1957. Photographe inconnu (Lessard, 1995, p. 94)

> C'était peut-être la longue marche, depuis l'entretien des trottoirs jusqu'à la transformation de la société, dans la joie du peuple et la bonne volonté. Des citoyens, faisant front commun face aux puissances du mal et de l'argent. *Les comités de citoyens* qui se sont développés au Québec, en particulier à Montréal; à partir de 1963, sur la base des problèmes de la vie quotidienne dans les quartiers, étaient en effet, à leur début, une parfaite expression de cette société étrange et passionnante qu'est la société québécoise, puisant à la fois dans le vieux communautarisme chrétien et dans la naïveté politique du libéralisme nord-américain, dans l'animation sociale et dans la capacité de mobilisation des « honnêtes gens » quand ils sont aux prises avec des injustices flagrantes [...]Mais le développement des revendications urbaines faisait partie d'un processus d'ensemble : radicalisation des contradictions structurales ; émergence des mouvements sociaux dans le Québec, après la « Révolution tranquille »; passage à une nouvelle phase économique caractérisée par l'intégration accrue du Québec dans le circuit économique des grandes firmes nord-américaines. C'est ainsi que les comités de citoyens vont affronter, dans leur pratique, diverses contradictions nouvelles. (Castells 1973, p. 53-54).

Les grands projets urbains ont été une constante dans l'histoire récente de la ville, en plus d'être une source importante de conflits au fil du temps. Ces conflits joignent, sur le plan empirique, les deux cadres épistémologiques que nous avons développés dans le premier chapitre de cette thèse, soit l'action collective et la politique publique.

L'histoire récente de Montréal ne fait pas exception à ce phénomène urbain ; elle a aussi été marquée par de nombreux conflits liés aux grands projets urbains. Les rapports entre la protestation et la planification liées aux GPU montréalais ont été déterminés par plusieurs facteurs, dont les changements économiques et sociaux découlant de la Révolution tranquille, des changements dans l'économie mondiale, des changements institutionnels dans la planification urbaine, sa lutte pour une plus grande visibilité et pour son positionnement comme ville internationale ainsi que par une histoire longue et complexe d'actions collectives associée à des demandes de changements dans les domaines de la gestion urbaine et de la participation citoyenne.

Dans ce chapitre, nous « problématisons [63]» les éléments discutés dans la partie théorique après examen des écrits scientifiques concernant la dynamique matérielle de la gestion municipale et la dynamique des actions collectives associées aux GPU dans l'histoire récente de la Ville. Cette problématisation sera suivie des questions et des hypothèses qui ont formé la base de cette recherche.

3.1 Problématique : Montréal, une histoire récente jalonnée de conflits liés aux grands projets urbains

Les grands projets urbains, habituellement réalisés en coordination étroite avec les principaux acteurs économiques, impliquent des investissements importants de fonds publics alloués pour leur construction et leur développement. Comme nous l'avons observé dans le premier chapitre, ces projets constituent généralement une source de conflits urbains, principalement en raison du déplacement massif de populations causé par la démolition de grandes surfaces (résidentielles et commerciales) ainsi que par les changements dans le marché immobilier, qui poussent à la hausse les prix dans les terrains centraux des villes. Ces conflits expriment des contradictions entre les intérêts du capital immobilier et les personnes touchées par la construction de ce type de projets. Par ailleurs, il est important de garder en tête que ces conflits pour le contrôle et la possession de territoires, fondamentalement liés à la logique capital-logement, ne se développent pas en vase clos. Ils se rencontrent (au plan spatial et temporel) et se développent en lien avec d'autres conflits plus profonds et plus vastes qui configurent le système politique et l'histoire particulière du territoire où ils se localisent[64]. Nous considérons, tout comme Foucault (1997, p. 16), que la politique

---

[63] La problématique « répond à un besoin de cohérence logique, met en œuvre un ensemble de problèmes qui orientent la recherche et un corps de concepts qui, directement ou indirectement, débouchent sur des hypothèses rendant compte d'un contenu riche de conflits. » (Grawitz, 1993, p. 4).

[64] Cette idée sera développée davantage dans le chapitre 5.

exprime une continuation de guerres plus anciennes, de « guerres originales »[65]. Celles-ci marquent et déterminent le développement de la politique et, donc, les conflits postérieurs. Dans le cas de Montréal, cette continuation du conflit original (que nous pourrions situer à la capitulation de Montréal en 1760) se manifeste dans la nature même des institutions locales, dans sa dualité (anglophone/francophone) et dans sa fragmentation administrative et territoriale (plusieurs entités administratives sur le même territoire). La dépendance de la fiscalité de la Ville envers l'impôt foncier[66] et le caractère néocorporatiste de l'administration publique de Montréal et du Québec (Hamel, 1989; Montpetit, 1986) impliquent historiquement l'existence d'un rapport étroit entre les acteurs économiques, notamment le secteur immobilier, et la Ville. Cette « Alliance » a été particulièrement forte pendant les périodes d'effervescence des GPU. Pendant ces périodes, les GPU ont exercé une pression à la hausse sur les prix de l'immobilier et ont forcé une augmentation des investissements dans ce secteur.

Ceci étant dit, nous développerons dans ce chapitre un aperçu général de l'évolution des conflits associés aux GPU depuis 1960 à Montréal pour « historiciser » sa compréhension en les plaçant dans une perspective plus longue du développement urbain de la ville. Nous accorderons une attention particulière au second mandat de l'administration de Jean Drapeau (1960-1986) et à l'administration de Gérald Tremblay (2002-2012), au motif qu'ils correspondent à deux périodes historiques de

---

[65] Pour cet auteur, la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens et, par extension, des conflits (inversion de l'aphorisme de Clausewittz, voir note de bas de page 180). Ces conflits trouvent leur origine dans les soi-disant « guerres originales » (Foucault, 1997, p. 16). Ces conflits originaux ou guerres d'invasion font référence aux conflits interethniques, les guerres raciales pour la possession d'un territoire qui constituent l'origine de l'histoire des États modernes. Dans le cas de Montréal, en particulier, et du territoire de la province du Québec, en général, cette relation avec le conflit « original » entre francophones et anglophones se manifeste dans la nature même des institutions locales. Cette idée est développée davantage dans le chapitre V concernant la généalogie des conflits reliés à l'îlot Overdale.

[66] L'impôt foncier constitue l'instrument fiscal par excellence des municipalités occidentales et la dépendance envers cet impôt ne constitue pas une particularité exclusive de Montréal,

transformations urbaines importantes dans la ville, pendant lesquelles les GPU ont été au centre de la stratégie de développement de Montréal. La première période est celle de la « rénovation urbaine », et la seconde représente une période marquée par la mise en place des politiques néolibérales. Ainsi, au cours de ce chapitre, nous envisageons ces deux périodes sous deux perspectives : 1) la transformation de la gestion publique et 2) les changements quantitatifs (changements dans la quantité) et qualitatifs (dans le type et la forme) de l'action collective liée à l'opposition envers ces projets.

3.1.1 Une première vague de projets d'envergure, la période du maire Drapeau : démolition et protestation

Les années 1960[67] ont constitué une époque importante en termes de transformation urbaine et de mobilisation sociale à Montréal. Les grands projets mis en œuvre par l'administration municipale (administration Drapeau de 1954 à 1957[68] et de 1960 à 1986) ont fortement transformé la structure urbaine et sociale de Montréal. La mise en œuvre des plans ambitieux du maire Drapeau[69] a requis une modification de la

---

[67] En matière de gestion urbaine, les décennies 1960-1970 ont été marquées par les projets de rénovation urbaine et par la construction de grandes infrastructures de transport (Morin, 1987; Germain et Rose 2000; Demchinsky, 1989) qui ont facilité le flux des personnes entre la ville centrale et les villes satellites. Les administrations urbaines se sont concentrées sur la création d'infrastructures servant à garantir le flux des automobiles entre le centre et la périphérie, sur la transformation et la « modernisation » des centres urbains et financiers des villes et sur la création de grands projets d'habitations d'origine publique et privée. Ces transformations radicales de la structure urbaine ont été fortement contestées par les populations, qui ont perçu ces éléments comme des menaces à leur mode et à leur qualité de vie dans le centre-ville (Hamel, 1991, 1983; McGraw, 1978; Castells, 1975).

[68] En 1957, Drapeau a été défait par Sarto Fournier par seulement 4000 votes avec l'appui actif du premier ministre de la province Maurice Duplessis. Il reviendra au pouvoir en 1960 et y restera jusqu'en 1986.

[69] Sa vision de l'avenir de la Ville s'est traduite par un plan ambitieux appelé « Horizon 2000 » (Fisher, 2000), qui n'a jamais été réalisé, mais qui a cependant marqué son administration et le développement de la planification du territoire par la suite : « On le présente comme un plan témoin, une vision d'avenir, pourvu que soient adoptées un certain nombre de mesures permettant d'organiser et de structurer une métropole qui devait accueillir un peu plus de 7 000 000 d'habitants en l'an 2000. Dans la lignée du modèle rationnel de planification, ce document prévoyait organiser l'habitat en différentes unités, déterminer les grands pôles de croissance, structurer les axes de transport, prendre des mesures de sauvegarde des terres agricoles, de créer un réseau de parcs et d'espaces verts

structure municipale du pouvoir et une gestion directement orientée et centrée sur les mégaprojets (Sancton, 1985; Léonard et Léveillée, 1986)

> La stabilité politique devient dès lors la marque de commerce de l'administration Drapeau qui, pendant les années 1960 et 1970, se caractérise par son hermétisme et par son autoritarisme. [...] Ce pouvoir favorise les grands projets sans égard aux conséquences économiques et aux principes démocratiques. L'ère Drapeau se caractérise par une efficacité qui écarte toute opposition ou même les consultations. Le métro, Expo 67, Terre des Hommes et, plus tard, les Jeux olympiques marquent certes une période d'effervescence. Le pouvoir est centralisé, bien que les services municipaux soient éparpillés, ce qui facilite les grands projets, sans véritables considérations pour leurs conséquences ou leur gestion. (Hétu, 2009, p. 84)

Au cours de cette période, les contradictions sociales se sont intensifiées. Avec la construction de grands projets, les forts conflits territoriaux entre les intérêts des promoteurs immobiliers et ceux des personnes qui ont lutté pour préserver leurs maisons de la démolition sont devenus évidents (Linteau, 1992, p. 155-156)[70]. Ces démolitions étaient un phénomène courant dans la ville qui est devenue, au cours de ces années, un grand chantier de construction. Entre 1968 et 1970, plus de 2000 démolitions par an ont été faites (Castells, 1973, p. 56). À titre indicatif, il suffit de se rappeler que dans le quartier de La Petite-Bourgogne[71] près de 4000 logements ont été démolis entre 1968 et 1974, que pour la construction de l'autoroute Ville-Marie environ 3000 logements ont été détruits en 1970[72] et que pour la construction de la maison de Radio-Canada, 778 habitations ont été rasées[73]. Les démolitions ont causé

---

régionaux. Le plan ne s'en tenait pas aux limites de la ville, et même de l'île de Montréal, et adoptait une échelle métropolitaine large dépassant la barrière qu'aurait pu constituer le Saint-Laurent. » (Gariépy, Trépanier, et Gauthier, 2008, p. 114).

[70] « L'administration Drapeau favorise l'action des promoteurs qui remodèlent le centre-ville et obtient des gouvernements supérieurs d'importants investissements dans le réseau d'autoroutes. Elle est cependant fortement critiquée pour son insensibilité au sort des populations déplacées par les nombreuses démolitions que ces projets entraînent et pour l'insuffisance de ses interventions en matière d'habitation. » (Linteau, 1992, p. 156)

[71] Voir le documentaire « La P'tite Bourgogne » (1968) de Maurice Bulbulian.

[72] Données provenant du document « Mégaprojets et droit à la Ville » de l'autre Montréal (2008).

[73] Selon les archives de Radio Canada, « Le 23 septembre 1963, avant que Radio-Canada prenne possession du terrain du quartier Sainte-Marie où elle allait construire ses installations, 678 familles,

de forts conflits entre la Ville et les populations résidant sur ces territoires. Ces dernières ont refusé de voir leur milieu de vie se faire détruire et se sont organisées pour s'opposer à cette politique. Finalement, sous l'administration de Jean Drapeau, plus de 30 000 maisons ont été démolies et approximativement 125 000 personnes ont été déplacées (concernant ces chiffres, consulter Carreau, 1976; Drouin, 2012; Favretti, 2014). En outre, ces conflits associés à la lutte pour le logement et la conservation du milieu de vie s'inscrivaient en parallèle avec d'autres conflits plus vastes et profonds que vivait la société québécoise pendant cette période, soit des conflits liés à la transformation idéologique, économique et politique[74] découlant de la Révolution tranquille, ainsi ceux associés à la lutte pour l'indépendance et la souveraineté québécoise. Ces années ont été marquées, d'une part, par de fortes tensions causées par la centralisation et la transformation de l'État et, d'autre part, par l'émergence et la présence de mouvements sociaux et d'une importante contestation politique, tel qu'illustré par la citation suivante (Fontan *et al.*, 2013, p. 76) :

> Le Québec de cette époque donne l'impression d'être à la fois un vaste chantier en construction et un laboratoire vivant où prennent place une myriade d'expériences et d'initiatives [...] la tension entre, d'un côté, la mise en place d'un État centralisateur et, de l'autre, les mouvements sociaux exigeant une participation plus active aux décisions prend de l'ampleur

Sur le plan institutionnel, la transformation et la modernisation de l'État québécois ont impliqué des changements majeurs dans la réglementation concernant la planification du développement urbain et territorial aux niveaux provincial et municipal. Du côté de la protestation, les mégaprojets ont généré des changements dans l'organisation de la protestation citoyenne et ont encouragé l'apparition et le

---

soit près de 5000 personnes, ont dû être expulsées » (Expropriations dans le «Faubourg à m'lasse», Les Archives de Radio-Canada, 2013).

[74] Dans ce sens, Castells (1973, p. 54) souligne parmi les éléments les plus importants : la crise de la petite bourgeoisie et sa radicalisation politique, exprimée à travers le développement de mouvements nationalistes et indépendantistes, la politisation du monde étudiant et l'orientation à gauche des syndicats.

développement de mouvements sociaux. Le rapport entre les deux cadres épistémologiques de notre travail est ainsi mis en évidence, sur le plan empirique, avec l'étude de l'évolution des GPU à Montréal.

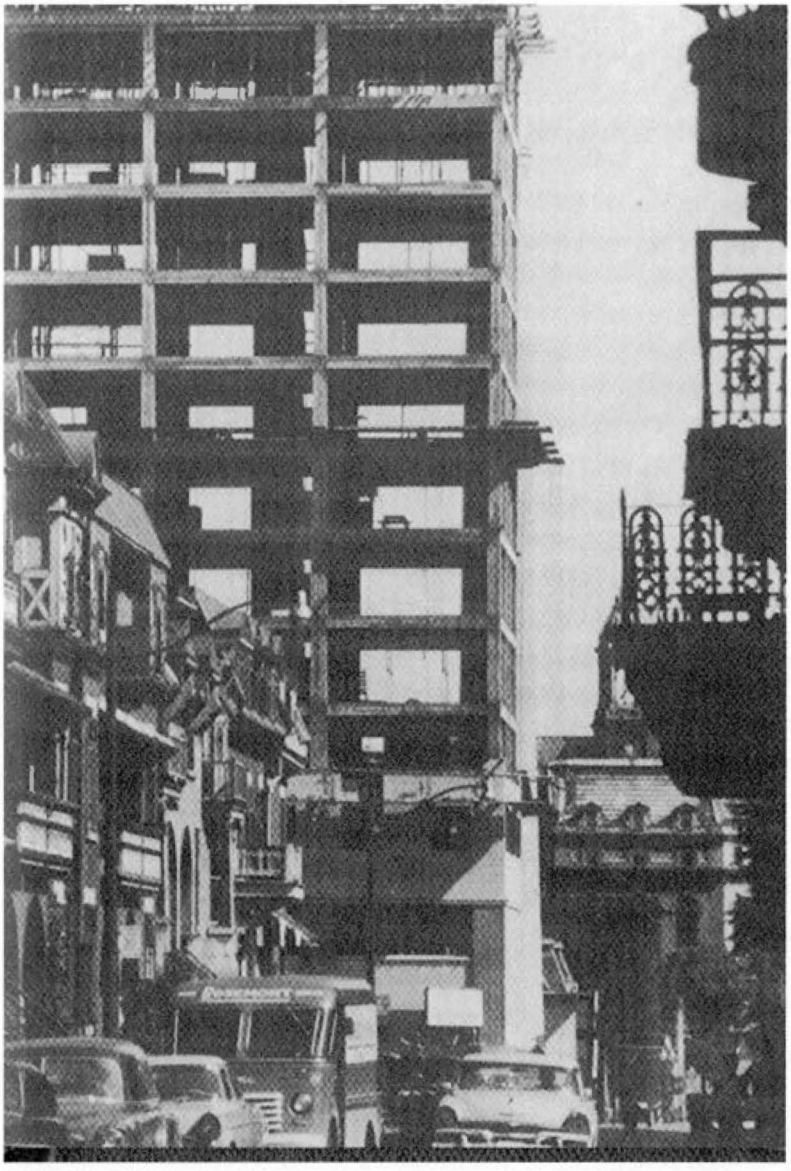


Figure 3.4 Michel Régnier (1961, p. 26)

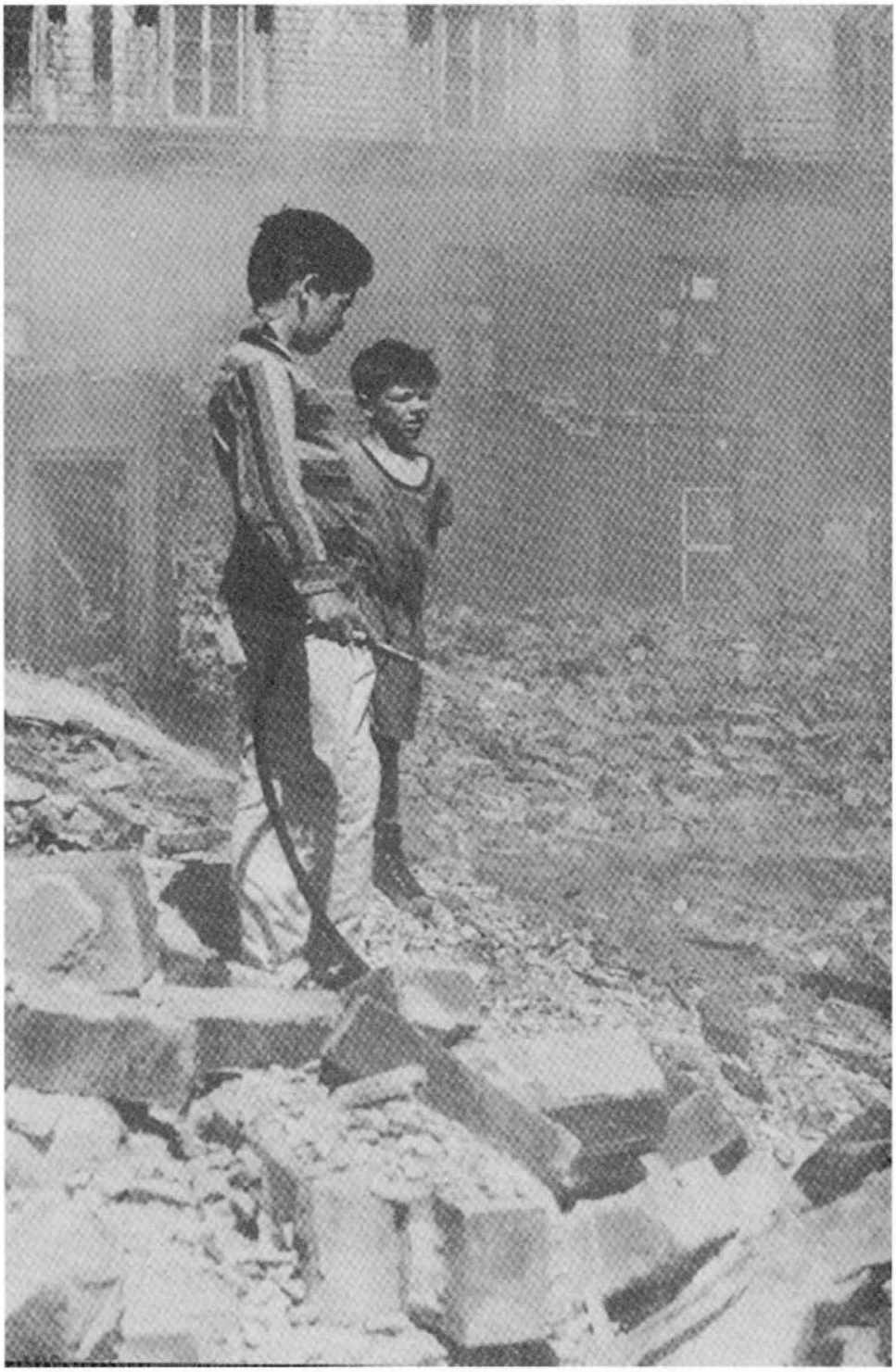


Figure 3.5 Michel Régnier (1961, p. 108)

Les orientations de la planification du maire Drapeau et les changements introduits par une économie régionale en croissance nécessitaient des modifications dans les outils de planification : cette dernière devait s'orienter régionalement et dépasser l'échelle municipale. Pour ce faire, il fallait centraliser et incorporer dans la sphère d'influence de la Ville de Montréal les villes satellites et les territoires environnants de l'île (Sancton, 2003). Cela impliquait la fusion, dans une seule entité administrative[75] des différentes municipalités qui constituaient des pouvoirs isolés et, souvent, opposés à la Ville-centre. Toutefois, les tensions politiques entre l'administration provinciale et les municipalités ont été très fortes au sujet de cette fusion. En 1969, après l'échec de la mise en œuvre de la *Loi sur les fusions volontaires* de 1965 (Baccigalupo, 1990, p. 26-28), le gouvernement provincial de l'Union nationale a imposé une mesure alternative, le regroupement impératif de la Ville de Montréal[76]. Ce regroupement forcé a été matérialisé en 1970 avec la création de la Communauté urbaine de Montréal (CUM). Cette création a été le résultat des pressions exercées de la part du gouvernement provincial sur la Ville de Montréal et les villes voisines pour entamer des négociations qui permettraient la mise en œuvre de la communauté urbaine. La création de la CUM était amorcée depuis longtemps (Fischler et Wolfe, 2000, p. 110). Elle constituait un pas dans le but d'harmoniser les politiques de planification de l'ensemble de la région métropolitaine et, en particulier, les services publics municipaux[77]. Cependant la CUM a été un échec pour Jean Drapeau qui voulait plutôt la fusion forcée (Hétu, 2009, p. 123). Pendant la décennie de 1970, d'autres changements se sont opérés sur le plan provincial en ce qui concerne l'étude et le développement du cadre législatif de l'urbanisme. Citons,

[75] Cette dynamique de fusion/défusions est toujours un élément présent dans les conflits urbains aujourd'hui à Montréal, en particulier après la réforme municipale et la tentative partiellement ratée de fusion municipale en 2001.

[76] En outre, ce regroupement forcé a impliqué aussi les Villes de Québec et de Hull qui sont devenues respectivement les communautés métropolitaines de Québec et de l'Outaouais.

[77] Cependant, son caractère non démocratique (les représentants n'étaient pas élus) et le manque de clarté quant à la gestion de ses ressources ont été critiqués au fil du temps, pour finalement conduire à sa disparition et à la création de la Communauté métropolitaine de Montréal au cours de l'année 2000.

parmi les plus importants, la publication du livre blanc du ministre Tessier en 1971, la création du Groupe de travail sur l'urbanisation du Québec en 1973 et le Projet de Loi sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire de 1972. Cependant, aucun de ces efforts ne s'est concrétisé sur le plan législatif. Seule la *Loi sur l'aménagement du territoire* a été finalement adoptée en 1979 devenant, par la suite, l'outil de planification territoriale dans la province.

Sur le plan économique, il faut aussi noter qu'à partir des années 1970, Montréal a commencé à être significativement affectée par un processus de désindustrialisation (Levine, 1991). Ce changement dans l'économie a été engendré, d'un côté, par la concurrence économique avec un autre centre industriel, Toronto, et, d'un autre côté, par les changements dans l'économie globale. Ces facteurs économiques ont amené des transitions dans la localisation des industries du « Premier Monde » vers les centres de production situés dans les périphéries capitalistes (Sassen, 1991, p. 5). Ces processus de transformation économique se sont reflétés, dans le domaine urbain, par l'apparition de nouveaux problèmes sociaux. Le déclin économique de la population ouvrière à Montréal, dû au processus de désindustrialisation, l'appauvrissement des quartiers ouvriers (Morin, 1994; Drouin, 2005) et l'expulsion massive de populations provoquée par les démolitions sont devenus des problèmes importants qui ont soulevé la mobilisation collective à l'époque. La multiplication des mobilisations et le développement des groupes de protestation tels que les comités citoyens et les « groupes populaires » [78] à Montréal étaient prévisibles considérant les changements majeurs qu'avait subis la société québécoise et les sociétés occidentales pendant les décennies de 1960 et 1970[79].

---

[78] Au sens de McGraw (1978).

[79] Il y avait un contexte national et international complexe de transformations sociales marquées par des évènements tels que : l'apparition du Front de libération du Québec, FLQ (1963), Mai 68, l'émergence des contrecultures, le mouvement de lutte pour les droits civiques aux États-Unis, la mobilisation contre la guerre du Vietnam, le Printemps de Prague (1968), la révolution cubaine (1959), la révolution culturelle chinoise (1966), etc.

Les écrits scientifiques concernant les luttes urbaines, les mouvements sociaux urbains et les mobilisations qui se sont produits pendant cette période à Montréal sont nombreux. Parmi les auteurs qui ont abordé le sujet, il faut souligner les travaux de Manuel Castells (1975), Pierre Hamel (1983 et 1991) et Donald McGraw (1978). À l'époque, dans les quartiers populaires, certains habitants ont entrepris des actions de coordination et d'organisation pour s'opposer à l'intervention des promoteurs et aux spéculateurs fonciers. On peut citer, à titre d'exemple, la création de comités citoyens dans les quartiers de la Petite-Bourgogne (1963), Saint-Henri (1963) et Milton Parc (1968). Les mouvements sociaux ont pris part de façon importante à la vie politique urbaine, en s'opposant aux promoteurs, et par leur implication comme agents du changement politique[80]. Bien que les démolitions et la destruction des quartiers populaires aient été des éléments déclencheurs de mobilisations réactives, le contexte plus large et complexe des luttes et des conflits favorisait la coordination politique des acteurs[81].

> Ce sursaut a suscité tout d'abord un mouvement de « coordination d'expérience » : le 19 mai 1968, les représentants d'une vingtaine de comités de citoyens de tout le Québec se sont rencontrés à Montréal et ont entamé le processus du passage de la revendication localisée à une généralisation et à une politisation de leur action. (Castells, 1973, p. 55).

Le contenu des revendications a dépassé la simple lutte contre les grands projets, car le niveau de politisation et la conjonction d'une crise économique, sociale et politique

---

[80] Selon Tilly (1986), il existe une relation permanente entre les différents processus historiques de luttes et de conflits. Cette période, qui est marquée par les luttes contre les grands projets urbains est aussi traversée, dans un contexte plus large, par l'effervescence de plusieurs conflits liés aux tensions historiques entre « l'univers » anglophone et francophone. Les années 1960 et 1970 ont aussi été le théâtre de l'irruption du Front de libération du Québec (très présent entre 1963 et 1970), du mouvement syndical et de changements politiques associés à l'apparition du Parti québécois en 1968, qui arrivera au pouvoir en 1976.

[81] Par exemple, la contestation face aux projets routiers était à la base de la formation du Front d'action politique (FRAP). En citant Delorme, « La construction de l'autoroute doit obligatoirement déloger des personnes, trancher des quartiers en deux, obliger des industries locales à fermer, etc. Tout cela devait provoquer à Montréal la formation d'un grand mouvement de revendication et de contestation du projet public. C'est ainsi que quelques mois après la décision gouvernementale, 110 organismes s'étaient regroupés en Front commun pour s'opposer à l'autoroute et provoquer une contestation comme on n'en a plus vue depuis à Montréal. » (Bourassa et al., 1986, p. 446).

demandaient un changement politique important. Ainsi, la création du Front d'Action Politique (1969) et la forte présence de mouvements sociaux au niveau municipal (Castells 1973; Hamel, 1991) marqueront définitivement la dernière partie des années 1960; comme nous l'expliquerons dans les sections suivantes, ils détermineront à la fois le déroulement des luttes urbaines ultérieures, la configuration des institutions ainsi que les politiques locales à Montréal.

3.1.2 Crise économique et changement des politiques publiques

Une crise économique — ajoutée à une crise de légitimité politique[82] — s'est manifestée pendant les années 1970. Cette crise a impliqué une reconfiguration du « bloc au pouvoir » et, en conséquence, une réorganisation institutionnelle importante[83]. Cette crise a été partiellement résolue par Jean Drapeau par le moyen d'une conciliation entre les élites politiques et économiques qui a abouti à un Pacte néocorporatiste (Hamel, 1989). Ce pacte a réorienté les politiques publiques et la planification de la ville dans le long terme. En même temps, en essayant de réduire les contradictions et les conflits liés aux GPU mis en place pendant la période 1960-1970, le maire Drapeau a accordé quelques concessions en matière de développement

---

[82] Nous nous référons ici à la crise au sens de Gramsci (1978), c'est-à-dire en tant que processus complexe qui combine des aspects économiques, politiques et institutionnels et qui met en péril le bloc historique constitué qui est, pour sa part, formé par la coalition des classes au pouvoir à un moment historiquement déterminé. Cependant, cette crise peut se résoudre avec une nouvelle configuration institutionnelle sans nécessairement menacer la permanence de la classe au pouvoir. « La classe dirigeante traditionnelle, qui a un personnel nombreux et entraîné, change d'hommes et de programmes et récupère le contrôle qui était en train de lui échapper avec plus de célérité que ne peuvent le faire les classes subalternes ; elle fera s'il le faut des sacrifices, elle s'exposera à un avenir obscur chargé de promesses démagogiques, mais elle maintient le pouvoir, le renforce pour le moment et s'en sert pour écraser l'adversaire et disperser sa direction qui ne peut être ni très nombreuse ni très experte. » (Gramsci, 1978, p. 119)

[83] Il est intéressant ici de citer les travaux de McGraw (1978). Cet auteur analyse, à partir d'une perspective gramscienne, l'émergence de groupes populaires à Montréal. L'utilisation des catégories gramsciennes comme : bloc au pouvoir, intellectuel organique et crise d'hégémonie sont donc des constantes dans l'analyse proposée par cet auteur.

urbain aux groupes de défense du patrimoine et aux groupes de citoyens[84]. Ces concessions visaient à stopper la croissance électorale du Front d'action politique (FRAP)[85]. Parmi celles-ci, il faut souligner la revitalisation des quartiers, l'amélioration du cadre de vie, la protection du patrimoine et le « localisme » comme stratégie visant à relancer l'économie de la ville (Hamel, 1989, p. 17).

La réorientation de la politique municipale concernant les GPU a impliqué l'établissement d'un rapport direct et à caractère corporatiste entre certains groupes privés et les décisions de la Ville en matière économique et de planification du développement. Depuis la Révolution tranquille, le néocorporatisme était une pratique courante et institutionnalisée au Québec, particulièrement en ce qui concerne le développement économique[86]. Dans le cas de Montréal, ce pacte entre élites s'est traduit, en pratique, par une présence de plus en plus forte des élites économiques dans la vie institutionnelle de la Ville, en particulier de la Chambre de commerce de Montréal[87] et des acteurs liés au développement immobilier. Cette présence a eu

---

[84] Il faut souligner le rôle joué par les groupes de défense du patrimoine et leurs rapports avec les groupes de défense de locataires en tant qu'acteurs importants dans le changement des politiques urbanistiques pendant la période Drapeau. À ce sujet, nous recommandons de consulter le texte de Drouin (2005).

[85] « C'est dans ce contexte qu'est fondé, en mai 1970, le FRAP, qui est le résultat tangible des luttes que les comités de citoyens et associations populaires mènent dans les quartiers de Montréal depuis 1963». (Le Devoir, 25 octobre 2005).

[86] « Dans le contexte nord-américain, le Québec se distingue nettement par la structure des relations qu'entretient l'État avec les groupes intermédiaires de la société civile. Généralement bien organisés, ceux-ci jouissent souvent d'une reconnaissance légale ou implicite qui leur confère un rôle privilégié en tant qu'interlocuteurs de l'État dans les processus de développement et même de mise en œuvre des politiques publiques. » (Montpetit, 2003, p. 191). Pour approfondir le sujet du néocorporatisme au Québec, consulter : « *Concerted Action in Quebec*, 1976–1983 » (Tanguay, 1984) ; « La concertation : perspectives théoriques sous l'angle du néocorporatisme » (Lamoureux, 1996) et « Un Québec corporatiste ? » (Archibald, 1983).

[87] « *The Drapeau-Lamae team thus inaugurated a series of elite consultative committees on tourism, transportation, the film industry, industrial development, commerce and housing affairs. In 1984, priority was given to the last three of these. This new marriage between the business leaders and the City Hall political and administrative leaders gave a renewed prominence to business associations. The Chamber of Commerce in particular entered on stage with a high public profile, filling the space of public discourse which had once resonated with calls for social justice, echoing the demands of*

comme conséquence la détermination de la sphère politique par la sphère économique. Pendant l'administration Drapeau, la vie administrative est déterminée, en particulier en ce qui a trait aux GPU, par les intérêts de certains groupes proches du gouvernement municipal. Au cours de cette période, l'influence des groupes économiques dans l'orientation de la planification du développement économique et territorial peut être mise évidence par la mise en place des comités sectoriels (Bélanger et Lévesque, 2001 ; Montpetit, 1986). Ces comités, composés de représentants du secteur privé et du secteur public, ont déterminé les politiques sectorielles du développement de la ville. Ces comités visaient à coordonner l'action des acteurs publics et privés afin d'accélérer et d'orienter le développement économique dans certains domaines. En fin de compte, il s'agissait de négociations à huis clos entre des entrepreneurs et des décideurs politiques, négociations où étaient décidées les politiques de planification territoriale. Tout cela trouve sa justification dans le pouvoir discrétionnaire du maire (St-Amour, 2006) et de son Comité exécutif.

Les changements dans la gestion urbaine ont eu une forte influence dans le déploiement de l'action collective. Ceci est plus évident dans l'analyse des politiques de développement orientées vers l'activation de l'économie au niveau local. Ces politiques ont ainsi mis en relation la sphère communautaire avec les acteurs politiques et économiques. Dans les années 1980, le discours du développement communautaire et la lutte contre l'exclusion ont contribué à la création des Corporations de développement économique communautaire, CDEC (Morin, 1994). On retrouve aussi d'autres types de mobilisation liés aux nouvelles problématiques urbaines, telles que l'embourgeoisement, les mobilisations pour l'environnement et pour la défense de droits des communautés culturelles. Pour bien cerner l'évolution complexe des mouvements sociaux et, plus particulièrement, l'évolution du

---

citizens' groups that had been trying since the 1960s to put together a vision and programme of what a city like Montreal should look like » (Léveillée et Léonard, 1987).

mouvement associatif montréalais, il faut considérer l'apport du travail de Germain et al. (2004), pour qui la dynamique associative montréalaise, tout comme la nomination des groupes associatifs, ont évolué au cours des quarante dernières années :

> [Aux] « comités de citoyens » du début des années 1960 succèdent les « groupes populaires » du tournant des années 1970 ; à leur tour ceux-ci font place aux « organismes communautaires » du milieu des années 1970, qui sont soumis à une relative institutionnalisation au milieu des années 1980, avant de voir le qualificatif « autonomes » prolonger leur nom, à la fin des années 1990. À travers cette succession de terminologies accompagnant les mutations du mouvement associatif, se modifie également le rapport au territoire local. (Germain et al., 2004)

Ces transformations affectent la protestation et l'organisation politique. À cet égard, la coordination des luttes des années 1970 — qui a engendré le FRAP à travers la mobilisation des comités de citoyens et des acteurs opposés aux démolitions résidentielles des années 1960 — s'est transformée dans le temps. En 1974, le Rassemblement des citoyens de Montréal ou RCM (Favreau et al., 1994, p. 166) est né à partir d'une vision plus pragmatique de la ville et de la politique. ; il a principalement compté sur l'expérience du parti Québécois dans sa section Montréal-Centre, de la section Québec du Nouveau Parti Démocratique et du Conseil du travail de Montréal dc la FTQ (Sévigny, p.38). Cette coalition a été capable, par la suite, d'établir des partenariats et des négociations politiques avec d'autres acteurs comme le *Urban Progressive Movement* (UPM), les conseils syndicaux et quelques entrepreneurs. Ce mouvement deviendra le souffle d'un changement politique à long terme qui finira par mettre fin au long règne du maire Jean Drapeau.

3.1.3 Changement du régime ? « Du réformisme populaire au populisme gestionnaire[88] » 1986-2001

Malgré les efforts déployés par l'administration municipale pour surmonter la crise politique, la crise économique et la perte d'importance économique de la ville de Montréal par rapport à Toronto se sont poursuivies (Léveillée et Léonard, 1987). En parallèle, le RCM a pris de l'ampleur en unissant des groupes d'acteurs très variés : entrepreneurs, groupes de défense du patrimoine, comités de citoyens, groupes communautaires, etc. Le RCM semblait représenter une réelle réforme et une ouverture politique, telle une transition entre un « moment économique » et un « moment politique ».

L'année 1986 a été marquée par l'élection du RCM dirigé par Jean Doré. Sa victoire électorale a été fondée sur une campagne de critiques dirigées contre l'administration Drapeau et sur des propositions liées à la décentralisation et à la démocratisation du pouvoir municipal, en tant que mesures d'urgence pour « transformer Montréal » et la « redonner aux citoyens ». Cette élection a clos une période caractérisée par une administration qualifiée d'autocratique et de centralisée. Le RCM a alors été présenté comme une solution de rechange politique incarnant, sous la forme d'une coalition, les intérêts et les aspirations de mouvements civiques, syndicaux et sociaux qui s'opposaient à l'administration Drapeau. Les propositions de décentralisation et de consultation publique[89] mises de l'avant par l'équipe Doré ont modifié la procédure d'implantation des GPU. Pour la première fois, ces projets ont été soumis à une procédure qui obligeait les élus à écouter les communautés affectées, celles-ci pouvant alors exprimer leurs volontés en regard de l'aménagement de leur milieu de vie lors de séances de consultations publiques.

---

[88] Titre emprunté à l'article de Belley (2003).

[89] Jean Doré a institutionnalisé la tenue d'assemblées publiques de citoyens entre 1988 et 1994 (Hamel, 1999; Bherer, 2011).

Bien que l'adoption de la politique de consultation ait été importante en ce qui concerne la gestion des GPU, les rapports entre promoteurs et communautés sont restés tendus. Les relations conflictuelles entre les communautés locales et l'administration urbaine au sujet de la planification et de l'aménagement urbain ont perduré sous le règne du maire Doré. Malgré les promesses électorales, le RCM a promu plusieurs projets de développement importants qui ont privilégié les promoteurs aux dépens des communautés. Mentionnons, par exemple, les projets de l'îlot Overdale et de la carrière Miron[90], qui représentent bien la continuité des luttes populaires contre les GPU qui ont eu lieu à l'époque de Drapeau (Divay et Collin, 1977). La consultation publique était non contraignante et n'influençait pas forcément la décision de l'administration. Ainsi, les grands projets urbains ont continué à être décidés en huis clos avec les promoteurs. Les contradictions entre le discours (axé sur l'approfondissement de la démocratie) et la pratique politique (avec une forte concentration du pouvoir dans le Comité exécutif) ont abouti à la division de la coalition au pouvoir. Les fractions plus progressistes ont dénoncé la rupture des promesses électorales et ont décidé de quitter la coalition. Le RCM a été défait le 6 novembre 1994 au profit de Pierre Bourque.

Pierre Bourque est arrivé au pouvoir avec une nouvelle formation politique, Vision Montréal. Cette formation possédait des liens étroits avec le Parti québécois et, en particulier, avec le Parti québécois de la région Montréal-Centre. Vision Montréal s'est installée à la mairie avec l'idée d'une fusion municipale, en ayant pour slogan « une île, une ville ». Cette nouvelle proposition de centralisation du pouvoir métropolitain était en lien avec des changements plus profonds dans le domaine provincial, étroitement liés à la mondialisation et à la mise en place de la Nouvelle

[90] Notamment le conflit autour de l'installation de la TOHU, voir Trudelle et al. (2011, p.25).

gestion publique comme rhétorique administrative[91]. Pierre Bourque a ainsi promis « la réduction de l'interventionnisme municipal et de la bureaucratie, la diminution massive des dépenses administratives, l'appel au secteur privé et à l'initiative individuelle » (Belley, 2003, p. 110). De fait, il a été élu sur la base de ces promesses. Pendant son mandat, la politique de consultation publique a été démantelée, avec pour justification principale que ses coûts étaient élevés pour les contribuables; cependant, il faut aussi ajouter que, de l'avis de Bourque, la consultation publique (Hamel, 1999) nuisait surtout à l'arrivée de capitaux dans la ville et à la dynamique des affaires. L'orientation entrepreneuriale de la gestion de Bourque n'a pas été un phénomène conjoncturel et localisé; il a plutôt représenté une tendance globale dans la gestion des villes, dans le contexte de la mondialisation (Vainer, 2013). La Nouvelle gestion publique est souvent associée à la pensée unique en ce qui concerne le « management » des villes. Son influence était manifeste dans les positions très rapprochées, voire même identiques, des candidats à la mairie de Montréal pendant ces élections (Belley, 2003).

Pierre Bourque a fait pression sur le gouvernement provincial afin de mettre en place une réforme municipale axée sur la fusion de toutes les municipalités de l'île en une seule organisation municipale, la nouvelle Ville fusionnée de Montréal (Jouve, 2006). Toutefois, le coût politique de cette initiative a été la perte des élections de son parti en 2001 et l'émergence de conflits entre les villes fusionnées et la Ville-centre[92] (Latendresse, 2004). Encore une fois, le rapport entre changement politique et action collective semble évident. La réforme municipale de 2001 a été étroitement inspirée des principes de la Nouvelle gestion publique (Latendresse, 2002). Cette réforme a été imposée par le gouvernement provincial avec la Loi portant sur l'organisation territoriale et municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de

[91] Pour comprendre l'évolution et la mise en place de cette rhétorique administrative au Québec, voir Fortier (2010). Pour le cas de Montréal, consulter Belley (2003).
[92] Ces conflits seront développés davantage dans le quatrième chapitre de cette thèse.

l'Outaouais (L.Q. 2000, c.56). Cette loi était centrée sur le principe du regroupement des municipalités locales ; ce regroupement était vu comme une solution aux problèmes administratifs et budgétaires des municipalités. Par le slogan, « une île, une ville », cette réforme visait à augmenter l'efficience et la performance administrative des entités municipales formant l'île de Montréal, ainsi que celles de la ville Québec et des villes de l'Outaouais.

Elle s'explique, dans le contexte international, par la concurrence entre les villes pour attirer des investisseurs et des capitaux sur le territoire, dans le but d'augmenter les avantages comparatifs. Ces changements dans la planification urbaine se sont traduits par une transformation des priorités dans l'investissement public, dans la fiscalité ainsi que dans les structures d'imposition dans le long terme.

On a ainsi assisté, dans les grandes capitales du monde, à une reconfiguration importante de la réalité urbaine en lien avec la mondialisation. Cette transformation, qui touche principalement les plans économique, politique, culturel et technologique, a imposé des changements dans la forme urbaine, ainsi qu'au niveau de la relation entre l'espace et la société (Castells, 1983). Ces changements ont comme caractéristique d'influencer le contenu de ce qu'est *le politique* et les rapports entre les acteurs urbains. Les projets de développement urbain (PDU) sont vus comme des catalyseurs du changement urbain et de la politique de la ville ; ils sont l'expression la plus évidente de la Nouvelle politique urbaine. Pour la Nouvelle politique urbaine (Swyngedouw et al., 2002), l'intervention étatique doit être dirigée vers la construction d'infrastructures urbaines destinées à accélérer la circulation des capitaux, la promotion de l'entrepreneuriat, les investissements et les Partenariats Public-Privé (PPP). Considérés comme des véhicules du développement, ces derniers obéissent à un processus de transformation plus large que celui de la construction d'infrastructures (Siemiatycki, 2006) et influencent les relations, et donc les rapports

de pouvoir entre les secteurs public et privé. La mise en œuvre des PPP propose une restructuration de la façon d'agir de l'État et de nouvelles formes de relations politiques entre les citoyens, le marché et l'État. L'établissement des PPP a des répercussions profondes sur l'influence corporative au niveau des décisions publiques. Étant donné que l'attraction des investisseurs est priorisée, ceci se fait aux dépens des besoins régionaux et implique un déplacement du débat public. Une participation importante des compagnies privées dans la prise de décision administrative entraîne une ingérence majeure dans les projets et les conditions des contrats (p. ex. design, changements dans les matériaux et dans les conditions de participation des communautés dans le projet). Le manque de propositions alternatives et de participation réelle des communautés impliquées dans les projets (ce qui est justifié juridiquement par le besoin de confidentialité pendant le processus de sélection des contractants), l'acceptation « acritique » du PPP en tant que modèle de succès par les administrations municipales et leurs coûts élevés sont les principaux problèmes liés à la prolifération des PPP.

3.1.4 L'administration Tremblay, 2001-2012 : entre GPU, décentralisation, participation et scandales de corruption

Pendant l'administration de Gérald Tremblay, l'application d'une gestion administrative fondée sur le marché et la planification par le biais de GPU a été plus évidente. En 2001, Tremblay a remporté les élections municipales à la tête d'une coalition qui, en quelque sorte, a ramené des tenants du RCM au pouvoir. Cette coalition réunissait ainsi d'anciens membres du RCM et des fractions scindées pendant la crise de 1989 (Coalition démocratique et Écologie Montréal). Cette nouvelle coalition, nommée Union des citoyens et citoyennes de l'île de Montréal[93],

[93] « L'Union des citoyens et citoyennes de l'île de Montréal, qui allait devenir Union Montréal en 2007, a été fondée le 26 août 2001. Elle est notamment issue de la fusion de l'ex-parti de Jean Doré, le

s'est transformée en 2007 en Union Montréal. Elle est demeurée au pouvoir pendant onze ans. La Coalition a remporté les élections contre le maire Bourque en établissant des alliances avec les villes fusionnées à la ville de Montréal, mais en désaccord avec cette fusion forcée. Tremblay proposait également une politique faisant la promotion d'une forte décentralisation administrative, liée à la mise en œuvre de la Loi 33[94] (Jouve, 2006). Cette Loi a donné une plus grande autonomie administrative aux arrondissements. L'administration Tremblay a accordé une importance particulière à la participation citoyenne et a mis en place un vaste exercice de planification participative en 2002, le Sommet de Montréal[95]. Cette administration a approfondi la décentralisation et a introduit, en parallèle, des changements importants dans la planification des GPU, principalement avec le retour de la politique de consultation publique du RCM et la mise en œuvre d'une politique de planification et d'orientation des GPU à long terme : *Montréal 2025*. Ce plan de développement économique repose sur l'idée de faciliter au maximum l'installation d'investisseurs et de capitaux dans la ville par le biais de dispositifs et d'incitatifs qui favorisent la construction des projets d'envergure sur son territoire. Montréal a mis en place plusieurs grands projets visant à attirer des capitaux internationaux et à favoriser la construction d'infrastructures pour l'exploitation des avantages comparatifs dans le contexte de la concurrence internationale. En même temps, le plan d'urbanisme

---

Rassemblement des citoyens et des citoyennes de Montréal (RCM), et de la Coalition démocratique de Montréal (CDM). » (*La Presse*, 9 mai 2013)

[94] Le projet de loi 33 a été adopté en 2003 dans le but de modifier la Charte de Montréal et d'accroître la décentralisation, pour calmer les tensions dans les villes fusionnées. La loi accordait davantage de pouvoirs aux arrondissements, principalement sur le plan financier, avec la constitution des fonds de roulement et la capacité d'imposer certaines taxes.

[95] Le sommet de 2002 s'inscrit dans la continuité d'une série d'initiatives citoyennes. Tel que souligné par Latendresse (2008, p. 105) « Alors que les trois premiers sommets ont été mis en oeuvre par un organisme communautaire, connu aujourd'hui sous le nom du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEU) , le quatrième sommet citoyen de Montréal était chapeauté par une quinzaine de réseaux sectoriels d'organismes communautaires et syndicaux actifs sur des enjeux liés à la défense des droits des femmes, des immigrants et des réfugiés, des travailleurs et des travailleuses, à la lutte contre la pauvreté, au développement économique communautaire, à l'animation urbaine et à l'environnement. »

adopté en 2004 a conféré un rôle important à la planification par projets (Ducas, 2010). De plus, il a désigné les terrains vacants de la ville comme des terrains à construire et faisant partie de secteurs à transformer et à développer. En 2005, la Ville a adopté Montréal 2025 en tant que stratégie de soutien aux grands projets urbains qui devraient être mis en œuvre sur une période de 20 ans (Ville de Montréal, 2005; Ducas, 2010). Ces grands projets urbains sont étroitement liés aux intérêts des capitaux locaux et internationaux et au renouvellement de la gestion publique, qui devait être davantage orientée vers le marché. Tel que le souligne Bordeleau (2010, p. 64) :

> Pour comprendre les problèmes éthiques de la gouvernance au Québec — et en particulier à Montréal —, il faut savoir que les gouvernements locaux ont été les premiers et les plus prompts à déléguer au marché privé des pans importants de leur administration. En effet, la sous-traitance est devenue de plus en plus populaire grâce à la rhétorique de la « bonne gouvernance ». À l'échelon provincial, la réingénierie de l'état du gouvernement Charest, notamment les partenariats public-privé (PPP), a endommagé les fondations d'un service public reposant sur l'intégrité et le respect de processus bureaucratiques visant la protection de la démocratie. Le rejet des valeurs publiques au profit de valeurs privées a *de facto* créé un terreau fertile pour les malversations de toutes sortes.

Au cours des dernières années, et particulièrement lors des élections municipales de 2009 et au cours des événements précédant la démission du maire Tremblay en 2012, le thème des scandales liés à la corruption et à la collusion dans l'administration municipale et provinciale ainsi que dans l'univers de la construction des infrastructures est souvent revenu à l'avant-plan. Ces scandales révèlent la « corporativisation » des affaires publiques et l'ingérence croissante des groupes économiques dans les décisions publiques. Le scandale des compteurs d'eau (2007-2009)[96], de la vente de terrains publics à des prix largement inférieurs aux prix du

[96] Le scandale des compteurs d'eau concernait un contrat pour l'installation de 30 000 compteurs d'eau en partenariat public-privée pour les immeubles industriels, commerciaux et institutionnels à Montréal. Ce fut l'un des scandales les plus médiatisés en ce qui a trait à la corruption et à l'influence des entreprises privées dans la prise de la décision et l'octroi des contrats à la Ville de Montréal. Le

marché à des entreprises privées[97] (2008), le financement des partis municipaux et provinciaux, l'application de projets de rénovation urbaine associés au développement de projets immobiliers privés, les problèmes générés par l'augmentation des coûts dans les projets réalisés en mode PPP et les pressions des consortiums privés pour la modification des conditions d'exécution des projets (Prémont, 2010) montrent clairement les effets de l'influence croissante du secteur privé dans les décisions publiques.

Il est important de noter qu'à travers ce type de changements politiques, les actions collectives sont influencées par plusieurs facteurs : au niveau local, par la construction et la mise en place des mégaprojets urbains et, dans une optique plus large, par la mondialisation et le changement du rôle de l'État. La transformation des rapports entre les citoyens et l'État et entre les Mouvements sociaux et l'État (provoquée par la mondialisation et la transformation de l'exercice du pouvoir sur le territoire) ont des répercussions sur les actions collectives et la protestation sociale des groupes citoyens et des mouvements sociaux. À Montréal, la protestation en réponse à la mise en place de grands projets et face aux processus de gentrification[98]

---

contrat de 355 millions a été octroyé au consortium Génieau formé par Dessau-Soprin et Simard-Beaudry. Cependant, il a été démontré que l'entreprise responsable du processus de sélection (BPR) était un partenaire commercial d'une des entreprises (Dessau) du consortium sélectionné (voir l'article de Kathleen Lévesque : *Conflit d'intérêts à propos d'un contrat de 355 millions, Le Devoir* 13 décembre 2007). Ce scandale est également important, car il a permis de révéler les liens existants entre l'entrepreneur Tony Accurso, la FTQ construction et l'administration de la Ville de Montréal. Ces révélations ont appuyé la création d'une commission d'enquête, la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (connue comme la Commission Charbonneau).

[97] Mentionnons, par exemple, la vente des terrains Faubourg-Contrecoeur en 2008 à Paolo Catania. La Ville de Montréal a vendu en 2007 un terrain appartenant à la SDHM, avec une valeur foncière de 31 millions de dollars, à Frank Catania, pour la somme de 4,4 millions de dollars, à condition que ce terrain soit décontaminé par M. Catania. La Ville a calculé le coût de la décontamination à 14,7 M $ et a accordé un prêt de 14,6 M $ à M. Catania, à un taux de beaucoup inférieur (0,5 %) au taux normal (près de 2 %).

[98] Tel que nous l'avons souligné antérieurement, il existe un fort lien entre la construction de GPU, la spéculation immobilière et le développement de terrains dans les zones pauvres de la ville. Ce développement est en lien direct avec la gentrification de ces zones.

dans les quartiers centraux a augmenté au cours des dernières années. Parmi les grands projets qui ont entraîné de fortes mobilisations de la part de groupes citoyens et communautaires, nous pouvons mentionner le projet de déménagement du casino de l'île Notre-Dame dans le quartier Pointe Saint-Charles (2005-2006), Benny Farm (2007) à Notre-Dame-de-Grâce, le projet Matrec de transbordement de déchets à Saint-Henri (2000-2001), le réaménagement du canal Lachine (2002) et le projet de l'échangeur Turcot (2009).

Malgré la mise en place d'une politique de consultation, la dynamique de planification faite à huis clos entre les administrateurs et les promoteurs privés s'est poursuivie pendant l'administration Tremblay. Depuis quelques décennies, la Ville de Montréal a mis en place plusieurs grands projets urbains visant à attirer des capitaux étrangers, à accroître sa visibilité régionale, nationale et internationale, à renforcer sa signature territoriale et à construire des infrastructures reliées à l'exploitation de ces avantages comparatifs, dans le contexte de la concurrence multi — et trans-scalaire (Brenner et Theodore, 2002). Nous considérons que la mise en place de *Montréal 2025* en tant que politique stratégique visant la réalisation de grands projets urbains et la mise en place d'un bureau de gestion de ce type de projets constitue non seulement une transformation majeure dans la politique, mais aussi une transformation sur le plan des alliances établies dans le domaine des politiques publiques liées à la construction. Cela implique une nouvelle transition vers un moment économique et, par conséquent, une nouvelle prédétermination de la sphère politique par la sphère économique. Pour citer Lévesque, (*Le Devoir*, 1er mars 2008, B3)

> L'effervescence immobilière que l'on connaît donne à penser que Montréal se développe au rythme insufflé par les promoteurs. Il n'y a qu'un pas à franchir pour croire que Montréal se fait dicter les investissements publics à faire. De façon plus nuancée, force est de constater que les gens d'affaires et les politiciens circulent dans les mêmes réseaux et que les passerelles d'un milieu à l'autre sont de plus en plus nombreuses, bien

> que franchies en toute discrétion. Ainsi, en 2006, le maire Tremblay a mis sur pied un comité d'orientation économique pour le guider dans ses choix des projets à privilégier (Vision 2025). Une quarantaine de dirigeants de grandes entreprises et de bonzes de la finance y siègent, dont Phil O'Brien, de Viger DMC International, le promoteur de la gare-hôtel Viger, Luc Benoît et Jean-Pierre Sauriol, respectivement président des firmes d'ingénierie Tecsult et Dessau, ainsi que Lucien Bouchard, du cabinet d'avocats Davies Ward Phillips & Vineberg, qui a mené l'assaut contre « l'immobilisme » en tant que « lucide ».
>
> Sous l'administration de Pierre Bourque, un comité semblable avait discrètement vu le jour sous le nom de « comité des sages ». Les gens d'affaires qui y siégeaient avaient proposé la privatisation de nombreux services municipaux ou le recours à la formule de partenariat public-privé, dont c'étaient les premiers balbutiements au Québec. [...] Consciente du problème, la Ville de Montréal a décidé de changer les règles du jeu. À la faveur de tiraillements politiques, le maire a mis la main sur les grands projets et les dossiers touchant le centre-ville. On a aussi créé sans tambour ni trompette une nouvelle structure à géométrie variable, une sorte de voie d'accélération des projets. Le groupe d'intervention stratégique et tactique (GIST) bénéficie d'une enveloppe budgétaire annuelle d'un million de dollars pour commander des études ou des analyses afin de soutenir les promoteurs.
>
> De leur côté, les promoteurs ont compris depuis longtemps qu'il fallait avoir une équipe capable de s'introduire à l'hôtel de ville sans avoir besoin de présenter une carte professionnelle. Plusieurs d'entre eux ont embauché d'anciens fonctionnaires ou d'anciens élus, profitant ainsi de certaines compétences, de réseaux précieux et d'une connaissance intime de la machine administrative. [...] Dans le paysage montréalais, ces deux projets, comme tous les autres qui se profilent, démontrent une grande intimité entre les promoteurs et les dirigeants politiques. Mais peu importe les craintes de certains que Montréal puisse ne pas être en plein contrôle de la situation, le maire Tremblay n'a jamais été aussi passionné par tant de mouvement. « Au lieu d'attendre qu'on soit critiqués pour des projets, pourquoi ne pas les planifier ensemble ? On veut accélérer la réalisation des projets. On veut accompagner les promoteurs », répète sur toutes les tribunes Gérald Tremblay.

Au cours de la période de l'administration Tremblay, les GPU ont été au centre de la structuration des politiques urbaines. La forte influence des groupes entrepreneuriaux sur la prise de décisions publiques a continué à être un facteur important dans la configuration des conflits urbains dans le cadre du capitalisme actuel. Les contradictions capital-logement des années 1960 ont subsisté, mais leur forme et leur contenu diffèrent des années de l'application des principes de la « rénovation urbaine » de Jean Drapeau. Dans cette recherche, nous voulons explorer et mettre en lumière ces différences, en observant les ruptures et les continuités entre les anciens et les nouveaux conflits urbains liés aux GPU entre 1985 et 2010. Notre recherche

analyse l'évolution des conflits urbains qui sont survenus autour de grands projets d'aménagement et, plus particulièrement, l'évolution des acteurs impliqués, des enjeux qu'ils véhiculent et le répertoire d'action adopté par les acteurs en conflit. Cette analyse prend en compte l'activité conflictuelle liée à la mise en place de mégaprojets à Montréal entre 1985 et 2010 puisque c'est une période de transition importante entre les GPU construits lors du règne de Jean Drapeau et la mise en place d'une planification orientée sur les principes de la Nouvelle gestion publique. Ainsi, l'objectif général de recherche que nous avons ciblé est :

3.2 Objectif général de la recherche

Comprendre l'évolution 1) de l'action concrète des acteurs impliqués dans les conflits associés aux GPU, 2) de leurs répertoires d'action et 3) leur influence dans la prise des décisions à Montréal entre 1985 et 2010.

Pour atteindre cet objectif, nous proposons deux questions de recherche en lien spécifique avec nos deux cadres théoriques, soit :

3.3 Questions de recherche

1) Comment les conflits reliés à la gestion et à la mise en place des GPU se sont-ils transformés à Montréal pendant la période 1985-2010 ? Dans quelle mesure ces changements ont-ils affecté les rapports entre les acteurs urbains du secteur privé, du secteur public et les communautés entre 1985 et 2010 (analyse conjoncturelle) ?

2) Comment les changements dans les conflits reliés aux GPU ont-ils affecté la dynamique de l'action collective, particulièrement en ce qui concerne les

répertoires d'action et les rapports avec d'autres conflits (analyse structurelle) ?

Pour ces questions de recherche, nous avons formulé deux hypothèses, une pour chacune des questions que nous présentons dans la section suivante.

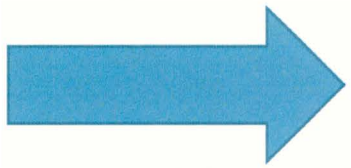
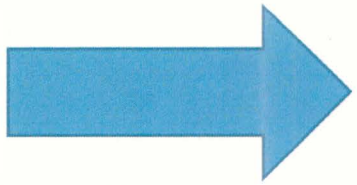
3.4 Hypothèses

Pour la première question de recherche, nous proposons l'hypothèse suivante : la mondialisation, la mise en place de la Nouvelle gestion publique et l'accroissement de la concurrence entre les villes pour attirer des capitaux internationaux entre 1985-2010 correspondent à un moment de prévalence de la sphère économique sur la sphère politique. À Montréal, ils ont entraîné une reconfiguration de la gestion des grands projets urbains et, en conséquence, une transformation des rapports conflictuels et de coopération entre les acteurs liés à ces projets. Au niveau des acteurs, la forte influence du secteur privé, ou néocorporatisme, s'est accrue, autant pendant le processus décisionnel que dans la mise en place de ce type de projets. La capacité de médiation de l'État dans les conflits qui surviennent dans les communautés locales lors de l'implantation des GPU a alors été remise en question à cause de l'identification de l'État avec les intérêts des investisseurs.

Pour la deuxième question de recherche, nous proposons l'hypothèse suivante : le rapprochement entre les intérêts privés et les intérêts gouvernementaux dans le cadre de la gestion des GPU a transformé la protestation. Si l'État n'est plus un garant de l'intérêt des communautés, la tension entre mouvements sociaux, groupes de citoyens, gouvernements et investisseurs s'accroît. Cela implique des changements dans le type d'actions déployées par les communautés affectées, qui visent alors davantage la confrontation et la pression plutôt que la conciliation et le dialogue. En outre, la nature globale des investisseurs et la multiplicité des échelles géographiques et des paliers gouvernementaux, ainsi que des échelles institutionnelles impliquées dans ces conflits influencent les stratégies d'action des groupes de citoyens et des mouvements sociaux, qui ont tendance à globaliser le contenu de leurs protestations et à chercher des alliés qui connaissent les mêmes problèmes à d'autres échelles géographiques.

Pour illustrer notre démarche de recherche, nous avons élaboré le tableau suivant :

Tableau 3.1 Démarche de la recherche

Objectif	Questions	Hypothèses
Comprendre, à partir de l'étude des conflits liés aux GPU, l'évolution 1) de l'action concrète des acteurs impliqués, 2) de leurs répertoires d'action et 3) leur influence dans la prise de décisions au cours de la période étudiée 1985-2010.	Comment les conflits reliés à la gestion et à la mise en place des GPU se sont-ils transformés à Montréal pendant la période 1985-2010 ? Dans quelle mesure ces changements ont-ils affecté les rapports entre les acteurs urbains du secteur privé, le secteur public et les communautés entre 1985 et 2010 (analyse conjoncturelle) ?	La mondialisation, la mise en place de la Nouvelle gestion publique et l'accroissement de la concurrence entre les villes pour attirer des capitaux internationaux entre 1985-2010 correspondent à un moment de prévalence de la sphère économique sur la sphère politique. À Montréal, ces changements ont entraîné une reconfiguration de la gestion des grands projets urbains et, en conséquence, une transformation des rapports conflictuels et de coopération entre les acteurs liés à ces projets. Sur le plan des acteurs, la forte influence du secteur privé — soit le néocorporativisme — s'est accrue, autant au cours du processus décisionnel que dans la mise en place de ce type de projets. La capacité de médiation de l'État dans les conflits qui surviennent dans les communautés locales lors de l'implantation des GPU est donc remise en question à cause de l'identification de l'État avec les intérêts des investisseurs.
	Comment les changements dans les conflits reliés aux GPU ont-ils affecté la dynamique de l'action collective et, en particulier, les répertoires d'action et le rapport avec d'autres conflits (analyse structurelle) ? 	Le rapprochement entre les intérêts privés et les intérêts gouvernementaux dans le cadre de la gestion des GPU a transformé la protestation. Si l'État n'est plus un garant de l'intérêt des communautés, la tension entre mouvements sociaux, groupes de citoyens, gouvernements et investisseurs s'accroît. Cela implique des changements dans le type d'actions déployées par les communautés affectées, qui visent alors davantage la confrontation et la pression plutôt que la conciliation et le dialogue. En outre, la nature globale des investisseurs et la multiplicité des échelles géographiques et des paliers gouvernementaux, ainsi que des échelles institutionnelles impliquées dans ces conflits influencent les stratégies d'action des groupes de citoyens et des mouvements sociaux, qui ont tendance à globaliser le contenu de leurs protestations et à chercher des alliés qui connaissent les mêmes problèmes, qui peuvent appartenir à d'autres échelles géographiques.

3.5 Conclusion du chapitre

Ce chapitre visait à présenter la problématique associée à notre objet de recherche, ainsi que le contexte historique de notre étude sur les rapports entre les politiques publiques et la protestation liée aux grands projets urbains dans l'histoire récente de Montréal. En ce sens, nous avons contextualisé cette relation, en soulignant deux périodes complexes dans l'histoire récente de la ville dans lesquelles les GPU ont été importants. La première période étudiée est celle du maire Jean Drapeau. Cette période peut être caractérisée comme une période de rénovation urbaine. La seconde période est celle de l'administration de Gérald Tremblay, qui a été caractérisée par la mise en place d'une gestion orientée vers l'attrait d'investisseurs et de capital dans un contexte marqué par une forte concurrence économique internationale. Entre ces deux périodes, nous avons observé d'importants changements institutionnels, liés principalement aux efforts de centralisation (création d'une seule administration municipale), ainsi qu'à la création et au développement d'outils de gestion urbaine, tels que les plans d'aménagement et la politique de consultation pour la mise en place de projets. En outre, nous avons observé un trait caractéristique de la gestion urbaine de la ville, soit la relation de dépendance entre le secteur immobilier et le Conseil exécutif de la Ville. Il s'agit principalement de négociations privées, ayant lieu à huis clos, entre les promoteurs et le gouvernement municipal ; cette caractéristique est toujours d'actualité malgré la mise en place de la politique de consultation. C'est sur cette deuxième période, celle du maire Tremblay, que notre travail se concentrera. À cet égard, observer le développement de la Stratégie Montréal 2025 nous aidera à comprendre les changements dans les relations entre les acteurs urbains dans le contexte de la mondialisation.

La problématique nous a permis de mettre en évidence le rapport étroit, dans l'histoire récente de la ville, entre les grands projets urbains et la protestation. La période de l'Administration Drapeau a démoli une partie importante des quartiers centraux[99], provocant la démolition de plus de trente mille logements (Drouin, 2012, p. 33). Cela a provoqué une série d'actions collectives contre les démolitions, principalement axées sur la demande de logements et les droits des locataires, mais aussi sur la préservation des milieux de vie, des communautés et du patrimoine architectural. Ce processus de mobilisation a contribué à un changement politique qui s'est manifesté avec l'arrivée au pouvoir du RCM, qui a été soutenu par les mouvements sociaux. Ce changement politique a impliqué une reconfiguration institutionnelle qui, bien que limitée, a contribué à la construction d'outils de développement urbain comme le plan d'aménagement du centre-ville. La contextualisation historique et institutionnelle nous a apporté des outils pour saisir comment la protestation et les politiques associées aux grands projets urbains ont été modifiées, ainsi que pour mieux comprendre les modifications dans les rapports entre les acteurs et les conflits.

La clarification des interactions entre nos deux cadres, soit l'action collective et la politique publique, en association avec l'histoire récente de Montréal, nous a permis de tisser les liens entre le point de vue théorique que nous avons décrit dans les deux premiers chapitres et le point de vue empirique de notre étude. Ceci nous a amené à proposer un objectif général pour cette recherche, ainsi que deux questions de recherche ; ces dernières visent à répondre à deux hypothèses heuristiques générales.

[99] Il faut remarquer que, tel que nous l'avons souligné dans le premier chapitre, les politiques et les programmes de rénovation urbaine ont été en vogue dans les années 1960 et 1970 en Amérique du Nord et en Europe. En ce sens, ce travaux ne constituent pas une particularité de Montréal, mais un phénomène urbain global. Dans ce contexte, nous pouvons citer les travaux classiques de Jacobs (1961) et Castells (1972b) pour cette période, bien que les interventions en lien avec la rénovation urbaine soient beaucoup plus anciennes tel que nous l'avons souligné dans les travaux d'Engels (1965) et de Harvey (2003a) concernant la période Haussman à Paris.

Dans le chapitre suivant, nous présenterons notre méthodologie de recherche par rapport à la validation des hypothèses retenues.

CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE

> Connaître le monde n'est pas uniquement une opération intellectuelle ; c'est un processus qui s'articule avec la pratique et toutes les dimensions humaines. Le but n'est pas tant de connaître ou de prendre conscience du monde, pour ensuite le transformer, mais de connaître le monde à partir et dans la pratique transformatrice, dans laquelle interviennent les aspirations, les valeurs, les volontés, les émotions, l'imagination, les intentions et les utopies (Freire, 1983, p. 23).

4.1 Démarche méthodologique

Sur le plan théorique, notre travail repose sur la relation entre politiques publiques et actions collectives. Ces deux champs théoriques sont compris, dans le cadre de cette thèse, en tant que cadres épistémologiques de l'action d'acteurs urbains qui comportent deux répertoires d'analyse différents. Pour mieux cerner l'évolution de ces actions,[100] notre étude a ancré ses assises dans l'analyse empirique de l'évolution des acteurs ayant participé aux conflits associés aux GPU à Montréal, de leur position relative quant aux conflits étudiés et dans l'analyse de leurs actions entre 1985 et 2010. Pour mieux comprendre le rapport entre nos cadres épistémologiques, les variables analysées et les outils méthodologiques utilisés pour cette recherche, nous proposons dans le graphique suivant une synthèse (réduction aux idéaux types[101]) de l'opérationnalisation de notre recherche.

[100] Cet aspect a été développé dans le premier chapitre de cette thèse.

[101] Dans le sens de Max Weber (Shils et Finch, 2011, p. 90): « *An ideal type is formed by the one-sided accentuation of one or more points of view and by the synthesis of a great many diffuse, discrete, more or less present and occasionally absent concrete individual phenomena, which are arranged according to those one-sidedly emphasized viewpoints into a unified analytical construct. [. . .] In its conceptual purity, this mental construct cannot be found empirically anywhere in reality* ».

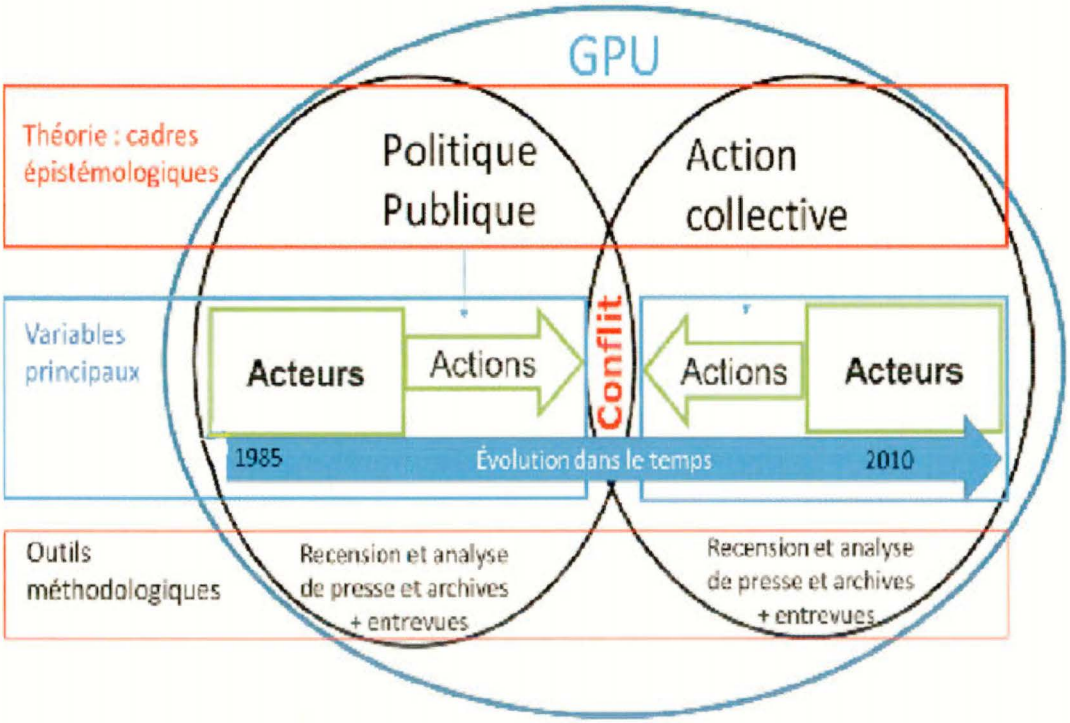


Figure 4.1 Opérationnalisation de notre recherche

Pour développer la recherche, nous utilisons une méthodologie mixte[102] structurée en trois phases (1,2 et 3). Ces phases nous permettent d'observer, à partir de différentes perspectives spatiales, temporelles et analytiques, les transformations empiriques (observables) des acteurs et de leurs actions. Différents outils méthodologiques seront intégrés dans ces trois phases afin d'explorer les différents aspects et échelles des GPU[103].

Phase 1. Dans un premier temps, nous avons réalisé une analyse exploratoire de l'activité conflictuelle liée aux GPU à Montréal entre 1985 et 2007 à partir d'une analyse de contenu d'articles de journaux du quotidien régional *La Presse*. À partir de

[102] Pour la définition de la méthodologie mixte, voir la page 147. Nous approfondissons le sujet dans la section « les méthodes transversales à la recherche, l'utilisation de méthodes mixtes et d'une stratégie explicative séquentielle ».

[103] Les trois phases sont synthétisées dans le tableau en page 135.

ce travail de synthèse, nous développons, par la suite, deux études de cas représentatives de l'évolution de ce type de conflits dans la ville.

Phase 2. Notre première étude de cas correspond à l'analyse approfondie des conflits et des répertoires d'action associés au microterritoire de l'îlot Overdale

Phase 3. Le deuxième cas développé est une étude diachronique de l'évolution de l'action collective dans le territoire d'implantation du projet du Centre hospitalier de l'Université McGill[104] ainsi que de l'histoire de la gestion du projet entre les années 2000 et 2010.

L'étude de cas[105] est comprise ici comme le processus de recherche empirique permettant d'approfondir la connaissance des différents aspects d'un phénomène et d'étudier en profondeur son contenu et son contexte (Yin, 2009, p. 18), pour ainsi pouvoir discerner sa manifestation concrète. Dans notre cas, ce phénomène fait référence à l'évolution des conflits associés aux GPU à Montréal entre 1985-2010. Les deux cas choisis illustrent des échelles, des temporalités et des conflits différents. Ils sont développés avec des perspectives d'analyses distinctes. Le premier cas est une étude des relations conflictuelles autour d'un grand projet porté et mis en place par le gouvernement provincial, en lien avec l'histoire de l'action collective dans son territoire d'implantation entre 1985 et 2010. Le deuxième cas est centré sur l'étude d'un microterritoire marqué par une longue histoire conflictuelle, à partir duquel nous

[104] Ce grand projet urbain est l'un des projets clés dans le domaine de la recherche en santé, l'un des secteurs dans lesquels la ville possède un clair avantage comparatif. Le projet de construction de ce mégahôpital, à un coût estimé à 1,7 milliards de dollars, a été entouré de scandales en rapport avec le processus de sélection et la modalité du contrat utilisés, le partenariat public-privé. Dans les révélations de la commission Charbonneau, il a été évoqué que 22 millions de dollars ont été versés en pots-de-vin par l'entreprise SNC-Lavalin pour l'obtention du contrat.

[105] L'étude de cas, « permet une investigation systémique de ce phénomène, en rendant notamment compte des interrelations dynamiques entre les mécanismes de gestion et de régulation, les interactions sociales et les productions collectives liées au phénomène étudié » (Gagnon, 2005, p. 35).

construisons une chronologie des conflits. Les deux cas analysés sont complémentaires, ils nous permettent de mieux comprendre les différents aspects et contextes du phénomène de la gestion des conflits liés aux GPU à Montréal et, plus particulièrement, les traits communs caractérisant leur gestion, ainsi que les particularités de la construction des répertoires de contestation des acteurs impliqués au fil du temps. Ces complémentarités seront analysées en profondeur dans les chapitres 6 et 7 et seront développées davantage dans la discussion générale de la thèse (chapitre 8).

La première phase nous permet de comprendre la dynamique générale de l'activité conflictuelle dans l'histoire récente de la ville (analyse générale). La deuxième et troisième phases nous permettent de comparer deux études de cas concernant deux conflits transversaux dans l'histoire des GPU de la ville (analyse particulière). Même si ces deux conflits sont différents dans leur origine[106] et leurs manifestations administratives, ils présentent aussi des ressemblances importantes en ce qui a trait à leur gestion et à l'influence du secteur privé dans la prise de la décision.

Pour atteindre notre objectif et répondre à nos questions de recherche, nous avons choisi deux outils de recherche qualitative qui sont transversaux à notre travail, soit : 1) l'analyse documentaire (recension des archives et d'articles de la presse écrite) et 2) la réalisation d'entrevues semi-dirigées. L'analyse documentaire est une opération qui permet la sélection des idées les plus pertinentes dans le contenu d'un document, pour ensuite les interpréter et les systématiser dans le contexte d'une recherche (Létourneau, 2006. p. 77). Dans notre cas, la recension d'archives et l'analyse de contenu des articles de la presse écrite sont utilisées comme source de données pour l'étude de la dynamique de l'action collective et gouvernementale.

---

[106] Le conflit d'Overdale a, à l'origine, été provoqué par des acteurs privés, tandis que la construction de l'hôpital provient d'une initiative publique et a été financée par des ressources publiques.

L'entrevue semi-dirigée, quant à elle, est un outil qui permet d'approfondir les connaissances reliées aux impressions et aux connotations subjectives concernant le phénomène étudié. Dans ce cas, nous approfondirons le rapport entre les actions collectives et les actions gouvernementales en lien avec les GPU. Pour atteindre notre objectif, nous adoptons une définition d'entrevue semi-dirigée (ESD) qui nous permet de partir d'une position épistémologique constructiviste. Nous sommes d'accord avec la définition de Savoie et Zac (2004, p. 339), selon laquelle l'ESD est une « interaction verbale entre des personnes qui s'engagent volontairement dans pareille relation afin de partager un savoir d'expertise pour mieux dégager conjointement une compréhension d'un phénomène ».

Le choix de ces méthodes est principalement fondé sur les avantages qu'elles nous offrent pour répondre à nos questions de recherche. Plus spécifiquement, nous nous concentrons particulièrement sur l'analyse des acteurs (gouvernementaux, économiques et de la société civile) et de leurs actions dans le contexte des conflits urbains associées aux GPU. Pour ce faire, nous avons construit et analysé[107] des bases de données effectuées à partir de la recension d'articles de quotidiens régionaux. Nous avons ensuite pu identifier les acteurs ayant joué un important rôle dans le conflit, ce qui nous a permis de réaliser des entrevues semi-dirigées avec ces acteurs et de fouiller dans les archives pertinentes pour reconstruire la dynamique générale des conflits, l'évolution des GPU et la participation des acteurs et leurs perceptions en ce qui concerne les conflits analysés.

[107] Dans le cas de la première phase, nous réalisons notre analyse à partir de la base de données de la *Chaire de recherche du Canada sur les conflits socio-territoriaux et la gouvernance locale*. Cette base de données relationnelle recense tous les conflits urbains ayant eu lieu dans la région métropolitaine de Montréal de 1985 à 2010. Nous utilisons les variables qui y sont colligées pour réaliser notre analyse.

Le tableau suivant (ci-dessous) présente les différentes phases proposées, les outils méthodologiques, les outils de collecte et d'analyse de l'information et les variables que nous analysons pour cette recherche doctorale.

Tableau 4.1 Étapes, outils et variables

Étapes	**Outils méthodologiques**	**Outils de cueillette de données**	**Outils d'analyse d'information**	**Variables analysées**	**Nombre d'articles analysés et entrevues effectuées (N)**
Phase 1 Analyse générale de l'activité conflictuelle reliée aux GPU à Montréal 1985-2010	Analyse documentaire, recension et analyse de la presse	Travail avec archives : Base de données sur l'activité conflictuelle à Montréal : Modèle relationnel des conflits de la Chaire de recherche Analyse des articles du quotidien *La Presse*	Résumé des articles de presse Grille d'analyse pour les articles	• GPU avec activité conflictuelle • Date (chronologie) • Type d'acteur • Type d'action • Enjeux	N = 166 articles 23 conflits analysés
Phase 2, Analyse diachronique de l'histoire du projet CUSM et de l'action collective (2000-2007) dans son territoire d'implantation	Analyse documentaire, recension et analyse de presse	Travail en archives (Analyse de presse, moteur de recherche Eureka) quotidiens régionaux *La Presse* et *Le Devoir*.	Grille d'analyse pour les articles Fiches de lecture des articles de presse Construction d'une base de données	Concernant le projet : • Acteurs • Actions • Enjeux • Chronologie Concernant l'action collective : • Date • Type • Acteurs • Nombre de Participants • Lieu • Thème • Enjeux • Durée	N = 499 articles de presse analysés
	Entrevues semi-dirigées	Enquêtes par entretien	Verbatim Bilans des entrevues Résumés des entrevues Construction d'une grille d'analyse	Perception du rapport avec : Le projet et son effet dans le quartier La Ville et le gouvernement La participation des communautés affectées dans la mise en place du projet Les actions collectives	7 entrevues réalisées

Phase 3 Analyse (archéologie) micro-territoriale de l'activité conflictuelle 1985-2010, îlot Overdale.	Analyse documentaire, recension et analyse de presse	Travail en archives (Analyse de presse, moteur de recherche *Canadian NewsStand*) quotidien régional *The Gazette*.	Résumé des articles de presse (avec des fiches de lecture) Bilan des articles et construction d'une base de données Grille d'analyse pour les articles	Date Projets Acteurs et rapports entre acteurs Actions et rapports entre actions Position relative des acteurs Répertoires d'action	N = 259 articles analysés
	Entrevues semi-dirigées	Enquêtes par entretien	Bilans des entrevues Résumés des entrevues Construction d'une grille d'analyse.	Évolution des conflits dans le territoire Rapport entre les acteurs Constructions des répertoires d'action	12 entrevues
	Analyse documentaire	Travail avec les archives : Fonds des archives municipales de la Ville de Montréal (Fond Nick Auf der Maur) Université Concordia (Fond Overdale de Robert Craig) Archives personnelles de Fred McSherry et Jean Aubé	Grille d'analyse pour les documents	Acteurs Actions Dates (Chronologie des conflits) Rapport entre les acteurs Position relative des acteurs	4 archives consultées, 300 pages analysées

4.1.1 Première phase : analyse générale de l'activité conflictuelle liée aux GPU dans l'île de Montréal entre 1985-2010

Dans cette première étape, nous réalisons une étude de l'évolution générale des conflits associés aux grands projets urbains dans la ville, à l'intérieur des limites de l'île de Montréal, à partir de la base de données sur les conflits urbains de la ville de Montréal de la *Chaire de recherche du Canada sur les conflits socio-territoriaux et la gouvernance locale*. Trois objectifs ont guidé cette partie : 1) cibler les principaux conflits reliés aux grands projets urbains sur l'île de Montréal entre 1985 et 1995[108] ; 2) analyser l'évolution de l'activité conflictuelle liée à ces projets ainsi que l'évolution de la participation des acteurs aux conflits, particulièrement celle des acteurs publics et privés; et 3) étudier l'évolution des enjeux soulevés par les acteurs urbains et les types d'actions collectives déployés par les acteurs de la société civile.

Cette partie constitue une analyse exploratoire qui nous permet de déterminer les conflits socio-territoriaux les plus importants en ce qui a trait aux GPU et d'analyser l'évolution générale du rapport entre politique publique et action collective dans la ville. Pour cette partie, notre méthode repose sur l'analyse de contenu de la presse écrite, soit le quotidien régional *La Presse*. L'analyse de contenu des journaux permet de mettre en lumière l'évolution générale des conflits urbains, et particulièrement les changements quant aux acteurs, aux enjeux et aux types d'actions collectives au fil du temps. Un conflit urbain[109] est défini comme un événement impliquant des acteurs qui s'affrontent autour d'un projet à caractère urbain, qui est le plus souvent un projet d'aménagement, mais qui peut aussi consister en un projet ayant trait à l'approvisionnement, à l'accès, à la protection ou à l'administration des

[108] Concernant la période analysée, il existe une lacune dans l'analyse de presse réalisée, liée à l'absence de la période 1995-2010 dans le contenu de la base de données utilisée pour cette recherche. L'information a été complétée avec d'autres sources documentaires et des informations provenant de sources secondaires. Pour plus de détails, voir p. 158

[109] Pour une définition plus large de conflit consulter la page 300.

infrastructures et des services urbains et, plus largement, aux conditions de la qualité de vie urbaine (Trudelle, 2003; Villeneuve et al., 2009). Au-delà de cette définition, un conflit urbain implique l'opossition tacite ou manifeste entre deux acteurs ou groupes d'acteurs concernant un même objet (projet, aménagement, infrastructure, services sociaux, etc.) dans un contexte urbain (voir p. 300).

Vingt-trois conflits ont été analysés (N=23) et recensés à partir du quotidien montréalais *La Presse*. Tous les articles traitant des conflits urbains liés aux grands projets urbains ayant démarré à Montréal entre 1985 et 2007 ont été retenus et lus (N=166). Les informations tirées des articles de presse ont été codées et colligées dans un modèle relationnel de données sur les conflits urbains montréalais (Pelletier et al., 2011).

Ce portrait général nous a permis de déterminer les principaux conflits dans l'histoire récente de la ville en ce qui concerne les GPU. Cette détermination des GPU nous permet de choisir des conflits représentatifs de l'ensemble de notre univers d'étude. Nous avons choisi deux études de cas qui présentent deux perspectives territoriales différentes du même phénomène.

Dans le premier cas, nous construisons une généalogie du conflit associée à un microterritoire, soit celui de l'îlot Overdale. Dans ce cas, nous concentrons notre analyse sur l'évolution des acteurs et des actions dans le temps et sur leur association avec d'autres conflits historiques.

La deuxième étude est une analyse diachronique de l'évolution du projet du Centre universitaire de santé de l'Université McGill (CUSM) et de la dynamique de l'action collective dans la zone d'influence de ce projet. Dans cette première étude de cas, l'analyse a été effectuée sur un projet prioritaire pour la Ville, qui visait à augmenter

son avantage comparatif dans la concurrence mondiale pour attirer les investissements dans le domaine de la recherche médicale et pharmaceutique.

4.1.2 Deuxième phase, généalogie des conflits survenus sur un microterritoire : l'îlot Overdale, 1985 - 2010

Le but de cette étude de cas a été d'analyser en profondeur l'évolution des conflits reliés aux GPU dans un micro-espace territorial. Ce territoire à proximité du centre-ville a été marqué, dans l'histoire récente, par 1) des conflits issus de la mise en place d'un projet privé de construction de logements de luxe sur un espace occupé par des locataires à faible revenu (1986-1992), 2) un squat (2001) et 3) un projet de construction résidentiel et commercial (2011) en lien avec la stratégie Montréal 2025. Tel que nous le soulignons dans le premier chapitre, le conflit pour l'appropriation et le contrôle territorial entre promoteurs privés et locataires pauvres localisés à proximité du centre-ville constitue un phénomène courant qui matérialise la contradiction entre logement et capital. Dans le cas de l'îlot Overdale, nous sommes devant un territoire emblématique en ce qui concerne l'histoire conflictuelle de Montréal. Ce territoire a été au centre d'anciens conflits entre anglophones et francophones (les émeutes de 1849), mais aussi de conflits pour le logement et le patrimoine, au cours de la période Drapeau[110] (1986-1992); plus récemment, on retrouve aussi les conflits liés au squat de 2001. L'îlot Overdale constitue, en ce sens, un échantillon territorialisé de l'histoire des conflits à Montréal.

[110] Le conflit entre locataires et promoteurs immobiliers (1986-1992) clôt la période des conflits liés aux GPU de l'administration Drapeau et marque le début de nouveaux conflits avec l'administration Doré.

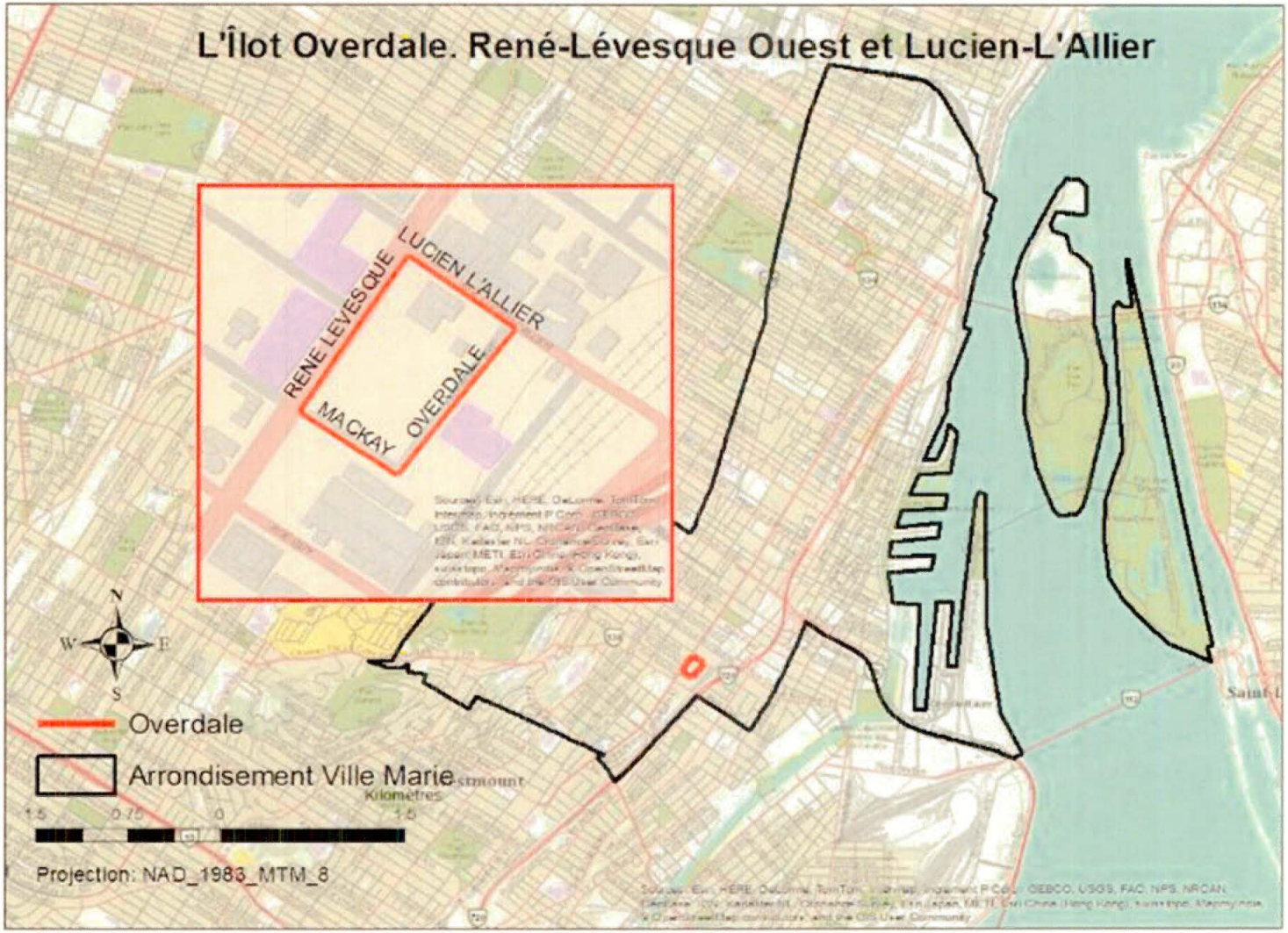


Figure 4.2 Localisation de l'îlot Overdale dans l'arrondissement de Ville-Marie.
Élaboration propre.

Dans le cas de l'îlot Overdale, l'analyse effectuée vise à identifier les acteurs et leurs actions dans le temps, ainsi qu'à déterminer les rapports conflictuels ou de coopération entre les différents intervenants ayant participé aux conflits au fil du temps. Nous essayons de mettre en évidence le sens historique de l'action (collective et gouvernementale) à partir de la construction d'une généalogie des évènements conflictuels s'étant produits sur l'îlot Overdale. Cette généalogie de l'activité conflictuelle sur cet îlot urbain vise à mettre en rapport les différents acteurs, conflits et périodes par le moyen de l'étude de l'action collective et publique. Dans un premier temps, l'analyse de la presse écrite nous a permis de construire une chronologie des événements et de déterminer les différents conflits qui ont eu lieu dans la zone d'étude au cours de la période ciblée en identifiant les acteurs impliqués. L'analyse des archives institutionnelles et personnelles nous a permis de compléter cette information, pour détailler et déterminer les positions et les actions des acteurs concernant les événements conflictuels. Enfin, les entrevues semi-dirigées [111] nous ont permis de comprendre la perception et le sens que les acteurs impliqués ont donné à leurs actions, ainsi qu'à déterminer l'évolution de leurs rapports, attitudes, perceptions et intérêts dans le temps.

Pour effectuer cette étude, 259 articles de presse parus dans le journal *The Gazette* entre les années 1985 et 2010 contenant le mot clé « Overdale »[112] ont été analysés. Nous avons analysé systématiquement le contenu des articles et élaboré des fiches de lectures contenant la date, la page, les acteurs concernés, les actions entreprises par les acteurs, la durée de ces actions et les rapports entre les différents acteurs et actions. Ceci nous a permis de construire une chronologie précise des évènements et d'analyser la généalogie des conflits (l'évolution des rapports entre les différents

[111] Les personnes interviewées ont été sélectionnées à partir des données dérivées de la recension de presse et des archives.

[112] La recherche a été faite avec le moteur de recherche *Canadian NewsStand*.

conflits) ainsi que les répertoires d'action (les rapports entre les acteurs et les actions au fil du temps).

Dans un deuxième temps, pour compléter et valider nos informations, nous avons révisé les Fonds documentaires de la Ville de Montréal et les bibliothèques universitaires, puis réalisé des entrevues auprès de personnes qui ont participé aux conflits répertoriés. Nous avons trouvé deux fonds documentaires qui ont été légués à ces institutions par des personnes en rapport direct avec ces conflits : 1) le fonds Nick Auf der Maur (conseiller à la Ville de Montréal entre 1974-1994) de la Ville de Montréal, qui comprend plus de 300 pages concernant l'évolution du conflit et 2) le fonds documentaire « Overdale » cédé par Robert Craig à l'Université Concordia et qui contient plus de 500 pages, ainsi que plusieurs photographies et enregistrements audiovisuels concernant les événements qui se sont déroulés entre 1986 et 1988. Finalement, nous avons eu accès aux archives personnelles de Frederick McSherry et de Jean Aubé, deux des acteurs de ce même conflit. Ces archives contenaient plus des 300 pages d'information. Pour compléter l'information en ce qui a trait aux valeurs, aux perceptions et aux motivations des actions, nous avons réalisé 15 entrevues avec les acteurs concernés par ces évènements, qui portent en général sur l'évolution des conflits et sur leur participation dans les évènements.

Échantillon : 259 articles de presse analysés (N=259) contenant les mots clés « Overdale », cinq (5) fonds d'archives consultées et analysées (pour un total de 1100 pages) et 15 personnes interviewées.

4.1.3 Troisième phase, analyse diachronique des actions collectives et de l'évolution du projet CUSM

La mise en place du projet CUSM constitue un cas emblématique de l'orientation de la planification territoriale vers la mise en place de grands projets urbains (nouvelle politique urbaine[113]) à Montréal. La ville de Montréal est à l'avant-garde en matière de recherche médicale et pharmaceutique et concentre des ressources et des acteurs importants dans ce domaine. Pour faire croître ces avantages et attirer l'investissement, le gouvernement provincial a proposé et développé – en participation avec les différents paliers gouvernementaux et le secteur privé – le projet de construction de deux mégas-hôpitaux universitaires, le CUSM (Centre universitaire de Santé de l'Université McGill) et le CHUM (Centre Hospitalier de l'Université de Montréal). Nous nous concentrons sur un de ces projets, le CUSM, pour comprendre le rapport entre l'évolution de l'action collective et la transformation dans la gestion de grands projets urbains dans le contexte de la mondialisation néolibérale[114] à Montréal.

---

[113] À ce propos, voir Swyngedouw et al. (2002).

[114] Cette étude a été choisie en raison de notre travail avec l'Alliance de recherche Université communauté (ARUC) – Mégaprojets au service des communautés.

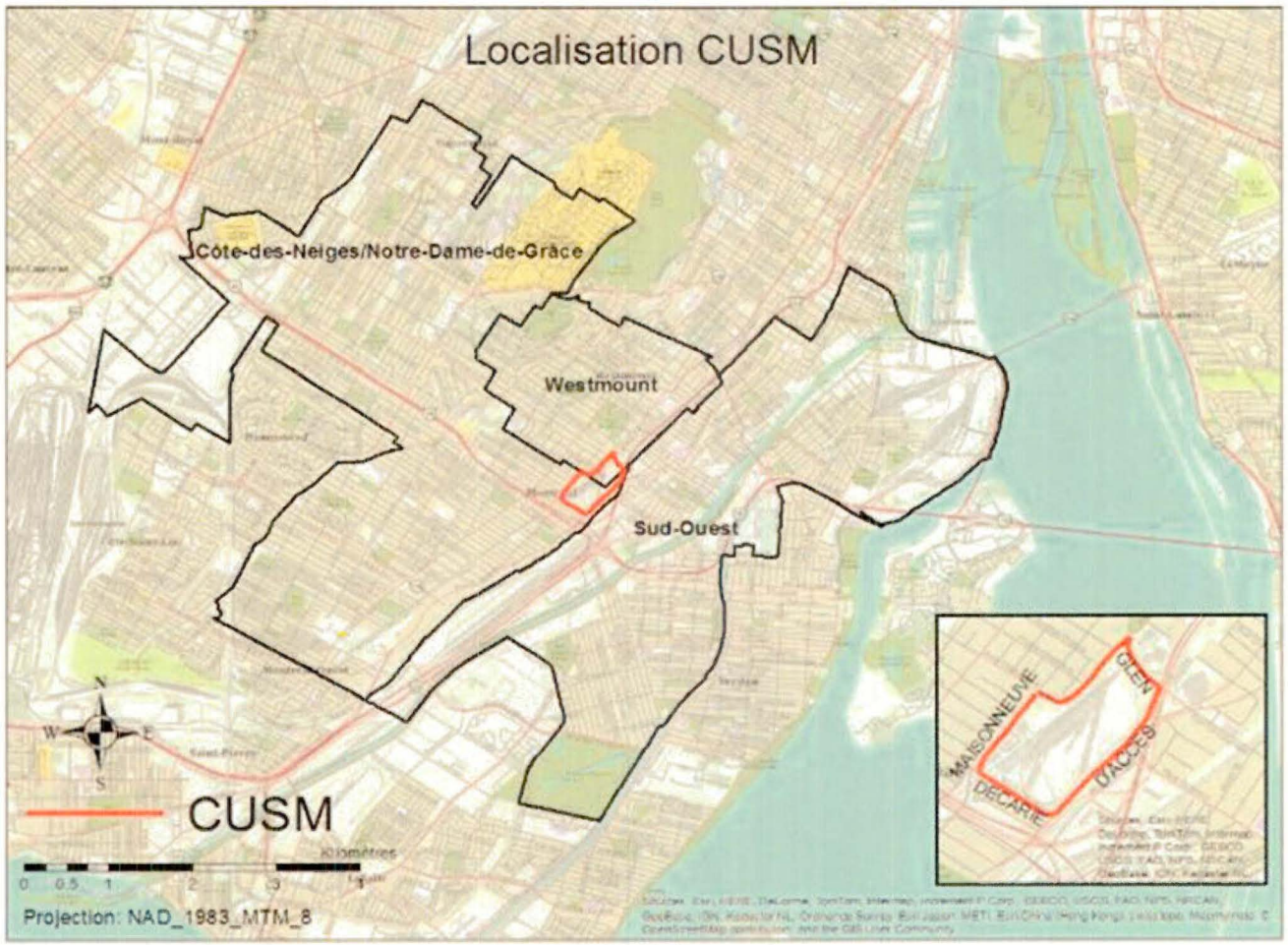


Figure 4.3 Localisation du CUSM. Élaboration propre.

Cette étude de cas constitue une étude diachronique[115] de la mise en place du CUSM et de l'histoire récente de l'action collective dans son territoire d'implantation (comprenant les quartiers Notre-Dame-de-Grâce, Saint-Henri et la municipalité de Westmount) entre les années 2000 et 2007. Notre objectif dans ce cas était de comprendre l'évolution des acteurs impliqués dans les conflits en lien avec ce GPU, ainsi que l'évolution de leurs actions pour, finalement, clarifier les rapports entre ces actions et la mise en place du projet. En ce sens, nous considérons que ce type de projets associe des échelles globales et locales, qui comprennent notamment l'influence des capitaux sur les gouvernements pour l'orientation de la planification vers les GPU, qui interagissent, sur le plan local, avec l'histoire particulière des territoires et des communautés affectées par ceux-ci.

La source des données utilisée dans ce cas est le journal *Le Devoir*[116]. Le moteur de recherche Biblio Branchée (eureka.ca) nous a permis d'effectuer la recension des articles de presse. Les noms des quartiers, ainsi que le nom du projet ont servi de mots-clés. Nous avons complété cette analyse avec des entrevues semi-dirigées.

À partir de cette recension de presse, nous avons créé une base de données sur l'action collective s'étant déroulée sur les trois territoires concernés. Cette base de

---

[115] L'étude est diachronique dans la mesure où elle se concentre sur les évènements les plus importants dans un ordre chronologique pour lier, à travers les analyses, l'évolution de l'action collective et celle du projet.

[116] Nous avons utilisé des journaux de quartiers pour l'analyse de la première année (*Actualités CDN et NDG, The Westmount Examiner*), afin de contraster l'information locale avec celle des journaux distribués plus largement (*La Presse, The Gazette, Le Devoir*). Nous avons trouvé que l'information significative était rapportée dans les deux types de journaux. De plus, les sources utilisées permettent une bonne triangulation de l'information. Le journal *The Gazette*, bien qu'utilisé dans la première partie de la recherche, n'a pas été retenu dans cette base de données spécifique. Nous avons vérifié pour cette première année la similarité de la couverture des évenements conflictuels liés aux projets dans le territoire étudié pour les journaux The Gazette, Le Devoir et La Presse. Bien que l'utilisation de journaux exclusivement francophones pour les années suivantes peut être discutée, nous avons choisi de procéder avec ces deux derniers journaux en considérant que l'utilisation de deux sources pourrait contribuer à la vérification de l'information, et aussi parce que la traduction de journaux en anglais occasionnerait des délais importants dans le développement de la base de données.

données nous a permis de cibler les principaux conflits, ainsi que de déterminer les acteurs principaux et l'évolution de leurs actions pour chacun des territoires. Nous nous intéressons particulièrement à la participation des acteurs publics et privés dans les conflits, à l'évolution des enjeux et aux types d'actions collectives déployés dans chaque territoire. En même temps, nous avons étudié le projet CUSM dans son évolution. Cela nous a permis de comprendre l'histoire du projet, ainsi que les acteurs qui sont intervenus et le déroulement de leurs actions.

En ce qui concerne l'action collective, les actions qui ont été analysées sont celles qui ont été rapportées par les journaux et dans lesquelles sont intervenues deux ou plusieurs personnes dans l'intention de réclamer des changements ou de manifester leur soutien à une initiative ou son rejet. En ce qui concerne l'action gouvernementale, nous avons analysé toutes les actions ayant trait à la discussion, à la mise en place et au développement du projet CUSM. Nous avons sélectionné les articles à analyser et construit des fiches de lecture détaillant principalement la date de parution, l'acteur impliqué (institutionnel et non institutionnel), l'action (le thème, le type d'action, le lieu, le niveau d'organisation et la durée). Toutes ces informations ont été systématisées dans une base de données. Ces variables ont été analysées pour la période de huit (8) ans précédemment mentionnée. Certains des acteurs nommés dans les articles ont été retenus pour être interviewés par la suite. Ces entrevues nous ont permis de valider l'information obtenue lors de l'analyse de presse et d'approfondir la compréhension du phénomène dans ses aspects subjectifs, ce qui inclut le sens que les acteurs ont donné à leur action et la perception qu'ils avaient des autres acteurs et des enjeux du conflit.

Un total de 3923 articles de presse (N=3923) contenant les mots clés « NDG », « Westmount » et « Saint-Henri » ont été recensés. Au final, 272 articles (N=272) concernant l'action collective [NDG : 97, Westmount : 116, Saint-Henri : 79] et 227

articles concernant le projet ont été analysés, et sept (7) personnes ont été interviewées.

4.1.4 Les méthodes transversales à la recherche, l'utilisation de méthodes mixtes et d'une stratégie explicative séquentielle

L'approche de notre recherche est mixte. Elle comprend à la fois des données de type quantitatif et qualitatif, ce qui permet, pensons-nous, de vérifier nos hypothèses plus adéquatement que si nous n'avions utilisé qu'un type de données. Les méthodes mixtes sont utilisées dans un nombre croissant de recherches qui visent l'hybridation des paradigmes et des techniques de recherche (Álvarez-Rivadulla, 2014; Brady et Collier, 2010; Johnson et Onwuegbuzie, 2004 et Ragin 1987) pour dépasser la dichotomie classique qualitative/quantitative[117]. Ce type de recherche vise à surpasser ces paradigmes en créant une nouvelle approche qui les intègre (Ragin 2008; Brady et Collier 2010). L'idée maîtresse est la complémentarité méthodologique de deux perspectives pour approfondir la compréhension d'un phénomène. L'utilisation des méthodes mixtes permet d'observer l'ensemble des dimensions et manifestations d'un problème et, de cette manière, de vérifier si les différentes sources d'information nous conduisent aux mêmes résultats. En ce sens, tel que souligné par Roth et Mehta (2002, p. 131), « *this combination can further the goals of both approaches by contributing information that may have been missed by adopting only one perspective.*». Dans notre cas, nous utilisons une stratégie explicative de type séquentiel mixte. Pour Creswell (2003, p. 246), cette stratégie:

> *It is conducted in two phases, with the priority generally given to the first phase, and it may or may not be implemented within a prescribed theoretical perspective. In contrast*

[117] Pour clarifier ce point et approfondir la connaissance en ce qui concerne la base philosophique de ce dépassement, nous recommandons l'article de Rodríguez (2011), « *¿Necesitamos bases filosóficas y epistemológicas para la investigación con Métodos Combinados?* », qui présente une analyse de l'apport du pragmatisme dans la discussion positivisme/constructivisme et son rapport avec la dichotomie quantitative/qualitative.

> *to the sequential explanatory approach, an initial phase of qualitative data collection and analysis characterize this model. Therefore, the priority is given to the qualitative aspect of the study. The findings of these two phases are then integrated during the interpretation phase.*

Notre étude combine ainsi une première analyse de type statistique (quantitative) des données sur l'action collective et gouvernementale, ainsi que l'analyse qualitative des articles, des entrevues semi-dirigées et des archives personnelles. Cette combinaison nous permet de réaliser une bonne triangulation de l'information, en utilisant des sources et des stratégies diverses pour mieux comprendre les différentes dimensions des conflits associés aux GPU à Montréal.

Il existe une tradition importante liées aux études quantitatives concernant l'analyse de l'action collective et de la protestation, particulièrement à travers l'étude de la presse écrite (Almeida, 2008; Archila, 2003; Franzosi, 1987; Jenkins et al., 2003; Oliver et al., 2003; Olzak, 1989; Rucht et al. 1998; au Québec nous pouvons citer les travaux de Villeneuve et al., 2009; Villeneuve et al., 2006; Renau et Trudelle, 2012; Trudelle, 2005; Trudelle et al., 2006; Fontan et al., 2013). L'analyse quantitative de la presse écrite est une méthode classique dans ce champ d'études[118]. Sur le plan de la validité des données sur l'action collective conflictuelle, l'analyse de la presse écrite est généralement bien acceptée par les chercheurs spécialisés dans ce champ de recherche. Soulignons que plusieurs travaux traitent spécifiquement de la validité des données tirées de la presse écrite comme source d'information sur l'action collective et la protestation sociale (Olzak, 1989; Earl et al., 2004, Franzosi, 1987; McCarthy et al., 1996). Ces recherches considèrent les avantages et les limites de ce type d'analyse et arrivent à la conclusion que les données tirées de la presse écrite sont valides et valables pour l'analyse de l'action collective. De plus, plusieurs éléments importants jouent en faveur de l'utilisation de la presse écrite comme source de données. Un des

[118] En guise d'exemple, on peut citer les études de Charles Tilly (1978, 2001), de Sidney Tarrow et Doug McAdam (2001).

principaux avantages de l'analyse des articles est la systématicité de l'information, en plus de sa disponibilité, ce qui permet de créer de bons échantillons d'analyse pour l'étude de longues périodes de temps. Un autre élément concerne la couverture temporelle précise inhérente aux archives de presse, ce qui nous permet de construire des chronologies fidèles aux dates des événements. Soulignons aussi que les moteurs de recherche sont facilement accessibles et permettent aux chercheurs d'effectuer une recherche systématique à partir de mots clés. Cela se traduit par une construction relativement simple de bases de données pour l'analyse quantitative des actions et des acteurs au fil du temps. Les bases de données nous permettent d'observer avec précision les changements dans la magnitude (manifestation quantitative de l'action) des évènements conflictuels et la participation des acteurs. Il faut indiquer aussi que l'étude des évènements conflictuels met en rapport les différents acteurs participant dans leur développement, dont l'État, les promoteurs et les protestataires. Cela nous permet d'effectuer des analyses concernant nos deux cadres épistémologiques, soit l'action collective et l'action gouvernementale.

Malgré les avantages de l'analyse de la presse écrite, son utilisation pose des problèmes importants qu'il faut souligner et prendre en compte lors de son utilisation. Les articles de journaux présentent des biais en ce qui concerne l'idéologie du journaliste et des journaux (Trudelle, 2005). L'information est interprétée (biais de sélection et de description) par le journaliste qui l'écrit et, de ce fait, la fiabilité de la source peut être remise en question. Ceci se traduit par une sélection particulière des évènements couverts et des omissions en ce qui a trait aux informations en lien avec les évènements conflictuels et les actions collectives (Earl et al., 2004; Franzosi, 1987; McCarthy et al., 1996; Rucht et al., 1999). Toutes les actions collectives qui se développent dans le milieu local ne sont pas nécessairement couvertes. Une autre limite est celle de la qualité de l'information (biais de description). Toutes les informations importantes ne sont pas rapportées. Des éléments peuvent échapper aux journalistes ou peuvent être laissés de côté pour des raisons éditoriales ou de

confidentialité. Par exemple, les noms des acteurs, le lieu de l'action, les institutions concernées ou la taille de la mobilisation ne sont pas toujours rapportés en détail ou peuvent être mal estimés, ce qui rend l'information incomplète ou partiellement valide. Pour contrer ces désavantages, il est nécessaire de confronter et de comparer l'information tirée de la presse à celle obtenue avec d'autres sources. Nous utilisons les articles de journaux pour faire un portrait général des conflits, des acteurs et des actions ; les méthodes qualitatives sont utilisées pour vérifier l'information obtenue par la presse écrite, pour approfondir la compréhension des aspects subjectifs de l'action, tout en renforçant la validité dans l'interprétation des résultats.

4.1.5 Les territoires et la période étudiés

En ce qui a trait au territoire, notre thèse concerne l'ensemble de l'île de Montréal ainsi que deux études de cas plus circonscrites spatialement. Tel que nous l'avons souligné au fil de ce chapitre, notre étude se concentre, dans sa première phase, sur une étude exploratoire axée sur l'ensemble de l'île de Montréal pour, ensuite, dans la deuxième et la troisième phase, s'approfondir avec deux études de cas, soit le territoire entourant le projet CUSM et l'îlot Overdale. Nos choix territoriaux sont en lien étroit avec le caractère trans-scalaire des GPU dans le contexte actuel. Tel que nous l'avons souligné dans le premier chapitre, la mondialisation a impliqué une reconfiguration des échelles de gouvernance (Brenner, 1999; Brenner, 2004; Swyngedouw, 2000; Swyngedouw, 1996). Ces reconfigurations sont plus évidentes lors de l'analyse des conflits liés aux GPU. Les projets constituent les unités administratives les plus petites dans la gouvernance territoriale et ils ont une forte influence sur leur milieu d'implantation. Un des éléments clés pour la compréhension du phénomène des GPU est précisément leur importance dans la transformation des échelles de gouvernance territoriale. Cette transformation modifie en contrepartie les

échelles d'action de la protestation[119]. Ainsi, nous faisons face à une multiplicité d'échelles qui se rencontrent et se superposent dans le territoire d'intervention de ces projets. L'histoire de l'action collective liée à un territoire (soit une maison, un bloc d'appartements, un quartier, un arrondissement) se juxtapose avec l'action administrative d'un projet qui lie des échelles de gouvernance plus larges, qui contribuent à sa planification et à sa mise en œuvre (soit municipale, provinciale, fédérale, multinationales[120]). Ainsi, les territoires d'implantation de ces projets constituent des échantillons territorialisés de conflits vastes et complexes qui dépassent les limites territoriales du projet. Les territoires que nous avons choisis pour nos deux études de cas sont représentatifs du caractère multiscalaire des GPU et de ses échelles d'intervention. D'un côté, le CUSM est un mégaprojet qui a impliqué tous les paliers du gouvernement ainsi que de grands capitaux multinationaux, et qui s'est construit à l'intersection de deux quartiers et une municipalité avec des histoires très différentes en ce qui concerne l'action collective et l'action administrative. D'un autre côté, dans le deuxième cas, on retrouve un petit territoire, Overdale, symboliquement important dans les luttes contre la spéculation immobilière et les GPU qui, dans l'histoire récente, a été convoité par deux projets privés de construction et qui a impliqué la participation de la Ville dans leur mise en place. Ces deux territoires et projets, très divergents en ce qui concerne les échelles d'intervention, les acteurs impliqués et leurs histoires de luttes, deviennent complémentaires lors de l'analyse des conflits liés aux GPU à Montréal dans la

[119] En citant Swyngedouw (2000, p. 69): « *In the context of a significant process of rescaling in which not only the scale of the national state but also other scales of governance and of regulation of social conflict and social reproduction are reshuffled, the ideology of an ungovernable and largely abstract process of global reorganisation takes hold easily (Brenner, 1997; Lefebvre, 1976). As pointed out above, this ideology has become a powerful weapon in the struggle over the content, democratic accountability, and forms of representation and of power that emerges in the new scalar configurations that are in the process of construction. It is exactly this revamping of spatial scales and their nested articulation that I believe is central to the current process of geographical reorganisation and may provide a more fertile terrain for coming to grips with the political economy of contemporary change.* »

[120] Pour comprendre les configurations des échelles et la participation des acteurs dans celles-ci, nous recommandons la lecture de Swyngedouw (2000).

mesure où ils nous montrent deux facettes contrastées (public/privé, micro/méga) et histoires de l'action collective et gouvernementale en lien avec ces conflits[121].

Sur le plan de la période temporelle, nous analysons la période comprise entre 1985 et 2010. Nous avons choisi cette période pour deux raisons principales. La première est d'ordre historique et concerne la mise en place des politiques néolibérales à partir des années 1980, et la deuxième est d'ordre pratique, puisque les bases de données de presses analysées (Bibliobranché et Canadian Newsstands) commencent leur couverture en 1985.

En ce qui concerne l'aspect historique, nous considérons que le déploiement des politiques néolibérales[122] a débuté, au niveau global, dans les années 1980 lors de l'élection des gouvernements de Tacher (1979) et Reagan (1980) au Royaume-Uni et aux États-Unis, respectivement (Harvey 2005a). Dans le cas canadian, McBride (2005, p. 53) situe cette transformation des politiques à partir de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Mulroney (1984) et, plus particulièrement, lors de la signature de l'ALÉNA en 1994. Au niveau du Québec, les références concernant la mise en place de politiques néolibérales sont plutôt récentes et leur analyse est concentrée sur des cas précis. Par exemple, Bouchard et al., (2005) reconnaissent des transformations de type néolibéral pendant la période du modèle de développement partenarial québécois (1981-2003), mais ils situent clairement l'émergence du néolibéralisme avec l'élection du Parti libéral du Québec en 2003. Au niveau municipal, nous avons déjà souligné l'élection de Pierre Bourque (1994) comme une

[121] Cette complémentarité sera davantage développée dans le chapitre 6 portant sur la discussion

[122] Il faut clarifier qu'il existe une différence importante entre la naissance théorique du néolibéralisme attribué à Hayek et Friedman dans les années 1970 (Harvey 2005) et la mise en place des politiques néolibérales qui en découlent et qui sont plus évidentes lors des gouvernements de Thatcher et de Reagan .

période de changement discursif et pratique de la gestion municipale[123] vers le « référentiel » du marché[124]. En ce sens, cette période (1985-2010) nous permet d'étudier les changements en lien avec la mise en place de politiques néolibérales et la mondialisation en association avec les conflits liés aux GPU dans leurs manifestations concrètes, c'est-à-dire, dans l'univers de l'action des acteurs liés à ces conflits à Montréal entre 1985 et 2010.

4.1.6 Considérations éthiques

Au sujet du traitement de l'information, nous avons dû tenir compte de considérations éthiques. En effet, le travail avec des êtres humains est régi, au Canada, et spécifiquement à l'UQAM, par une série de principes qui déterminent l'action du chercheur dans son travail avec d'autres êtres humains et qui sont pertinents, dans notre cas, à cause des entrevues effectuées. Ces principes éthiques sont consignés dans la *Déclaration des politiques des trois Conseils* qui guident la recherche au Canada. Nous avons demandé et obtenu un certificat d'éthique pour le développement des entretiens et nous avons obtenu le consentement écrit des personnes interviewées pour la réalisation des entrevues et l'utilisation des informations dans notre démarche de recherche.

4.1.7 Validation interne et externe de la recherche

---

[123] Il faut aussi noter que Collin et Robertson (2005) situent ce changement vers un régime néolibéral lors de la création de la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM) et de Méga Toronto.

[124] Dans le sens de Muller (2000), l'influence du néolibéralisme sur les politiques publiques se manifeste dans l'orientation de marché de l'activité administrative. Ainsi, le marché devient la référence de l'orientation de l'action publique. Cette idée est la continuation de l'idée de Foucault, pour qui le néolibéralisme aux États-Unis constitue un prolongement de la rationalité du marché dans d'autres sphères non économiques *i.e.* la famille, le droit criminel (Foucault 2009, p. 189, p. 278) etc.

Sur le plan de la validité interne de la recherche, nous avons choisi une méthode de triangulation des données. La recension de presse implique la mise en relation de différents quotidiens régionaux, comme illustré par le choix de trois différents journaux. Cette première mesure augmente la fiabilité de l'information colligée. Comme deuxième mesure permettant d'augmenter la validité interne, nous avons choisi l'utilisation combinée de l'analyse de presse, de l'analyse d'archives et d'entrevues conduites avec des acteurs impliqués ou concernés par les GPU. En ce qui concerne la validité externe, il faut noter que cette méthode est reproductible et peut être utilisée dans le cadre d'autres projets (Gautier, 2008, p. 191) de recherche visant l'analyse de l'action collective reliée à d'autres GPU. Notre recherche doctorale est aussi complémentaire à d'autres efforts de recherche développés principalement par la Chaire de recherche du Canada sur les conflits socio-territoriaux et la gouvernance locale, par l'ARUC (Alliance de recherche université-communauté) *Making Megaprojects Work for Communities.*

TROISIÈME PARTIE : ANALYSE EMPIRIQUE

CHAPITRE 5 : ANALYSE GÉNÉRALE DU DÉVELOPPEMENT DES GPU À MONTRÉAL (1985-2010)

> Il est nécessaire de commencer par reconnaître que le conflit et l'hostilité sont des phénomènes aussi constitutifs du lien social que l'interdépendance elle-même, et que la notion d'une société harmonieuse est une contradiction dans les termes. L'élimination des conflits et leur dissolution dans une cohabitation chaude n'est pas un objectif réalisable ni souhaitable, dans la vie personnelle — amour et amitié — ou la vie collective. Au contraire, il est nécessaire de construire un espace social et juridique dans lequel les conflits peuvent se produire et se développer, sans que l'opposition à l'autre ne conduise à sa suppression, à son assassinat, ou à sa réduction à l'impuissance ou au silence. (Zuleta, 1985, p. 77; Traduction de l'auteur).

Ce chapitre vise à établir un cadre général pour la compréhension de la dynamique des conflits reliés aux grands projets à Montréal à partir de l'année 1985, particulièrement en ce qui concerne les rapports entre les politiques publiques et les actions collectives. Ces rapports seront mis en évidence à travers deux étapes d'analyse. Dans la première partie, nous avons établi une chronologie et effectué une analyse des événements les plus marquants de l'administration publique montréalaise relativement aux grands projets urbains pendant cette période. Dans la deuxième partie, nous avons réalisé un portrait des actions collectives conflictuelles liées aux GPU entre 1985 et 2007[125], à partir de la base de données de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits socio-territoriaux ; nous avons ainsi relié l'évolution des acteurs, les enjeux des protestations et le type d'actions collectives tels que rapportés par le journal *La Presse.*

[125] Les résultats de cette analyse ont été publiés dans Hernandez et al., (2013)

5.1 Un regard exploratoire sur le développement des GPU à Montréal entre 1985 et 2010

Tel que nous l'avons souligné au cours de notre chapitre sur la problématique, Montréal a été très influencée par la présence et le développement des GPU. Ceux-ci ont été au centre de la stratégie de développement et de gestion de la ville depuis l'administration de Jean Drapeau. Dans notre travail de recherche, nous avons recensé 92 grands projets urbains associés à des conflits ; ces derniers ont eu lieu entre 1985 et 2007. La présence continue de ce type de projets au cours de la période étudiée indique que les GPU sont des éléments importants et constants dans la planification urbaine et les politiques de développement du territoire à Montréal. L'évidence de l'orientation « entrepreneuriale » de l'administration municipale à Montréal peut être observée dans les rapports Picard (Picard et al. 1986) et Pichette (1993) et, plus récemment, avec la création du programme de planification, *Montréal 2025* (2005) et la *Stratégie de développement économique* 2011-2017. Ces initiatives mettent l'entrepreneur au cœur du développement économique de la Ville[126]; les grands projets font alors partie du cœur de la stratégie des autorités municipales en vue de garantir ce développement[127].

Dans cette partie, nous voulons établir un portrait de l'évolution des grands projets urbains en prenant comme perspective les conflits mettant en rapport l'administration

---

[126] « La Ville de Montréal doit fournir un service de qualité aux entreprises, investisseurs et entrepreneurs qui participent et contribuent à la croissance de la métropole. Ces clients doivent être au centre de l'offre de services de la Ville en matière de développement économique et, encore plus, être reconnus comme des collaborateurs du développement de Montréal. Comment remettre l'entrepreneur au cœur de l'"écosystème" et favoriser son essor ? » SDEM (Ville de Montréal, 2011)

[127] « D'autre part, la Ville de Montréal a introduit un modèle de gestion de projets pour la planification des projets d'envergure. Le modèle a permis de doter les intervenants municipaux et paramunicipaux d'un outil de premier plan en intégrant les meilleures pratiques en gestion. Ce modèle vient faciliter et accélérer la réalisation des grands projets. En continuité avec cette démarche, la Ville de Montréal poursuit ses efforts pour rendre plus agile l'environnement d'affaires et faciliter la réalisation de projets de développement. » SDEM (Ville de Montréal, 2011)

publique et l'action collective. Pour ce faire, nous avons utilisé six sources différentes afin d'identifier les principaux projets mis en place sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal pendant la période étudiée (1985-2010). Notre travail d'analyse des conflits liés aux GPU à Montréal (Hernandez et al., 2013), l'analyse de l'année politique à Québec (1987-1998), l'annuaire du Québec (1996-2008), l'État du Québec (2009-2013) et les tableaux synthèses de Fontan et al., (2011) et Drouin (2005) que nous avons déjà cités. Pour représenter la dynamique de la construction des GPU à Montréal, nous utilisons le nombre de permis de bâtir délivrés annuellement en tant qu'indicateur permettant de saisir l'évolution du secteur de la construction dans le temps. Dans le graphique suivant, on observe trois sommets importants dans la dynamique récente de la construction à Montréal. Un premier sommet s'échelonne entre 1963 et 1978 et comprend de forts investissements en infrastructure et en construction de la part du gouvernement provincial[128]; un deuxième sommet est retrouvé en 1988 et un dernier en 2005. Parmi ces périodes, nous notons deux crises importantes dans le secteur : la première a débuté en 1976 et s'est terminée en 1982, et la seconde s'échelonne entre 1987 et 1994. Il est important de souligner que les sommets dans le secteur immobilier ont fortement influencé le prix des terrains, l'évaluation foncière municipale et donc la dynamique des institutions locales[129] qui tendent alors à favoriser une politique de construction et de développement des terrains vacants et « déprimés » de la ville par les promoteurs privés, ce qui à son tour augmente l'activité conflictuelle et la tension entre promoteurs et résidents. En raison

[128] Pour avoir de plus amples renseignements à propos de l'évolution des investissements en infrastructures de la part des différents paliers du gouvernement, consulter le document « Les infrastructures publiques au Québec, Évolution des investissements et impact sur la croissance de la productivité » (Centre sur la productivité et la prospérité, 2011). En particulier, le tableau de la p. 8 présente les investissements en infrastructures publiques par provenance au Québec, 1961-2009.

[129] L'influence des promoteurs sur les décisions gouvernementales s'est accrue pendant les périodes correspondant aux sommets dans les demandes de construction, étant donné la dépendance de la Ville face à l'impôt foncier et le pouvoir de l'industrie de la construction dans le financement des campagnes électorales sur le plan local.

de notre période d'étude, nous nous concentrons sur les grands projets mis en place entre 1985 et 2010, une période marquée par les sommets de 1987 et de 2004.

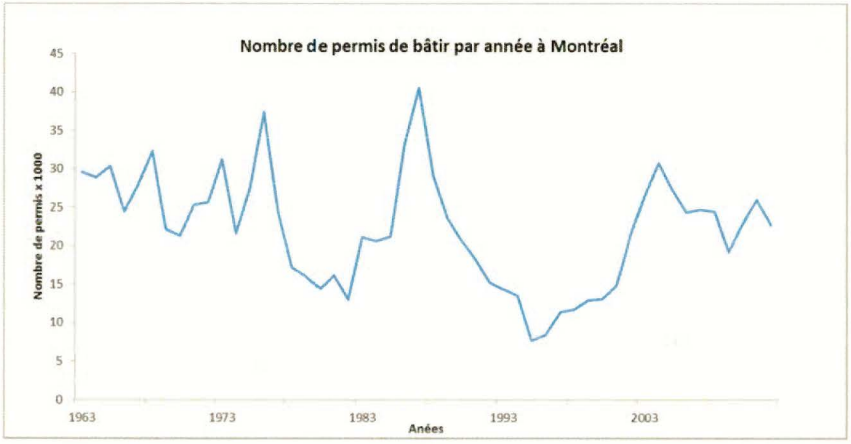


Figure 5.1 Permis de bâtir par année (1963-2013) à partir des données CANSIM[130]

5.1.1 L'ÉVOLUTION DES GPU. MONTRÉAL, 1985-2010. VERS LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE DE GPU

> Montréal se trouve dans une situation paradoxale. Dotée de faibles coûts, d'une grande qualité de vie et de nombreux points forts dans le domaine industriel, culturel, éducatif et social, Montréal dispose d'une économie trépidante et dynamique que lui envient des régions moins bien loties. Or, ce sont justement cette diversité et cette complexité qui nuisent au dynamisme économique de la région lorsqu'elles ouvrent la voie à l'isolement institutionnel et à la fragmentation des décisions. (OCDE, 2004, p. 27).

L'évolution des GPU à Montréal pendant notre période d'étude a été marquée par les changements économiques des dernières décennies (désindustrialisation et nouvelles technologies), ainsi que par l'importance croissante de nouvelles entreprises liées aux hautes technologies, à la culture et aux spectacles, qui ont accru leur influence sur le développement local et la planification territoriale (OCDE, 2004, p. 68). À partir de la recension des projets et des conflits que nous avons effectuée, nous établissons un

[130] Figure élaborée à partir du Tableau 026-0001 Permis de bâtir CANSIM (Canadian Socio-Economic Information Management System), Statistique Canada.

court portrait de l'évolution des grands projets par secteur d'activités (immobilier, hautes technologies, industries culturelles, infrastructures routières et universitaires), pour ensuite présenter la politique *Montréal 2025*; l'initiation de la mise en place de cette politique peut être vue comme un moment décisif pour l'articulation et la coordination de ces projets, mais aussi comme un changement important dans le processus de production de politiques publiques axées sur les promoteurs. L'évolution de ces projets dans le temps nous permet d'observer la logique, autant publique que privée, dans la planification territoriale et leurs rapports avec les crises économiques.

Tel que nous l'avons souligné dans le deuxième chapitre, les années 1976 à 1982[131], pendant l'administration Drapeau, ont été marquées par la crise économique, la désindustrialisation de la ville et la perte progressive de l'importance relative de Montréal face à Toronto. Le processus de migration de l'activité industrielle a laissé des espaces industriels vacants à développer et une crise sociale importante dérivée de la perte d'emplois dans le secteur industriel. Afin de pallier la crise, le gouvernement provincial a investi des ressources dans la réactivation économique des zones touchées par la désindustrialisation (*e.g.* création de Pro Est, RESO[132]), ainsi que dans la mise en place de projets visant la relance et le repositionnement de la Ville en tant que ville internationale. Pour ce faire, à partir du Rapport Picard (Picard et al., 1986), le gouvernement municipal a fait appel aux investisseurs, en les invitant à s'installer sur son territoire par le moyen d'incitatifs et d'investissements dans les aires prioritaires de développement. Cette stratégie de développement a compris (et comprend encore aujourd'hui) l'offre de soutiens financiers pour l'installation de firmes et d'organismes internationaux par le moyen de subventions et d'exemptions de taxes, ainsi que le développement d'infrastructures favorisant leur installation. Tel que nous l'avons souligné antérieurement, le développement des secteurs stratégiques

[131] Les périodes de l'administration Drapeau vont de 1954 à 1957 et de 1960 à 1986 (voir p. 99)
[132] Regroupement économique et social du Sud-Ouest.

par les pouvoirs publics municipaux, en association avec les acteurs économiques, constitue un élément de continuité dans la planification urbaine de Montréal depuis l'administration Drapeau.

En 1983, le secteur immobilier a commencé à se rétablir et la demande de terrains pour la construction de condominiums a augmenté. Cette demande a été particulièrement forte dans le centre-ville, ce qui a intensifié les tensions et les conflits entre les promoteurs de la construction, les locataires pauvres localisés sur les terrains « à développer » et les défenseurs du patrimoine. Le Rassemblement des citoyens de Montréal a été porté au pouvoir en 1986 grâce à un discours s'opposant à celui de Jean Drapeau et à un programme de réforme administrative centré sur l'accessibilité, la consultation publique et la mise en place d'un plan d'urbanisme pour le centre-ville. Malgré ce discours, la prospérité du secteur immobilier a renforcé le pouvoir des promoteurs et a encouragé la construction de grands projets privés d'habitation[133]. C'est le cas de projets très contestés tels que l'îlot Overdale[134] (1986), Cloverdale (1986), les Condos NDG (1986) et MaxiDev (1989). La crise du secteur immobilier entre 1988-1997[135] a réduit les tensions et a redonné la place aux investissements gouvernementaux dans la construction de ces projets. À partir de 1998, le marché immobilier a recommencé à croitre de façon constante. Deux ans auparavant, la Ville avait mis en place un programme de revitalisation des quartiers centraux. Les investissements immobiliers ont augmenté progressivement, pour atteindre un sommet au cours de l'administration Tremblay. La pression sur les terrains du centre-ville liée à l'essor immobilier a, à nouveau, menacé les immeubles à valeur patrimoniale dans ce secteur de la ville. Des constructions comme la maison

[133]Ce sujet est au cœur du chapitre 5 de la thèse.

[134] Ce projet sera développé davantage dans le chapitre 5. L'îlot Overdale constitue un cas emblématique des conflits capital/logement, avec une longue saga de conflits (1986-1991 et 2001) qui ont mis en relation différents conflits rapportés dans notre période d'étude.

[135] Il est important de souligner qu'un autre conflit emblématique de la lutte entre promoteurs et résidents, Benny Farm (1992-2004), a débuté pendant cette période de crise.

Redpath (1998-2003), le bâtiment d'*Imperial Tobacco* (1999), le *Dominion Square* (1999) et la maison La Fontaine (2000) ont été à la source de mobilisations pour la défense du patrimoine et du logement. Avec la montée du marché immobilier, les grandes entreprises de la construction et de l'immobilier se sont positionnées sur la scène municipale. Des firmes comme le groupe de David Azrieli, Cadillac Fairview et Cominar, ainsi que des entreprises de construction et de génie-conseil comme SNC-Lavalin, Desseau, BPR, Genivar, Devimco et Catania ont vu leurs chiffres d'affaires augmenter et ont aussi fait pression sur le gouvernement pour l'obtention de projets et de privilèges dans les décisions en lien avec ces projets. Les projets Faubourg-Contrecœur[136] et les orientations pour le développement de Griffintown[137] constituent des exemples clairs du rapprochement entre les entrepreneurs de la construction et les pouvoirs municipaux.

En ce qui concerne les politiques mises en place pour attirer les investisseurs, celles-ci ont commencé à porter leurs fruits avec la construction de nouveaux bâtiments tels que ceux de l'OACI- IATA (1995), Astra (1996), Noranda (1998) et Ericsson (2001). Des entreprises globales dans les aires à fort avantage comparatif ont commencé à construire de nouveaux bâtiments et à investir davantage à Montréal, particulièrement dans les grappes liées à l'aéronautique (Pratt & Whitney, Bell Hélicoptère, Rolls Roys, L-3), aux jeux vidéo et aux logiciels (IBM, Ubisoft, Ericsson, Autodesk, CGI), ainsi que des entreprises pharmaceutiques (Merck, Charles River, Pfizer, Sandoz). Les initiatives gouvernementales à l'égard de la promotion de la ville en tant que siège d'entreprises et de centres de recherche pour ces grappes se sont multipliées. Dans le temps, nous pouvons citer quatre exemples de grands investissements pour le

---

[136] Voir la note de bas de page 97.

[137] « Griffintown, ce projet, estimé à 1,3 milliard de dollars, prévoit la construction sur 10 ans de près de 4000 logements [...]. Le projet bénéficie en autre d'un étonnant et rare privilège: la Ville garantit au promoteur l'éventuelle propriété de tout terrain ou bâtiment situé dans Griffintown. En cas de refus des propriétaires actuels, la Ville les expropriera et revendra les terrains à Devimco. En plus, le promoteur exige que la Ville concrétise l'idée d'un tramway » (L'état du Québec, 2009, p. 425)

développement de ces grappes : la construction du Centre d'initiative Technologique de Montréal en 1987, la Cité multimédia en 1998, la Cité du commerce électronique en 2000 et la Cité de la biotechnologie en 2001.

Un autre axe de la stratégie de développement économique de la ville est le développement d'industries culturelles et le développement touristique du territoire montréalais. Dans ce secteur, la Ville et les différents paliers de gouvernement – de concert avec les acteurs privés – ont développé une stratégie de long terme pour la construction, la promotion, l'adéquation et l'amélioration des infrastructures culturelles, sportives et de spectacles, principalement au centre-ville, en vue de maintenir le positionnement de Montréal comme métropole culturelle. Les investissements dans ce secteur sont remarquables lorsqu'on examine l'évolution des GPU dans le temps. En guise d'exemple, nous pouvons citer l'agrandissement du Musée des beaux-arts en 1988, le projet privé de construction de l'Amphithéâtre Molson[138] (1991) et tous les investissements en structures culturelles et touristiques pour la célébration du 350^{e} anniversaire de la ville en 1992, comme l'agrandissement du Palais de Congrès, l'agrandissement du Musée McCord, l'inauguration du musée Pointe-à-Callières, le déménagement du Musée d'art contemporain de Montréal (MACM), l'inauguration du Biodôme, l'ouverture du Casino de Montréal et la construction de la Cité internationale. D'autres GPU se sont ajoutés dans ce secteur dans les années suivantes, incluant notamment la construction de la Grande bibliothèque en 1997 et, à un niveau plus large, le projet du Quartier des Spectacles, le projet de construction de la TOHU et le Quartier des arts du cirque en 2003. En 2005, le controversé projet de déménagement du casino Montréal vers le quartier Pointe-Saint-Charles a fait l'objet de plusieurs protestations. Enfin, on retrouve le

[138] Aujourd'hui connu comme le Centre Bell.

projet de construction de l'Orchestre Symphonique de Montréal (OSM)[139] érigé en 2011. Le poids relatif de l'industrie culturelle à Montréal était très important à la fin de notre période d'étude. Cette industrie était à elle seule responsable de plus de 95 000 emplois sur l'île[140]. L'importance de cette dernière est mise en évidence par l'essor d'acteurs économiques tels que le Cirque du Soleil, l'industrie de l'animation 3D, l'industrie musicale et les différents festivals et évènements mis en place dans la ville.

Les projets d'infrastructure ont aussi constitué des éléments clés et constants dans la stratégie de développement du territoire montréalais. Les infrastructures routières et de transport ont été fondamentales pour l'insertion dans le commerce international et le développement touristique et entrepreneurial. La construction d'autoroutes (A-40 et Bonaventure en 1988; projets de transformation de la rue Notre-Dame, 1990-2007; échangeur de l'avenue des Pins, 1990-2005, pont de l'autoroute 25, 2006 : échangeur Turcot, à partir de 2007), le prolongement de lignes de métro (Station Université de Montréal, 1985 ; Station Jean-Talon , 1986; prolongement de la ligne orange à Laval, 2007) et l'implantation de lignes de trains de banlieue, les investissements dans l'aéroport de Dorval et le transfert de vols de Mirabel vers Dorval (1996-2004) ont aussi été des sources de conflits et de protestation de la part des communautés affectées par ces projets. À cela s'ajoute la forte présence sur le territoire montréalais de sièges sociaux de grandes entreprises dans le domaine de la construction et de l'ingénierie, dont SNC-Lavalin, Pomerleau, GENIVAR, EBC Inc. et Desseau. Ces entreprises agissent en tant que groupes de pression[141] pour l'orientation de la

---

[139] Le projet de construction de la salle de concert de l'OSM a une histoire de conflits particulière qui a débuté en 1985 et qui a été alors principalement reliée à l'emplacement et à l'ingérence de Cadillac Fairview.

[140] Culture in Montréal : Economics Impacts and private funding (Chambre de commerce du Montréal métropolitaine, 2009) « The cultural sector holds a prominent place in the economic activity of Montréal and Quebec. With 96,910 direct jobs in 2008, the cultural sector is one of Montréal's main industries and today represents 5.1% of overall employment in the metropolis.

[141] Jouve (2005) parle plutôt de coalitions coalition procroissance

planification territoriale en vue d'encourager une planification par grands projets d'infrastructure qui favorisent leurs intérêts.

Un autre élément important dans le développement de la Ville est l'offre universitaire. Les infrastructures liées à la recherche et à l'enseignement sont fondamentales dans la stratégie de développement économique de la ville et dans l'émergence de nouvelles grappes d'entreprises innovantes. Les universités fournissent la main-d'œuvre et la connaissance pour contribuer à la transition économique vers une économie du savoir. Les projets liés aux infrastructures universitaires sont constants au cours de notre période d'étude; nous pouvons citer comme exemples les constructions suivantes : le pavillon de gestion de l'UQAM (1990), le Complexe des sciences (1991), le Boisé Brébeuf du HEC (1993), l'Îlot voyageur[142] (2006) et le Quartier Concordia (2004). Les hôpitaux affiliés aux universités contribuent à la recherche en santé et au développement de grappes en sciences de la vie qui ont été identifiées comme prioritaires pour le développement de la Ville. Les projets de déménagement de l'hôpital Hôtel-Dieu (1989) et le projet de construction des deux méga-hôpitaux, soit le Centre Universitaire de santé McGill et le Centre Hospitalier de l'Université de Montréal (2005) sont des projets structurants pour le développement de la ville qui mettent en évidence le processus de restructuration économique de Montréal et son insertion dans la concurrence globale. Ce sujet sera approfondi dans le chapitre 7 qui développera une étude de cas sur le CUSM.

[142] « Le projet de l'îlot Voyageur conçu par l'UQAM sous le gouvernement Charest s'est soldé par un gouffre financier de plus de 300 millions de dollars. Il a laissé un squelette en béton, un stationnement et une gare. » (*Le Devoir,* 05 juillet 2013)

5.1.2 *Montréal 2025*, un tournant dans la politique des grands projets à Montréal

Dans notre problématique, nous avons montré les similitudes entre l'administration Drapeau et celle du maire Tremblay en ce qui concerne la mise en place des GPU. Au-delà des ressemblances discursives[143] et empiriques[144] en ce qui concerne leur mise en œuvre, nous retrouvons aussi des différences notables qui exemplifient la transformation de l'action publique municipale sous l'influence néolibérale. En effet, pendant l'administration Drapeau, ces projets étaient orientés politiquement par le maire et sa vision de Montréal. Même si l'influence des entrepreneurs était présente, ces projets ont été planifiés au niveau gouvernemental, avec une forte présence des institutions publiques dans leur direction. En comparaison, pendant l'administration Tremblay, les orientations générales de la Ville concernant les GPU ont principalement suivi les intérêts des promoteurs immobiliers et des investisseurs privés. Ainsi, l'appareil administratif municipal a été orienté en fonction des intérêts des investisseurs et, par la voie de partenariats publics-privés, le secteur privé a pris le contrôle de la construction et de l'inspection des travaux. L'orientation managériale et entrepreneuriale de la Ville s'est particulièrement illustrée par la mise en place de la stratégie « *Imaginer Réaliser Montréal 2025* » (*Montréal 2025*) en 2006, qui comprenait un ensemble de grands projets considérés « structurants et prioritaires » pour la Ville et la métropole. Cette stratégie met en lumière les changements dans la planification urbaine que nous avons signalés au long du premier chapitre : orientation vers une planification par et pour les projets, importance grandissante du secteur privé dans la planification urbaine et l'orientation de l'action municipale par

---

[143] Sur le plan discursif, nous pouvons remarquer l'importance de ces projets dans la planification, le long terme des initiatives (p. ex. Horizon 2000, Montréal 2025) et, l'emphase mise sur le positionnement international de la métropole.

[144] Sur le plan empirique, nous pouvons souligner l'augmentation des investissements en infrastructures et l'importance des investissements publics dans la construction de ces projets.

le marché. *Montréal 2025* constituait la concrétisation administrative et matérielle des changements majeurs que nous avons expliqués dans notre cadre théorique sur le plan des rapports sociaux urbains, changements qui peuvent être reliés à la détermination économique de la vie sociale (moment économique) dans un contexte de néolibéralisation. *Montréal 2025* ne constituait pas une simple énumération de grands projets urbains ; il s'agissait d'une stratégie plus complexe[145] qui s'articulait à l'intérieur d'un processus plus large de transformations administratives, où la priorité de la planification était donnée aux investisseurs. La Ville et la Communauté métropolitaine de Montréal ont donc mis en œuvre des adaptations administratives (création de nouvelles instances de décisions et de coordination), économiques (création de fonds d'investissement) et fiscales (exemptions fiscales aux entreprises) dans le but d'orienter et d'harmoniser les GPU, d'origine publique et privée, et le développement économique sur le long terme. Cette initiative visait à garantir l'installation d'investisseurs et de promoteurs, en plus de fournir une infrastructure pour les accompagner et les soutenir, sur les plans technique et financier, dans toutes les étapes du développement des projets.

Dans cette section, nous résumerons l'évolution de ces changements jusqu'à la création de *Montréal 2025* et du Groupe d'intervention stratégique et tactique (GIST). Avec ces initiatives, les entrepreneurs sont devenus le centre de « l'écosystème » urbain, et donc les acteurs principaux du développement. Dans les mots de la Ville :

[145] Montréal 2025 est dérivée de la Stratégie de développement économique de Montréal, qui est encadrée par le Plan de développement de Montréal et par le Plan d'aménagement de la Communauté métropolitaine de Montréal.

> La Ville de Montréal doit fournir un service de qualité aux entreprises, investisseurs et entrepreneurs qui participent et contribuent à la croissance de la métropole. Ces clients doivent être au centre de l'offre de services de la Ville en matière de développement économique et, encore plus, être reconnus comme des collaborateurs du développement de Montréal. Comment remettre l'entrepreneur au cœur de l'« écosystème » et favoriser son essor? SDEM (Ville de Montréal[146], 2011, p. 22)

C'est précisément cette identification de l'action gouvernementale avec une logique entrepreneuriale qui forme le cœur de *Montréal 2025* ; cependant, cette logique semble en contradiction avec le discours d'approfondissement de la démocratie par la voie de la décentralisation municipale, la création d'instances participatives et la politique de consultation publique prônée par l'administration Tremblay. L'évidence flagrante de cette contradiction est le rôle grandissant du secteur privé dans la planification du développement territorial par la voie des GPU et l'impossibilité réelle des citoyens de participer efficacement dans les instances de décision et de planification qui déterminent et orientent ces projets.

5.1.3 Évolution de *Montréal 2025* dans l'administration de Gérald Tremblay

En 2002, la Ville a mis en œuvre un exercice de démocratie participative, le Sommet de Montréal. Plus de trois mille personnes provenant d'entreprises, de groupes associatifs et de l'administration municipale ont participé à ce sommet, dont un des objectifs était de déterminer les priorités d'actions de la Ville dans le long terme. Ce sommet a été « l'acte de fondation » de la nouvelle Ville et a établi la carte de navigation de l'administration Tremblay en priorisant les axes, les chantiers[147] et les projets[148] pour la Ville dans le long terme[149]. À partir des discussions entreprises lors

---

[146] Stratégie de développement économique de Montréal.

[147] Dix-neuf chantiers ont été créés pour assurer la continuité et concrétiser les projets jugés prioritaires. Ces chantiers ont été regroupés selon les cinq axes nommés plus haut (p. 165). http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2137, 2657425&_dad=portal&_schema=PORTAL

[148] Cent projets ont été priorisés. Parmi les plus importants, nous pouvons citer : Le Havre, le Quartier des spectacles, le réaménagement de la rue Notre-Dame, la Cité universitaire internationale, le pôle des biosciences, le pôle bioalimentaire, le complexe des nanosciences. http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2137, 2657432&_dad=portal&_schema=PORTAL

de ce sommet, la Ville a élaboré des plans et des stratégies de développement, tels que le Plan d'urbanisme (2004), la Stratégie de développement de la Ville 2005-2010 et, en 2005, son Plan d'action *Montréal 2025*. Un comité d'orientation économique, mis sur pied lors du sommet, est ainsi devenu une instance consultative dédiée à l'orientation du développement économique de Montréal et à l'attrait d'investissements internationaux. Ce comité était principalement formé de personnes provenant du milieu des affaires et des chambres de commerce, des recteurs des universités montréalaises et des représentants du milieu culturel et des grappes de développement[150].

La Stratégie de développement économique 2005-2010 (adoptée en janvier 2005) met en évidence le cadre manifestement entrepreneurial du développement territorial et économique de l'administration Tremblay. La Ville propose de garantir les investissements et les démarches d'installation des entrepreneurs, pour ainsi favoriser le positionnement de Montréal en tant que destination d'affaires à l'échelle internationale. Dans un contexte de concurrence internationale, la Ville s'engage à favoriser et à soutenir les grappes du domaine culturel et des nouvelles technologies présentes sur son territoire, en plus de promouvoir la recherche et l'adaptation des infrastructures à la nouvelle réalité économique. Cette stratégie s'exprime ainsi dans les documents de suivi du Sommet de Montréal :

> L'objectif est ambitieux : hisser Montréal parmi les métropoles qui affichent le meilleur niveau de vie et la meilleure qualité de vie en Amérique du Nord d'ici 2025. Pour atteindre cet objectif, pas moins de quinze priorités, une cinquantaine d'actions et quelque 70 projets rassemblés dans cinq grands axes de positionnement : premièrement, positionner Montréal comme une destination d'affaires où l'on investit et réussit. En matière de savoir et d'innovation, mener des actions qui renforceront Montréal comme ville de savoir et de design, où les grappes industrielles innovent et performent. Troisièmement, la stratégie affirme une ferme intention de consolider et de développer

---

[149] Voir le document *Montréal une ville à réussir ensemble*, Sommet de Montréal Bilan des réalisations 2002-2005

[150] La liste complète des membres peut être consultée sur le site de la Ville de Montréal : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/portail_fr/media/documents/Membres_Comite.pdf

> Montréal comme métropole culturelle d'avant-garde. Le quatrième axe vise à poursuivre l'amélioration des milieux de vie afin de continuer à faire de Montréal une ville où il fait bon vivre et travailler. Et, enfin, on souhaite maintenir et accentuer les efforts pour faire de Montréal une ville internationale et cosmopolite ouverte sur le monde[151]. (Ville de Montréal, 2005).

Cette stratégie consiste principalement à créer un environnement plus propice aux affaires, dans lequel la Ville se met au service des entreprises, qui deviennent ses clients (SDEM, Ville de Montréal, 2005, p. 21) et où les grands projets sont vus comme des catalyseurs du développement économique. L'orientation de la planification par projets et les partenariats sont déterminants dans cette stratégie[152]. En effet, cette stratégie est basée sur des projets qui nécessiteraient la participation et le partenariat de plusieurs acteurs (publics et privés) pour assurer leur réussite et le positionnement de Montréal face à la concurrence internationale.

Parallèlement à la Stratégie de Développement 2005-2010, la Ville a dévoilé son Plan d'action pour le long terme, soit *Montréal 2025*. Ce plan est axé sur des projets qui sont vus comme des unités structurantes du développement territorial et économique. Il comporte ainsi une liste détaillée de projets à mettre en place. Au-delà de cette structure par projets, Montréal 2025 peut cependant être considéré comme la première politique publique concernant spécifiquement la coordination des GPU, et apparaît comme la concrétisation matérielle de la stratégie et de la vision de développement de la Ville. Cette coordination de projets s'avère complexe étant

---

[151] http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2137, 2657362&_dad=portal&_schema=PORTAL

[152] Parmi ces projets, mentionnons les projets majeurs suivants : 1) pour l'axe concernant l'environnement des affaires : le Havre de Montréal, le Quartier des spectacles et le réaménagement de plusieurs rues principales pour positionner le centre-ville comme destination d'affaires et assurer le développement d'infrastructures stratégiques de transport 2) pour l'axe Montréal, une ville de savoir et de design où les grappes industrielles innovent et performent : la Technopole de la santé et le pôle bioalimentaire 3) pour l'axe Montréal, métropole culturelle d'avant-garde : encore une fois, le Quartier des spectacles 4) pour l'axe améliorer la qualité de vie : le faubourg Québec, Saint-Laurent et des Récollets, Pôle Montréal-Trudeau et site Contrecœur 5) pour l'axe affirmer le positionnement et accroitre la notoriété internationale de Montréal : le Havre, le Quartier des spectacles, les grands pôles touristiques et les grands événements.

donné la diversité des paliers et des instances gouvernementales impliqués dans la planification territoriale (OCDE, 2004) et la multiplicité d'acteurs et d'intérêts privés agissant sur le territoire montréalais. Pour développer cette vision, la Ville a créé des outils d'envergure pour soutenir les investissements de ces projets, telle la création d'un Fonds d'investissement de 180 M$ sur trois ans, d'un Fonds d'initiative stratégique de 3 M$ pour la même période, en plus d'investissements substantiels pour l'amélioration d'infrastructures (aqueducs : 10 G$ sur 20 ans, transport : 3,4 G$ sur 10 ans) et un système de soutien aux entrepreneurs à travers le Groupe d'Intervention stratégique et tactique, GIST[153] (Commission sur le développement économique, 2007[154]). Le Groupe d'intervention a été chargé de la mise en place des projets et de l'accompagnement des entrepreneurs voulant s'installer à Montréal. Ce groupe rassemblant des fonctionnaires de la Ville et des personnes provenant du milieu entrepreneurial est devenu une instance de coordination de l'action gouvernementale et privée en ce qui concerne les GPU, ainsi qu'un bureau de conseil pour les entrepreneurs cherchant à installer leurs projets :

> [...] dans l'optique de simplifier et d'améliorer l'offre de services, nous avons créé le GIST – le groupe d'intervention stratégique et tactique – qui a été investi du mandat de s'assurer que les projets se réalisent. Notre façon de faire : cohérence, cohésion et approche uniforme. Désormais, à Montréal, un promoteur, qui a une bonne idée et un bon projet, doit être valorisé et soutenu. Il doit être traité comme un véritable partenaire. [...] Bien sûr, il y aura toujours place à l'amélioration pour simplifier nos procédures d'accueil et nos démarches d'accompagnement, mais nous avons fait un bon bout de chemin. Par ailleurs, nous investissons des sommes sans précédent dans le Fonds d'investissement pour la réalisation de grands projets. Pour le Programme triennal d'immobilisations 2009-2011, nous y consacrons un montant historique de 180 millions de dollars. Troisièmement, dans un plan d'action appelé *Montréal 2025*, nous avons imaginé la ville que nous souhaitions et y avons répertorié les grands projets. Grâce à cette initiative, il est maintenant clair que Montréal sait ce qu'elle veut. Les principaux acteurs concernés sont mobilisés et, dans bien des cas, sont déjà en action pour réaliser notre vision [...] Nous avons donc démocratisé les grands projets de développement

[153] Le nom du groupe évoque les groupes d'intervention tactiques de l'armée et de la police qui sont déployés pour résoudre les crises, et le caractère presque secret de son action renforce cette analogie. De plus, la liste des membres n'est pas disponible, ce qui contribuerait à éviter la mise en lumière de possibles conflits d'intérêts. Nous avons essayé, à plusieurs reprises, d'établir un contact avec le GIST, sans recevoir de réponse de leur part.

[154] Procès-verbal, 29 mai 2007 p. 2-3.

> pour donner la parole aux citoyens [avec la politique de consultation], nous avons simplifié les structures administratives afin d'être plus accueillants pour les promoteurs et nous avons mis la table avec une vision de développement. Des réalisations importantes sont en chantier. Que d'action pour les années à venir ! (Tremblay, 2009)

La mission du GIST était de déterminer les projets structurants et d'encourager et de faciliter la venue de capitaux et d'investisseurs[155]. Il est ainsi devenu le partenaire privilégié des entreprises et d'entrepreneurs voulant développer ces projets à Montréal. Il proposait, entre autres, des services juridiques et des partenariats financiers pour accompagner les promoteurs dans toutes les démarches d'installation[156]. À notre avis, la mise en place de ce comité a profondément modifié la politique publique des grands projets à Montréal, puisqu'il a centralisé les rapports entre les firmes de construction et le gouvernement municipal dans une instance extramunicipale, le GIST. Les grands promoteurs de la construction ont ainsi modifié le système d'alliances[157], en augmentant leur influence, principalement sur le plan de la planification économique et territoriale des projets. Selon Pierre J. Hamel, interviewé par Lévesque, le véritable changement entre l'administration Bourque et l'administration Tremblay est la place prépondérante des consultants dans l'appareil municipal. Bien que, pendant l'administration Bourque, les rapports entre le secteur

---

[155] L'article de Lévesque (*Le Devoir*, 5 février 2013) suggère que la mise en place du Groupe d'Intervention stratégique et tactique (GIST) constitue la preuve que la Ville s'est fait dicter ces politiques par les promoteurs privés. Cela ne semble pas loin de la réalité, d'après les révélations de la presse concernant les scandales de corruption (compteur d'eau, Contrecœur, CUSM, etc.) et les enquêtes de la Commission Charbonneau.

[156] « Depuis l'annonce en 2005 d'Imaginer, Réaliser Montréal 2025, la Ville a mis sur pied le Groupe d'intervention stratégique et tactique (GIST 2025) afin d'améliorer l'accueil et le soutien aux promoteurs publics et privés, et ce, dès la conception de leurs projets immobiliers d'envergure. Le Groupe d'intervention stratégique et tactique 2025 a notamment comme mandat de susciter et accélérer le démarrage de projets de développement, de guider les promoteurs tout au long du processus, d'alléger les pratiques administratives en combinant les forces des services centraux et des arrondissements, de s'assurer que les grands projets soient intégrés et intégrateurs en termes de design urbain et finalement, de maximiser l'effet de levier des grands projets dans le développement actuel et futur de la métropole. » (Ville de Montréal, 2005 brochure). À ce propos, voir aussi le guide : L'interaction avec le public, guide pratique à l'intention des promoteurs privés, publics ou communautaires (Ville de Montréal, 2005).

[157] Voir le modèle de Sabatier dans le chapitre 1.

privé et la Ville étaient étroits, les élus étaient aussi très près de la machine municipale. Cela est confirmé par le Syndicat des professionnelles et professionnels municipaux de Montréal :

> On a remarqué que dans certains domaines, les tâches professionnelles sont de plus en plus données à l'externe. [...] On peut s'interroger sur la notion même de gestion de projet. C'est plutôt du suivi de projet, car on n'a pas vraiment de contrôle sur les décisions, et ce n'est pas une gestion axée sur les résultats. C'est du monitoring. [...] Les gestionnaires immobiliers font de la vraie gestion de projet. (SPSPEM[158], 2007. p.2-3, Profil V18, N. 1)

L'influence des promoteurs privés dans les décisions municipales est mise en évidence par cette affirmation ; le privé s'occupe de toute la gestion des grands projets, et la Ville se restreint dans un rôle secondaire, dans le suivi des projets. Cette influence démontre la perte de contrôle de l'administration sur la planification urbaine, en général. L'influence des entreprises de génie-conseil et de la construction s'exprime entre autres, sur le terrain, par le contrôle sur les changements de zonage, le financement des projets et l'assignation de contrats et de fonds. En résumé, le virage de l'administration municipale vers une planification par projets s'est ainsi accompagné de transformations administratives, telles que : 1) l'augmentation de l'emprise des entreprises de génie-conseil et de la construction sur les décisions administratives et politiques, 2) le démantèlement de l'appareil bureaucratique des ingénieurs dans la Ville et 3) l'orientation idéologique vers un partenariat avec les entrepreneurs transcendant les limites morales et légales (SPSPEM, 2014. p. 8-12; Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, 2014. p.4).

Ces changements n'auraient pas été possibles sans la mise en place d'un système de croyances[159] prôné par les élites politiques et économiques depuis l'administration Bourque, qui était principalement fondé sur la primauté de l'entrepreneuriat dans le

[158] Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal.

[159] Nous référons ici au modèle de Sabatier exposé dans le chapitre 1.

développement économique de la Ville, sur la remise en question du rôle du secteur public dans leur mise en œuvre et sur la construction des grands projets urbains. Pour mettre en place les réformes dérivées de ce système de croyances, la bureaucratie municipale a été remplacée par les comités d'experts et les firmes de génie-conseil dans la planification territoriale.

Un autre point à souligner est la forte influence de Montréal International dans la formulation de la stratégie de développement et dans la création de *Montréal 2025*. Montréal International est un partenariat public-privé[160] qui vise la « réussite internationale » de Montréal au niveau des investissements et de l'amélioration de la performance internationale de la Ville. Dans ce partenariat siègent les représentants de différentes grappes économiques de la Ville et certains élus[161]; leur mission est de coordonner leurs actions pour augmenter la performance économique de la métropole. *Montréal 2025* s'avère ainsi être la suite des recommandations et des plans formulés par Montréal International.[162].

5.2 La dynamique des conflits urbains et les GPU

Les changements dans la gouvernance urbaine, l'influence grandissante du secteur privé dans la planification du développement territorial, les changements dans le marché immobilier et la pression de la construction des GPU sur les logements locatifs sont tous des facteurs pouvant influencer la dynamique de la protestation et les conflits urbains. Dans cette partie, nous présentons une exploration de l'activité conflictuelle liée aux GPU entre 1985 et 2007 à partir de la base de données de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits socio-territoriaux et la gouvernance

[160] « Créé en 1996, Montréal International (MI) est issu d'un partenariat privé-public. Sa mission est d'agir comme moteur économique du Grand Montréal pour attirer de la richesse en provenance de l'étranger, tout en accélérant la réussite de ses partenaires et de ses clients » (http://www.montrealinternational.com/a-propos/l-organisation/)

[161] On note le manque de représentation d'organisations citoyennes.

locale. Cet exercice exploratoire nous a permis d'analyser ces conflits par rapport aux acteurs impliqués, aux enjeux véhiculés ainsi qu'aux types d'actions déployés au fil du temps. Notre visée était de comprendre les processus de continuité et de ruptures de ce type de conflits dans le temps. Cette partie reprend les résultats du chapitre que nous avons publié en 2013 dans le livre intitulé : « *Pour Une Nouvelle Mondialisation: Le Défi D'innover* » où nous avons mis en évidence les changements qui se produisent dans la relation entre les GPU et l'activité conflictuelle. Nous pensions d'abord que l'implantation de grands projets urbains liés au néolibéralisme et à la mondialisation provoquerait une augmentation des conflits urbains. Cependant, nos résultats ne confirment cette idée. En effet, la variation dans le nombre de GPU recensés durant les décennies à l'étude n'est pas très grande, alors que le nombre de conflits recensés pendant cette même période augmente beaucoup, particulièrement lors de l'administration Tremblay.

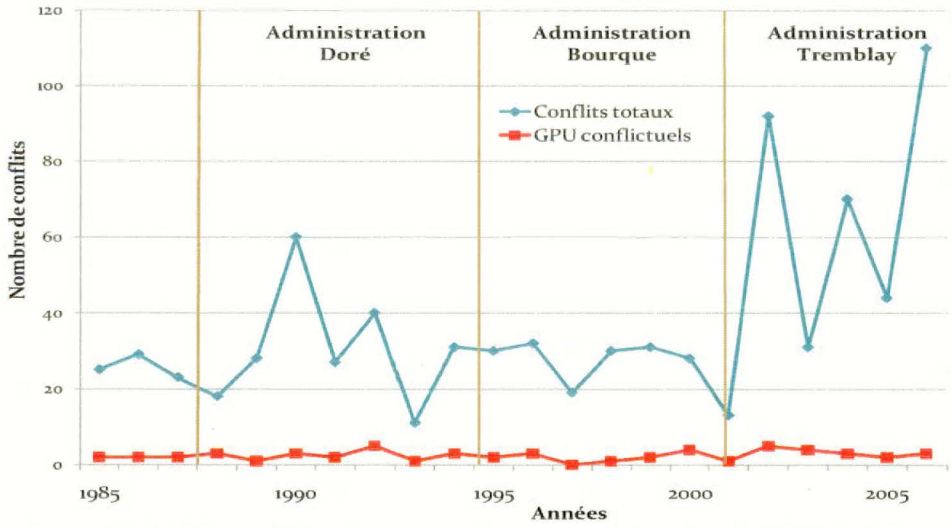


Figure 5.2 Activité conflictuelle et grands projets urbains dans la RMR de Montréal entre 1985-2006

Le peu de variation annuelle dans le nombre de GPU appuie l'idée de continuité en ce qui concerne l'utilisation des GPU comme unités de planification urbaine et de gestion administrative et territoriale de l'espace urbain. Aussi, l'augmentation du nombre de conflits pendant la période de l'administration Tremblay (2001-2007)[163] pourrait être reliée à des changements sociopolitiques plus profonds que ceux observés au niveau de la gouvernance et du territoire urbain. Parmi ces changements, mentionnons les modifications se produisant dans les relations entre l'État et ses citoyens (modifications dans la conception, la pratique et l'exigibilité des droits individuels et sociaux), le démantèlement de l'État providence et les mutations dans la sphère du travail salarié (modification des conditions de travail). Dans ce contexte de profondes mutations sociopolitiques et socioéconomiques, les GPU sont seulement un élément, parmi plusieurs autres, qui influencent la dynamique de l'action collective et des conflits urbains.

Les changements économiques et institutionnels qui ont été instaurés durant les années 2000 pourraient aussi avoir contribué à l'augmentation importante de l'activité conflictuelle qu'a connue cette période. D'une part, la réforme municipale de 2001 a été étroitement associée à l'application des principes de la Nouvelle gestion publique sur le territoire métropolitain et a forcé la fusion des villes situées sur l'île de Montréal selon le principe « une île, une ville ». Cette réforme imposée par le gouvernement provincial (Loi 170) a provoqué des mobilisations citoyennes importantes dans les secteurs et les municipalités opposés à la fusion (Latendresse, 2004). D'autre part, les changements dans la planification urbaine énoncés précédemment ont impliqué une transformation des priorités d'investissement public, de la fiscalité ainsi que des structures d'imposition. Finalement, la mise en œuvre de plusieurs plans de revitalisation urbaine intégrée (RUI) a entraîné des protestations

[163] Notez que Tremblay était encore au pouvoir en 2011, les dates mentionnées sont celles se rapportant à la plage temporelle de notre étude.

anti-gentrification dans les secteurs de la ville où ces interventions de revitalisation ont eu lieu[164].

Tous ces changements ont contribué à l'augmentation du nombre de conflits. Ils ont aussi engendré des modifications au niveau des acteurs impliqués dans l'activité conflictuelle. En effets, les conflits impliquent maintenant des acteurs économiques globaux, un gouvernement de plus en plus influencé par les investisseurs, une société civile fragmentée connaissant plusieurs types d'inégalités (Dubet, 2004) ainsi qu'une modification du répertoire d'action des acteurs, qui tendent davantage vers la confrontation.

5.2.1 Implication des acteurs dans les conflits associés aux GPU

En ce qui concerne les acteurs impliqués dans l'activité conflictuelle, nous les avons analysés en différenciant les acteurs publics, privés et la société civile (Pelletier et al., 2010). L'analyse montre que l'implication des acteurs issus du secteur privé dans les conflits recensés a diminué entre l'année 2000 et 2007.

[164] Les plans de RUI entrainent des risques de gentrification (Sénecal et al. 2016, p. 95; Séguin et Divay, 2004). Dans le cas de Montréal les conflits antigentrification à Pointe-Saint-Charles (Gravel, 2012) et Villerai (Breault et Houle, 2016) étaient en lien avec la mise en place de plans de RUI.

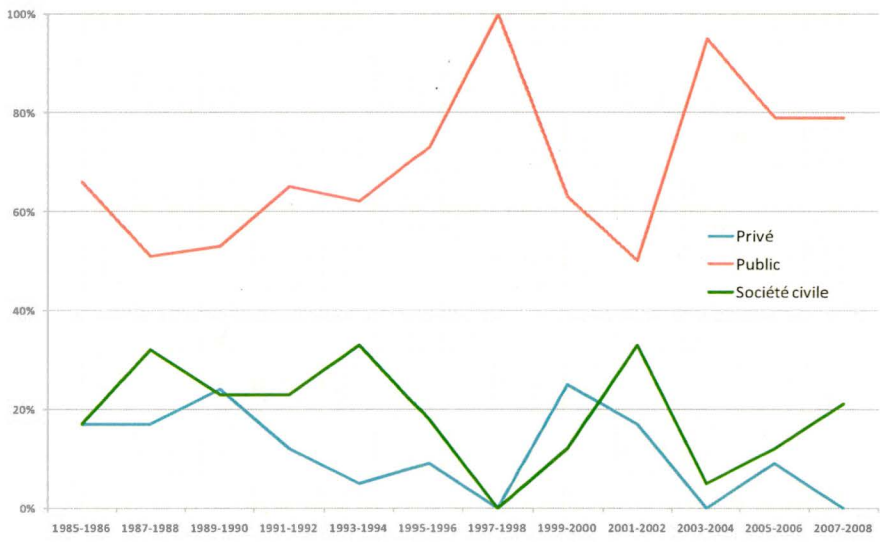


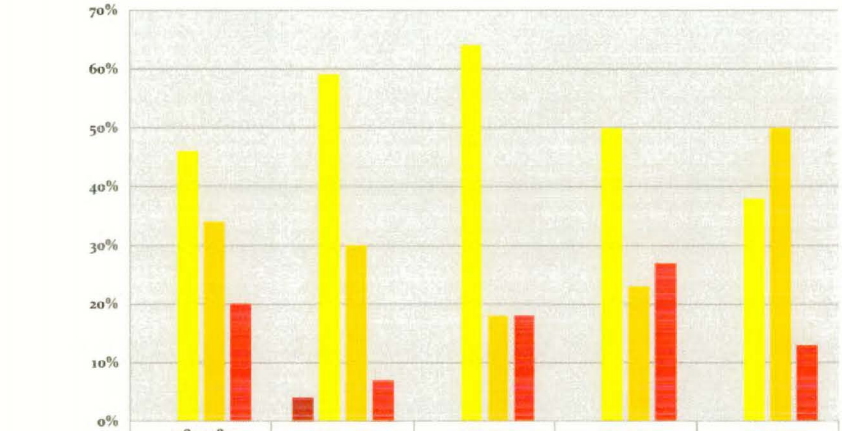
Figure 5.3 Acteurs impliqués dans les conflits liés aux GPU à Montréal

Cette diminution concernant les acteurs du secteur privé peut être expliquée par deux facteurs. D'une part, certains acteurs gouvernementaux ont joué à la fois le rôle de porte-paroles, d'initiateurs et de planificateurs des projets, ce qui peut avoir biaisé la couverture médiatique, qui met alors à l'avant-scène les acteurs publics, en laissant de côté la collaboration entre ces acteurs et les acteurs privés. Par ailleurs, la courbe associée à la participation des acteurs privés et celle de la société civile semblent montrer un certain parallélisme (Figure 14).

Un autre facteur pouvant influencer le peu de représentation médiatique du secteur privé concernant les conflits associés aux GPU peut être relié à la plus grande capacité de médiation de la société civile avec le secteur public qu'avec le secteur privé. Dans le cas des consultations publiques, par exemple, c'est l'État qui établit une médiation dans les conflits opposant des acteurs de la société civile et des acteurs privés.

5.2.2 Transformations des actions collectives et GPU

L'analyse des actions collectives développées à l'égard des GPU nous révèle des transformations importantes au niveau du contenu des actions et de leur forme (Figure 15). Globalement, il est possible de dire que les tensions entre les acteurs urbains qui participent aux conflits liés aux GPU ont augmenté au cours des dernières années.



	1985-1989	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2007
Consolidation	0%	4%	0%	0%	0%
Argumentation	46%	59%	64%	50%	38%
Pression	34%	30%	18%	23%	50%
Confrontation	20%	7%	18%	27%	13%

Figure 5.4. Évolution des actions déployées par les acteurs dans les GPU conflictuels par période de quatre ans - RMR Montréal (1985-2007)

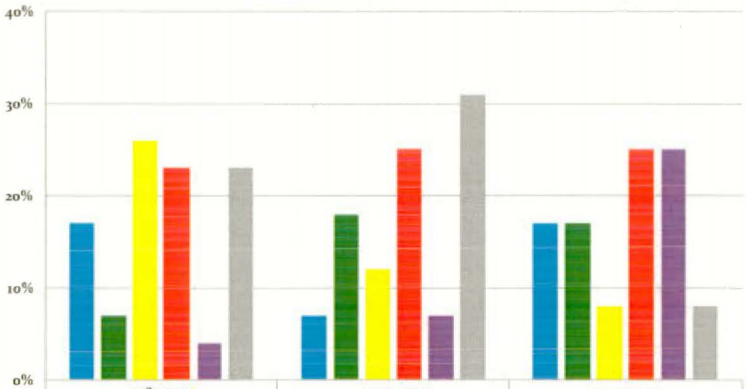
Les actions d'argumentation (lettres, rencontres de discussion) ont augmenté pendant la période allant de 1985 à 1989, dû à la création de mécanismes institutionnels qui ont permis de canaliser les conflits liés à ce type de projets. Ainsi, le RCM a institutionnalisé la tenue d'assemblées publiques de citoyens entre 1988 et 1994 (Hamel, 1999). Ce processus de consultation a probablement joué un rôle dans la diminution des actions de pression et de confrontation pendant cette période. À partir de l'an 2000, on retrouve une diminution des actions de type argumentation et une

augmentation des actions de pression et de confrontation liées aux GPU. Cette augmentation d'intensité dans les actions s'explique en partie par l'abandon de tout processus de participation citoyenne, particulièrement par le démantèlement des assemblées publiques pendant l'administration Bourque, 1994-2001 (Bherer, 2011). Celle-ci a été marquée par une orientation vers la Nouvelle gestion publique qui incorpore des mécanismes de l'administration privée dans l'administration publique (Belley, 2003). Les mécanismes de consultation publique ont été instaurés de nouveau en 2002 avec la création de l'Office de consultation publique de Montréal, OCPM (Hamel et al., 2006). Cependant, les actions collectives de pression associées aux GPU ont augmenté de manière importante dans les dernières années, ce qui met en doute l'efficacité du mécanisme de consultation publique en tant qu'espace de négociation institutionnalisé et de résolution des conflits.

Les tensions entre les investisseurs associés à l'implantation des GPU et les communautés locales touchées par ces projets semblent avoir augmenté. Ceci nous amène à penser que puisque l'État joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des GPU, il prendrait aussi position en faveur de l'installation des acteurs privés, ce qui contredirait les aspirations des communautés locales en regard du développement socioterritorial de leurs milieux de vie. La consultation publique et la participation citoyenne seraient vues comme des obstacles par les promoteurs et par quelques acteurs politiques qui promeuvent la création de zones franches d'approbation référendaire (avant-projet de Loi sur l'aménagement durable du territoire et de l'urbanisme, déposé le 9 décembre 2010; Fischler, 2011; Trépanier, 2011; Hamel, 2011), empêchant ainsi la participation des communautés locales dans la planification et le développement de leurs milieux de vie.

5.2.3 Enjeux véhiculés par les acteurs impliqués dans les conflits liés aux GPU montréalais

Les enjeux soulevés par les acteurs impliqués dans les conflits ont aussi été analysés (Figure 16). Les différents enjeux soulevés par les acteurs ont été classés selon les catégories suivantes : économique (p. ex : coûts élevés d'un projet, dévaluation immobilière, etc.), environnemental (p. ex. protection de l'environnement, du patrimoine naturel, des espaces verts, etc.) politique (p. ex : échelle de gestion, démocratie et gestion politique/administrative), social (p. ex : logement, sécurité, qualité de vie, etc.), de transport (p. ex: stationnement, transport en commun, etc.) et urbanistique (p. ex : identité territoriale, réaménagement du secteur, etc.).



	1985-1991	1992-1999	2000-2007
Économiques	17%	7%	17%
Environnementaux	7%	18%	17%
Politiques	26%	12%	8%
Sociaux	23%	25%	25%
Transports	4%	7%	25%
Urbanistiques	23%	31%	8%

Figure 5.5 Évolution des enjeux soulevés par les acteurs de la société civile, par période de six ans, dans les GPU conflictuels - RMR Montréal (1985-2007)

Cette analyse montre que les intérêts des différents types d'acteurs divergent effectivement et que l'importance des types d'enjeux varie selon la période considérée. Pour la société civile, par exemple, il y a une diminution graduelle de l'importance des aspects politiques au fil du temps, ce qui peut démontrer une

dépolitisation de celle-ci, et qui pourrait empêcher une coordination politique des luttes afin de transcender le contexte immédiat de chacun des conflits[165]. Notons que les enjeux sociaux ont gardé une importance notable et semblable dans toutes les périodes considérées et que les questions de transport sont devenues plus notables tout au long de la période étudiée.

Concernant les enjeux des acteurs du secteur public, l'analyse révèle une augmentation de la présence des enjeux de type économique et une diminution de celle des enjeux sociaux au fil du temps. Ceci peut témoigner de l'instauration d'une politique néolibérale en regard du développement urbain, une façon de faire qui est plus proche des intérêts du secteur privé. On retrouve également une diminution des enjeux urbanistiques et une augmentation des enjeux reliés au transport. Ceci peut indiquer que le centre d'intérêt du secteur public en matière de développement s'est déplacé du logement et de l'aménagement des milieux de vie aux infrastructures routières. Évidemment, des études plus approfondies sont nécessaires afin d'éclaircir cet aspect.

Finalement, en ce qui concerne les acteurs du secteur privé, l'absence d'intérêt pour les enjeux liés à l'environnement est évidente. On retrouve aussi, sans surprise, une concentration importante d'enjeux économiques véhiculés par ce type d'acteurs. Les intérêts des acteurs privés sont aussi liés à la consolidation d'une infrastructure et à un modèle institutionnel qui garantit l'augmentation de ces avantages comparatifs. En ce sens, ces acteurs sont aussi concernés par les enjeux politiques et urbanistiques.

---

[165] Rappelons que la politisation des actions collectives pendant l'ère Drapeau a mené à la création d'une coalition politique, le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM). Cette politisation des luttes est démontrée par l'importance des enjeux politiques dans les conflits ayant eu lieu dans la période suivant l'ère Drapeau.

5.4 Conclusion du chapitre

Deux choses sont à souligner dans la transformation de la gouvernance de la ville au cours des dernières années 1) l'orientation de la planification vers la concertation de différents acteurs politiques et économiques à différentes échelles, associée à la création de nouvelles instances de planification et de concertation[166] régionales et 2) la coordination sectorielle des GPU par la création d'agences autonomes et d'organismes de coordination entre acteurs publics et privés[167]. La planification des GPU est sectorielle et a été réalisée, la plupart de temps, à huis clos entre les élites politiques et entrepreneuriales dans les instances de coordination. La multiplication d'instances de coordination et de décisions a impliqué une complexification de la vie administrative, ce qui a rendu difficile la participation réelle des acteurs locaux dans la planification de leur développement. Dans ce contexte, la planification est orientée vers la coordination complexe des actions de différents acteurs, dans chaque secteur économique, en association avec différents paliers de gouvernement, afin de rehausser le développement régional dans les secteurs considérés comme prioritaires. Dans le cas de Montréal, ces secteurs sont principalement reliés aux industries culturelles, à la recherche et au développement technologique (principalement biotechnologies, software, aérospatial et médias), aux infrastructures, au secteur immobilier et à l'économie sociale.

---

[166] En guise d'exemple, nous pouvons citer la création des organismes suivants : Aéroports de Montréal (1992); l'Agence métropolitaine de transport, AMT (1995); Montréal International (1996); La communauté métropolitaine de Montréal, CMM (2001) et la Conférence régionale des élus, CRE (2003).

[167] Société du palais de congrès (1983), Société du Vieux-Port (1987), Technoparc de Montréal CITech (1987), Tourisme Montréal (1989), Espaces pour la vie (1999), société du Havre (2002), Partenariat Quartier de spectacles (2002), Culture Montréal (2003), Quartier de la Santé (2006), Montréal Invivo (2007), Techno Montréal (2007) Ecotech (2009), BCTQ (2005).

En observant l'évolution des GPU, nous pouvons comprendre la continuité et la cohérence de cette planification au fil du temps. Les grands projets ne constituent pas des unités isolées dans la configuration urbaine à Montréal. Malgré la négociation à la pièce réalisée par les administrations municipales dans leur mise en place et le caractère discrétionnaire dans leur traitement de la part du conseil exécutif de la Ville, les GPU révèlent des lignes de planification politique et économique dans la Ville. En ce sens, les GUP obéissent principalement à deux logiques : d'un côté, la logique économique des investissements immobiliers dans la ville (marquée par la mise en place de projets privés), avec des cycles de crises et essor, et d'un autre côté, une logique politique de planification et d'investissements dans le secteur des infrastructures (projets publics).

La gouvernance urbaine montréalaise des dernières années a été marquée par des changements économiques dérivés de la mondialisation – principalement, par l'influence des acteurs économiques dans la définition de la planification régionale (néocorporatisme) et la redéfinition des rôles des différents paliers de gouvernement (décentralisation). Ces changements se sont aussi manifestés par la contradiction entre un discours d'approfondissement de la démocratie et une pratique d'une planification excluante, de type néocorporative, fondée sur la mise en place de grands projets sans participation réelle des communautés locales. En ce sens, les communautés restent prises dans l'opposition réactive face à la mise en place de ces projets.

L'analyse des conflits urbains liés aux GPU nous permet de comprendre la complexité des changements introduits par la mondialisation, non seulement à partir des transformations ayant lieu sur le plan des échelles territoriales et des acteurs qui prennent part au processus de décision, mais aussi à travers les changements dans les pratiques de planification de l'État et les dynamiques de l'organisation et de la protestation des communautés locales touchées par la mise en marche de ce type de

projets. L'étude des GPU et leurs liens avec les conflits urbains nous ont permis d'observer les particularités du cas montréalais, marqué par un processus politique dans lequel les GPU ont été continuellement au cœur de la transformation urbaine de la ville, de la protestation sociale et de l'innovation socio-territoriale. Les conflits associés aux GPU nous permettent de constater les ruptures et les continuités dans les rapports entre les acteurs urbains, ainsi que l'évolution du rapport de force entre ces acteurs et les institutions politiques.

Nous constatons, que les ruptures dans les conflits reliés aux GPU sont déterminées par des changements économiques, mais aussi par des modifications touchant les structures de valeurs portées par les acteurs urbains. Sur le plan des changements économiques, on rappelle la modification de la gouvernance urbaine, influencée par la dynamique des capitaux liés à la mondialisation. Cette transformation implique, d'une part, que les GPU se sont retrouvés au cœur de la planification urbaine et que les valeurs les plus importantes pour l'administration municipale et les investisseurs ont été celles reliées à l'augmentation des avantages comparatifs. Un des éléments importants dans la mise en place des GPU est le cadre institutionnel de résolution des conflits. Dans le cas de Montréal, les changements institutionnels (assemblées publiques, consultations, réforme municipale) ont eu des impacts majeurs sur les types d'actions déployés par la société civile. Il faut aussi souligner la présence évidente d'acteurs publics en tant que porte-paroles et promoteurs des GPU, ainsi que l'absence du secteur privé dans les conflits recensés au cours des dernières années. Ces points montrent que la médiatisation des conflits liés aux GPU ne tient pas compte de la participation grandissante des acteurs privés dans la planification de l'espace urbain. Cependant, nous avons démontré que les tensions sont de plus en plus fortes entre les intérêts des communautés et ceux des acteurs privés et de l'État, qui, eux, semblent de plus en plus converger.

Cette esquisse de l'évolution des projets et de la protestation au cours des dernières années est trop générale pour permettre d'observer la dynamique du GPU dans la gouvernance spécifique de chaque projet et la complexité et la richesse des conflits. En ce sens, la généralisation est limitée et elle nécessite, à notre avis, une analyse micro qui rend compte de la spécificité des projets et des conflits. Pour ce faire, nous étudions dans les deux chapitres suivants deux cas paradigmatiques liés à l'évolution récente de ce type de conflits à Montréal. La première étude correspond à une analyse du (micro)territoire de la maison de La Fontaine et sa longue histoire de conflits principalement liés à la contradiction capital/logement. Cette analyse nous permettra de mettre en perspective les conflits et les liens entre les acteurs participants au fil de la période étudiée. La deuxième étude de cas, le double récit du projet CUSM et des actions collectives sur son territoire d'implantation, nous permettra d'observer les changements sur le plan de la gouvernance de grandes infrastructures gouvernementales avec l'introduction du partenariat public-privé et l'influence grandissante des firmes de construction dans la planification et la mise en place de ces projets. Ce cas nous permettra également de comprendre l'évolution de la protestation et de l'action collective à une autre échelle territoriale, celle du quartier.

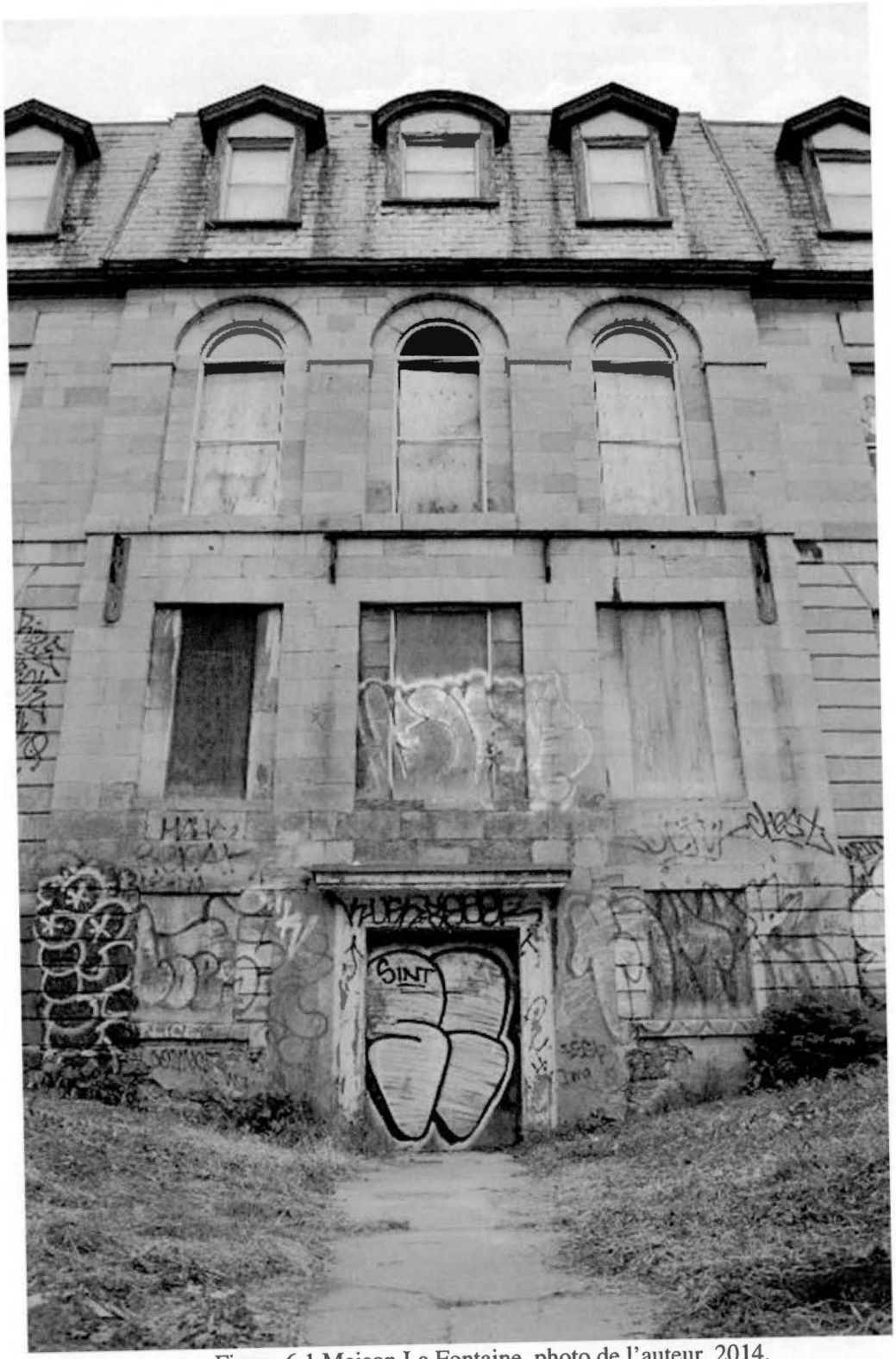


Figure 6.1 Maison La Fontaine, photo de l'auteur, 2014.

CHAPITRE 6 : L'ÎLOT OVERDALE

> L'espace dans lequel nous vivons, par lequel nous sommes attirés hors de nous-mêmes, dans lequel se déroule précisément l'érosion de notre vie, de notre temps et de notre histoire, cet espace qui nous ronge et nous ravine est en lui-même aussi un espace hétérogène. Autrement dit, nous ne vivons pas dans une sorte de vide, à l'intérieur duquel on pourrait situer des individus et des choses. Nous ne vivons pas à l'intérieur d'un vide qui se colorerait de différents chatoiements, nous vivons à l'intérieur d'un ensemble de relations qui définissent des emplacements irréductibles les uns aux autres et absolument non superposables. (Foucault, hétérotopies, conférence radiophonique, 1966)

> « What was the Overdale affair, after all? The destruction of a small downtown community in favour of a phantom condo development project, tearing a gaping hole in the urban fabric? The failure of the Dore administration, which tried to persuade the tenants to leave by offering them replacement housing "down the hill" at Lucien-L'Allier and Versailles, in a shoddily-built project known ironically as "Underdale"? The inability of the municipal administration to recognize that there were some individuals and some communities for whom principles came first? A conflict between "sell-out baby boomers" and newly militant members of Generation X? The rift between the old comrades of the Milton-Parc struggle: those like Dimitri Roussopoulos, Lucia Kowaluk and other "Bookchinists" who saw the Milton-Parc experience as a model for the future and those, like Gardiner, who saw it as an exception, something that could not be repeated because of cutbacks in federal housing programs? The city's shameful decision to hide behind its own housing code and condemn three dilapidated buildings instead of ordering the landlord to repair them? The spectacle of barricades and arrests when the tenants refused to leave the condemned buildings? The patent inferiority of the replacement housing at "Underdale," which the City had let the developer build, without adequate supervision, as part of the compensation package? » (Bennett, 1997)

OVERDALE, L'ÉCHEC D'UN GRAND PROJET URBAIN : ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES CONFLITS À LA MAISON DE LA FONTAINE À MONTRÉAL (1985-2013).

Ce chapitre présente une étude de cas concernant l'îlot Overdale. Il a pour but de décrire, d'analyser et de contextualiser l'histoire des relations conflictuelles et de coopération entre les différents acteurs participant aux conflits liés aux terrains adjacents à la maison de Louis-Hippolyte La Fontaine, aussi appelée îlot Overdale, entre les années 1985 et 2013. Plus précisément, nous développons ici une généalogie des conflits historiques survenus sur ce territoire, en montrant leurs liens avec la configuration institutionnelle de la Ville et l'histoire des conflits à Montréal. Nous

nous sommes particulièrement concentrés sur une description qualitative de l'action collective. En ce sens, le caractère microspatial des conflits liés à l'îlot Overdale implique une réduction de la taille du territoire étudié, ainsi que de la quantité d'actions et d'acteurs analysés. Cela favorise une augmentation de la qualité et du détail de l'information analysée. Les conflits étudiés dans ce chapitre ont été très médiatisés. Cela nous a permis d'avoir accès à une importante quantité d'informations provenant des journaux locaux, et de reconstruire en détail l'évolution de deux principaux conflits à partir de 1985. Aussi, les entrevues et l'analyse documentaire des archives personnelles nous ont permis d'explorer des dimensions absentes dans les autres chapitres, soit : la dimension subjective de l'action et la construction historique des répertoires d'action collective au niveau local.

Le chapitre s'organise de la façon suivante. Dans la première partie, nous posons quelques définitions conceptuelles dans le but de mieux comprendre le rapport entre les conflits et leur analyse ; nous définissons également les concepts de fait spatial total et de généalogie des conflits. Ensuite, nous développons expliquons le contexte de la recherche concernant Overdale pour positionner notre recherche. Dans la deuxième partie, nous analysons en ordre chronologique l'histoire des conflits les plus importants concernant le territoire de l'îlot Overdale : 1) Un premier conflit (conflit original de 1849) associé à Louis-Hyppolite La Fontaine, 2) les conflits dérivés d'un projet de construction de logements de luxe (1986-1992), et 3) un squat (2001) s'étant déroulé dans le cadre d'une protestation pour le logement. Finalement, nous contextualisons l'état actuel des conflits sur ce territoire et nous proposons une analyse générale du rapport entre les différents conflits historiques.

6.1 Overdale, un *fait spatial total ?* Vers une généalogie conflictuelle microlocale

L'histoire urbaine est une histoire de conflits. Les conflits modèlent les formes et les structures des villes, l'appropriation du territoire et les rapports sociaux des acteurs qui s'y trouvent (Castells, 1989). Cependant, bien que nous nous éloignions de la notion de l'espace compris comme un contenant vide de rapports sociaux, nous considérons nécessaire de territorialiser et d'historiciser l'action collective ; cette perspective permet de lui donner un sens spatial et politique. Pour ce faire, nous partons du concept de fait spatial total, au sens de Lussault (2009, p. 20-21) :

> C'est-à-dire un assemblage, dans une situation donnée, de réalités variées — des opérateurs humains et non humains, des énoncés, des matières mises en forme — dont l'arrangement, construit dans l'événement, institue un état spécifique du réel social qui donne à observer et à comprendre l'importance de l'espace et de la spatialité dans l'organisation et le fonctionnement des sociétés. En tant que tel, même s'il peut paraître minuscule, un tel fait contient l'intégralité des problématiques spatiales que connaît la société française contemporaine.

En paraphrasant Lussault, même si Overdale peut paraître minuscule, il synthétise bien une grande partie des conflits spatiaux qui ont traversé la société montréalaise contemporaine. En considérant ce territoire comme un *fait spatial total*, nous le comprenons comme un échantillon à travers duquel nous pouvons observer l'histoire récente des conflits liés aux GPU à Montréal. Nous montrerons que l'étude de ces conflits nous permet de mieux comprendre les rapports historiques entre la planification urbaine, les politiques publiques, les protestations et les changements dans les échelles de gouvernance, dont les implications sont plus larges que l'espace géographique de l'îlot Overdale.

La ville conserve des traces des différentes luttes et conflits qui l'ont façonnée matériellement et symboliquement. Dans cette étude de cas, nous réalisons une

archéologie[168] des conflits urbains ayant rapport avec un territoire spécifique. En utilisant une métaphore pour illustrer notre approche, nous pouvons penser aux échantillons de bois utilisés dans la dendrochronologie pour déterminer l'âge et l'évolution des conditions climatiques, par l'intermédiaire des anneaux de croissance. Ainsi, dans notre cas, les conflits constituent métaphoriquement des lignes tracées sur la structure sociale de la ville. L'étude de ces conflits, effectuée à travers une recension de presse, des entrevues et l'analyse d'archives nous permet non seulement de construire une chronologie générale des conflits qui ont eu lieu sur cet espace urbain, mais aussi, et surtout, de comprendre leurs rapports dans un contexte temporel, spatial et institutionnel[169] plus large. Cet échantillon (le micro-territoire) nous permet de construire une « généalogie » des conflits et, parallèlement, elle peut nous permettre de comprendre l'évolution des répertoires de contestation. Ainsi, nous voulons définir dans les paragraphes suivants trois concepts en lien spécifique avec ce chapitre : généalogie, répertoire de contestation et conflit.

La généalogie est conçue comme le processus de compréhension des filiations entre un épisode et ceux qui lui sont antérieurs (Lussault, 2009, p. 21). Elle fait référence à une méthode de recherche historique plus large inaugurée par Nietzche dans sa

---

[168] Cette archéologie est comprise dans le sens de Foucault, comme la méthode propre à l'analyse de la discursivité locale (Foucault, 1994, p. 131). Cette méthode vise non pas à étudier les pensées, représentations ou images qui se cachent dans le discours, mais plutôt à comprendre ces discours en tant que pratique soumise à des règles (Foucault, 1997, p. 233). En ce sens, les conflits ont des origines historiques profondes qu'il faut comprendre. Ces conflits persistent et se reproduisent sous différentes formes dans le présent, en laissant des traces dans le corps social ; ils comportent, dans leur substrat, un sens biopolitique (ethnique) plus profond que la simple dispute de pouvoir entre les sujets et les institutions.

[169] À ce stade, il est intéressant de noter l'influence de la notion d'analyse conjoncturelle telle que proposée par Poulantzas (1968, vol II, p. 148-152) dans notre travail. Cette notion met en rapport le moment historiquement déterminé (dans notre cas, les conflits étudiés) avec l'inscription de ce moment dans un stade de développement spécifique du capitalisme et dans une configuration spécifique des institutions (régime). Ces institutions constituent une manifestation particulière et historique de l'alliance des classes et des intéressés dans une formation sociale particulière. Le rapport entre actions collectives et régime politique est étudié attentivement par Tilly (2010) dans son ouvrage *Regimes and répertoires*. Selon Tilly, il existe un rapport de codétermination entre la configuration des institutions et les répertoires de l'action collective au fils du temps.

généalogie de la morale (2003) et postérieurement reprise par Foucault (1971). Cette méthode consiste en une quête des origines des interprétations historiques, pour mettre en lumière des différentes versions et des discours qui se retrouvent en marge, ainsi que des contre-histoires qui coexistent avec les récits dominants. Il y a alors un abandon de l'idée substantialiste de l'histoire, de l'objectivité de la science « historique » pour reconnaitre d'autres perspectives[170]. Pour Foucault (Foucault, 1994, p. 131) la généalogie serait une sorte de tentative visant à libérer les savoirs historiques (soumis) de leur soumission et de les opposer aux savoirs dominants (théoriques, scientifiques). L'archéologie sera donc la méthode pour l'analyse des discursivités locales et la généalogie sera la tactique à partir de laquelle ces discursivités locales se libèrent de leur soumission.

Les répertoires de contestation correspondent à « une série limitée de routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de choix relativement délibéré » (Tilly, 1995, p. 26). Ce répertoire comprend les moyens d'action à la disposition des groupes de protestation dans chaque moment et chacun des lieux (Mathieu et Péchu, 2009, p. 254). Les répertoires sont appris et utilisés collectivement, sont contingents et s'adaptent aux « technologies »[171] institutionnelles et aux conjonctures historiques dans lesquelles les actions se déroulent.

Nous considérons que l'action collective témoigne d'un processus d'interaction conflictuel entre différents groupes (Touraine, 2007, p. 15). Cette interaction conflictuelle exprime, sous forme explicite ou tacite, la divergence ou l'opposition d'intérêts, d'attitudes et de comportements entre deux ou plusieurs personnes ou groupes, concernant un même objet. Les relations conflictuelles sont plus complexes

[170] Ce type d'analyse historique est fortement présent dans l'histoire des annales et dans la micro-histoire (e.g. Carlo Ginzburg).

[171] Pour Foucault, les technologies du pouvoir sont les procédures à travers lesquelles les rapports de pouvoir s'articulent dans une société par le moyen de la production des régimes de vérité.

que la simple détermination des acteurs, de leurs intérêts et de leurs objectifs, soit l'approche classique dans l'analyse des conflits. Ils incluent aussi un répertoire historique de contestation, leurs histoires et apprentissages. Ainsi, l'analyse des conflits nous permet de comprendre à la fois leur structure objective (la détermination de l'intérêt, l'objet du conflit, la force relative des intervenants au sujet de la décision), leurs aspects subjectifs (l'intention, la perception concernant les autres acteurs et les raisons qu'ils donnent à leurs actions) et leur aspects historiques (relation entre les différents conflits dans le temps). Dans cette optique, nous procédons à une analyse des conflits impliquant la construction d'une archéologie et d'une généalogie des conflits à Overdale.

La littérature concernant Overdale

Dans le cas d'Overdale, nous nous retrouvons face à un territoire lié à une histoire de conflits qui a été importante dans la configuration institutionnelle de la ville et, notamment, dans la gestion des grands projets. Toutefois, les références concernant l'évolution du conflit ne prennent pas en compte l'évolution spatiale, temporelle, ou celle des acteurs sur ce territoire. Ces textes mentionnent, souvent de façon tangentielle, les rapports entre le conflit d'Overdale et les luttes pour le patrimoine (Drouin, 2005), le logement (Saillant, 1998), le Rassemblement des citoyens de Montréal (Thomas, 1997; Herland, 1992) et le squattage de bâtiments en 2001 (Parazelli et al., 2010 b ; Silvestro et Fontan, 2005 ; Dupuis-Déri, 2006). Sur le plan des acteurs qui ont participé à ces conflits et qui ont laissé un témoignage écrit, on peut citer l'article de Lisa Jensen (1990), ainsi que les références à l'affaire Overdale dans le livre d'Arnold Bennett (1997), *Shelter, housing, and homes: a social right.* Sur le plan audiovisuel, nous pouvons signaler le très bon documentaire de Robert Craig (1988), *Overdale*, et le documentaire *Squat!* (Lamont, 2002). Les deux documentaires relatent les conflits dans les mots des protagonistes et dans l'action concrète de protestation. Seulement deux travaux universitaires établissent des

rapports entre la politique et l'espace à Overdale dans une perspective plus large, Pyun (2007) et Moubayed (2008). Pyun (2007) se concentre sur les changements institutionnels concernant les politiques de logement et de consultation du RCM et leurs rapports avec le conflit d'Overdale[172] entre 1987-1988. Le travail de Moubayed (2008), un court manuscrit provenant d'une conférence sur l'art et la ville à l'Université Concordia, met en perspective différents récits concernant Overdale dans le contexte de Montréal, en ayant comme fil conducteur « l'utopie ». Malgré la quantité des références, nous notons le manque d'analyse des rapports entre les différents conflits qui ont eu lieu à cet endroit et entre ces conflits et la gestion des GPU opérée par la Ville.

Ainsi, trois grands conflits historiques sont associés à notre territoire d'étude. Le premier, lié à Louis-Hyppolite La Fontaine, s'est déroulé entre 1849-1850, le deuxième est relié à la construction d'un projet immobilier entre 1986-1992 et le dernier est dérivé d'un squat en 2001. En raison de la période étudiée, nous concentrerons notre analyse sur les deux derniers conflits. Toutefois, il est nécessaire de contextualiser le premier conflit historique, dû à l'importance de celui-ci sur le développement des conflits ultérieurs. Pour ce faire, nous avons eu recours à la

[172]L'argument du Pyun (2007) selon lequel il existe un rapport étroit entre le conflit de 1986 à Overdale et la création de la politique de consultation publique est superficiel. Le contexte, les intérêts et la multiplicité des acteurs intervenant dans ce conflit est beaucoup plus complexe et riche que ce qui est présenté par Pyun. D'une part, Overdale s'inscrit dans une conjoncture conflictuelle qui a favorisé l'adoption de changements formels visant à mieux encadrer la gestion des conflits entre locataires et promoteurs. D'autre part, le fil conducteur de l'argumentation de cette thèse reposant sur la participation comme un moyen d'introduire des mécanismes de démocratie délibérative est discutable. Dans le cas de la consultation publique, il s'agit d'une procédure qui n'est pas contraignante pour le décideur, donc le poids de la délibération dans la prise de décision est mis de côté. En d'autres termes, la décision n'est pas consensuelle, en plus du fait que la division et la distance entre la phase de délibération et la phase de décision restreignent l'impact de l'exercice démocratique. Comme denier argument, Pyun affirme que le traitement du dossier d'Overdale a impliqué un changement majeur dans la politique de la Ville face aux promoteurs en les obligeant à participer à la construction de logements sociaux. Tel que nous l'expliquerons dans ce chapitre et au long de la thèse, le caractère discrétionnaire de la politique urbaine face aux GPU empêche le développement d'une politique publique concernant ce sujet. La participation des promoteurs dans la construction de logement social n'a été sujette à aucune réglementation.

bibliographie historique, qui nous a permis de relier les événements à leur contexte historique.

6.1.1 Le conflit originaire de la maison de La Fontaine.

L'îlot Overdale s'est avéré un point de référence historique pour comprendre les tensions qui existaient et qui perdurent encore aujourd'hui entre les mondes anglophone et francophone (à l'époque, entre les provinces du Haut et du Bas-Canada). Le 1395 de la rue Overdale à Montréal était en fait la résidence principale de Louis-Hippolyte La Fontaine, qui est l'un des fondateurs du Canada moderne et parmi les plus éminents promoteurs de la coexistence pacifique entre les communautés anglophone et francophone, particulièrement après la Rébellion des patriotes (1837-1838). Le 25 avril 1849[173], cette maison a été le lieu d'un événement important : une révolte des citoyens anglophones qui, indignés par le dépôt d'un projet de loi visant l'amnistie pour les personnes ayant participé à cette rébellion, ont décidé de s'y rassembler, avec des armes et des torches, pour ensuite détruire, piller et mettre feu à sa maison. Le gouvernement dirigé par La Fontaine et Baldwin avait adopté une série de réformes, notamment le retour à l'utilisation de la langue française comme langue parlementaire[174], l'indemnité et, enfin, l'amnistie de tous les participants à la rébellion (Lacoursière, 1996). Ces faits ont été perçus par les protestataires *torys* comme une « récompense » face à une trahison inacceptable ; ils ont donc décidé de prendre part à une série d'actions contre le gouvernement en général et contre La Fontaine, en particulier. Tout d'abord, ils ont attaqué avec des œufs et des pierres la voiture du gouverneur James Bruce (8^{e} compte d'Elgin), qui

---

[173] Concernant ce sujet, il est important de citer l'importante sélection de textes publiés par les éditions du Septentrion, sous le titre « Une capitale éphémère : Montréal et les événements tragiques de 1849 » (Deschênes, 1999).

[174] Elle avait été interdite dans son utilisation parlementaire, en raison de la Rébellion des Patriotes, par l'article 41 de l'Acte d'Union.

avait sanctionné la Loi[175]. Ensuite, les protestataires se sont déplacés au siège du Parlement, qui avait été transféré en 1841 de Kingston à Montréal[176]; de l'extérieur du Parlement, ils ont lancé des roches, puis y sont entrés par la force, pour enfin courir après les députés, qui ont dû fuir l'endroit. Ensuite, ils ont déclaré que le Parlement était dissout et y ont allumé un feu[177] (Gallichan, 2008). Le lendemain, la foule s'est réunie à nouveau à l'extérieur de la maison de La Fontaine et a mis le feu à la propriété en son absence (Nelles, 2005, p. 159). Toutefois, le feu a été rapidement contrôlé par les pompiers ; seule la bibliothèque a été brûlée, ainsi qu'une partie du mobilier. Le 11 mars 1850, la maison a de nouveau été attaquée par les manifestants, mais elle a alors été défendue par un contingent militaire qui est parvenu à dissoudre la foule.

Ces faits, considérés en dehors de leur contexte historique, ne nous donnent pas une idée juste des fortes tensions ressenties à l'époque et qui, encore aujourd'hui, peuvent être retrouvées sous différentes formes[178]; ces événements déterminent encore, de forme relative[179], les conflits ultérieurs dans la Ville, dans la province et, en

---

[175] La discussion de cette loi et, notamment, la rencontre du 25 avril 1849 marquent un changement fondamental dans les institutions canadiennes. Selon Gallichan (2008, p.32) : « Pour l'histoire des institutions politiques, la session marque aussi une césure chronologique : elle ouvre de façon définitive l'ère de la responsabilité ministérielle et le retrait du gouverneur de la politique active et partisane. Dès lors, le véritable pouvoir politique passe du gouverneur au gouvernement. À la fois session de crise, virage dans les politiques coloniales anglaises et réalignement des forces politiques canadiennes, la session parlementaire de 1849 prélude à de grands remous dans la politique canadienne et annonce les changements qui aboutiront quinze ans plus tard au projet d'une Confédération du British North America ».

[176] Le déménagement a été fait en raison du manque d'infrastructures à Kingston pour loger le Parlement. Montréal a été capitale de l'Union de 1841 à 1849.

[177] Le Parlement était situé dans l'ancien Marché Sainte-Anne.

[178]Par exemple, la réorganisation des municipalités du Québec (2000-2006) ou la discussion concernant l'indépendance de la province demeurent des éléments importants dans le discours politique et soulèvent de fortes réactions, mobilisations et tensions entre francophones et anglophones.

[179]Marx explique cette détermination relative en analysant la dialectique entre nécessité et liberté. Par rapport à l'histoire, les hommes et les sociétés possèdent la liberté de déterminer et de planifier leur futur, mais leur présent constitue toujours une contrainte à leur liberté. Tel qu'exprimé dans le 18 Brumaire (Marx, 1968, p. 13) : « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas

particulier, à Overdale. Dans les mots d'un témoin des événements d'Overdale de 1849, cité par Deschênes (1999, p. 13) : « La querelle est une guerre des races. Les Britanniques n'acceptent pas d'être dirigés par un gouvernement canadien. Est-ce que ce serait l'extermination de la race canadienne ? » Bien que les tensions liées à l'Union du Haut et du Bas-Canada ne soient pas les mêmes que celles vécues durant les dernières décennies, certains éléments historiques nous permettent de mieux comprendre les liens entre les conflits. La lutte entre les deux « races » commence avec l'invasion anglaise des territoires de la Nouvelle-France et, en particulier, avec la capitulation de Montréal en 1760. Cette « guerre originale », en transposant les mots de Foucault (1996) [180], trouve sa continuation dans l'histoire des conflits postérieurs, et est toujours présente dans les conflits actuels de la ville. En quelque sorte, l'utilisation du patrimoine et de la mémoire historique dans les conflits ultérieurs entre en « communication » avec le passé, les luttes précédentes influençant les nouvelles, et expliquant l'appartenance profonde des sujets avec leur environnement. Les luttes de La Fontaine pour concilier les deux mondes en conflit, les deux solitudes[181], constitueront des éléments importants dans les luttes ultérieures pour la préservation de l'immeuble et pour les communautés qui ont habité ce territoire.

---

arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé ». Les luttes pour le patrimoine constituent un exemple de cette contrainte. Le passé détermine les luttes nouvelles qui sont nourries par les éléments qu'elles empruntent au passé.

[180] Dans la généalogie du racisme, Foucault (1996) effectue l'inversion de l'aphorisme célèbre de Clausewitz, selon lequel « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Ainsi, Foucault considère que la politique serait également la continuation historique d'une guerre originaire, une guerre primitive et biopolitique qui serait présente dans la mémoire des victimes et des victimaires. Ces guerres, les guerres de tribus contre tribus, les guerres ethniques, fondent les conflits actuels qui deviennent une reproduction complexe de l'histoire lointaine et de luttes ancestrales. Le mérite de ce raisonnement, dans le cadre de notre argumentation, est d'évoquer une articulation ou une liaison entre les différents événements et moments conflictuels. Ceux-ci ne sont pas uniquement considérés comme des événements ponctuels et précis, mais comme des événements étroitement liés qui comporteraient, en ce sens, une cohérence relative dans le temps.

[181] Le concept de deux solitudes a été emprunté au roman homonyme de Hugh Mclennan (2009), initialement publié en 1945.

6.3 Le conflit entre locataires et promoteurs (1985-1992)

6.3.1 Les antécédents, les conflits de la période Drapeau et les répertoires de contestation

Le conflit de 1849 constitue l'origine de notre généalogie de conflits pour le cas d'Overdale. Bien que ce premier évènement soit symboliquement important pour notre étude, nous nous concentrons davantage sur la période entre 1985 et 2010. L'année 1986 a été marquée par une transformation administrative de la Ville, soit la transition entre l'administration de Jean Drapeau et celle de Jean Doré. Cette année a aussi été centrale dans l'histoire de notre terrain d'étude : un conflit a éclaté entre les promoteurs d'un grand projet privé et la communauté des locataires habitant les terrains adjacents à la maison de La Fontaine. Sur le plan temporel, il s'agit du dernier conflit affectant l'administration Drapeau et du premier pour Jean Doré[182]. Ainsi, ce conflit possède des liens importants avec les conflits historiques des GPU des décennies 1960 et 1970 à Montréal. En effet, tel que nous l'avons souligné dans la problématique (chapitre 4), cette période a été marquée par une transformation de la Ville, avec l'application des théories de la « rénovation urbaine », matérialisée par la mise en place de mégaprojets urbains. Ceux-ci ont intensifié les conflits entre promoteurs et locataires pour l'appropriation du territoire, particulièrement dans le centre-ville de Montréal. Les retombées de ces conflits demeurent évidentes dans le conflit d'Overdale, particulièrement en ce qui concerne le réseau d'acteurs mobilisés. Ainsi, les conflits dérivés des démolitions de la période Drapeau ont impliqué des alliances entre plusieurs acteurs opposés à celles-ci. Le passage du temps et les événements liés à ces mobilisations ont ainsi favorisé le rapprochement des protestataires, des organisations de défense des locataires et de protection du patrimoine.

---

[182] Tel que souligné par un des acteurs interviewés, 'Overdale was a case test of the real transformation of the city administration, it will have tested the distance between the discourse and the political practice of the MCM (Montreal Citizens' Movement)'.

Politiquement, l'opposition aux GPU s'est coordonnée, d'abord, avec la création du Rassemblement pour l'action politique (RAP, en 1969), qui, un an plus tard, est devenu le Front d'action politique (FRAP, en 1970), qui a inspiré ensuite la naissance du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM, en 1974; Lavoie, 2000, p.25). L'opposition aux démolitions a aussi favorisé l'organisation et la visibilité de groupes et d'organismes dédiés à la défense du patrimoine et des droits des locataires. Pour ce qui est de la défense et de la protection du patrimoine, notons la création d'Héritage Montréal (1975) et de Sauvons Montréal (1973). En ce qui concerne les droits des locataires, on note l'apparition des cliniques d'aide juridique aux locataires[183], d'associations de locataires et finalement, la création d'un organisme de coordination des actions des associations de locataires, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU, fondé en 1978). La défense de la vie de quartier et la préservation du droit des communautés à la Ville face à l'intervention des planificateurs et des promoteurs sont passées par l'utilisation de tous les outils de lutte (pour emprunter le vocabulaire marxiste de l'époque), ce répertoire de luttes incluant la mobilisation, la protestation, les voies de fait, ainsi que la défense et l'opposition juridique face aux projets à caractère public et privé.

Les multiples confrontations entre locataires, défenseurs du patrimoine, la Ville (Conseils exécutif et municipal) et les promoteurs de la période Drapeau ont apporté une expertise aux groupes d'opposition concernant l'utilisation de tous ces répertoires d'action. La preuve la plus notable de ces changements sociaux est le cas de Milton Parc, où un long conflit (1968-1980; Carbonneau, 1980; Helman, 1987) a opposé des promoteurs et des locataires, dans le cadre de la construction d'un complexe d'habitation[184]. Ce conflit a impliqué la participation active d'organismes de défense

[183] Par exemple, la clinique juridique d'Arnold Bennett a été créée en 1980.

[184] « Au milieu des années 60, quand la tendance du renouveau urbain était de "démolir et reconstruire", un groupe de promoteurs formé d'amis a lentement acheté 90 % des immeubles dans le quadrilatère délimité par les rues Hutchison, des Pins, Sainte-Famille et Milton. Ils offraient un très bon prix aux vendeurs et, pour cacher leur jeu, avaient formé quatre compagnies à numéro. En 1968,

du patrimoine et des locataires, et s'est soldé par une victoire importante pour le mouvement coopératif en matière d'habitation. Ce cas est devenu une référence en matière de coopératives de logement et de protection du patrimoine. Ce n'est pas un hasard si les principaux acteurs impliqués dans l'affaire de Milton Parc ont aussi participé aux évènements qui se sont ensuite déroulés à Overdale.

Le conflit de 1987, origines et conséquences

> Rev. Dennis Drainville of the Anglican Christ Church Cathedral says, "the move from apartments to condos in this city has deprived the poor of thousands of reasonably priced rooms...The prevailing feeling is that the poor abuse the system. This attitude is a mean of maintaining the distance between the rich and the poor and simply forgetting about them because they are not important (McSherry, 1987, p. 5)

La maison de La Fontaine a été déclarée « patrimoine de la ville » en 1987, au milieu d'un conflit qui opposait principalement les promoteurs d'un grand projet immobilier et les locataires des immeubles existants. Ce conflit a impliqué, au cours de son escalade, différents acteurs, dont la Ville (Conseil exécutif), des organismes voués à la défense du patrimoine, des architectes, des groupes communautaires, des associations et des groupes de pression ayant différentes visions et intérêts concernant le terrain. Tous les bâtiments, au centre du conflit ont été démolis, à l'exception de la maison de La Fontaine. La valeur patrimoniale de l'immeuble est principalement reliée à l'importance symbolique et historique de cette maison ayant appartenu à Louis-Hippolyte La Fontaine (*The Gazette*, 4 juillet 1987, p. B6) qui y a vécu jusqu'à sa mort, en 1864.

En 1985, les promoteurs Robert Landau et Douglas Cohen ont commencé à acheter les bâtiments du secteur pour développer un grand projet immobilier. La stratégie

---

ils étaient propriétaires de tous les immeubles sauf des églises, de deux écoles et de quelques résidences. Leur plan était de tout démolir, sauf les institutions, et de construire une nouvelle ville, moderne et étincelante : gratte-ciels, bureaux et édifices commerciaux. L'administration Drapeau était ravie. Les résidents étaient inquiets, ce qui a conduit à la création du Comité des Citoyens Milton-Parc. » (Kowaluk et Piché-Burton, 2012)

déployée par les entrepreneurs pour expulser les locataires était de négliger l'entretien des bâtiments, de ne pas louer les logements devenus vacants et de toujours favoriser le départ des locataires[185]. Aucune information concernant la démarche de démolition n'a été communiquée aux locataires avant novembre 1986. Les habitants des bâtiments du quadrilatère formé par les rues Mackay, Overdale, Kinkora et le Boulevard Dorchester constituaient une communauté de locataires hétérogène ; elle comprenait des personnes à faible revenu, des retraités, des familles monoparentales, des handicapés, des étudiants (principalement de l'Université Concordia), des artistes, des réfugiés, des bénéficiaires de l'aide sociale, des nouveaux immigrants et des aînés[186] (Jensen, 1990). Ces bâtiments abritaient 107 appartements, construits pour la plupart au XIX^{e} siècle ; leur vocation, depuis le début du XX^{e} siècle, était celle de maisons de chambres. L'infrastructure des bâtiments avait été négligée par les propriétaires pendant des années et la population locale se plaignait constamment de cette situation[187].

Selon les témoignages concordants des personnes que nous avons interviewées, plusieurs locataires avaient tenté de s'organiser officieusement, avant même les premières manifestations du conflit, afin d'établir une coopérative d'habitation. Sur le plan juridique, ils se sont rassemblés pour demander aux propriétaires d'effectuer l'entretien des bâtiments et, par la suite, pour analyser la possibilité de créer l'organisme coopératif. La clinique juridique d'Arnold Bennett a accompagné les locataires dès les débuts de leurs démarches, tout comme la coopérative d'habitation de Milton Parc. La communication entre les locataires et ces organismes a permis un

---

[185] Entrevue avec Frederick McSherry.

[186] La composition variée de cette communauté a été mentionnée dans toutes les entrevues effectuées et elle était évoquée en tant que richesse. Cette hétérogénéité était aussi évidente dans le témoignage photographique de Robert Craig (archives personnelles).

[187] Entrevue avec Arnold Bennett. Avant de devenir conseiller municipal, M. Bennett avait été approché par les locataires dans le cadre de sa clinique juridique. Cette clinique, encore en activité en 2014, permet aux locataires menacés par les actions des propriétaires d'obtenir des conseils juridiques.

transfert constant d'outils, de procédures et de moyens pour affronter le conflit avec les promoteurs immobiliers.

6.3.2 La demande de démolition et l'entente entre les promoteurs et la Ville

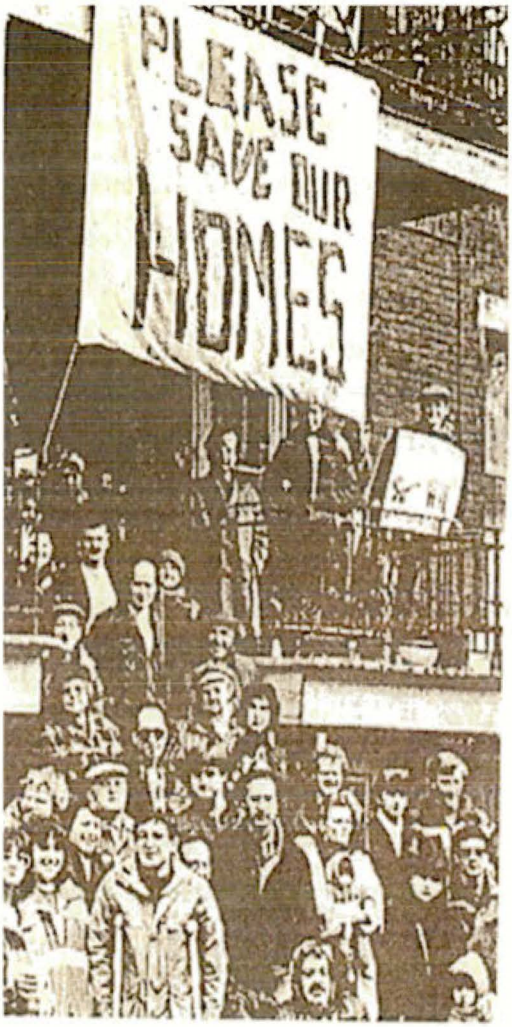


Figure 6.2 Photo de la protestation du 21 novembre 1986 (Archive de Fred McSherry)

Le 15 novembre 1986, les locataires d'Overdale apprenaient par la radio qu'une demande de démolition avait été déposée à la Ville par les propriétaires des immeubles[188]. Cette demande était le corollaire des mesures prises par les deux propriétaires de biens immobiliers. La demande menaçait d'expulsion les locataires des 14 bâtiments. Le 16 novembre, plus de cinquante locataires menacés par la démolition ont effectué une première protestation qui a bénéficié d'une importante couverture médiatique[189]. Cet événement a rassemblé les principaux acteurs des luttes pour les locataires et la protection du patrimoine à Montréal.

La réponse des membres du Conseil municipal n'a pas tardé. Les premiers conseillers à appuyer les locataires ont été Nick Auf der Maur (conseiller indépendant) et Arnold Bennett (conseiller du RCM), qui avait précédemment milité fortement

[188] Entrevue avec un des résidents du secteur ayant participé au conflit.

[189] *The Gazette* rapportera l'événement sur la page couverture. (*The Gazette*, le 17 novembre 1987, *Inner-city protest: Save our home*, p. A1).

pour les droits des locataires. Le 15 décembre 1986, le conseiller responsable du secteur, John Gardiner, ayant auparavant participé activement dans les luttes pour la préservation de Milton Parc, a déclaré, lors de la période de questions au Conseil municipal, qu'il n'avait reçu aucune demande de la part des constructeurs à propos d'une démolition et a ajouté qu'il ne voyait pas la possibilité d'accepter une demande de ce type, vu l'occupation complète des bâtiments locatifs dans le secteur. Malgré ces mots, les développeurs (*Grinch investissements* de Robert Landau et *Waldorf Realities* de Douglas Cohen) ont proposé à la Ville, quelques mois plus tard (3 juin 1987), un plan de construction pour un bâtiment de 100 millions de dollars comprenant entre 500 et 750 appartements de luxe.

L'acceptation de la demande de démolition et du projet de construction atteste, à notre avis, du prolongement de l'influence des promoteurs sur la planification urbaine de la Ville, telle qu'observée pendant la période Drapeau[190]. Malgré le changement de régime avec l'arrivée au pouvoir du RCM, l'influence des sociétés immobilières sur l'administration municipale a poursuivi son cours, bien qu'avec de manifestations différentes. Sur le plan des continuités avec l'administration Drapeau, le plan du projet a été présenté et négocié à huis clos entre des membres du Conseil exécutif et les promoteurs, sans aucune participation des locataires. Sur le plan des ruptures, les promoteurs se sont engagés, dans ce cas, à verser un million de dollars pour la construction d'un immeuble de 72 logements, qui devait être situé sur un terrain appartenant à la Ville, pour loger la population déplacée par la construction du projet. Selon le maire Doré, l'engagement des promoteurs constituait un tournant historique dans les négociations entre les promoteurs et la Ville.

[190] Voir le chapitre 3, section 3.1.1.

Les locataires ont reçu cette annonce avec scepticisme : les loyers dans les nouveaux logements seraient plus élevés que ceux qu'ils payaient alors[191] et l'offre de relocalisation, proposée à quelques locataires, a divisé les protestataires. Les locataires décidèrent de poursuivre leurs protestations et de renforcer l'opposition au projet en créant l'Association des locataires d'Overdale. La décision ignorait l'histoire des luttes pour le logement menées à Montréal par le passé. La négociation à huis clos avec les promoteurs et le manque de consultation avec les locataires ont été perçus, par les locataires, quelques conseillers du RCM et par la base du parti comme un vieux souvenir des procédures du gouvernement précédent : absence de médiation et exclusion des locataires du processus de prise de décision, au cours duquel la Ville « s'attribuait » la représentation des locataires.

La proposition des promoteurs a cependant influencé la position des conseillers qui appuyaient auparavant les locataires. Par exemple, pour Nick Auf der Maur, l'accord entre la Ville et les développeurs était juste. Pour la Ville, il s'agissait d'une occasion d'affaires qui favoriserait l'entrée de ressources, par le paiement des taxes des nouveaux arrivants ; en même temps, le projet de relocalisation apporterait une perspective différente dans le traitement des relations entre les grands projets, les promoteurs privés et les locataires qui luttaient pour la préservation de leurs droits.

6.3.3 La maison de La Fontaine et la modification de l'accord.

Le 4 juin 1987, Dinu Bumbaru, membre de Sauvons Montréal, a présenté des preuves signalant que la maison située au 1695 de la rue Overdale avait été la résidence de Louis-Hippolyte La Fontaine. En raison du rôle de ce dernier dans l'histoire de la

[191] Ces loyers variaient entre 100-130 $ pour une chambre et 175-275 $ pour un appartement dans les vieux bâtiments ; dans le nouveau bloc d'appartements, selon les projections faites par le Bureau du maire, les prix auraient été d'environ 200 $ pour une chambre et de 400 $ pour un appartement (document synthèse présenté par l'association de locataires à la Ville, Archives personnelles de Fred McSherry).

Ville, la maison devait être déclarée bien patrimonial et sa démolition devrait être empêchée. En ce sens, la communication entre les conflits de locataires et le conflit original, celui de Lafontaine est tactique. Il ne s'agit pas ici d'un culte de l'histoire et de la défense de la mémoire, comme c'est le cas pour les organismes visant la préservation du patrimoine (comme Héritage Montréal), mais plutôt d'une possibilité de préservation d'un cadre de vie, d'une communauté et d'un cadre bâti. Ainsi, la coalition d'acteurs impliqués dans le deuxième conflit se trouve influencée par le conflit passé, par le caractère symbolique des bâtiments et par les discours pour la légitimation des luttes présentes. Le 12 juin 1987, un rapport du Service de développement économique de la Ville (1987) indique que l'état de la plupart des bâtiments inclus dans le plan de démolition est bon et que certains d'entre eux ont une valeur patrimoniale, raison pour laquelle la Ville ne devrait pas accorder le permis de démolition.

Le conflit d'Overdale met en évidence le rôle des luttes et de la transmission des « répertoires de contestation » dans le développement de conflits socio-territoriaux. Les liens de solidarité entre les acteurs ont favorisé un apprentissage englobant différentes luttes historiques. Selon les entrevues, dans le cas d'Overdale, les liens entre le groupe des opposants au projet et d'anciens groupes protestataires ont été très importants dans la structuration de la lutte. Tout d'abord, la présence et le soutien de la coopérative d'habitation de Milton Parc représentaient un symbole fort : par l'intermédiaire de ses luttes face aux grands projets de la période Drapeau[192], elle était devenue une référence en ce qui concerne l'organisation des coopératives d'habitation. D'anciens membres de la coopérative (particulièrement Lucie Kowaluk et Dimitrios Roussopoulos, les têtes visibles de la confrontation à Milton Parc pendant les années 1970) ont fourni leur expertise et un soutien logistique aux actions

[192] Voir le livre de Claire Helman (1987), « *The Milton Park Affair, Canada's Larger Citizen-Developer confrontation* ».

juridiques et *de facto* de l'Association des locataires d'Overdale. Un autre type de solidarité, plus technique, est celle fournie par les groupes de défense du patrimoine architectural de la ville. Ainsi, des organisations telles que Sauvons Montréal, Héritage Montréal et le Centre canadien d'architecture ont apporté leur appui, principalement sur le plan de l'information historique de même que pour l'élaboration de propositions architecturales alternatives. Ces propositions étaient basées sur des modèles de gestion et de négociation non conventionnels, comme celles de Milton Parc et de Jeanne-Mance, considérés comme des cas réussis en ce qui a trait à l'intégration de la défense architecturale et du milieu de vie. Un dernier type de solidarité, dans ce cas, a été celui des groupes de défense des locataires, qui ont aussi fortement participé aux activités de mobilisation liées à Overdale.

L'apparente continuité dans le traitement des GPU par l'administration municipale est un argument courant dans les articles de presse analysés et dans les entrevues. Les pratiques du gouvernement du RCM sont devenues fortement identifiées aux administrations précédentes. Le RCM était, à sa source, une coalition qui contestait le modèle autoritaire et excluant de Jean Drapeau, marqué par une vision de la gestion axée sur la rénovation urbaine, et donc sur la construction d'une série de GPU ayant pour mission l'inclusion de Montréal sur la scène internationale. Les conflits de la période Drapeau ont été déterminants dans le développement du RCM, mais aussi dans la configuration des luttes liées à l'affaire Overdale. Ces luttes peuvent donc être vues comme un prolongement des conflits de la période Drapeau. Tel que souligné par Michael Fish (*The Gazette*, 08 juillet 1987, p. B3).

> [John Gardiner] wants to repeat the mistakes of the Ville Marie Expressway, Radio-Canada, Place Guy Favreau, UQAM, and the Dozois and Little Burgundy projects. The Milton Park and Jeanne-Mance Co-op projects are only two examples of projects that successfully kept residents in their homes when new buildings were put up.

Malgré cette continuité apparente, nous retrouvons aussi un point d'inflexion important avec la période Drapeau : le 26 juin 1987, le Comité exécutif de la Ville a approuvé un accord avec les constructeurs, qui ont accepté de payer 1,2 million pour la construction d'un bâtiment pour les locataires déplacés, « Underdale ». *Underdale* est devenu l'appellation familière du projet de construction visant la relocalisation des locataires. L'opposition sémantique avec l'appellation Overdale et la connotation négative du terme sont évidents. *Underdale* représentait, pour les locataires, l'échec de leurs démarches et l'exclusion par rapport à la Ville. Cet accord a été conclu sans la participation des locataires affectés par le projet. Le développement postérieur du conflit s'est focalisé sur des éléments concernant la valeur des baux et la possibilité de recevoir des subventions de la part de la Ville. Ces sujets ont été largement débattus, sans parvenir à un accord. Le 25 juin, la Ville a annoncé un accord comprenant la création d'un fonds pour subventionner une partie des baux : ce fonds provenait des investisseurs et visait à compenser en partie l'augmentation de loyer pour les locataires qui n'étaient pas éligibles à la subvention de la Ville.

6.3.4 Offensive juridique et prise de la décision

Le 3 juillet 1987 a débuté l'offensive juridique afin que la maison de La Fontaine soit déclarée patrimoine de la ville, à deux niveaux : la Direction des affaires culturelles et le Comité du patrimoine de la Ville. Aussi, l'Association des locataires a demandé que, pour ce projet, des audiences publiques soient tenues pour entendre les parties. Les groupes pour le patrimoine et l'Association des locataires affirmaient que le temps était venu de créer un système de consultations préalables pour l'approbation des projets, où les citoyens et les organisations seraient entendus. Ces demandes ont constitué la base pour la création des consultations publiques et étaient aussi liées aux demandes formulées lors des conflits antérieurs. Les groupes de défense du patrimoine, les groupes d'architectes (principalement Dinu Bumbaru et Michel Fish)

et d'urbanistes ont organisé une conférence avec les groupes menacés par les grands projets urbains, afin de créer une instance de discussion. Cette instance serait encadrée institutionnellement par la Ville et serait préalable aux décisions visant l'approbation des permis pour la construction de grands projets. Cette instance, qui deviendra par la suite la politique de consultation de Doré, constituerait un moyen institutionnel pour canaliser et encadrer la protestation et les luttes face aux GPU. À cette étape du conflit, l'avocat Dominique Neuman a pris en charge les processus juridiques des locataires. Il a d'ailleurs contribué activement à la lutte contre le projet de condos à Overdale.

Le 6 juillet 1987, la Ville a notifié aux locataires du secteur la démolition et leur a donné jusqu'au 19 juillet pour présenter leurs objections. À partir de ce moment, nous constatons une division dans la coalition au pouvoir : 10 conseillers étaient en désaccord avec le projet et 2 ont rendu publiques leurs objections (Arnold Bennett et Marvin Rotrand). Le conflit s'est radicalisé, et le gouvernement municipal a envisagé l'usage de la force (l'expulsion) comme mécanisme de résolution. Une escalade s'est alors produite sur l'intensité du conflit, où les parties se sont considérées de plus en plus en tant qu'ennemies. *The Gazette* a publié un éditorial à ce sujet :

> The Montreal Citizens Movement has betrayed its mandate and Montreal's electors. Whatever else they expected, MCM voters wanted two things: the protection of heritage buildings and the keeping of people in their homes. They also wanted public consultation about large developments.

Le 8 juillet 1987, l'architecte Michael Fish a publié un article présentant une proposition alternative de développement de l'îlot, qui avait été discutée avec les locataires. Cette proposition prenait en compte les acteurs et, en particulier, la protection du patrimoine et de l'endroit. Fish y présentait les cas où la protection du patrimoine à Montréal et la conservation du milieu avaient été réussies, et dénonçait le manque de consultation et les problèmes historiques du modèle de gestion de la

Ville par la voie des grands projets du maire Jean Drapeau. Ce plan était fondé sur la préservation des bâtiments et l'extension de la zone de construction. Cette proposition visait l'investissement additionnel de 1,8 million de dollars et l'achat, par le gouvernement municipal, des bâtiments faisant l'objet de la démolition. En réponse à cela, le promoteur (Cohen) a organisé une conférence de presse dans laquelle il se disait surpris de la valeur historique de la maison et prêt à chercher une solution pour préserver sa valeur patrimoniale.

Le 10 juillet 1987, Fish a dénoncé publiquement « les tactiques d'intimidation »[193] utilisées par les promoteurs, qui visaient à expulser les résidents et à diviser le mouvement. Considérant la situation des locataires, nous comprenons facilement que des fissures soient apparues dans le mouvement. Tout d'abord, les promoteurs du projet ont offert une contribution monétaire variant entre 500 et 1000 dollars pour les personnes qui partaient volontairement. Parmi les 77 locataires d'Overdale, 35 étaient éligibles à la subvention (20 retraités et 15 autres remplissant les conditions) ; les 42 autres n'auraient pas eu accès à la subvention et leur revenu annuel était inférieur à 6 000 $. Dans les nouveaux appartements, le bail aurait coûté entre 310 et 400 dollars par mois, ce à quoi il fallait ajouter un paiement de 75 $ à tous les deux ans pour la gestion et l'entretien (*The Gazette*, 11 juillet 1987). Ces coûts prévus, correspondant environ au double du prix des baux des locataires d'Overdale, étaient bien supérieurs à leur capacité de payer. Dans un contexte de pénurie de logements abordables, ainsi que d'augmentation des démolitions dans le centre-ville[194], les locataires se sentaient expulsés et sans alternative. La prise de position de la Ville, son traitement à la pièce du dossier, la cession d'une rue municipale pour la construction du projet et le

[193] En termes de répertoires d'action, l'intimidation des locataires constitue, selon les personnes interviewées, une pratique très répandue chez les promoteurs. Cette pratique d'intimidation était appuyée par des policiers et consistait, dans la plupart des cas, en un harcèlement constant téléphonique, épistolaire ou physique visant à causer de la peur chez les locataires qui décidaient de rester dans l'immeuble.

[194] La pression immobilière sur les terrains à proximité du centre-ville était forte.

manque de transparence d'une négociation menée à huis clos ont expliqué la forte protestation des locataires. Le 2 août 1987, les locataires ont organisé un festival dans la rue Overdale. Ce festival avait pour but de démontrer le soutien à leur cause. Plusieurs groupes communautaires (dont Héritage Montréal, *People's Rights over urban development* et la coopérative d'habitation Milton Parc), des groupes d'artistes, d'universitaires et des citoyens se sont rassemblés pour manifester. Des groupes de musique underground et des collectifs d'artistes ont animé la soirée. L'événement a réuni plus de 150 personnes et a donné plus de visibilité à la cause, en plus de favoriser les échanges avec les autres groupes. Un des éléments à souligner est l'expression artistique soulevée par l'opposition au projet.



Figure 6.3 Affiche du festival de rue. Archives de Fred McSherry.

Le 12 août 1987, le Comité exécutif de la ville de Montréal a délivré le permis de démolition. Cependant, Gardiner a alors affirmé que la démolition n'aurait pas lieu avant que tous les locataires soient réinstallés dans le nouveau bâtiment.

6.3.5 Division à l'intérieur du RCM et propositions alternatives

Le 18 août 1987, un autre conseiller, David Bridges, a dénoncé la violation des principes par lesquels le RCM avait été élu et le manque de transparence et de consultation dans le dossier. La division à l'intérieur du RCM démontre l'importance du sujet et la différence entre les perspectives à l'intérieur de la coalition de gouvernement et le Conseil exécutif de la Ville. Toutefois, le Comité exécutif de la ville considérait qu'il agissait dans l'intérêt des plus vulnérables en impliquant les promoteurs dans la construction de logement pour les locataires déplacés[195]. Ces tensions devenaient de plus en plus fortes et médiatisées. Arnold Bennett, Sam Boskey et Marvin Rotrand, ainsi que 30 autres conseillers, ont critiqué ouvertement le traitement du dossier lors des réunions du Conseil du 19 au 21 août 1987. Les régimes ne doivent pas être conçus en tant que blocs monolithiques, puisqu'ils sont constitués d'alliances spécifiques, dans chaque formation, rassemblant différentes factions et classes sociales. Ces alliances constituent le bloc au pouvoir (Poulantzas, 1971, vol II, p. 52). Le RCM, en tant que *bloc au pouvoir*, était constitué d'une alliance de classes et d'intérêts divers, dont les factions considéraient différemment les rapports entre la Ville et les promoteurs. Le traitement du dossier Overdale a provoqué une fracture dans le gouvernement de coalition. Les rapports entre la Ville et les locataires menacés d'expulsion par un GPU constituaient une question sensible sur le plan politique et historique pour le RCM, qui comptait dans sa base plusieurs

[195] Selon Gardiner, c'était la première fois qu'un exercice de ce type a été réalisé en Amérique du Nord. Cette affirmation est contredite par les locataires et les organismes de défense qui ont trouvé une panoplie de cas semblables.

membres des mouvements de contestation qui avaient lutté contre les GPU mis en place par le gouvernement Drapeau[196].

Le 4 septembre 1987, les promoteurs ont présenté un projet de relocalisation des locataires devant le Comité exécutif de la ville. À leur avis, tous les locataires âgés de plus de 40 ans, handicapés ou avec de jeunes enfants pouvaient être éligibles à une subvention. Le 10 septembre, Héritage Montréal, Save Montréal et l'association des locataires ont à leur tour présenté leur position[197] devant le Comité exécutif. La proposition impliquait la création d'une coopérative d'habitation où les biens immobiliers seraient détenus et administrés par les locataires. Il est important de souligner que ce type de coopératives, tout comme celle de Milton Parc, a une signification profonde dans la ville. Ils sont liés au mouvement coopératif en tant que projet communautaire de développement et aux souvenirs des luttes contre les GPU de la période Drapeau. Les répertoires d'action des mouvements sociaux constituent un processus de création et de perfectionnement des tactiques de luttes qui sont appliquées de façon plus ou moins systématique au fils des années. La transmission de ces répertoires d'action et d'expertises est faite par la voie de la communication permanente entre citoyens et institutions. En ce sens, la particularité de notre analyse repose sur le fait de considérer la lutte d'Overdale dans un contexte plus large des luttes. La proposition de la mise en place d'une coopérative est le résultat de l'histoire locale des conflits et des changements institutionnels. Ainsi, le sens du lieu est très important, car il s'agit d'un espace appartenant à une longue tradition de luttes, mais aussi d'un espace peuplé et approprié par les locataires. Au cours des différentes entrevues et documentaires, le sens de chez soi et de communauté sont des sentiments légitimant les luttes.

---

[196] Le cas du RCM constitue, à notre avis, un cas de changement dans le régime urbain favorisé par une conjoncture de coalition et de collaboration entre différents mouvements sociaux et acteurs politiques.

[197] Il faut souligner la division au sein des locataires. 24 locataires étaient en accord avec le projet des promoteurs et ont signé une entente afin de déménager, tandis que 36 étaient contre ce projet.

> « Ce qui était différent à Overdale par rapport aux autres délogements dans la même période était la conviction et les principes des locataires. Dans ce cas, et c'est le point que le RCM n'a pas compris, il ne s'agissait pas d'argent ou de la relocalisation, mais de principes et de dignité » (Entrevue avec Arnold Bennett).

Suite à l'antagonisme dans les propositions, les tensions au sein du RCM se sont accentuées. Aux conseilleurs critiques s'ajoute le nom de Konstantinos Georgoulis, qui affirme :

> The MCM acted much like Drapeau by deciding what was good for people without asking them first. It was the exact opposite of what the MCM should be doing. They didn't go to the base first - instead they dealt with a developer who had a bundle to make. It strikes me right in the heart. (*The Gazette*, 12 septembre de 1987, p. B4)

Dans le même sens, les groupes de défense du patrimoine ont répliqué que même si la Ville a créé un Comité pour la défense du patrimoine, sa structure institutionnelle favorise les intérêts des promoteurs au détriment de l'héritage patrimonial. En effet, la Ville ne possède aucun pouvoir afin d'empêcher les démolitions et ne possède pas les moyens pour intervenir dans ce type de questions. Cela se traduit par une liberté très large de la part des promoteurs dans la démolition de bâtiments.

6.3.6 Le rapport de la Commission de l'Aménagement, de l'Habitation et des Travaux publics et la résolution contradictoire de la Ville

Le 13 septembre, la Commission de l'Aménagement, de l'Habitation et des Travaux publics de la Ville a publié son rapport final concernant Overdale. L'Association des locataires a accueilli chaleureusement le rapport. Celui-ci donnait raison aux locataires et affirmait que la meilleure option visée était l'intégration des deux projets architecturaux. Cependant, ce rapport n'était pas juridiquement contraignant pour la Ville. Selon certains des conseillers, si l'ordre de démolition était dérogé, les

développeurs pourraient poursuivre en justice la Ville dû aux dommages économiques provoqués. Selon le conseiller Auf der Maur, avec ces nombreuses démolitions, le centre-ville comptait de plus en plus de terrains vides créant une demande pour la construction de projets et pour la spéculation urbaine. Le 24 septembre 1987, le maire Doré s'est finalement prononcé en faveur de la construction du projet tel que proposé par les promoteurs et a affirmé la volonté de l'administration de le finaliser dans les plus brefs délais. Cette réponse de l'administration a été influencée, entre autres, par les pressions faites par les investisseurs immobiliers et par la position de la Chambre de commerce de Montréal liée au conflit. Selon ces groupes, le rapport créait un précédent fâcheux en ce qui a trait aux investissements dans le centre-ville et envoyait un mauvais message pour les investisseurs concernant un traitement de préférence de la Ville pour les locataires. Les pressions économiques et la dépendance des municipalités à l'impôt foncier ont été des éléments déterminants dans le choix des administrations en ce qui concerne les GPU. Ceux-ci étaient et sont encore perçus comme une grande source de revenus, et donc comme essentiellement bons pour le développement de la Ville. À un niveau plus profond, d'après notre analyse, ce conflit démontre l'absence d'une réelle politique concernant les GPU qui permettrait à ceux-ci d'être pleinement intégrés dans une planification territoriale de la ville plus englobante. Pour ce faire, l'administration Doré a mis en place un Plan d'ensemble pour le centre-ville[198]. Celui-ci cherchait à uniformiser les interventions et à prévenir la spéculation.

Le 30 septembre, le conseil municipal a décidé, par un vote (51 contre 7) de s'écarter du rapport de la Commission de l'Aménagement, de l'Habitation et des Travaux

---

[198] L'article du 1er octobre 1987 publié dans *The Gazette* A3, « Lessons learned from Overdale » démontre comment Overdale constituait le premier cas type de la gestion des GPU par l'administration Doré.

publics[199] (ce rapport, selon certains, était partial et ne montrait que l'opinion des sept membres qui ont participé à la commission) et, finalement, de permettre la démolition et la construction du projet tel que présenté par les promoteurs, incluant le bâtiment pour déménager les locataires[200]. Malgré la défaite, les locataires ont continué de protester jusqu'à l'épuisement de leurs moyens. Le conseiller Arnold Bennett et des groupes communautaires ont été solidaires envers leur cause. Parmi ces groupes, la coopérative d'habitation de Milton Parc, par l'entremise de Lucia Kowalut et Dimitri Roussopoulos, les a conseillés dans les diverses actions à entreprendre.

6.3.7 Le contexte général de GPU à l'époque, le plan d'ensemble du centre-ville et le boulevard Dorchester.

À l'époque du conflit d'Overdale, le contexte économique était marqué par une forte pression immobilière sur le prix des terrains[201]. Le centre-ville était le secteur le plus affecté par cette pression et, plus particulièrement, le Boulevard Dorchester. Ce dernier était à proximité du centre financier et avec une forte présence d'immeubles logeant des personnes à faible revenu ; il constituait un lieu stratégique pour le développement des GPU. Les spéculateurs ont profité de la nature discrétionnaire des permis de démolition, du manque d'une politique cohérente concernant la protection patrimoniale et de l'absence d'un plan d'ensemble pour le centre-ville. En novembre 1987, la discussion sur le changement de nom du Boulevard Dorchester pour René Lévesque a débuté. Au cours de cette discussion et dans un contexte de forte pression

---

[199] « After one of its most emotional debates, Montreal city council last night gave its go-ahead to the controversial Overdale condominium project. With seven councillors dissenting, the 58-member council agreed to let two developers build the $100-million project and rehouse about 70 displaced tenants a few blocks away. » (*The Gazette, 30 septembre 1987, p. A1).*

[200] Informations provenant de la collection de Nick Aur der Meer conservées dans les archives de la Ville de Montréal.

[201] Voir l'article de Norbert Schoenauer publié le 7 novembre à *The Gazette* concernant le sujet de la pression immobilière sur le boulevard Dorchester et l'augmentation des demandes de démolitions.

immobilière dans ce secteur, la nécessité d'élaborer un plan d'ensemble pour contrôler et encadrer les démolitions et les GPU au centre-ville a émergé. À l'époque, d'autres projets ont été conçus par des promoteurs et approuvés par la Ville. Parmi eux, nous pouvons citer le Centre Eaton, les cours Mont-Royal, le Centre mondial de commerce, le Centre canadien d'architecture, l'agrandissement du Musée Mccord, la place Montréal Trust et l'agrandissement du siège social d'Hydro-Québec. La dépendance face à l'impôt foncier et le pouvoir discrétionnaire du maire en matière d'urbanisme et, plus particulièrement, en matière de zonage et de démolitions, ont créé les conditions propices permettant un rapprochement entre les promoteurs et la Ville, et donc la négociation à la pièce et à huis clos entre ceux-ci. La continuité de ce rapport est structurelle.

> Considering the grand scale of the building mentioned above, it appears that Montreal continues to have a love affair with the mega-scale project. It is sad to think that this burst of activity comes when the city has not yet succeeded in completing its most important mega-project - the creation of a master plan that will guide the way Montreal develops. It is true that the city administration has made the preparation of a downtown master plan a priority. But it is not expected that this plan and the accompanying policies and guidelines will be ready before the end of 1988. By then, these projects will have made a very definite mark on our city. (Isabel Correa, *The Gazette*, 31 December 1987, p. H12)

6.3.8 Escalade du conflit et affrontements avec la police

Le 15 janvier 1988, neuf locataires menacés d'expulsion et 25 personnes soutenant la protestation ont demandé devant la justice l'annulation du permis de démolition. Ils ont argumenté la présence de failles juridiques évidentes dans l'octroi du permis. En raison de l'imminence de l'expulsion, la tension et la radicalisation du discours des parties impliquées ont augmenté. Le 12 mars 1988, six personnes ont été arrêtées pour des accusations d'agression et d'obstruction sur des travailleurs au 1065 Overdale. Le permis de démolition a été suspendu en raison d'une injonction de la Cour interdisant ainsi les travaux jusqu'au 23 mars. Les promoteurs ont expliqué la présence des travailleurs en raison de problèmes structurels dans le bâtiment, signalés

lors de visites « techniques » des pompiers et de la construction d'un centre communautaire. Ces problèmes ont été l'argument pour déloger les locataires. Cependant, cet argument a été remis en question dans le rapport de la Commission de l'Aménagement, de l'Habitation et des Travaux publics. Les locataires ont signalé les visites des pompiers comme une stratégie d'expulsion utilisée couramment lors des conflits de ce type. Un autre élément, dénoncé par Arnold Bennett[202] et qui a soulevé les tensions, est l'utilisation commerciale de la maison de La Fontaine proposée par les promoteurs. Le traitement du dossier a soulevé des inquiétudes de la part d'urbanistes. Phyllis Lambert et Michael Fish ont manifesté de nouveau leur soutien aux locataires et ont dénoncé les arrestations.

6.3.9 « Underdale », pression et contreproposition

Le 1er avril 1988, la construction d'un immeuble de 23 appartements a été complétée au coût total de 2,5 millions de dollars (*The Gazette*, 3 avril 1998). Cet immeuble a été péjorativement appelé « Underdale » par les locataires, dénotant ainsi l'antagonisme avec l'ancien bâtiment. Le prix des baux allait être subventionné ; selon les constructeurs, il varierait entre 198 et 247 dollars (ibidem). Ce bâtiment a été construit par les promoteurs Cohen et Landau sur la rue Versailles entre Saint-Antoine et Saint-Jacques et il devait être géré par la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), qui venait d'être créée[203]. Les plans du bâtiment et la construction ont été très critiqués par les locataires opposés au projet. Ils qualifiaient les appartements de boîtes d'allumettes. La qualité architecturale était critiquée, mais c'est surtout l'incapacité de l'administration de formuler un projet

---

[202] Le 25 mars 1988, le conseiller Arnold Bennett affirme que le maire occulte de l'information concernant le projet ; il dénonce en particulier l'existence d'une autorisation pour l'utilisation commerciale de la maison Lafontaine qui venait d'être accordée aux développeurs.

[203]La Société d'habitation et de développement de Montréal est un organisme paramunicipal qui été créé en 1988 par la Ville. Elle était le produit de la fusion de deux précédentes sociétés paramunicipales en matière de biens immobiliers.

intégrant le projet des promoteurs et les anciens locataires qui avait marqué les esprits.

Les procédures d'expulsion reliées à « l'insécurité » structurelle des bâtiments ont continué. Le 15 juin 1988, 30 locataires encore présents dans les cinq bâtiments habitables ont été informés de leur éviction imminente. Ils avaient jusqu'au 23 juin pour quitter leurs appartements. À la stratégie juridique des promoteurs se sont ajoutés d'autres types de pression : appels constants de la part des avocats des promoteurs, visites répétées des pompiers, présence fréquente des policiers, propositions individuelles de dédommagement, espionnage et infiltration dans le groupe d'opposants au projet. Parmi les interviewés, les témoignages coïncident en ce qui concerne la pression psychologique et morale subie à cause du conflit. La majorité des locataires a quitté le mouvement de protestation à cause de l'angoisse constante liée aux diverses stratégies de pression utilisées par les promoteurs. Les stratégies des locataires se sont aussi radicalisées. L'escalade était inévitable et l'absence d'une vraie médiation par l'Hôtel de Ville a précipité les affrontements.

Les locataires ont fait une autre proposition d'achat des terrains et des bâtiments et ont formé une coopérative pour acheter 15 % de la zone de construction. Gardiner et Doré ont tout d'abord soutenu cette proposition. Cependant, la procédure d'éviction avait déjà été acceptée par la Régie du logement. À l'approche de la date d'éviction, la tension entre les promoteurs et les locataires a augmenté considérablement. Les propriétaires ont continué à exercer de la pression pour forcer la sortie des locataires et ces derniers ont commencé à se barricader. Les visites des pompiers, à cause des risques d'incendie, se sont multipliées. Le 24 juin, sept personnes ont été arrêtées, car elles se sont opposées à l'entrée des fonctionnaires (sept fonctionnaires de la Ville et neuf policiers) dans le bâtiment situé au 1073 de la rue Mackay. Avec l'escalade du conflit, les messages du maire sont devenus contradictoires, appuyant parfois les

locataires, parfois les promoteurs. Les médias et les promoteurs[204] ont sévèrement critiqué cette ambivalence dans la gestion du conflit. Ceci a mis en lumière la division à l'intérieur de la coalition du gouvernement.



Figure 6.4. Arrestations du 24 juin 1988. Photo de Robert Craig



Figure 6.5 *The Gazette*, 25 juin 1988. Les arrestations du 24 juin

[204] Les critiques de la part des promoteurs ont été publiées dans un article le 9 juillet dans *The Gazette* dans un communiqué de 10 points. Ces critiques se réfèrent principalement au manque de règles claires de la part de l'administration municipale et au double jeu utilisé par la Ville en ce qui concerne le projet. Chaque année de retard aurait coûté un million de dollars au promoteur.

6.8.10 Le délogement

Le paroxysme du conflit a été atteint lors de l'éviction du 28 juin 1988. Cette opération policière a mis fin à l'occupation territoriale de la part des locataires. La procédure d'éviction s'est soldée avec une nouvelle arrestation de treize personnes. Quinze policiers, douze membres du groupe d'intervention tactique et douze pompiers ont participé à cette opération ordonnée par la Régie du logement. L'opinion publique a été fortement troublée par la violence de la scène et par la grande couverture médiatique des événements. Le maire a répondu aux critiques et a justifié l'éviction en répétant que les bâtiments étaient en mauvais état, que le risque d'incendie était élevé et qu'un immeuble avait été construit pour reloger des locataires. Malgré l'éviction et les arrestations, les actions collectives ont continué et le conflit était loin d'être résolu. Les protestataires ont concentré leurs interventions sur les procès criminels des personnes arrêtées à la suite du délogement, sur la révocation du permis de démolition et sur l'offre d'achat des bâtiments, élaborée par la coopérative de locataires. Les luttes entre promoteurs et locataires se sont donc poursuivies dans une nouvelle arène, l'arène judiciaire.



Figure 6.6 Arrestation à la suite de l'éviction. Archive de Fred McShery

Le 6 octobre 1988, six autres personnes ont été arrêtées pour être entrées illégalement au 1451 Overdale. Aux yeux des protestataires, cette infraction constituait un dernier recours pour s'opposer à cette « démolition illégale » du patrimoine. Cet argument n'a pas été entendu par la Cour et les accusés ont été déclarés criminellement responsables de voies de fait et de crimes contre la propriété, en plus de se voir imposer l'interdiction d'approcher le chantier de construction. Les inculpés ont demandé au juge d'être entendus en français, mais cette demande a été rejetée. Les protestataires visaient ainsi à rejoindre les francophones, pour obtenir le soutien de réseaux participant aux luttes pour le logement, et qui étaient très actifs durant la période Drapeau. Pour les inculpés, Overdale représentait la continuité historique de luttes qui étaient autant anglophones que francophones. Malgré cela, le conflit a été traité par les médias comme un conflit « anglo ».

Le marché immobilier a ralenti et la construction du projet est devenue irréalisable. Le 29 septembre 1988, la Ville a donné un délai de trois ans aux promoteurs pour la construction du projet des condos de luxe. Malgré ce délai, la construction n'a jamais débuté. En octobre 1991, la Ville a annulé le permis de construction et a donné une amende de 200 000 dollars aux promoteurs en raison de leur inaction. Selon les interviewés, un tel scénario était prévisible. « En réalité, les développeurs n'ont jamais eu le capital nécessaire pour construire le projet qui a été présenté. Leur jeu était la spéculation et la Ville n'avait pas les mécanismes juridiques pour les contraindre à construire » (Saillant, entrevue). Entre septembre et octobre 1991, les promoteurs ont déployé une série d'actions pour détruire les bâtiments encore debout. La maison de La Fontaine a été laissée à la ruine. Des incendies ont touché les autres bâtiments[205] et les terrains ont été, par la suite, nettoyés afin d'y construire un

[205] Le 9 septembre, le bâtiment situé au 1456 de la rue Overdale a été l'objet d'un incendie que les anciens locataires ont considéré comme prémédité (*The Gazette*, 10 septembre 1988).

stationnement.[206] La maison de La Fontaine est le seul bâtiment encore érigé témoignant silencieusement de ce conflit.

Pour tous les interviewés qui ont participé au conflit d'Overdale, la mobilisation a été une expérience transformatrice et marquante. Celle-ci a représenté un vécu d'appropriation de l'espace et d'appartenance à une communauté très intense. Pour eux, les fondements mêmes de l'identité individuelle et collective étaient en jeu. Ces personnes se sont mobilisées pour des principes, ils croyaient fermement que leur espace vital devait être défendu. Overdale représentait pour eux un monde de souvenirs et c'est à cet endroit que leurs rapports sociaux avaient été tissés.

6.8.11 Les conséquences d'Overdale sur les luttes postérieures et sur les institutions montréalaises.

Les conséquences de ce conflit ont été importantes pour la ville. Parmi les conséquences politiques, physiques et sociales les plus marquantes, nous pouvons citer : 1) au niveau politique, la fracture de la coalition du RCM, 2) au niveau physique, la destruction d'immeubles ayant une valeur architecturale et leur remplacement par un stationnement et un bâtiment d'Habitations à loyer modique (HLM) et 3) au niveau social, la destruction de ces bâtiments a impliqué la rupture de liens sociaux et communautaires. Malgré l'oubli relatif lié à ce conflit, nous avons trouvé, à travers cette « archéologie », des signes qui reflètent sa présence dans la mémoire collective de la ville et dans celle des acteurs impliqués.

---

[206] Même la maison de Lafontaine a été touchée et abandonnée à la ruine. Ses planchers datant de 1830 ont été extraits et aucune réparation ou entretien n'a été effectué (*The Gazette*, 11 septembre 1988).

En matière politique, la gestion du conflit d'Overdale a été l'un des principaux échecs du RCM. Overdale a mis en évidence la concentration excessive de la décision dans le comité exécutif et la distance séparant le discours et la pratique politique du RCM, ainsi que celle entre le mouvement politique et la base électorale. Cette concentration du pouvoir a été manifeste dans le caractère discrétionnaire et le manque de règles claires dans le traitement des GPU. Malgré les changements majeurs introduits par l'administration Doré en ce qui concerne la démocratie municipale (p. ex. avec l'introduction de la période de questions dans les séances du conseil municipal, la mise en place de la politique de consultation et l'obligation d'effectuer des études d'impact pour les grands projets et la planification urbaine avec la création du premier plan d'urbanisme pour le centre-ville de Montréal), le dossier d'Overdale a constitué l'un des points marquants de la rupture de cette coalition (Herland, 1992). Les membres scindés de la coalition considéraient que les négociations à la pièce avec les promoteurs nuisaient aux principes fondateurs du parti, et qu'elles ont favorisé la spéculation et la destruction du patrimoine. La spéculation s'est ainsi matérialisée par des lots vides au centre-ville et par la destruction d'immeubles à valeur patrimoniale[207].

La construction du projet « Underdale » a été un échec sur le plan social. Les appartements d'Underdale n'ont hébergé qu'un petit nombre des anciens locataires d'Overdale[208] et le sentiment d'appartenance et de communauté présents dans les « anciens bâtiments » sont disparus. Le projet a imposé une reconstruction matérielle et relationnelle de l'espace, et a mené à la destruction des liens sociaux du quartier. Pour les locataires d'Overdale, la démolition a constitué une attaque contre l'identité

---

[207] Selon *The Gazette*, 22 octobre 1994: « About 20 per cent of downtown is pockmarked by parking lots and vacant land. Some are the legacy of untamed 1960s and '70s demolition. Some result from blunders by Mayor Jean Dore's administration, such as the failed York Theatre and Overdale projects »

[208] Seulement douze des locataires d'Underdale avaient été des anciens locataires d'Overdale, sur un total de 69 appartements.

du lieu et contre sa signification dans l'univers symbolique de ses habitants, tandis que pour les promoteurs et la Ville, il a représenté une « possibilité » de développement immobilier. La disparition des bâtiments a été ressentie comme une perte importante pour les gens qui y avaient construit leurs vies et qui ont décidé de se battre pour sa préservation.

Pourquoi ces gens ont-ils décidé de se battre ? Quelles étaient les raisons subjectives de leur implication dans cette protestation ? Sur le plan symbolique, quelle est la relation d'appropriation entre ces personnes et leur environnement ? Comment ces combats territoriaux influencent-ils les conflits postérieurs ? Pour y répondre, nous avons recours à l'argument de l'origine de la politique de Foucault, exposé au début de ce chapitre. En faisant le lien entre les différents conflits dans le temps, nous retrouvons l'origine des conflits actuels. Même si les conflits historiques semblent cachés ou, du moins, oubliés, leurs conséquences peuvent refaire surface lors de l'analyse des conflits ultérieurs et lors de la prise en compte des savoirs assujettis[209], dans le cadre de luttes qui se déroulent encore aujourd'hui. Overdale est donc immergé et circonscrit par les luttes passées et actuelles. Ainsi, les conflits sociaux

[209] « Par « savoirs assujettis », j'entends également toute une série de savoirs qui se trouvaient disqualifiés comme savoirs non conceptuels, comme savoirs insuffisamment élaborés : savoirs naïfs, savoirs hiérarchiquement inférieurs, savoirs en-dessous du niveau de la connaissance ou de la scientificité requise. Et c'est par la réapparition de ces savoirs d'en dessous, de ces savoirs non qualifiés, de ces savoirs disqualifiés même, c'est par la réapparition de ces savoirs : celui du psychiatrisé, celui du malade, celui de l'infirmier, celui du médecin, mais parallèle et marginal par rapport au savoir médical, le savoir du délinquant, etc. – ce savoir que j'appellerais, si vous voulez, le « savoir des gens » (et qui n'est pas du tout un savoir commun, un bon sens, mais au contraire, un savoir particulier, un savoir local, régional, un savoir différentiel, incapable d'unanimité et qui ne doit sa force qu'au tranchant qu'il oppose à tous ceux qui l'entourent). [...] Et par « savoir assujetti », j'entends deux choses. D'une part, je veux désigner en somme des contenus historiques qui ont été ensevelis, masqués dans des cohérences fonctionnelles ou dans des systématisations formelles. Concrètement, si vous voulez, ce n'est certainement pas une sémiologie de la vie asilaire, ce n'est pas non plus une sociologie de la délinquance, mais bel et bien l'apparition de contenus historiques qui a permis de faire, aussi bien de l'asile que de la prison, la critique effective. Et tout simplement parce que seuls les contenus historiques peuvent permettre de retrouver le clivage des affrontements et des luttes que les aménagements fonctionnels ou les organisations systématiques ont pour but, justement, de masquer. Donc, les « savoirs assujettis » ce sont ces blocs de savoirs historiques qui étaient présents et masqués à l'intérieur des ensembles fonctionnels et systématiques, et que la critique a pu faire réapparaître par les moyens, bien entendu, de l'érudition. » (Foucault, 1997, p. 10).

seraient plus complexes que les intérêts et les attitudes immédiates ; ils comportent également des liens historiques, territoriaux et identitaires. En ce sens, les conflits plus anciens semblent être liés par une continuité temporelle avec les nouveaux conflits et actions ; les contenus et les répertoires de contestation des acteurs qui y prennent part font notamment partie des éléments communiqués et transmis. Dans le domaine artistique, cette continuité est mise en lumière par deux évènements marquants de récupération de la mémoire collective : « *Overdale revisited* » (1992) de Tearry Coady et le documentaire *Overdale* (1993) de Robert Craig. « *Overdale revisited* » dénonce le sentiment d'absence, la perte d'un endroit important et tente de reconstruire son existence. Le documentaire *Overdale*, quant à lui, est un documentaire engagé qui représente le conflit à travers les yeux des locataires, et qui explique les fondements de la lutte associée à la revendication du chez-soi.

Une autre forme de prolongement de ce conflit est le transfert d'expériences par la voie des répertoires d'actions. Overdale a influencé les stratégies d'action d'autres groupes de défense du patrimoine et de protestation. Cela est particulièrement évident dans le cas de Benny Farm[210], où l'architecte Michel Fish et d'autres participants ont partagé leur expertise pour s'opposer à un autre projet immobilier. Cependant, la preuve la plus importante de la présence symbolique d'Overdale dans les luttes postérieures pour le logement à Montréal est le Squat de la maison de La Fontaine en 2001. Ce nouveau conflit nous permet d'analyser les processus de rupture et de continuité de l'action collective à partir de cet espace.

[210] À ce propos, consulter l'article « Benny Farm, Battle lost but not war» paru dans *The Gazette* le 3 septembre 1992.

6.4 Le squattage de 2001 et la restructuration des conflits socio-territoriaux

> J'ai participé effectivement à plusieurs de ces actions [en 1988], ce fut très drôle quand, lors d'une soirée au squat il y avait la projection du film, notamment la projection d'un vidéo sur l'événement d'Overdale [en 1988], où là on voyait les jeunes squatters qui reconnaissaient les plus vieux [...]. Donc, ça a été un événement intéressant, effectivement la rencontre des deux générations. [...] Mais quand on les a vus cette gang-là du Comité des sans-emplois qui travaillaient un peu en prolongement de certaines idées qu'on avait nous autres, la génération plus des années 80-90, pour moi c'était comme tout à fait naturel de les appuyer [...] (Parazelli et al., 2010a, p. 162).

Les conflits urbains de la première partie du XXI^{e} siècle semblent obéir à une logique différente de ceux de la fin du XX^{e} siècle. De nouvelles manifestations d'envergure, comme celle des indignés, du printemps érable, des autochtones de « *Idle no more* », ainsi que les révoltes et émeutes de jeunes à Montréal, en France et à Rio de Janeiro montrent que la logique de revendications s'est transformée ; elle a mis en évidence un processus de rupture entre les « nouveaux mouvements sociaux », les mouvements sociaux traditionnels et la protestation urbaine. Ces nouvelles manifestations se sont distanciées des partis politiques et des représentations politiques traditionnelles ; les nouveaux acteurs ont tenté de se donner une structure politique horizontale hétérogène et moins hiérarchique. Ils ne s'expriment pas à travers une idéologie unificatrice sur le plan du discours ou du sens qu'ils donnent à leurs actions. Nous mettrons en évidence cette mutation dans la troisième partie de notre chapitre, qui traite des changements dans la structure de protestation à Overdale.

En 2001, dans le cadre d'une des plus grandes crises du logement à Montréal, une marche a été organisée par le *Comité des sans-emploi de Montréal-Centre* pour dénoncer la rareté des logements abordables pour les personnes à faible revenu. Cette marche s'est conclue, comme nous l'expliquerons plus loin, par l'occupation de la maison de La Fontaine. Cet événement à caractère symbolique – représentant la

continuité des luttes pour le logement – a constitué, paradoxalement, un signe de rupture formelle par rapport aux formes traditionnelles de protestation des mouvements sociaux retrouvés au cours des années 1970 et 1980. Bien que l'occupation de bâtiments ne soit pas un phénomène récent[211], la réapparition de cette forme de protestation révèle une transition importante dans les formes de protestations, soit le passage d'une revendication des droits axée sur les mouvements sociaux à celle, plus radicale, du squattage et de l'occupation d'espaces à valeur symbolique.

Ainsi, le 27 juillet 2001, un groupe hétérogène de personnes, la plupart exclues du marché du travail, ainsi que certaines institutions dédiées à la lutte pour le logement (POPIR et FRAPRU), des membres de la lutte antimondialisation (Convergence de luttes anticapitalistes, CLAC) et des syndicats ont participé à une marche pour le droit au logement, à l'invitation du *Comité sans emploi de Montréal-Centre*. Au cours de la marche, il a été décidé d'exécuter une action symbolique, soit le squattage de la maison de La Fontaine. Cette maison, aux yeux des manifestants, représentait un symbole fort des luttes pour le logement qui avaient eu lieu pendant les années 1980. Malgré l'action apparemment improvisée, certains des participants étaient au courant de l'histoire de cette maison et avaient même participé aux événements de 1988[212].

Contrairement au conflit de 1988 à Overdale, l'occupation de 2001 n'était pas une manifestation réactive face à la construction d'un projet, mais une dénonciation du capitalisme et de ses manifestations urbaines (gentrification, déplacement des populations les plus pauvres, concentration spatiale des firmes transnationales dans le centre-ville, marginalisation). Cette occupation ne visait pas à exprimer une demande

---

[211] Selon Choko (1980), l'occupation d'immeubles était un phénomène très répandu dans la première partie du XX^{e} siècle à Montréal.

[212] C'est notamment le cas de François Saillant, directeur du FRAPRU.

spécifique envers la Ville, mais à rendre visibles les personnes marginalisées[213] dans le contexte néolibéral. Il s'agissait donc, en même temps, d'une plainte contre le système économique et d'une proposition alternative contre le capitalisme (dans ce cas, le modèle proposé par les squatters était l'autogestion anarchiste) qui pourrait être résumées ainsi : « nous sommes ici, nous existons »[214].

Ainsi, on peut observer, à travers notre cadre théorique, que les protestations des années 1960 et 1970 étaient axées sur les droits et la modification de politiques sociales spécifiques (associées aux mouvements sociaux), tandis que les manifestations plus récentes sont plutôt reliées à un rejet du système (Dubet, 2004 ; Caldeira, 2006). Dans le cas d'Overdale, la principale différence entre les conflits de 1988 et de 2001 est la population impliquée. En 1988, il s'agissait de locataires pauvres et d'étudiants. En 2001, quand tous les bâtiments d'Overdale avaient été détruits et qu'il ne restait plus que la maison de La Fontaine, la population occupante était alors surtout constituée de personnes en situation de marginalité et d'exclusion. Cette différence explique les logiques divergentes dans les actions déployées. Dans cette optique, il est important de rappeler la différence entre la marginalité et la pauvreté, qui n'est pas évidente à première vue. La pauvreté fait référence à un phénomène socioéconomique, tandis que la marginalité et l'exclusion sont liés à des phénomènes culturels plus complexes, qui impliquent un processus de ségrégation et de négation des droits (Fleury, 1998).

---

[213] Pour Wacquant (1996, 2004), la fin du XX[e] siècle a été marquée par une transformation de la pauvreté urbaine dans les sociétés occidentales. Le régime de marginalité émergente peut être caractérisé comme un produit de : 1) l'augmentation des inégalités, 2) la transformation des conditions de travail, 3) la désarticulation de l'État de bien-être, 4) la concentration spatiale des marginalisés et la stigmatisation des minorités et des immigrants.

[214] Concernant le sujet de la transformation de la protestation dans la mondialisation et pour développer davantage cette idée de la protestation et du recours à la violence comme outil de visibilisation, consulter le texte de Caldeira (2006), « *I came to sabotage your reasoning.* ».

Trois jours après le début de la manifestation, l'occupation perdurait. Les policiers n'avaient pas les moyens légaux de l'empêcher, puisque le propriétaire de la maison de La Fontaine n'avait pas émis de demande d'expulsion. Le 29 juillet, soixante personnes se sont réunies devant la maison de La Fontaine dont, parmi elles, François Saillant et des membres de groupes d'appui. Leur objectif était de débattre de l'avenir de la protestation. Saillant a alors dressé un portrait du conflit de 1988, de sa participation et de l'emprisonnement qui a suivi. Sa présence et sa prise de parole témoignent de la continuité des luttes à Overdale. Après cette discussion, les squatters ont entamé un processus d'aménagement et d'entretien de l'immeuble en ruine : ils ont construit des escaliers, installé une centrale électrique et nettoyé le bâtiment. Les « envahisseurs » ont commencé à recevoir de l'aide des voisins, de la nourriture, des outils, des matelas, etc. Le 31 juillet, les policiers (SPVM[215]) ont déclaré que le squat était un problème social et non un problème policier (*The Gazette*, 31 juillet 2001, p. A3).

Le 1er août, le SPVM a reçu une demande officielle d'éviction de la part de Landau (un des propriétaires du terrain), qui était basée sur les problèmes structurels du bâtiment. Le maire Bourque a alors proposé une résolution à l'amiable, impliquant le déménagement des squatters vers un immeuble appartenant à la Ville, près du métro Préfontaine[216]. Cette proposition visait à répondre à la pression médiatique liée à la couverture de l'événement. L'accord conclu entre le maire et les occupants reposait sur trois points : les occupants étaient dégagés de toute charge criminelle, l'administration du nouveau bâtiment (près du métro Préfontaine) leur était concédée et le logement dans ce bâtiment leur était offert gratuitement (*The Gazette*, août 2001

[215] Service de Police de la Ville de Montréal

[216] Cet immeuble était initialement un hôpital qui avait été construit en 1886 pour accueillir les personnes souffrant de variole. L'édifice avait changé de vocation en 1956 pour aider les sans-abri (http://ruemasson.com/2010/06/09/le-centre-prefontaine-de-squat-a-condos/). Ce bâtiment a été démoli en 2013, pour faire place à des condos.

p. A1). Les journaux avaient aussi rapporté que plusieurs organisateurs communautaires soutenaient l'occupation de la maison de La Fontaine, y compris le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM). Le RAPSIM rappelait alors, qu'à Montréal, on retrouvait 133 bâtiments abandonnés, 15 000 personnes vivant dans la rue et seulement 16 922 logements subventionnés. Parmi les occupants de la maison de La Fontaine, six squatteurs ont décidé de poursuivre le squattage malgré l'offre du maire ; ils ont été arrêtés par le SPVM.

Le processus de négociation entre le maire et les occupants a été rapidement critiqué : la position du maire était qualifiée de faible et liée à la proximité des élections. Également, les squatters ont ainsi réussi à outrepasser le processus habituel d'attribution d'un HLM, qui se fait en fonction de listes d'attente. Aussi, les squatters ont obtenu de l'électricité gratuitement en acceptant leur relocalisation près du métro Préfontaine. Cependant, les critiques les plus dures provenaient des électeurs de sa circonscription, où étaient déménagés les squatters (The Gazette, 7 septembre 2001, p. A4). Les citoyens du secteur dénonçaient l'installation de ces personnes sur le territoire. Le 11 août, un journaliste infiltré parmi les nouveaux habitants de l'immeuble de Préfontaine a rendu publics des documents audiovisuels concernant la vie quotidienne de ces personnes (Lamont, 2002), dont certains consommaient régulièrement des drogues, malgré la présence d'enfants parmi eux. Il a alors été expulsé du bâtiment. Ces documents audiovisuels ont aussi révélé la division et les tensions entre les occupants de l'immeuble à propos de cette consommation et des codes de conduite. Les occupants comprenaient principalement deux groupes : des activistes antimondialisation[217] et des personnes en situation de marginalité, dont quelques toxicomanes avec des problèmes graves de dépendance. L'interaction entre ces deux groupes était très difficile, selon les interviewés. Certains des occupants ont été expulsés à la suite de problèmes de cohabitation. L'occupation à Préfontaine est

[217] C'est le cas de têtes visibles du mouvement, dont Anne-Marie Gaudin.

devenue un sujet très médiatisé. Elle a été suivie de près par les médias, qui ont fixé des caméras aux alentours du bâtiment.

La pression médiatique et l'approche des élections ont radicalisé la position des occupants et de la Ville. Le maire, qui avait participé directement aux négociations pour le déménagement, est passé d'une position conciliatrice à une position d'inflexibilité, menaçant les occupants d'un délogement. Le maire a alors également nié qu'il avait conclu un accord avec les occupants, disant qu'il s'agissait d'une proposition verbale, et a alors mentionné que leur emplacement était temporaire. Cette affirmation a été contredite par les occupants, qui ont mentionné l'existence d'un accord écrit, sans pouvoir le démontrer. L'opposition au Conseil municipal a alors profité de l'occasion pour dénoncer l'improvisation dans ce dossier[218]. La tension entre les occupants et les habitants du secteur a augmenté, les journaux rapportant alors des affrontements verbaux.

Le 4 septembre, le maire a lancé un ultimatum aux occupants, qui se sont retrouvés menacés d'emprisonnement s'ils n'abandonnaient pas l'immeuble avant octobre. Dans les mots d'Armand Fichaud, responsable des forces policières à ce moment, la Ville planifiait d'utiliser tous les moyens légaux et administratifs pour déloger les occupants. Les pompiers ont visité à plusieurs reprises le bâtiment pour déclarer que son état mettait en danger la vie de ses occupants. La campagne électorale a empêché une sortie négociée du conflit. Les tensions ont encore augmenté et les occupants ont tenté de barricader l'immeuble, barricades qui ont ensuite été détruites par les pompiers et les policiers.

> Pierre Bourque has shaken off more than his share of political maelstroms during his seven years as Montreal's mayor, but now it looks like a bunch of 20-something homeless people could pull off what even his most experienced political foes could not do during two terms: bring him down. And all they have to do is squat. (*The Gazette*, 07 septembre 2001, p. A4)

[218] *The Gazette*, 6 septembre 2001.

Cette situation a mis en évidence la concentration excessive du pouvoir au Comité exécutif de la Ville et l'inexistence d'une institution permettant d'encadrer ce type de conflits. Le maire se retrouve ainsi dans une position où il peut prendre des décisions en se basant uniquement sur sa volonté, en dehors d'un cadre institutionnel, ce qui est démontré par l'utilisation récurrente d'états d'exception. Les conflits liés aux GPU et, particulièrement, ceux de type logements/capitaux, constants dans l'histoire de la Ville, sont toujours réglés au cas par cas[219].

La Ville a alors commencé le processus d'expulsion des occupants. Le 7 septembre, des fonctionnaires et des représentants des occupants se sont réunis. Lors de cette réunion, l'expulsion a été notifiée et trois alternatives ont été offertes par la Ville : 1) la relocalisation des occupants dans des HLM, 2) leur déménagement dans un bâtiment pour réfugiés 3) le transfert à un endroit où le marché immobilier était « moins chaud ». Ainsi, en pleine campagne électorale, le conflit de Préfontaine a opposé le maire Bourque à ses propres électeurs, mécontents de la présence des occupants dans sa circonscription, et aux intérêts des promoteurs immobiliers intéressés par le site. Face à cette double pression, Bourque a opté pour un délogement rapide. Pour le justifier, il a alors reconnu l'existence de l'accord mentionné précédemment par les occupants, mais en dénonçant le fait que ces derniers l'avait violé lorsqu'ils avaient tenté de modifier la structure du bâtiment. Face aux alternatives proposées par l'administration, les occupants ont répondu avec un « non » catégorique. Bourque a reconnu que cette négociation était particulièrement difficile, parce qu'elle se déroulait avec des gens qui ne se battaient

---

[219] « *At a council meeting, last night at City Hall, official opposition leader Michel Prescott peppered Bourque with questions about the contract, saying it smacked of desperation, improvisation - and political expediency. "The only thing that could justify such a hasty action is an emergency," Prescott said as Bourque's councillors jeered. "But the only emergency here for the mayor is an electoral emergency," Prescott added, referring to the upcoming Montreal megacity election slated for Nov. 4.* » (*The Gazette*, 11 Septembre 2001, p. A7).

pas pour un problème social concret, mais pour dénoncer le système économique et la mondialisation. Dans ses mots :

> In other times, we might have been able to negotiate more successfully. But the media and the opposition jumped on (the situation) so it was hard to advance. We were caught in the middle of nowhere. We had to react. But we did so without violence. »... »We did everything to create housing for those who don't have it. But I won't change the economic system of the West," Bourque said. « These youths were fighting not for social housing, but against globalization. (*The Gazette*, 04 Oct 2001, p. A1)

Le délogement a eu lieu le 3 octobre 2003, à un moment où la plupart des occupants étaient absents du bâtiment en raison de leurs occupations quotidiennes. Sur un total de 30, seulement six occupants étaient alors présents. Ils ont résisté au délogement et, finalement, ont été arrêtés par les policiers. Soixante agents ont été mobilisés dans l'opération.

L'occupation du bâtiment de Préfontaine aura duré deux mois. En tant qu'événement, il témoigne de transformations qui ont eu lieu sur le plan des conflits et des actions collectives à Montréal. Ainsi, les manifestations ne doivent pas être uniquement vues comme des revendications concrètes de services ou d'avantages sociaux ; elles constituent aussi des expressions politiques du malaise engendré par la mondialisation, ainsi qu'une affirmation de l'existence de la marginalité :

> L'épisode de squattage de Montréal au Centre Préfontaine en 2001 s'apparente au croisement de ces deux formes de squattage. Ainsi, le squattage, de par son caractère illégal, marginal et visible, serait non seulement une réaction aux effets de l'exclusion sociale et économique, mais le reflet de tout un mouvement de revendication à caractère politique. (Parazelli et al., 2007)

Dans le cas d'Overdale, il est important de noter la continuité temporelle dans les rapports de coopération entre les promoteurs et le pouvoir exécutif de la Ville pendant les différents régimes administratifs. Ces rapports, de type corporatiste, reposent sur l'application systématique de l'état d'urgence (ou d'exception) dans la planification

et la mise en place des GPU. Nous considérons également qu'il existe une articulation temporelle entre les différents conflits, acteurs et actions collectives menées par les communautés qui sont touchées par ces projets au niveau intra- et extra-spatial[220].

6.5 Nouveau contexte et nouveaux acteurs

Tous les conflits historiques centrés sur des tensions entre le logement, le patrimoine et la spéculation immobilière ont connu une nouvelle étape de développement liée à l'augmentation de valeur de la propriété immobilière causée par des investissements massifs dans ce secteur ; à cette pression immobilière s'ajoutent les impacts de la politique des grands projets adoptés par la Ville et l'arrivée dans le secteur des investisseurs internationaux au cours des dernières années (comme nous l'avons abordé dans la problématique et au chapitre 4). Les trois conflits que nous avons exposés dans ce chapitre nous ont permis d'observer des changements importants dans la dynamique des conflits et de la régulation des GPU. Cependant, il y a un élément que nous n'avons pas encore développé, soit l'influence des changements dans les politiques liées aux grands projets pendant l'administration de Gérald Tremblay. Bien que nous développerons ce sujet en détail dans le chapitre suivant, nous présenter ici une courte réflexion sur cet aspect. Comment les changements des politiques liées aux GPU ont-elles eu un impact sur le territoire d'Overdale ? Comment les conflits sur ces territoires se sont-ils transformés au cours des dernières années ?

À partir de l'année 2000, l'achat de terrains dans le centre de la ville s'est accéléré dans un nouveau contexte immobilier marqué par l'augmentation des prix et par la

[220] Le caractère intra-spatial présuppose l'existence de liens entre les différents conflits et acteurs agissant sur le même territoire au fil du temps. Le caractère extra-spatial implique l'existence d'une relation entre les différents conflits ayant lieu dans cet espace et des enjeux ou conflits dont les échelles sont plus larges.

mise en œuvre de la stratégie de l'administration municipale pour attirer des investisseurs immobiliers. À partir de l'année 2011, Overdale est redevenu un objet d'intérêt pour la presse. Cette année-là a en effet été marquée par la vente de plusieurs terrains vides à proximité de cet endroit (*The Gazette*, 19 août 2011, p. B1). Au cours du mois d'août de 2011, le terrain a été vendu pour 28 millions de dollars à un promoteur immobilier montréalais d'origine chinoise, Kheng Li. Cet événement a été souligné par le journal *The Gazette* de la forme suivante :

> « In late July, a site of Overdale Ave., an estimated 140,000-square-foot plot on the south side of Rene Levesque Blvd, beside Bishop St., was sold by a company based out of a Sherbrooke St. West art gallery run by director Robert Landau for $28 million, provincial records show. The buyer is a numbered company owned by investor Kheng Li, who is a partner of E. Khoury Construction Inc. A worker at Khoury who didn't want to be identified said the site could be used for either residential or office development. » (Ibidem, 2011)

La pression sur les bâtiments historiques dans le centre de la ville causée par le « réchauffement » du marché immobilier a provoqué des soucis chez les membres d'Héritage Montréal et chez ceux du Centre canadien d'architecture. Ces deux organismes ont convenu de la nécessité de préserver les bâtiments à valeur patrimoniale de la ville et d'intégrer la préservation du patrimoine dans les développements immobiliers. Dans ce contexte, des articles relatifs à l'histoire des bâtiments et, en particulier, d'Overdale ont été publiés (The Gazette, 24 août 2001, p, B1 ; 22 octobre 2011, A3, 1er novembre 2011, p. B6, 12 novembre 2011, p. E2 ; 24 février 2012, p. A3). Ces articles mettent en perspective l'histoire du lieu et des conflits.

> « Now the building, its windows broken and facade weathered by more than two decades of neglect, is in the hands of a new owner, once again raising concerns by heritage activists for its future. As The Gazette reported last week, the mansion was sold as part of a $28-million deal for a sprawling downtown site stretching from Overdale Ave. to Rene Levesque Blvd. In

> July, the city of Montreal sent several notices concerning "the state of repair of the property" to former owner Robert Landau, the deed of sale says.
> "Hopefully, the (new) developer will do something with it," said Heritage Montreal policy director Dinu Bumbaru, who has advocated turning the residence into a site commemorating the origins of Canadian parliamentary democracy. "The lesson we can learn from the Overdale area is that 25 years of doing nothing is not so good."
> Landau and his partner's original plan from the 1980s to build a $100-million condo project never materialized, and the mansion belonging to a key player in the creation of Canada's democratic institutions was left to rot. » (*The Gazette*, 22 octobre 2011)

Selon Dino Bumbaru, directeur de politiques d'Héritage Montréal : « cette vision de l'intégration des projets avec la protection du patrimoine est nécessaire et souhaitable dans l'avenir de Montréal. Les luttes qui ont servi à décrire les tensions entre les développeurs et les communautés des années 1970 et 1980 doivent céder la place au partenariat entre les différents acteurs » (entrevue). Les GPU, considérés sous cette perspective particulière, ne sont donc pas une menace pour le patrimoine de la ville, mais plutôt une possibilité d'assurer sa préservation par l'intégration des composants patrimoniaux dans les projets mis en place. Dans le cas d'Overdale, les nouveaux promoteurs se sont engagés dès le départ dans cette perspective ; cependant, malgré cette vision idyllique, on peut noter la persistance de quelques tensions.

Le Consortium, mené par le groupe Brivia et Tianco, a exprimé sa volonté de préserver la maison de Lafontaine. Cependant, la forme que prendra cette préservation a été un point de controverse entre les groupes de défense du patrimoine et le promoteur immobilier (*The Gazette*, 20 septembre 2013, p. A.20). Pour les développeurs, la reconstruction du bâtiment en vue de sa vente postérieure sous la forme de logements peut être considérée comme un choix de préservation patrimoniale et une contribution à sa préservation. Cependant, Héritage Montréal a invité à plusieurs reprise le gouvernement fédéral et les institutions publiques à mettre en place un projet de préservation qui tienne compte de l'héritage historique de Lafontaine en lien avec la construction de Canada, par l'élaboration d'un projet qui

soit plus proche de l'interprétation historique du personnage que la simple construction de maisons (*The Gazette,* 12 août 2015, p. A21 ; 1er septembre 2015, p. A7 ; 3 septembre 2015 ; p. A18).

Avec le refroidissement du marché, le projet nécessiterait un investissement en capital plus important. Le groupe Brivia s'est ainsi associé à des investisseurs chinois, en particulier la compagnie Tiango, propriété de l'un des plus importants entrepreneurs immobiliers en Chine, Han Quing (*The Gazette*, 2015, 30 janvier, p. B7)[221]. Le projet propose maintenant la construction de deux tours de 38 étages et 17 maisons, parmi lesquelles se trouverait la maison de Lafontaine. La première tour devrait être construite en 2017 et comporterait 398 unités de logement, y compris des studios et des appartements. (*The Gazette*, 26 mars 2016, p. G1) : selon les indications de la firme d'architectes Menkes Shooner Dagenais LeTourneux, responsables de la conception du projet, le plan comprendrait une restauration de la maison qui permettrait de préserver son apparence originale et qui pourrait servir de logement pour une famille de Montréal (ibidem). Ainsi, le nouveau projet architectural présente une coexistence du patrimoine dans la construction et la conception. Néanmoins, la coexistence entre les différentes communautés – telle que visée par les acteurs sociaux de 1986 et 2001 – n'a pas même été mentionnée dans le

---

[221] « As the economy slows at home, Chinese investors are looking to diversify abroad and Montreal represents an undervalued opportunity, says Steve Di Fruscia, chief executive of Tianco Group, a Canadian real-estate developer controlled by Chinese shareholders.
Tianco has joined up with Montreal-based Brivia Group to develop the $300-million YUL condominium project in downtown Montreal on the south side of Rene Levesque Blvd. between Mackay and Bishop Sts. The development slated to open in 2017 features two 38-storey towers housing 800 units as well as 17 townhouses. The historic Louis-Hippolyte Lafontaine house at the southeast end of the property on Overdale Ave. will be restored as a single-family home, fulfilling a condition set by the city of Montreal.
'Our major shareholder (Han Qing) is one of the dominant real-estate figures in China, he's the largest developer in the province of Gansu in northwestern China. Every year he's doing about 10 million square feet of buildable space, so he's coming from an enormous real-estate background.
"Now that conditions in China are softening, he and a lot of other companies are starting to look abroad for investment opportunities. That's been the case with Tianco for the past two years. » The Gazette (2015, 30 janvier, p. B7)

nouveau projet. Le nouveau projet est dirigé vers la consommation de luxe, et l'appropriation du patrimoine qu'il propose est une appropriation privée de l'histoire de Lafontaine qui met de côté la signification historique du bâtiment dans les luttes pour le logement à Montréal. Nous espérons que ce chapitre a mis en évidence l'importance de cette « contre-histoire », ou du « contre-récit » lié à cet espace et aux conflits qui l'ont animé.

6.6 Conclusion du chapitre.

Les événements conflictuels mis en relation dans le présent chapitre ont un rapport qui transcende la dimension spatiale. La stratégie utilisée pour l'analyse — c'est-à-dire : l'analyse généalogique des conflits — nous a permis d'observer les processus de rupture et de continuité dans l'histoire récente des conflits liés aux grands projets urbains et de discerner comment ces conflits sont en lien avec la dynamique globale des conflits sociaux urbains.

En ce qui concerne les continuités retrouvées au long de notre analyse, nous devons souligner les points suivants : 1) dans les rapports généalogiques (et de filiation) que nous établissons entre conflits, la référence au conflit initial, celui de Lafontaine, a été présente dans tous les conflits postérieurs. (2) Les répertoires de contestation ont été transmis et mis à jour d'un conflit à l'autre, autant dans la pratique des promoteurs que dans celle des groupes de protestation. (3) En ce qui concerne les pratiques institutionnelles, il faut souligner que les conflits ont influencé et ont contribué à l'institutionnalisation des pratiques. Cela est particulièrement mis en évidence par la création d'instances de consultation publique pour la mise en place de projets urbains, à la fois dans la politique du patrimoine de la ville, dans les mécanismes juridiques de défense des droits des locataires et, dernièrement, dans la politique de promotion des GPU. (4) Une autre continuité en lien avec la planification urbaine à Montréal est l'influence des promoteurs dans les décisions de la Ville et la négociation à la pièce

des projets avec les promoteurs. Cette dépendance face aux promoteurs est étroitement liée à la dépendance la Ville vis-à-vis l'impôt foncier. 5) Finalement, il faut souligner le lien structurel entre la dynamique du marché immobilier et la dynamique des conflits.

En ce qui concerne les processus de rupture entre les différentes périodes analysées, nous devons garder à l'esprit les différences en ce qui concerne les régimes urbains, les types de relations entre les acteurs et la structure des conflits. En effet nous voulons signaler plus spécifiquement les points suivants 1) le conflit original a eu un fondement ethnique important qui ne caractérise pas les conflits ultérieurs. (2) Chacune des périodes a des particularités en ce qui concerne les acteurs. Dans les années 1980, le conflit central était le droit des locataires et leur combat pour la défense du milieu de vie, tandis que le conflit de 2001 a été marqué par la dénonciation de la mondialisation et la croissance de la marginalisation urbaine. Les acteurs principaux des années 1980 étaient des locataires et ceux de l'an 2000, les squatters. (3) En relation avec les ruptures institutionnelles, les moyens utilisés par les administrations au cours de ce type de conflits et les perceptions à l'égard des acteurs ont été différentes dans chaque administration. Une administration progressiste comme celle de Doré a expulsé les locataires, mais a mis en œuvre la politique de consultation. Une administration conservatrice comme celle de Bourque a négocié avec les squatters, et enfin, une administration qui a établi plusieurs mécanismes de participation comme celle de Tremblay a aussi créé une stratégie discutable de relation avec les développeurs. Ainsi, les administrations ne peuvent être conçues en tant que blocs monolithiques, mais comme des alliances de classes ayant des intérêts différents qui se transforment historiquement.

En guise de conclusion générale du présent chapitre, nous pouvons considérer que la réalisation d'une généalogie du conflit comme celle-ci nous permet d'établir des relations entre les différents conflits historiques dans un espace « micro » et leurs

liens avec la dynamique des conflits dans l'ensemble de la ville. De plus, elle nous permet de mieux comprendre la perception subjective des acteurs et les raisons expliquant leur mobilisation, ainsi que les éléments qui structurent les conflits. Le cas d'Overdale est un bon exemple des changements dans la dynamique des grands projets et des tensions entre le marché de l'immobilier et le logement. Les conflits sociaux de ce lieu ont été principalement liés à des litiges privés dans lesquels les institutions publiques ont joué un rôle dans la médiation et dans les procédures administratives. Dans le prochain chapitre, nous discuterons d'un autre type de projet, un projet public lié à la construction d'un mégahôpital, le CUSM, qui comporte une échelle géographique et temporelle différente. En ce qui concerne l'échelle géographique, nous analyserons l'histoire de la mobilisation dans deux quartiers, Saint-Henri et NDG, et une ville indépendante, la Ville de Westmount. En ce qui concerne notre analyse temporelle, nous aborderons les années 1997-2007.

CHAPITRE 7 : ANALYSE DE L'ACTION COLLECTIVE DANS LES QUARTIERS AVOISINANT LE CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL, CUSM

« Les liens étroits qui ont été évoqués entre Arthur Porter, ex-DG du CUSM, St. Clair Martin Armitage, recruté par Arthur Porter pour participer au processus de sélection du partenaire privé et Pierre Duhaime, ex-dirigeant de SNC-Lavalin, qui a obtenu le contrat de construction du CUSM, lesquels font tous objet d'une enquête formelle de l'UPAC, méritent un examen approfondi.

Puis, on ne peut ignorer ce que certains journalistes ont pu rapporter sur le rôle joué par M. Pierre Lortie, qualifié de Libéral notoire et ami personnel de Monique Jérôme-Forget. M. Lortie a, selon ce qui est rapporté, dirigé, à titre de consultant pour la firme Fraser Milner Casgrain, les opérations d'analyse consistant à comparer les coûts et avantages du mode PPP versus l'approche traditionnelle, et ce, après qu'il eut participé à la préparation des plans d'affaires concernant la conception, la construction, l'entretien et le financement selon le mode de partenariat public-privé du CUSM et du CHUM.

La proximité entre certains membres du gouvernement, le personnel de l'Agence des PPP, ainsi que d'autres personnes occupant des postes clés pourraient avoir contribué à ce que le public québécois soit entraîné dans l'aventure des PPP, et ce, bien que les avantages associés à cette formule n'aient pu être identifiés ni mesurés avec sérieux.

De plus, l'intérêt public commande que l'on examine le rôle d'autres acteurs et que l'on se penche sur la promiscuité qui caractérisait les liens liant plusieurs acteurs clés avec certains décideurs politiques. Par exemple, que devons-nous conclure du fait que Pierre Lefebvre, un ami proche de la présidente du Conseil du trésor de l'époque, ait pu être nommé PDG de l'Agence des partenariats public-privé du Québec, tout en provenant d'une firme qui a servi de conseiller juridique pour les trois projets (Fasken Martineau Walker) ainsi que d'une firme (Price Waterhouse) qui a servi à titre de conseiller financier pour le CUSM. Suite à son départ de l'Agence des PPP, M. Pierre Lefebvre sera nommé secrétaire associé au Conseil du trésor puis embauché dans une firme à qui l'on confiera le mandat de procéder à l'examen des projets (SECOR KPMG).» (Coalition pour le CHU sans PPP, 2014)



Figure 7.1 Le CUSM en 2014, photo de l'auteur

Ce chapitre est centré sur l'étude de cas du projet du CUSM, un projet controversé qui, selon Radio-Canada, constituerait la plus grande affaire de corruption dans l'histoire du Canada (Radio-Canada, 20 mai 2014). Ce cas, qui a fait l'objet d'une enquête de l'Unité permanente de lutte contre la corruption, est l'un des projets les plus importants étudiés par la « Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction » conduite par la juge France Charbonneau entre le 19 octobre 2011 et le 24 novembre 2015. Ce chapitre reprend les résultats du rapport de recherche que nous avons publié en 2011 dans le cadre de l'ARUC Mégaprojets au service de la communauté : « Évolution de l'action collective dans les quartiers touchés par le projet CUSM : Analyse à travers les grands quotidiens » (Hernandez et al., 2011). Dans ce rapport nous avons mis en évidence les changements qui se produisent dans l'action collective dans les quartiers affectés par la mise en place du projet CUSM. Dans ce chapitre, nous présentons une chronologie du projet à partir de notre révision de presse comprenant les années entre 2000 et 2007, pour ensuite lier cette chronologie à l'histoire de l'action collective dans la zone d'influence du projet (quartiers Saint-Henri et NDG, ainsi que la Ville de Westmount) durant la même période. En raison de l'importance des faits de collusion et de corruption associés au projet CUSM qui ont été mis en lumière entre les années 2008 et 2015, nous avons décidé de mettre à jour notre analyse de la presse en terminant le chapitre par une courte réflexion concernant la dynamique de collusion et les anomalies dans la gestion et la gouvernance du projet. L'analyse concernant les actions collectives dans les quartiers d'intervention du projet CUSM s'est arretée à l'année 2007 pour la rédaction d'un rapport. Ce rapport a été presenté et discuté avec les organismes communautaires afin de proposer des pistes de réflexion concernant leur action et leur coordination face au développement du projet dans le cadre de l'ARUC Mégaprojets au services des communautés.

Nous estimons qu'il est nécessaire d'exposer, dans ce chapitre, comment la dynamique de l'action collective dans chacun des quartiers est associée aux actions visant la mise en œuvre du projet. Cette conjoncture est révélatrice de la complexité des échelles et des intérêts qui se sont matérialisés lors de la construction de ce grand projet urbain. Le projet de construction du CUSM a été l'un des deux plus grands projets (avec la construction du CHUM) de la Ville au cours des dernières années ; sa mise en œuvre a impliqué la participation du gouvernement fédéral et provincial, d'acteurs globaux dans le domaine de la santé et, finalement, des communautés locales. À travers l'étude de ce cas, notre visée est de clarifier l'influence de la dynamique institutionnelle ayant modifié la gestion des grands projets – dans le cadre du modèle de PPP – sur la réalité de la protestation dans la zone de mise en œuvre du projet. Nous croyons que la compréhension de ces deux histoires et perspectives d'action parallèles (l'institutionnelle et celle de la protestation) constitue un point important pour l'analyse des changements observés sur le plan des relations entre les acteurs associés aux GPU.

7.1 Le projet CUSM.

Le CUSM est l'un des projets qui a le plus influencé la dynamique de l'action collective dans notre région d'étude. Comme nous le montrerons dans ce chapitre, ce grand projet, ses impacts sur les différents secteurs d'implantation et, plus particulièrement, sur la dynamique sociale et communautaire des quartiers touchés, ont engendré de nouvelles logiques de coopération et de conflit. Ces logiques constituent, selon nous, des éléments inédits de la structure de l'action collective à Montréal. Dans une optique plus générale, elles mettent aussi en évidence la gestion des rapports avec les communautés lors de la mise en œuvre de grands projets urbains

à Montréal[222]. Afin d'enquêter sur les origines du projet, son évolution et les effets sur les communautés étudiées, nous avons réalisé une recension de presse Cette recension a inclus 245 articles de presse pour la période comprise entre 1997 et 2008. L'objectif général de cette recension était de faire ressortir les rapports entre la dynamique institutionnelle et la dynamique de protestation et, plus particulièrement, d'identifier les acteurs communautaires et citoyens dans la zone d'étude. L'analyse des articles nous a permis de construire une chronologie des événements les plus importants, ainsi que de reconnaître la relation particulière entre la dynamique institutionnelle et communautaire, ainsi que les caractéristiques de gestion du projet.

Le projet de fusion des vieux hôpitaux et la construction de deux méga-hôpitaux au Québec sont liés à une stratégie économique de long terme axée sur l'augmentation des avantages comparatifs de la ville[223], particulièrement dans le secteur de la santé[224]. Ceci est effectué en encourageant la création de pôles de développement urbain dans le domaine de la santé et de la production et recherche pharmaceutiques. Cette stratégie, axée sur la construction d'infrastructures hospitalières, de recherche et d'enseignement, est complétée par divers projets qui visent à créer une coordination

---

[222] Dans notre recension bibliographique sur les grands projets réalisée dans le cadre de notre projet de doctorat, nous n'avons pas trouvé de références en ce qui a trait à la négociation directe et préalable avec les communautés touchées par ces projets.

[223]Cette stratégie a été élaborée dans le cadre d'une politique de planification de projets à long terme, appelée « Montréal 2025 ». Cette dernière est basée sur l'attraction d'investissements pour la mise en œuvre de grands projets dans quatre secteurs de développement stratégique de la ville.

[224] « It should be noted that the health and social assistance sector is one of the main employers in Metropolitan Montreal. This sector alone represents over 11% of all jobs in the area (not counting the 40,904 direct jobs in the life sciences sector), making it the third largest sector in terms of employment". (2006, SECOR-TAKTIK, p. 4) "Montreal is one of the 10 North American cities with the largest biopharmaceutical sector (8th place in the last available ranking). In 2005, the life sector included 497 companies, 44 public and parapublic institutions and 105 research agencies (chairs, networks, etc.) ». (Ibidem, p. 7)

et une synergie entre le secteur privé et le secteur public pour le développement dans ce domaine de recherche et développement[225].

Le projet du CUSM visait à moderniser l'infrastructure de santé de la ville en se basant sur un modèle d'intégration spatiale des services, de la recherche et de l'enseignement dans deux projets de méga-hôpitaux liés aux deux universités montréalaises comportant des facultés de médecine (McGill et Université de Montréal). Cette intégration allait possiblement entraîner une réduction des coûts liés à la gestion et à la duplication des tâches entre les différents hôpitaux. Le plan de construction de l'hôpital de McGill s'est concrétisé en 1997 avec la fusion des quatre hôpitaux anglophones du centre-ville (Hôpital général de Montréal, Hôpital Royal-Victoria, Hôpital de Montréal pour enfants et Hôpital neurologique de Montréal) et a été officialisé par des ententes juridiques et par la mise en place d'un plan d'action. En 1998, le choix de l'emplacement a été l'enjeu le plus important. La cour Glen, un terrain appartenant au Canadian Pacific (CP), a été choisie parmi quatre propositions en raison de sa centralité et de la proximité des transports en commun. Une fois la décontamination du site terminée, le lot de 43 acres a été vendu à l'Université McGill et au gouvernement du Québec pour 23 millions de dollars.

La mise en œuvre du projet a fait l'objet de critiques et de protestations[226]. Deux sujets ont été particulièrement sensibles et ont engendré un plus grand nombre d'actions collectives. La première critique est venue de la part de groupes de professionnels de la santé, qui affirmaient que la mise en œuvre du projet allait

---

[225] Parmi les tentatives de coordination les plus notables, nous retrouvons *Montréal in vivo*, un organisme de développement économique réunissant des décideurs d'entreprises, des institutions et des organisations de recherche, ainsi que le secteur public, qui est voué à la création de la richesse dans le secteur des Sciences de la Vie et des Technologies de la Santé (SVTS). Cet organisme vise à créer un environnement d'affaires propice à l'innovation et au développement des entreprises et des organisations actives dans la grappe des SVTS.

[226] Le premier signe de mécontentement est venu de la part des employés et des bénévoles du centre hospitalier Royal Victoria. Une pétition de 1000 noms a été créée pour dénoncer la relocalisation.

entraîner une perte de services de proximité. L'autre sujet des protestations concernait le destin des bâtiments abritant les hôpitaux qui seraient délaissés lors de la fusion. Ce dernier a été soulevé par les coopératives d'habitation et les groupes de lutte pour le logement[227]. Ces deux questions ont occupé la couverture médiatique et les actions collectives au cours des années 2000 et 2001. En 2000, une consutation publique a été menée[228] et a permis de prendre connaissance des différentes positions des acteurs concernés au sujet de l'utilisation future des bâtiments.

En 2002, il faut noter dans notre recension de presse l'apparition de deux nouveaux acteurs dans les négociations qui découlent de la formulation et de la mise en œuvre du projet : la Chambre de commerce de Montréal et un comité citoyen de NDG. Le premier est favorable à la construction des deux méga-hôpitaux et presse le gouvernement d'investir rapidement. Le groupe de citoyens de NDG s'oppose à la hauteur du projet (18 et 22 étages) sur le site de construction en raison de sa nuisibilité sur la vue et le paysage[229]. Par ailleurs, selon une étude d'impact économique commandée par le CUSM et la Chambre de commerce, l'implantation du CUSM aurait des retombées annuelles de 28 millions de dollars sur les quartiers avoisinants.

---

[227] Le CUSM a demandé conseil à des firmes privées d'architectes qui ont proposé de faire des condos de luxe avec les bâtiments. Par contre, la Régie régionale de la santé a affirmé qu'une partie des bâtiments serait réservée pour les services publics. Des consultations publiques ont été réalisées ; les résultats sont clairs, les citoyens désirent conserver la vocation publique des bâtiments et plusieurs proposent de les transformer en centres de soins de longue durée. Par contre, le Conseil d'administration a clairement manifesté son intention de construire des condos avec les bâtiments qui ne seraient pas utilisés à des fins de services publics.

[228] Pour plus de détails, consulter : https://cusm.ca/sites/default/files/docs/redev/Heenan_Report.pdf

[229] *La Presse*, 9 octobre 2002. « Les tours du centre hospitalier McGill contestées », p. E3

En 2003, le gouvernement libéral de Jean Charest[230] a donné le feu vert à la réalisation du CUSM. Le gouvernement a ainsi investi 800 millions de dollars, mais a imposé des modifications dans le projet initial. Les coûts restants du projet ont été couverts par des fonds fédéraux (100 millions de dollars) et des donateurs privés (200 millions de dollars). À la suite du rapport Mulroney-Johnson en 2004, le premier ministre Charest a annoncé la possibilité que la gestion et la construction du CUSM soient faites par des entreprises privées, en partenariat avec le gouvernement[231]. Sur le plan communautaire, le directeur du CUSM, Arthur Porter, a affirmé qu'il était prêt à travailler avec les groupes communautaires des différents quartiers pour que le projet du méga-hôpital soit le plus avantageux possible pour les quartiers environnants. À notre avis, la possibilité que des hôpitaux soient construits par la voie d'un partenariat public-privé et la négociation avec les communautés constituent des points tournants dans la mise en place des grands projets urbains au Québec, comme nous l'analyserons à la fin du chapitre. Bien que la discussion sur l'utilisation du mode PPP dans le développement de l'infrastructure ne soit pas récente et que les PPP aient été mis en œuvre dans d'autres secteurs et réglementés dans leur ensemble, c'est la première fois qu'un projet développé de cette façon a une telle ampleur.

Les critiques à cet égard ne se sont pas fait attendre. Le syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec a été l'un des groupes critiques les plus forts de ce mode d'exécution de projets. Le syndicat critique le rôle que le secteur privé a dans la mise en œuvre du projet, en déplaçant le rôle médiateur du gouvernement, et les effets de ce changement sur la démocratie et la prise de décisions publiques. Le processus devient moins transparent et amène des complications aux collectivités

---

[230] Le ministre de la santé était Philippe Couillard. Daniel Johnson et Brian Mulroney coprésidaient l'analyse de faisabilité des deux projets de méga hôpitaux. Le projet de fusion a été modifié en laissant ouvert l'Hôpital général de Montréal.

[231] Le contrat des services alimentaires du CUSM sera confié à la multinationale Sodexho, ce qui a provoqué des protestations de la part du syndicat des employés de l'hôpital Royal-Victoria.

touchées par ce type de projets, spécialement lorsqu'elles veulent négocier et obtenir des informations concernant le projet et son développement. À cet égard, la direction du CUSM a recherche le dialogue et la négociation directe avec ces communautés. Le rapport concernant l'impact économique du projet (étude d'impact) dans les quartiers avoisinants commandé par le CUSM a été estimé cet impact à 28 millions de dollars. Cette estimation fait partie des principaux arguments utilisés par la direction du projet pour légitimer sa présence et minimiser les possibles conflits avec les communautés.

La négociation avec l'hôpital ne constitue pas une gracieuse concession du directeur du CUSM. Elle correspond plutôt à la suite des négociations d'une durée de trois ans entre le conseil d'administration du CUSM et les différents groupes concernés. En effet, la concertation réunit les organismes suivants : CDEC Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, les Centres locaux de services communautaires (CLSC) Saint-Henri, Notre-Dame-de-Grâce-Montréal-Ouest et Métro, le Regroupement économique et social du Sud-Ouest, Solidarité Saint-Henri, le conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce, l'Association municipale de Westmount et le centre Contactivité. Ces différents groupes possèdent une histoire particulière, ainsi que des engagements, des visions et des réalités différentes. Au plan de l'action collective, nous considérons que le rassemblement et la négociation entre ces différents groupes pour construire une position partagée après le CUSM constituent aussi un changement majeur en ce qui concerne l'action collective à Montréal. Il s'agit en fait d'un important exercice qui a dépassé la fragmentation habituelle des actions collectives dans la ville. Dans la deuxième partie de ce chapitre nous allons analyser les différences entre les histoires conflictuelles de chaque territoire (Saint-Henri, NDG, Westmount).

Les modifications apportées par la nouvelle dynamique de gestion des grands projets, en particulier le PPP, ont donc modifié les actions collectives menées par des groupes communautaires et citoyens. La construction des grands projets exige une coordination des acteurs à différentes échelles qui entraînent, à leur tour, une

transformation des protestations et des mécanismes de coordination entre les différents mouvements citoyens et sociaux. La multiplicité de ces acteurs, de leurs intérêts, de leurs histoires, de leurs répertoires de protestation et de leur relation avec le pouvoir génère un processus complexe de coordination des stratégies et des actions visant à maximiser les résultats des négociations avec les gestionnaires des projets. Dans le cas du CUSM, ce processus a été réalisé par la création d'un groupe de concertation des organismes communautaires qui a travaillé activement dans les négociations avec les promoteurs du projet et qui ont été soutenus dans leurs démarches par des universitaires, en particulier l'Alliance de recherche université communauté, ARUC Mégaprojets pour les communautés. Ce processus a permis d'élargir le dialogue entre les différents acteurs locaux, ainsi qu'entre l'académie et les communautés[232].

En 2005, l'évènement le plus rapporté dans les articles a été la possibilité que l'hôpital pour enfants Shriners déménage à London, en Ontario. Les articles ont abordé aussi la question des coûts, qui dépassaient ceux prévus de plusieurs centaines de millions de dollars[233]. En 2006, les sujets prioritaires des articles ont été la nécessité de construire les hôpitaux et les modalités du Partenariat Public-Privé (PPP) qui sont envisagés par le gouvernement[234]. Le modèle de PPP proposé et inspiré du modèle britannique a été très contesté. Les opposants ont affirmé que ce type de partenariat coûte plus cher aux contribuables. Un rapport du CUSM (2005) a confirmé que le modèle britannique n'est pas favorable pour la construction du CUSM. Le groupe de la Société St–Jean-Baptiste de Montréal a contesté le

---

[232] En ce sens, nous avons partiticipé dans le cadre de ce projet à titre personnel, en tant que membre de l'ARUC entre 2008 et 2009.

[233] Pour veiller à que les deux projets d'hôpitaux universitaires respectent le budget du gouvernement, le ministre de la santé, Philippe Couillard a nommé Clermont Gignac comme directeur du projet. Le CUSM a lancé une campagne de financement qui a comme objectif de recueillir 300 millions de dollars, dont la moitié provenant de compagnies privées.

[234] . Selon un sondage CROP/LA PRESSE, 76 % des Québécois sont contre la construction de deux CHU (29 mars 2006).

financement 50 %-50 % des deux projets de mégahôpitaux[235]. L'Ordre des architectes du Québec a critiqué les plans d'architecture et d'aménagement du campus hospitalier de la cours Glen : son design ignorerait les concepts de développement durable et les infrastructures projetées auraient un coût d'entretien trop élevé.

En 2007, les groupes de citoyens Défendons NDG et l'Association des résidents de St-Raymond[236] contestent le plan de circulation préliminaire émis par le ministère des transports du Québec concernant l'aménagement de la cour Glen. Ils expriment leur mécontentement face au trafic et aux bouchons de circulation que ce projet entraînera[237]. Le reste des articles abordent principalement le sujet des PPP et les appels d'offres faits aux investisseurs privés. Le président à l'époque de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), M. Massé, se questionne sur l'éthique du processus d'offre des contrats pour les projets de construction des Centres hospitaliers universitaires (CHU). Il affirme que les consortiums formés pour un projet sont composés de firmes qui se font concurrence dans un autre projet. Cette situation pourrait causer de la collusion et de l'échange d'information.

En 2008, les deux sujets qui semblent être récurrent pour les trois premiers mois sont : l'agrandissement de l'Hôpital Général de Montréal sur le flan du Mont-Royal et l'affiliation de l'hôpital de Lachine au CUSM. Le projet d'agrandissement de l'Hôpital Général suscite des inquiétudes concernant le respect de l'écosystème et de la valeur patrimoniale du Mont-Royal. Les Amis de la montagne s'opposent au projet, mais le groupe ne semble pas impliqué dans le processus de décision qui est surtout mené par la mairie de l'arrondissement et le CUSM. L'affiliation du dernier

---

[235] Il affirme que, comme les anglophones de la CUM ne représentent que 12 %, ils ne devraient recevoir que 12% du financement du gouvernement.

[236] Appuyé par l'Alliance de Recherche Université-communauté Mégaprojets au service des communautés et la mairesse de Westmount.

[237] De plus, ils dénoncent le feu vert donné par le gouvernement pour la construction de la bretelle Addington (autoroute Décarie) sans études convenables.

hôpital francophone dans l'ouest de l'Île de Montréal, l'hôpital de Lachine, est très contestée. Les principaux groupes qui s'opposent sont : le Mouvement impératif français, le Mouvement Montréal français, le Comité de relance de l'Hôpital de Lachine, les médecins de l'hôpital de Lachine, le Parti Québécois (PQ) et l'Action démocratique du Québec (ADQ).

7.1.1 Les faits de collusion autour de l'attribution des contrats du CUSM (complément de la revue de presse)

Les années entre 2009 et 2013 ont été les années les plus complexes et révélatrices des problèmes dans la gestion du projet et des relations étroites entre le consortium pris en charge de la construction du projet (principalement de l'entreprise de construction SNC-Lavalin), la direction du CUSM et les élites politiques municipales et provinciales. La revue de presse complémentaire nous a permis de comprendre de façon plus claire le lien entre l'adoption du modèle PPP, adopté par le gouvernement provincial pour la gestion du projet, et les faits de collusion qui ont été révélés et démontrés par la « Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction » (Commission Charbonneau). Les faits concernant le CUSM, qui ont été documentés et analysés dans cette commission, ont finalement été exclus (plus précisément, barrés) du document final dans son volume 4 en raison d'une divergence d'opinions entre les responsables de la commission concernant le contenu de la publication. Ceci est un fait regrettable pour notre recherche dans la mesure où nous n'avons pas pu accéder à ces informations qui auraient pu bonifier notre analyse de la gouvernance du projet.

Commençons avec un résumé des faits constatés lors de la revue de presse qui ont été décisifs dans l'enquête menée par la Commission. Le principal fait est l'existence d'un lien économique et un partage d'intérêts entre le directeur du projet du CUSM,

l'oncologue Arthur T. Porter, et l'entreprise de construction de l'infrastructure, SNC-Lavalin — principalement à travers son PDG, Pierre Duhaime, et d'un cadre principal de la société appelée, Yanai Elbaz. Le lien économique, démontré par des paiements de millions de dollars au directeur du CUSM et à ses avocats, assurait l'accès à de l'information privilégiée en lien aux processus d'octroi des contrats et garantissait l'influence de la compagnie sur la prise de décisions au sein de la direction du CUSM. Les paiements ont été effectués par le biais des transactions commerciales complexes, difficiles à retracer et réalisées dans des paradis fiscaux pour assurer leur anonymat. La relation entre la direction du CUSM et le consortium, exécutant du projet, était représentative du réseau complexe de rapports entre les décideurs, au niveau provincial et municipal, et les entreprises de construction que la Commission a démontrée. Concernant le CUSM, l'UPAC a arrêté 6 personnes liées à ces opérations. On estime, selon les recherches effectuées par la Commission, que près de 56 millions ont été versés dans le cadre de l'attribution du contrat de construction du CUSM. Selon Radio Canada (4 mai 2014), il s'agit du plus grand cas de corruption dans l'histoire du pays.

L'enquête s'est principalement concentrée sur la personne d'Arthur T. Porter, un éminent oncologue né au Sierra Leone, formé en Angleterre et avec une vaste expérience internationale en ce qui concerne l'administration et la gestion d'hôpitaux sous le modèle PPP. Nous croyons que le cas du Dr Porter est représentatif de l'enjeu des échelles mentionné tout au long de ce travail. En fait, Dr Porter avait un vaste réseau de relations transnationales avec différents gouvernements et entreprises avec lesquelles il a collaboré dans différents secteurs économiques, principalement : les infrastructures, la santé, l'exploitation minière[238]. Dr Porter avait également, comme le montrait les journaux analysés, une bonne relation personnelle avec George W. Bush, le premier ministre Stephen Harper, qui l'a nommé à la direction du Comité

[238] Pour approfondir le sujet consulter : http://vigile.quebec/Couillard-Porter-et-Charest-un

des activités de surveillance de renseignement en sécurité en 2009, et avec Philipe Couillard, aujourd'hui premier ministre du Québec, avec qui il a créé une société commerciale. Aussi, Dr Porter a été un ami proche du premier ministre des Bahamas (paradis fiscal où les paiements ont été effectués), Hubert Ingraham, et conseiller du président de Sierra Leone, Ernest Bai Koroma. Ces relations et le positionnement en tant qu'expert dans le développement des infrastructures de santé dans le mode PPP ont fait de lui un élément important dans les négociations des contrats pour les infrastructures et l'exploration minière dans différents pays. Ainsi, l'échelle des opérations et des relations économiques et politiques de M. Porter était globale. Ses relations avec la société d'infrastructure SNC-Lavalin, selon les articles de presse examinés, ont été la résultante de leur expertise dans la négociation de contrats à l'étranger et étaient antérieurs à l'attribution du contrat de l'hôpital.

En 2004, Arthur T. Porter a été nommé directeur général du CUSM afin d'attribuer le contrat de construction du nouveau mégahôpital et de gérer la fusion administrative de cinq hôpitaux dans le nouveau centre et son déménagement. Dr Porter a été le directeur de l'hôpital jusqu'en 2011, année où il a démissionné et déménagé aux Bahamas. L'Unité permanente anticorruption (UPAC) a enquêté sur M. Porter en lien avec ses fonctions en tant que directeur, pour fraude dans le cadre de l'attribution de contrats et pour d'autres opérations irrégulières. En 2012, il a été démontré que la société SNC-Lavalin avait dissimulé une opération de paiement à M. Porter de l'ordre de 22,5 millions de dollars dans une banque aux Bahamas. Une telle opération correspondait au paiement pour l'attribution du contrat de construction et a été dissimulée avec des opérations fictives faites avec des compagnies à numéro. Selon Dr Porter, le montant correspondait aux paiements comme consultant pour le développement d'opportunités d'affaires en Afrique qui ont été faites avant, pendant, et après avoir travaillé au CUSM (entrevue à Radio-Canada, 23 septembre 2014). En plus de la claire implication de la société SNC-Lavalin dans le paiement à la direction

du CUSM, différentes enquêtes parallèles ont montré d'autres irrégularités dans la gestion de l'institution comme : des investissements immobiliers frauduleux, la déclaration de constructions non existantes (stationnements extérieurs qui ont été déclarés comme stationnements souterrains), la déclaration de 880 000 heures de travail inexistant et faussement facturés. La complexité des opérations effectuées, l'absence de clarté dans la détermination des responsabilités, la multiplicité des contrats et des opérations a empêché le déroulement d'opérations de contrôle et de vérification fiscale. Ces irrégularités ont été soulignées à la fois par la Commission Charbonneau et par les rapports de gestion réalisés à l'interne par le CUSM et particulièrement par le rapport Baron (2012) concernant la gouvernance de l'hôpital. En plus de ces irrégularités, la modalité PPP du contrat implique la gestion privée des services et de fournisseurs de l'hôpital sous contrat pour 30 ans et dont les contrats et les coûts ne peuvent pas être révisés, car ils sont régis sous le régime contractuel privé, en dépit d'être payés avec des fonds publics. Le coût final estimé du projet en 2014 était 2 463 milliards de dollars (*La Presse*, 3 juin 2014). Toutes les décisions obscures sur cette importante quantité de ressources publiques ont été effectuées sous un énorme pouvoir discrétionnaire accordé aux administrateurs du CUSM comme l'indique la juge Charbonneau (2015) :

> À titre d'exemple, la Commission a constaté que les règles encadrant le processus d'octroi du contrat du CUSM conféraient d'importants pouvoirs discrétionnaires aux acteurs publics impliqués. Ainsi, le CUSM et le gouvernement pouvaient, à leur entière discrétion, « accepter une proposition non conforme qui offre la meilleure valeur pour le secteur public dans l'éventualité où aucune proposition soumise n'est jugée conforme » ou refuser toute modification dans la composition des consortiums. L'un des dirigeants du CUSM accusé dans ce dossier avait, quant à lui, le pouvoir discrétionnaire d'accepter ou de refuser les dérogations présentées par les consortiums, ce qui peut expliquer qu'une dérogation aussi farfelue que la construction hors terre d'un stationnement souterrain ait été acceptée. Finalement, les dirigeants du CUSM avaient le pouvoir de modifier la composition des différents

> comités et sous-comités et d'y placer les membres de leur choix. La Commission a constaté que ces pouvoirs ont été utilisés à divers moments par les dirigeants du CUSM en vue de favoriser un consortium en particulier. (Commission Charbonneau, Tome III, p. 43)

L'impossibilité d'accéder à ce type d'information et de comprendre la complexité des procédures administratives dans le cadre limité d'une thèse de doctorat a fait qu'il est difficile pour nous de prouver le rapport existant entre les intérêts financiers et l'administration publique. Les faits, mis en évidence par l'enquête de la Commission Charbonneau, constituent la preuve empirique des hypothèses avancées au début de notre travail. La profondeur de la structure criminelle divulguée par les enquêtes de la Commission démontre l'implication des plus hauts niveaux du pouvoir et du capital dans la planification de ces projets à l'échelle mondiale. La reconfiguration des alliances politiques dans la mise en œuvre d'un modèle PPP reflète un système complexe de coalitions militantes qui favorise la collusion. Le projet du méga-hôpital, qui a été présenté pendant plusieurs années comme un impératif pour le développement de Montréal était à la fois une énorme opportunité pour les entreprises de construction d'infrastructures. La collusion entre les institutions chargées de l'attribution des contrats, les études de faisabilité et les entreprises chargées de l'exécution était évidente. Cette pleine identification entre les responsables politiques et les hommes d'affaires dans les échelons supérieurs des décisions a été dénoncée par les enquêtes de la commission.

> « Des témoins ont également révélé la face cachée du financement politique. Ils ont clairement démontré les liens qui les unissent à l'octroi et à la gestion de contrats publics. Ces liens s'orchestrent différemment selon que l'on se situe sur la scène municipale ou provinciale. Comme l'a mentionné un témoin, « les machines politiques d'aujourd'hui sont devenues des monstres et [ont] des exigences qui sont assez importantes sur le plan financier ». D'autres témoins ont souligné la pression que ressentaient certains ministres quant aux objectifs de financement qui leur étaient fixés. Ces pratiques ont rendu des élus vulnérables, de différentes façons, aux influences extérieures en matière de financement politique lié

> à l'octroi de contrats publics. Il est donc nécessaire de couper complètement ces liens. » (Commission Charbonneau, p. 5, 2015)

Cette dynamique des relations internationales dans la détermination et le contrôle des projets contraste localement avec des histoires de mobilisation des communautés locales qui sont déterminées à une autre échelle et dans d'autres types de relations. Le but de cette étude de cas est d'essayer de comprendre, à partir de l'étude du GPU, et en particulier, le CUSM, la relation entre ces échelles et la complexité de son intégration. Dans les sections suivantes, nous étudierons successivement la dynamique de l'action collective dans les quartiers Saint-Henri et Notre-Dame-de-Grâce ainsi que dans la Ville de Westmount. Pour chacun des cas, nous dresserons la typologie des sujets des contestations, des acteurs et des types de contestation selon les données recueillies à partir des articles de journaux sélectionnés pour notre recherche.

7.2 La mobilisation dans les quartiers avoisinant le centre universitaire de santé McGill, CUSM

7.2.1 La mobilisation dans le quartier Saint-Henri 2000 - 2007.

Saint-Henri est un quartier à l'origine ouvrier avec une longue histoire d'activités industrielles et de mobilisation sociale. Il est situé dans l'arrondissement Le Sud Ouest de la ville de Montréal et est divisé par différentes barrières physiques qui marquent et circonscrivent son territoire (une autoroute au nord, les chemins de fer à l'ouest et le Canal de Lachine au sud). Sa localisation, à proximité du centre-ville, du Centre de commerce international, de plusieurs stations de métro et d'un grand parc linéaire comme le Canal de Lachine ainsi que le bas prix de la propriété foncière ont fait de ce quartier un endroit idéal pour le développement et la mise en place de projets de construction de logements et de revitalisation urbaine. Ce quartier a été

profondément touché par le déclin industriel de Montréal, ainsi que par différents projets de rénovation urbaine et de construction d'infrastructures qui ont influencé l'action collective dans le secteur. Parmi ces projets, nous pouvons souligner : le projet de revitalisation urbaine du canal de Lachine[239] (1997-2002), le CUSM (1998[240]- 2007), le projet Turcot (2007-Présent), le Projet de construction d'un centre de transbordement de déchets (2000), la construction de bureaux gouvernementaux, la construction de plusieurs projets privés d'habitation[241] (le clos Saint-Ambroise ; le Quai des Éclusiers, Imperial, Zone C) et de commerces (Home Depot, 2001). Le quartier compte 14 815 habitants[242], une bonne partie de la population (37,6 %) est âgée entre 15 et 34 ans. La langue maternelle de la population est majoritairement le français avec une proportion de 62,7 % comparativement à 48,8 % dans l'ensemble de l'île de Montréal. La proportion d'immigrants est plus petite (18,6 %) que celle de l'ensemble de l'île (30,7 %). Le secteur fait face à une haute concentration de la pauvreté, avec 43,2 % de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté, par rapport à 22,6 % pour l'ensemble de Montréal et une proportion de familles monoparentales de 48,6 % par rapport à 33 % dans l'ensemble de l'île de Montréal, ainsi qu'une haute concentration d'habitations à loyer modiques (HLM) dans le secteur.

Dans notre analyse des articles de journaux, nous avons recensé 72 actions collectives. La plupart de ces actions étaient liées à la mise en place de projets de

---

[239] Il est important de noter que la revitalisation du canal s'est accompagnée d'un processus de gentrification lié à la construction et à la rénovation de bâtiments sur les rives du canal.

[240] La discussion sur le projet a débuté en 1997. Le site de construction a été choisi en 1998. Cependant, c'est seulement en 2001 que le site a pu être acheté au Canadian Pacifique, après quelques inconvénients, et que la construction a pu être amorcée.

[241] La majorité de ces projets de construction ont débuté en 2003 et ont été terminés en 2006.

[242] Les données présentées sont tirées du document Synthèse : Portrait du quartier Saint-Henri (2010), élaboré par Solidarité Saint-Henri, et ont été contrastées avec les données de la Ville de Montréal et avec le document Portrait sociodémographique de la population Territoire du CSSS du Sud-Ouest–Verdun (2009).

développement urbain et à la construction de condominiums dans le secteur du canal de Lachine. Le graphique suivant expose l'évolution de l'action collective dans le secteur pour chacune des années prises en compte. Le sommet dans le nombre d'actions se situe en 2000. Cette année a été marquée par la mise en place de deux projets urbains qui ont touché les habitants du secteur et déterminé la dynamique de l'action collective : le projet de construction d'un centre de transbordement de déchets et la mise en place du projet de revitalisation du canal de Lachine, qui a mené à la construction de plusieurs immeubles à condos le long de ce canal pendant les années suivantes.

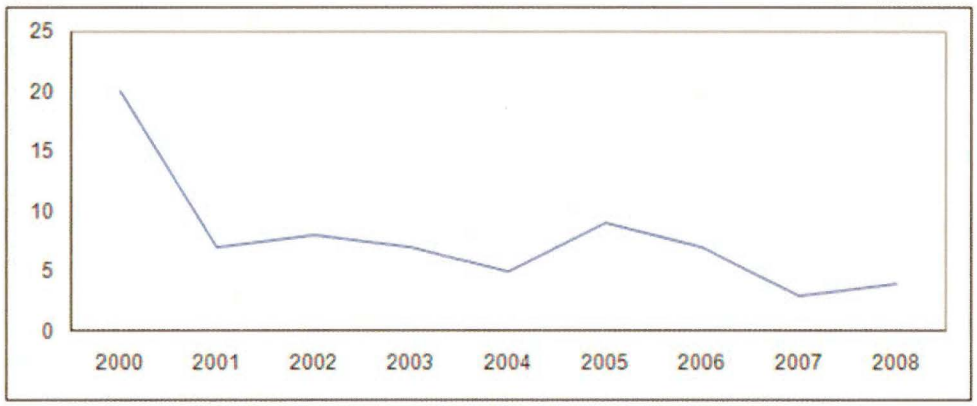


Figure 7.2 Nombre d'actions collectives par année à Saint-Henri, 2000-2007

L'année 2000 comporte ainsi 20 actions collectives. La mise en place du projet de construction d'un centre de transbordement de déchets, développé par le promoteur privé MATREC[243], et la revitalisation du Canal de Lachine ont mobilisé la population du secteur. Cette population a considéré la mise en place du projet MATREC comme un attentat environnemental et celle du Canal de Lachine comme un projet visant

[243] Il faut souligner que les acteurs de l'action collective impliquent toujours un conflit, en ce sens l'opposition d'acteurs antagonistes. Ainsi, les acteurs des actions collectives peuvent comprendre des institutions gouvernementales, des filiales de multinationales (p. ex. Matrec), des entreprises (p. ex. SNC-Lavalin) et des mouvements sociaux et citoyens.

l'embourgeoisement du secteur. Ces deux projets ont été contestés de différentes façons et par différents acteurs communautaires et citoyens. L'opposition au projet MATREC a rassemblé la population du secteur et plusieurs organisations et institutions qui ont appuyé la protestation et la mobilisation contre le projet du maire Pierre Bourque. La direction du CUSM, par exemple, a manifesté publiquement ses préoccupations envers ce projet. Finalement, l'opposition manifestée par la population a entraîné l'arrêt du projet. Tel que souligné par Solidarité Saint-Henri, une organisation chapeautant des groupes communautaires (Solidarité Saint-Henri, 2009, p. 10) :

> Cette mobilisation de quartier a été une des plus fructueuses en matière de contestation de projet de développement urbain dans tous les quartiers montréalais qui ont été confrontés à la gestion Bourque... Cette lutte nous a permis d'affirmer haut et fort, sur la place publique, que Saint-Henri est un quartier qui se tient encore et toujours debout.

Un autre facteur important dans les mobilisations de l'année 2000, qui a aussi influencé les actions collectives dans les années suivantes, est la mise en place du projet de revitalisation du Canal de Lachine[244]. Ce projet a impliqué le réaménagement du Canal, sa réouverture en 2002 et a été accompagné par la mise en place de plusieurs projets privés de construction de condominiums par des promoteurs[245]. L'installation et la construction de ces bâtiments et le changement de zonage qui a été fait pour permettre leur mise en place a entraîné une forte mobilisation des habitants du quartier. Ceux-ci considéraient l'arrivée des promoteurs et d'une nouvelle population mieux nantie comme une menace de gentrification et donc d'expulsion de la population la plus pauvre du quartier. La construction de différents bâtiments et projets a été fortement contestée dans le quartier et a constitué un des soucis les plus importants pour les habitants du secteur. Tel que souligné par le Regroupement économique et social du Sud-Ouest, RESO (2006, p. 60) :

> La désignation du canal de Lachine comme Lieu historique national, sa conservation et sa mise en valeur par Parcs Canada ont engendré des investissements publics conjoints avec la Ville de Montréal de plus de 80 millions de dollars; ces efforts de revitalisation atteignent 250 millions si l'on inclut le privé. La réouverture à la navigation de plaisance en mai 2002, le réaménagement de ses berges, le raccordement du réseau cyclable du Sud-Ouest à la route verte et au sentier transcanadien sous-tendent une volonté d'attirer de nouveaux résidants, commerçants et entreprises.

---

[244] « En fait, le maire Bourque voulait peut-être dire que Saint-Henri " se transformera ", dans un avenir plus ou moins rapproché. Il mise sur la revitalisation du canal de Lachine, entreprise par le fédéral en 1997, pour revamper le quartier. Malgré l'ampleur des travaux (80 millions en cinq ans), les organismes communautaires de Saint-Henri sont sceptiques. Ils craignent que la conversion des usines et hangars désaffectés qui bordent le canal en condos ne favorise qu'une poignée de spéculateurs et n'oblige les plus pauvres à quitter un quartier auquel ils sont attachés depuis des années. » (*La Presse*, 2 mai 2000, p. A9).

[245] Neuf articles rapportent des actions collectives directement liées au projet de revitalisation du canal et à ses effets. Ces actions ont eu lieu entre les années 2000 et 2006.

Les années suivantes ont été marquées de façon importante par la construction de différents projets privés le long du canal Lachine et par l'adaptation et le réaménagement de différents immeubles industriels en logements, lofts et condominiums, ainsi que par l'arrivée de différents commerces, particulièrement sur la rue Notre-Dame. En 2001, l'installation du magasin entrepôt *Home Dépôt* dans le secteur a soulevé l'ire des citoyens, qui ont dénoncé la contamination du terrain et les futurs problèmes engendrés par cette nouvelle construction au niveau environnemental. La mobilisation contre la gentrification du secteur a continué, les actions le plus radicales (prise de bâtiments et confrontations directes) ont été entreprises par le groupe CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes) contre la construction des projets le long du canal de Lachine pendant les années 2001 et 2002[246].

Le processus de désindustrialisation du quartier s'est poursuivi dans les années suivantes. En 2003, la fermeture d'une usine d'*Imperial Tobacco* dans le quartier a contribué à engendrer plusieurs actions collectives qui ont été menées par les syndicats. Ces actions ont mobilisé et rassemblé différentes organisations syndicales et citoyennes qui ont manifesté leur appuie face aux ouvriers et qui ont cherché, en vain, des solutions visant la poursuite de l'activité de l'usine dans le secteur. En 2005, la construction des projets immobiliers aux abords du canal de Lachine et le support à la lutte contre la construction du casino, dans le quartier Pointe-Saint-Charles, ont été à la source des mobilisations locales d'envergure.

---

[246] « Il manque 400 logements sociaux dans Saint-Henri. Et des promoteurs veulent construire 450 nouveaux condominiums sur le bord du canal Lachine. Pour nous, c'est un symbole", dit Claude-Catherine Lemoine, du comité logement de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC). Selon l'organisme, l'embourgeoisement du quartier Saint-Henri dans le contexte de la crise du logement à Montréal ne mène qu'à des hausses de loyer et à l'éviction des plus pauvres. » (*La Presse*, 15 décembre 2002, p. A3). Voir aussi *La Presse* (26 novembre 2002, p. E2).

En 2006, la conversion du bâtiment de l'usine d'*Imperial Tobacco* en condominiums ainsi que des projets de conversion similaires d'immeubles industriels en logements ont continué à soulever les habitants du quartier ; il y a eu plusieurs manifestations et oppositions des organismes communautaires et citoyens face à ces projets. La raison principale de l'opposition envers ces projets est encore une fois le processus de gentrification appréhendée dans le secteur, ses conséquences sur la valeur des taxes foncières et du coût de vie. Le processus de gentrification dans Saint-Henri a été comparé, dans les articles de journaux, à celui du Plateau Mont-Royal. Dans le cas de Saint-Henri, les organismes communautaires et les citoyens se sont impliqués dans l'opposition à ces projets, mais aussi dans la recherche d'alternatives pour favoriser la construction de logements sociaux dans le secteur. Dans le cadre de ces stratégies d'action, la négociation avec les promoteurs des projets et avec les instances de la Ville a été envisagée par les organismes communautaires, particulièrement par Solidarité Saint-Henri et par le Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO). Même si la protestation contre les projets immobiliers a continué en 2007, les stratégies de concertation ont été mises à l'épreuve lors de la négociation concernant le CUSM qui a pris forme dans les années suivantes[247].

En 2008, un autre grand projet de transformation urbaine qui touchera profondément le secteur influence l'action collective : la formulation et la discussion concernant le projet Turcot, visant la reconstruction de l'échangeur Turcot. Ce projet a mobilisé la population du secteur qui considère le projet présenté par le gouvernement provincial comme une menace à la qualité de vie dans le quartier. La communauté a rapidement agi face à ce projet, en se mobilisant activement et en analysant des alternatives d'action avec le support des experts liés au projet ARUC : Mégaprojets pour les communautés.

---

[247] Consulter l'historique du CIQ dans le document suivant :
http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/Complexe_Turcot/documents/DM79.pdf

Les sujets de la mobilisation à Saint-Henri

La figure 25 nous montre les sujets de mobilisation pendant la période 2000-2007. Tel que nous l'avons souligné jusqu'ici, l'influence des projets d'aménagement est la source de la plupart des mobilisations dans le secteur. La mobilisation reliée au Centre de transbordement a été à la source de 21 % des actions collectives, la gentrification du secteur a influencé 39 % des mobilisations (15 % relié à la construction de condominiums le long du canal de Lachine, 13 % à la fermeture de l'usine et la transformation du bâtiment d'Imperial Tobacco et 12 % aux autres projets de condos dans le secteur). Au total, la mobilisation liée aux projets d'aménagement urbain a influencé 60 % de l'ensemble des actions collectives dans le secteur. La prépondérance des actions collectives liées aux projets d'aménagement urbain dans le quartier est mise en évidence par la figure suivante. Les autres types d'action développés dans le quartier concernent la pollution, l'environnement, les actions syndicales et la célébration des festivités et des commémorations.

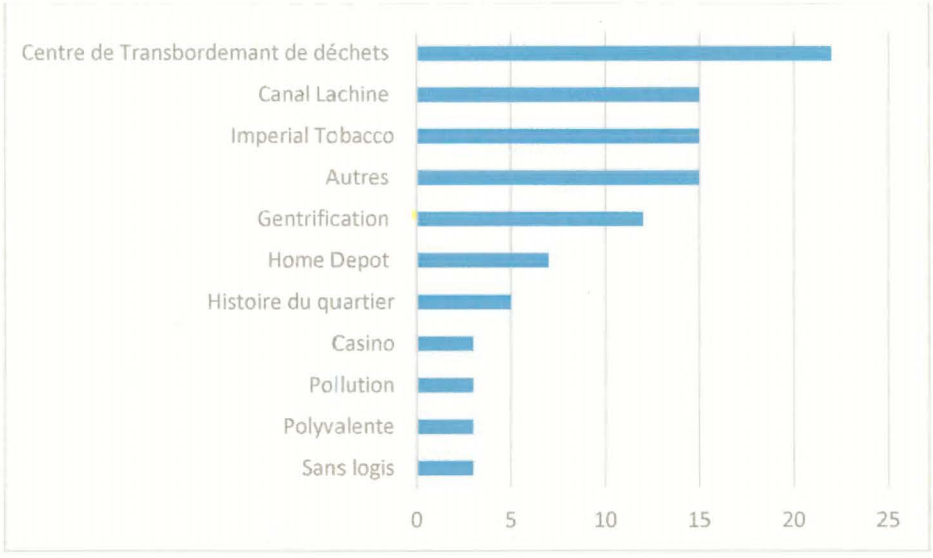


Figure 7.3. Les sujets de la mobilisation à Saint-Henri (%)[248], 2000-2007

[248] L'histoire du quartier fait référence aux mobilisations qui ont pour objet la communication et la vulgarisation de l'histoire locale à travers plusieurs types d'actions comme les festivals, les réunions,

Les acteurs de la mobilisation à Saint-Henri

Il est important de souligner que la mobilisation dans le secteur implique une diversité d'acteurs. Les principaux acteurs liés aux actions collectives locales sont les groupes communautaires (à l'origine de 25 % des actions collectives)[249] et les citoyens indépendants (18 % des actions).

La vie communautaire et citoyenne à Saint-Henri est très diversifiée. Différents groupes communautaires et organisations opèrent sur le territoire du quartier et agissent de façon indépendante. Cependant, à partir de notre base de données, nous pouvons déduire que, sur des enjeux spécifiques touchant l'ensemble du secteur (p. ex. Centre de transbordement de déchets et échangeur Turcot), ces organisations ont montré leur capacité à travailler de manière coordonnée avec d'autres groupes communautaires ou citoyens. Ces groupes communautaires possèdent une longue histoire d'activités et un financement de la part de l'État pour le développement de leurs activités. Ils agissent en tant qu'organisations avec un personnel permanent et avec une planification des tâches et des actions coordonnées dans le temps.

Les groupes citoyens, à la différence des groupes communautaires, sont nés de circonstances spécifiques et se mobilisent pour des raisons collectives concrètes liées, la plupart du temps, à la recherche d'une amélioration de leur qualité de vie ou à sa conservation face à une menace. Les actions collectives développées par les groupes citoyens sont plus éphémères et de moindre envergure que celle des groupes communautaires ; leurs actions manquent d'organisation dans le long terme. Les actions collectives sont constituées par un ensemble d'actions diverses, parfois

---

les assemblées. Dans le cas de l'École polyvalente de Saint-Henri, nous observons des actions réalisées par les étudiants de l'École et qui, en majorité, sont des exercices de participation démocratique ou d'appui au fonctionnement de l'école.

[249] Ceci représente la somme des actions faites par les organismes Reso, Solidarité Saint-Henri et par les autres groupes communautaires.

opposées, parfois coordonnées, dans le territoire. Ces actions sont étroitement liées aux intérêts de chacun des groupes.

Dans le cas de Saint-Henri, selon les journaux analysés, les groupes les plus actifs dans le développement des actions collectives sont les groupes de citoyens indépendants. Ces groupes, nommés par la presse comme « groupes citoyens » ou « groupe de citoyens », sont à l'origine de la majorité des mobilisations dans le quartier. Ils sont suivis par des groupes et des organismes communautaires, possédant une longue histoire de travail dans le territoire de Saint-Henri. Parmi eux, nous pouvons souligner Solidarité Saint-Henri, une table de concertation d'organismes communautaires du quartier Saint-Henri qui a participé à 15 % des actions collectives développées dans le secteur. Le RESO, Regroupement économique et social du Sud-Ouest, une corporation de développement économique communautaire qui travaille à la revitalisation économique et sociale des quartiers du Sud-Ouest de Montréal, a été impliqué dans 6 % des actions recensées par la presse. Le POPIR[250], Projet d'organisation populaire, d'information et de regroupement, un comité de logements qui défend les droits des locataires des quartiers Petite-Bourgogne, Saint-Henri, Ville-Émard et Côte-Saint-Paul, a été impliqué dans 4 % des actions. Les syndicats, particulièrement la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), ont été impliqués dans 6 % des actions.

[250] Le POPIR est membre du FRAPRU depuis 1985. Le FRAPRU est un regroupement national de lutte pour le droit au logement qui regroupe 45 organisations. Les actions du FRAPRU dans le secteur se font en coordination avec le POPIR. Tel que souligné par Kuyena (1996, p. 47) : « Le FRAPRU est donc l'aboutissement des actions des groupes de quartiers que nous avons vu jusqu'à présent dans ce travail. Rappelons que ce sont les locataires qui prennent l'initiative de former leur association, laquelle deviendra plus tard un comité-logement. Ce dernier s'incorpore ensuite dans un groupe d'intérêt tel que le POPIR qui devient alors le représentant de ces locataires auprès des autorités gouvernementales par le truchement de FRAPRU »

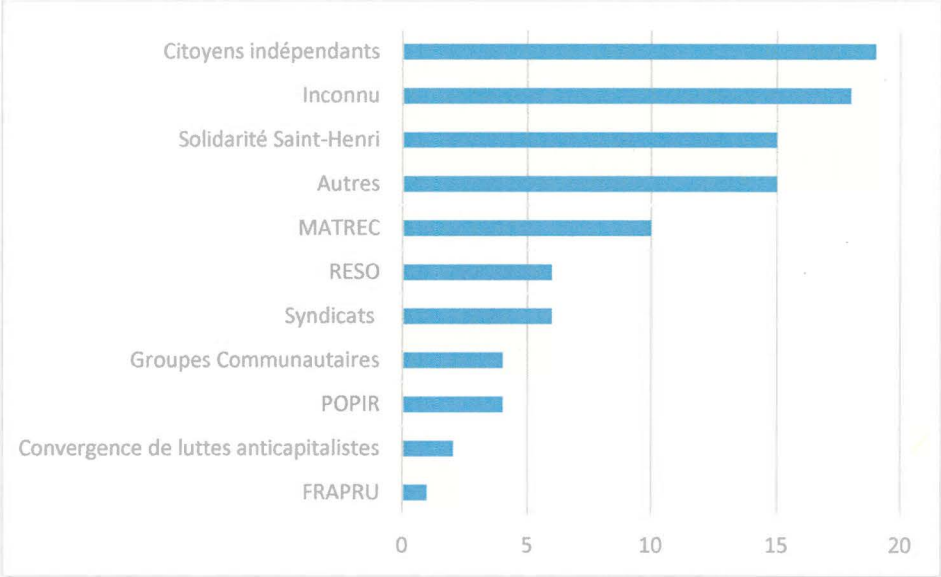


Figure 7.4 Les acteurs de l'action collective à Saint-Henri (%), 2000-2007

Parmi les acteurs agissant sur le territoire du quartier signalés dans la figure 26, il faut souligner que ceux-ci ont aussi précédemment participé à des luttes historiques dans l'arrondissement Le Sud-Ouest de Montréal. Même si chacun des acteurs montre des particularités au plan des objectifs, des stratégies d'action et des expertises, on retrouve également des points communs (tels que les préoccupations concernant la pauvreté dans le secteur, ainsi que les effets de la dynamique de la gentrification sur la population du quartier) et, parfois, des luttes communes. Ces groupes sont des acteurs historiques dans le quartier et y travaillent depuis plus de 20 ans. Solidarité Saint-Henri a été fondée en 1987 sous le nom de Table de concertation des organismes des quartiers Saint-Henri et Petite-Bourgogne ; RESO, fondé en 1989 afin de regrouper les principaux acteurs socioéconomiques dans le quartier ; LE POPIR a été fondé en 1969[251] dans le contexte de luttes et de mobilisations contre les grands projets mis en place par l'administration Drapeau. Ces organismes communautaires

[251] http://www.memoireonline.com/08/09/2493/m_La-Dynamique-de-la-Politique-du-Logement-Social-a-Montreal-Essai-dune-analyse-de-enj4.html

continuent à travailler dans le quartier. La présence des acteurs syndicaux dans l'action collective du secteur a été particulièrement reliée à la mobilisation annuelle du 1er mai (dont le trajet débute à la station Lionel-Groux) et à la fermeture des usines dans le secteur. Par exemple, la FTQ et les habitants du secteur ont contesté, en mai 2000, contre la fermeture d'une usine d'Asten Johnson.

Les répertoires des actions collectives à Saint-Henri

Dans le cas de Saint-Henri, le rapport étroit entre l'action collective et l'opposition aux projets d'aménagement urbain dans l'histoire du quartier a influencé les répertoires d'actions et les différents moyens d'opposition qui seront ensuite utilisés lors des négociations avec l'État et avec les promoteurs privés. Tel que montré dans la figure 27, bien que les mobilisations constituent l'expression la plus courante des actions collectives dans le quartier, il existe d'autres types d'actions entreprises par les groupes communautaires et citoyens dans le secteur, comme l'élaboration et la divulgation de documents d'analyse de situations, des démarches judiciaires, des plaintes, des conférences de presse, des pétitions et des lettres. La mobilisation implique l'expression publique de l'opinion d'un groupe par rapport à une situation ou un événement (ceci inclut les célébrations, fêtes, marches, rencontres, etc.) dans un endroit public. Les protestations constituent une forme de mobilisation dans laquelle il existe une action réactive de la population face à un événement extérieur considéré comme indésirable ou rejetable par la population concernée. Dans le cas de Saint-Henri, les manifestations ont formé la principale forme d'action collective, avec 33 % de l'ensemble des actions (11 % sous la forme de protestations). L'élaboration d'études et de documents par les organismes communautaires, déposés lors de consultations publiques ou pour informer la population, représentent 13 % des actions collectives. Les actions judiciaires et les plaintes ont compté pour 7 % des actions collectives, tout comme la dénonciation d'une situation et les déclarations faites aux

médias par les organismes communautaires. Bien qu'il existe, une tendance vers la diminution des protestations dans le temps, au profit de moyens plus conciliants tels que les pétitions, les analyses et les déclarations, les protestations demeurent importantes, particulièrement pour les groupes citoyens.

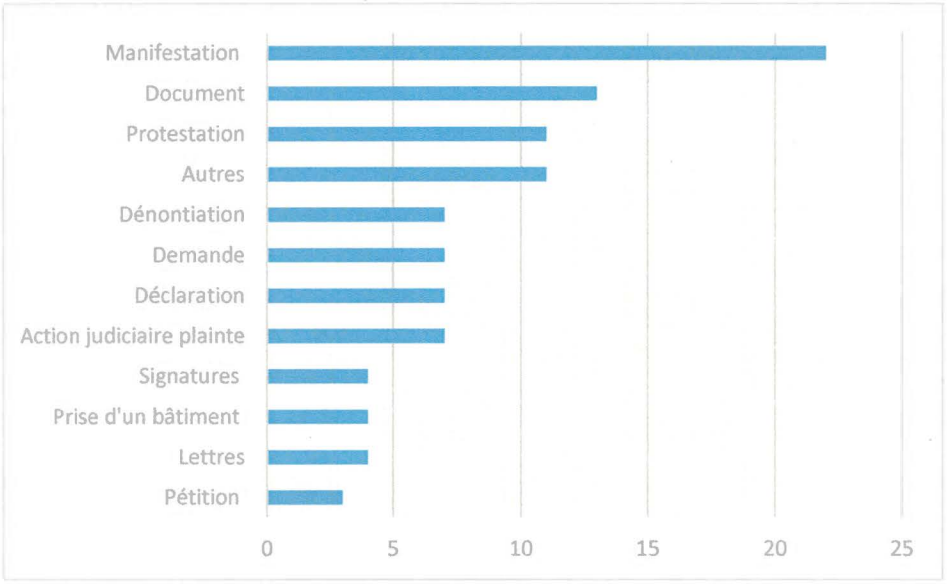


Figure 7.5. Les types d'actions collectives utilisées à Saint-Henri (%), 2000-2007

7.2.2 La mobilisation à la Ville de Westmount, 2000-2007

Westmount est une ville indépendante de Montréal, située au nord du quartier Saint-Henri, à l'est du quartier NDG et au sud de la colline du Mont-Royal. La Ville de Westmount compte 20 494 habitants. C'est un des secteurs abritant la population la plus nantie de la région métropolitaine de Montréal et du Canada, avec un revenu moyen par famille de 254 525 dollars avant impôts[252]. Westmount constitue le foyer

[252] Données du profil sociodémographique de la Ville de Montréal 2011 consulté à http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PSD_WESTMOUNT.PDF.

de l'élite anglophone de l'île de Montréal : 75 % de la population parle principalement anglais et, pour 54 % de la population, l'anglais constitue la langue maternelle. La vie communautaire de la Ville est étroitement liée à l'histoire et au travail accompli par l'association municipale de Westmount (fondée en 1908), qui agit comme un organisme de vigilance et de support à la gestion municipale de la ville.

Dans le cadre de cette recherche doctorale, nous avons analysé 83 actions collectives. Nous constatons qu'en général la mobilisation à Westmount a été fortement influencée par la réforme municipale et, plus particulièrement, par la fusion de cette ville à Montréal. La fusion des différentes villes présentes sur le territoire de l'île de Montréal a été mise en œuvre en 2001 et Westmount est devenue, malgré elle, un arrondissement de la Ville de Montréal. Entre 2001 et 2004, les citoyens se sont mobilisés pour manifester leur désaccord face au projet de fusion et, en 2004, ils ont réussi à organiser un référendum pour voter pour la défusion de Westmount. Tel que montré par la figure 28, les deux plus grands pics de mobilisation collective correspondent aux années 2001 et 2004, années de la réforme et du référendum.

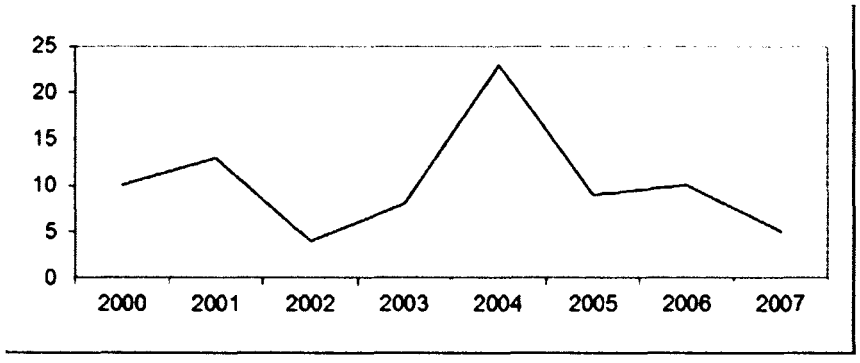


Figure 7.6 Nombre d'actions collectives à Westmount par année, 2000-2007

En 2000, deux de ces actions ont été convoquées par des organisations extérieures à Westmount, en signe de protestation contre la pauvreté et la mondialisation. Ces types d'actions ne sont pas rares à Westmount ; elles sont convoquées par des

organisations anarchistes, antimondialisation, pro-logement et des syndicats, qui voient la Ville comme un symbole de l'élite économique canadienne. La plupart des actions développées en 2000 avaient un lien direct avec l'opposition au projet de fusion municipale formulé par le gouvernement provincial et l'administration municipale de Montréal à cette époque (administration Bourque, 1994-2001). Les actions collectives visaient donc à contester ce projet. Un exemple de ce type d'actions peut être illustré par la constitution de *l'Association des citoyens pour la préservation de Westmount*, un organisme à but non lucratif (OBNL), qui visait le développement de recours juridiques et d'actions légales pour faire invalider la loi sur les fusions et organiser un référendum pour la défusion. La Ville de Westmount (avant la fusion) avait commandé une étude concernant les effets de la fusion dans la municipalité[253] et pour les habitants. Cette étude sera ensuite prise en charge par l'Association des citoyens pour la préservation de Westmount, constituée comme un prolongement de l'ancienne administration de Westmount une fois que cette administration avait officiellement été dissoute en 2001. En 2001, les protestations et les analyses juridiques et financières sur les coûts de la fusion pour les citoyens se poursuivent. Le maire de Westmount, Peter Trent, décline une possible candidature à la mairie de l'arrondissement fusionné et rencontre différents groupes opposés à la fusion pour préparer la stratégie d'opposition à l'annexion.

En 2002 et 2003, les mobilisations concernent surtout les changements dans les services publics et la tarification induite par la fusion et, plus particulièrement, l'utilisation de la bibliothèque de Westmount par des personnes non résidentes de l'arrondissement[254]. Cet enjeu soulèvera des conflits entre les opposants et les

---

[253] Particulièrement l'augmentation des taxes et la chute de la valeur foncière des propriétés. Le rapport est publié sous le titre : La frénésie des fusions, une attaque à la démocratie locale.

[254] Les principales sources d'information concernant les actions décrites peuvent être consultées dans l'annexe No 2 qui présente la relation des articles analysés.

sympathisants de la fusion. La préparation juridique de l'opposition à la fusion et les mobilisations citoyennes pour et contre le référendum ont continué.

L'année 2004 a été la plus active en ce qui concerne les actions collectives dans le quartier. La mise en place d'un référendum et les tensions entre les citoyens, la Ville de Montréal et le gouvernement provincial ont entraîné une forte mobilisation pendant toute l'année. Peter Trent et les groupes de citoyens défusionnistes ont alors publié les résultats de deux études : la première, sur le statut de la ville fusionnée et la seconde, sur l'impact fiscal et financier de la fusion sur les habitants de l'arrondissement. Aussi, des groupes pro-fusion se sont mobilisés dans le quartier (par exemple : Péage.org) et dans l'ensemble de la communauté urbaine de Montréal pour dénoncer l'iniquité fiscale liée à la défusion. Ces citoyens pro-fusion (des villes fusionnées) ont organisé un « love in » dans le quartier pour manifester leur support à l'incorporation de la Ville de Westmount à la Ville de Montréal. Entretemps, les groupes pro-défusion ont réussi à collecter 2500 signatures pour déclencher le référendum, avec le support de plusieurs bénévoles et l'implication de plusieurs groupes, dont l'Association municipale de Westmount, l'Association des citoyens pour la préservation de Westmount et le comité de défusion de Westmount. Selon un membre de cette association, cette dernière a été très active dans le processus pour prévenir la fusion forcée et, pendant quelques années, elle a travaillé pour la défusion. Ça a occupé toute l'énergie de l'association et de tous les groupes dans le quartier pendant 4 ou 5 années.

Finalement, en juillet 2004, les citoyens de Westmount ont voté contre la fusion et la Ville de Westmount a obtenu son indépendance de Montréal. Les mobilisations et les différentes actions développées par les groupes citoyens et les groupes communautaires créés pour la défusion ont atteint leur but.

Les actions collectives rapportées par les journaux diminuent en intensité à partir de 2004. En 2005, les citoyens de Westmount se sont opposés juridiquement à la hausse

de taxes foncières à Montréal, qui a dépassé le maximum légal dans les villes défusionnées. En 2006, les citoyens se sont aussi opposés au remplacement du gazon naturel du parc Westmount par du gazon synthétique. 300 personnes ont signé une pétition s'opposant à cette décision de la Ville. Selon un témoin de ces événements, il y avait une grande opposition à ce projet, principalement par les gens qui demeurent à côté du Parc. Ils ont créé un organisme, « Sauvons le parc », avec un site web et une liste de courrier de près de 1000 noms.

Peu de mobilisations se sont produites en 2007. Malgré cela, nous pouvons souligner la célébration de la contribution architecturale de Phyllis Lambert et l'opposition des Amis de la Montagne à la coupure de 120 arbres au Parc Sunnyside.

Les sujets de l'action collective à Westmount

Tel que montré par la figure 29, l'enjeu dominant des mobilisations à Westmount a été le processus de fusion et de défusions, qui a été rapporté dans 56 % des articles analysés. Les actions collectives ayant pour objet l'environnement ont été à la source de 6 % des actions collectives recensées par les journaux. Les manifestations contre la pauvreté et le capitalisme, convoquées par des organismes extérieurs au quartier, ont représenté 5 % des articles analysés. Les services publics, la sécurité, les taxes et le CUSM ont constitué les autres objets des actions.

En ce qui concerne le CUSM, parmi les éléments qui inquiétaient les habitants de Westmount, on retrouvait la hauteur des bâtiments, qui affecteraient la vue de la ville à partir de la montagne, ainsi que les conséquences de la construction sur la qualité de l'environnement dans le secteur[255]. En tant que ville indépendante, Westmount

[255] «Because of the heights of the buildings, in the original model, the people on the mountain said: hey, we wouldn't be able to see the river any more; it will interfere with our views. So, even the people in the mountain were upset about this. The people in the middle area said: the traffic will be crazy and

possédait une capacité de négociation plus grande concernant le projet, à cause de son pouvoir dans la détermination du zonage, ainsi que par les rapports de ses citoyens avec les milieux politique et des affaires montréalais, québécois et canadiens.

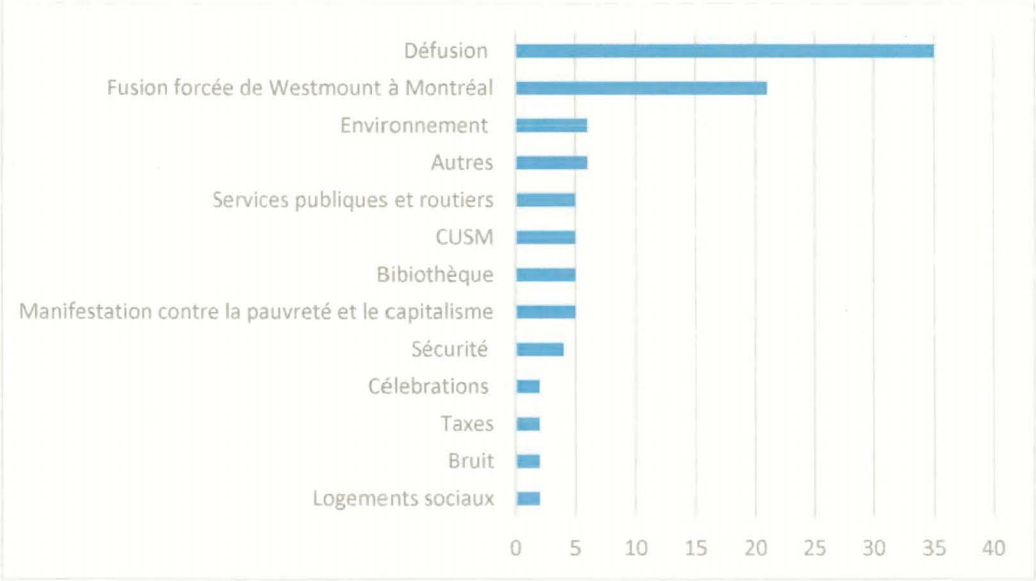


Figure 7.7. Les sujets de mobilisation à la Ville de Westmount (%), 2000-2007

Les questions concernant le bruit, l'environnement et la construction d'infrastructures ont été au centre de la dynamique communautaire et du travail de l'Association municipale. Selon un membre de l'association : celle-ci était engagée aussi dans la question du bruit et de la vibration du train de banlieue et, aussi, de l'autoroute où la Ville a érigé une barrière pour contrer le son.

Acteurs des actions collectives à Westmount

---

it will be dangerous. Pedestrians will be in risk. It will be noisy, the construction will make dust. All of these are quality of life issues". Témoignage d'un des interviewés.

Il est important de souligner, finalement, que 45 % des actions recensées par les journaux sont reliées aux « groupes citoyens » ou à des citoyens indépendants, sans aucune mention de noms spécifiques. La dynamique institutionnelle de la Ville de Westmount est différente du reste de la Ville de Montréal[256]. Le rapport entre les citoyens et la Ville est plus direct. La Ville a aussi conservé ses pouvoirs, lui donnant la possibilité d'agir plus rapidement face aux problèmes et d'avoir un pouvoir de décision important concernant l'aménagement, les services publics et le zonage, entre autres. Ce type de rapport et le statut socio-économique des habitants influencent la dynamique de l'action communautaire et de l'action collective dans la Ville. Westmount, contrairement aux autres quartiers analysés dans notre étude, n'héberge pas plusieurs organismes communautaires dans son territoire et les organisations existantes sont très différentes des organismes des autres quartiers. La plupart des organismes de Westmount liés aux actions collectives recensées dans les journaux pendant cette période ont été créés pour s'opposer au processus de fusion forcée à la Ville de Montréal. Ils ont disparu suite à la tenue du référendum gagnant permettant la reconstitution de Westmount en ville autonome. Ces organisations, particulièrement l'Association des citoyens pour la préservation de Westmount, ont

[256] Selon Bérubé (2008), l'histoire de Westmount est bien particulière si on la compare à celle des autres villes québécoises. En premier lieu, comme le note Bérubé, sa planification et son développement ont été marqués par l'influence des promoteurs. Dès ses débuts en 1890, la ville a été dirigée en fonction du code des municipalités du Québec, mais la vie institutionnelle a aussi été fortement marquée par l'apparition, en 1908, de la WMA, une association qui n'a pas été créée par les institutions de Westmount, mais qui interviendra fortement et déterminera la vie institutionnelle dans la ville pendant le XXe siècle. Cette association s'est chargée de proposer une liste de personnes éligibles au poste de maire. Selon Bérubé, en 1908, alors qu'ont eu lieu des élections municipales agitées, des citoyens de Westmount, possiblement inspirés par le « Citizen's Committee », ont formé la Westmount Municipal Association (WMA). Dès le départ, un des objectifs de l'organisation était « to outline a policy for the ensuing municipal election, to draw up a slate of candidates to contest every seat in the various wards, and to fix upon a worthy citizen to run as Mayor ». Cette ambition a créé un certain malaise au sein du conseil municipal. Ainsi, l'échevin Thomas Brady a déclaré : « This association has held meetings, and has assumed the right to nominate candidates. This association, that has no legal status in the city, ignores the tenants and only look [sic] to them in dire necessity, and pretends to put before the meetings the candidates they want. [...] I do not intend to be trampled upon in that way. » (Bérubé, 2008, p. 123)

été créées précisément pour entreprendre des actions légales et continuer les études que la Ville de Westmount avait commencées avant sa disparition et sa transformation en arrondissement (*La Presse*, 23 décembre de 2000, p. A16) de Montréal en 2001, ainsi que pour organiser la mobilisation contre le projet de fusion.

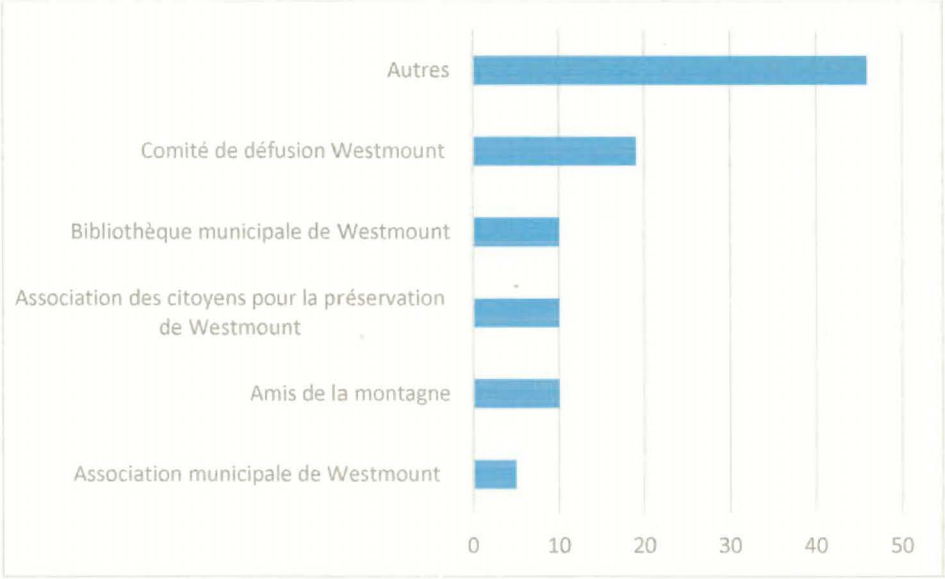


Figure 7.8 Acteurs de l'action collective à la Ville de Westmount (%), 2000-2007

Selon les articles de presse analysés et tel que montré dans la figure 30, les deux organisations impliquées dans les mobilisations ont été le Comité de défusion de Westmount (***Westmount Demerger Steering Committee)*** et l'Association des citoyens pour la préservation de Westmount. Ces deux organisations ont été recensées dans 30 % des articles. Ces organisations ont regroupé les citoyens opposés à la fusion forcée et ont coordonné la lutte contre la fusion et pour le référendum.

Le principal organisme communautaire de Westmount est l'Association municipale de Westmount (voir note de bas page 256). Bien que, dans la recension de presse, l'association a été liée à seulement 5 % des actions collectives recensées, son importance est majeure dans la vie communautaire de la Ville. L'Association n'est

pas un organisme communautaire typique, c'est un organisme « politique », il agit dans une optique non partisane, en tant que « chien de garde » de l'administration municipale et non comme un organisme communautaire de lutte pour la qualité de vie. Ces dernières années, l'association est devenue un organisme d'accompagnement et de vérification pour l'administration municipale dans la gestion de la Ville. Tel que souligné par une des personnes interviewées :

> Jusqu'en 1971, l'association a proposé *a slate*. Je ne sais pas comment dire ça en français. Mais pour le conseil municipal, il y a un maire et des élus. Mais l'association a proposé une liste pour l'élection. Et pour *many, many years,* cette liste a été élue, normalement par acclamation, sans aucune contestation. Donc, pour des années, l'association a eu beaucoup de pouvoir. En fait, si on voulait faire de la politique municipale, il fallait devenir membre, il fallait passer par l'association et être membre du conseil.

Les répertoires de contestation, les types d'actions collectives à Westmount

Contrairement à Saint-Henri et comme nous le verrons plus tard à Notre-Dame de Grâce, le poids des manifestations dans l'espace public dans les actions collectives à Westmount est mineur. Tel que montré par la figure 31, les analyses (études, documents, rapports) constituent le principal type d'action collective, avec 15 % des articles. Les déclarations publiques aux médias ont constitué des outils importants de mobilisation, avec 13 % du total des articles. Les études réalisées ont amené des arguments concernant les aspects négatifs de la fusion et ont été amplement diffusées dans la communauté. Les recours juridiques ont formé un sujet important au plan des actions réalisées par les citoyens. Ces recours ont permis la mise en place et le développement du référendum. Les manifestations ont représenté 13 % de l'ensemble des actions analysées. On considère que le statut socio-économique des personnes impliquées dans les actions collectives, leur expertise dans le domaine du droit, la possibilité de financer les études d'impact et leurs réseaux de contacts

expliquent en grande partie les types d'actions collectives développées dans le secteur.

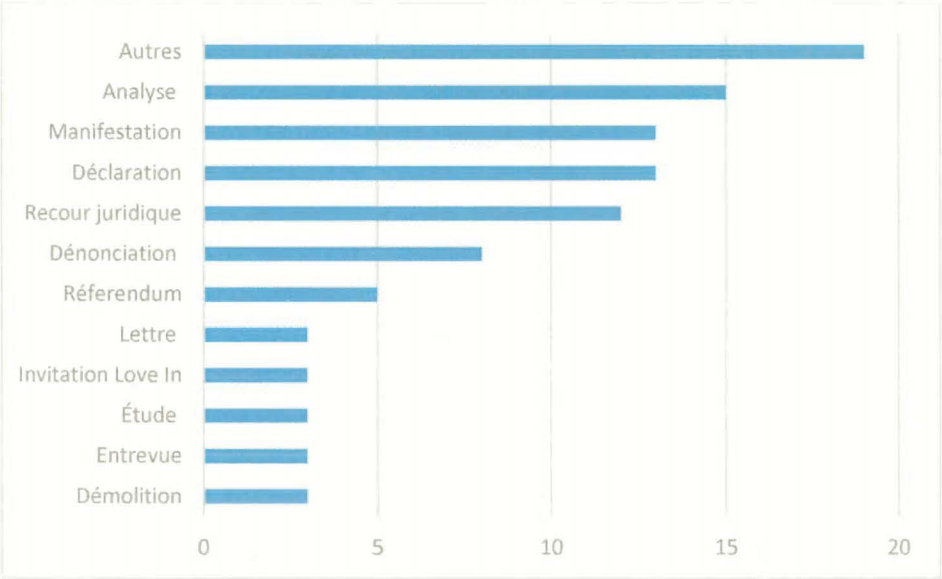


Figure 7.9 Les types d'action collective à Westmount (%), 2000-2007

7.2.3 La mobilisation à Notre-Dame-de Grâce, 2000-2007

Notre-Dame-de-Grâce est un ancien quartier de Montréal situé à l'ouest du Mont-Royal, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Ce quartier multiculturel à majorité anglophone (54 % de la population parle l'anglais à la maison et 36 %, le français ; Ville de Montréal, 2009), possède une longue histoire de mobilisation sociale et d'initiatives communautaires, ainsi qu'un vaste réseau d'organismes communautaires et de services sociaux. En 2001, le quartier avait une population de 62 591 habitants. Bien que le revenu moyen y soit supérieur à celui de l'île de Montréal (43 000 $ par année), il existe un pourcentage important de ménages à faible revenu (22 %) et de familles monoparentales (21 %) qui sont concentrées dans quelques zones du quartier. Au niveau géographique, la limite Est du quartier est définie par la ville de Westmount, la limite Nord par le Chemin Côte-Saint-Luc, la

limite Ouest par Montréal-Ouest et au sud on retrouve la Falaise Saint-Jacques. Il est important de souligner que ce quartier a été touché par la construction et le développement de différents projets urbains. Parmi ces projets, on retrouve les projets Benny Farm, Gescor et Parmalat et celui de la construction du CUSM.

Les liens communautaires y sont très forts. Plusieurs groupes communautaires travaillent dans ce secteur depuis de nombreuses années. C'est le cas du centre communautaire de NDG, qui regroupe les organismes communautaires du quartier et qui organise plusieurs initiatives concernant le logement, les services communautaires et la sécurité alimentaire. Une des initiatives les plus remarquables a été celle de la banque alimentaire, la première fondée à Montréal.

Dans le cadre de notre recherche doctoral, nous avons recensé 79 actions collectives rapportées dans les journaux *La Presse* et *Le Devoir* entre les années 2000 et 2007. Dans le cas de NDG, plusieurs sources ont alimenté les actions collectives ; cependant, les projets urbains ont joué un rôle important, particulièrement concernant la mobilisation dans les cas des projets de Benny Farm, Gescor et Parmalat. On y retrouve aussi plusieurs mobilisations engendrées en réaction aux réformes scolaires, à la fermeture des bibliothèques et celles liées à la solidarité avec des minorités ethniques. Tel que montré par la figure 32, les années de mobilisation les plus importantes ont été celles de 2000, 2002 et 2007.

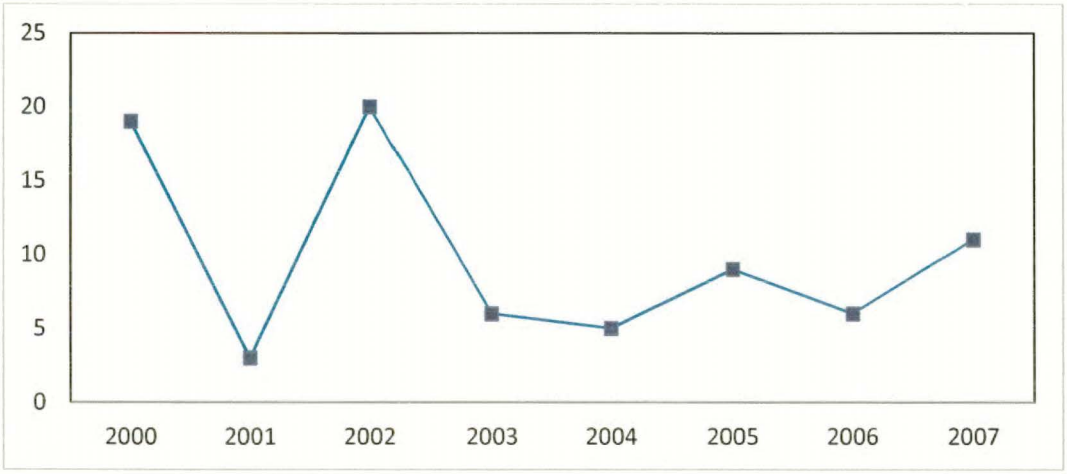


Figure 7.10 Nombre d'actions collectives par année à NDG, 2000-2007

Pendant l'année 2000, où le plus grand nombre de mobilisations (19) a été rapporté, les principaux enjeux ont été les oppositions à la mise en place de deux projets immobiliers (Gescor et l'agrandissement de l'usine de Parmalat) et la réforme scolaire, qui a modifié la distribution des écoles et des élèves sur le territoire de l'arrondissement. La préoccupation des organismes communautaires face au déclenchement d'un processus de gentrification amené par la construction des projets immobiliers dans le quartier et les effets de ces projets sur la qualité de vie, le manque de consultation de la population et l'improvisation de la réforme scolaire ont été à la source de cette mobilisation importante. En 2002, les mobilisations et les luttes concernant le redéveloppement et l'aménagement du site de Benny Farm (pour la construction de davantage de logements sociaux) se sont poursuivies. Ces actions collectives avaient débuté en 1994, avec le projet de réaménagement du site proposé par le SIC (Société Immobilière du Canada, Riel-Salvatore, 2006). Au cours de cette année, les groupes communautaires ont réussi à négocier directement avec le SIC pour le développement du terrain. En 2005, les actions collectives ont principalement été liées à la protestation contre la libération de Karla Homolka et contre son désir de s'établir dans le quartier. En 2006, la protestation a eu comme motif l'assassinat

d'une famille libanaise (El-Akhras) dans leur pays d'origine et le refus du Maire de l'arrondissement d'accorder une minute de silence pour les victimes. En 2007, le CUSM a été au centre des protestations dans le quartier; plusieurs groupes de citoyens de NDG se sont opposés au plan de circulation prévu par le CUSM et ont demandé une refonte complète du plan au Ministère des transports du Québec et à la direction du CUSM. Dans la même année, les citoyens se sont mobilisés activement contre la fermeture de la bibliothèque Fraser-Hickson. Cette bibliothèque était considérée comme un patrimoine culturel du quartier, donc ils ont proposé des plans alternatifs face à cet événement.

Les sujets de la mobilisation à NDG

Parmi les sujets de mobilisation et de protestation les plus courants dans le quartier, il faut souligner les projets immobiliers et les grands projets urbains. Bien que l'opposition au projet Benny Farm ait constitué le point le plus marquant en termes d'organisation citoyenne dans l'histoire récente du quartier, on retrouve aussi d'autres protestations liées à des projets de construction dans le secteur, tels que les projets Gescor, Parmalat et le CUSM. Il est important de souligner que quelques secteurs du quartier ont été marqués par un processus de gentrification depuis quelques années (Twigge, 2009). Les actions collectives reliées aux projets de construction ont représenté 25 % du total des actions collectives dans le quartier, ce qui permet d'apprécier l'ampleur du problème dans le quartier. Les mobilisations contre la réforme scolaire, particulièrement en ce qui concerne la relocalisation des étudiants et la fermeture d'écoles a été à la source de 16 % des actions collectives dans le secteur. Les réformes proposées par la Commission scolaire de Montréal (CSDM) en 2000 ont été fortement contestées par les parents et la protestation a continué jusqu'en 2003. Un autre sujet important a été la fermeture et la vente de la bibliothèque Fraser-Hickson à une école privée en 2007. La décision de la Mairie d'arrondissement a été

fortement contestée par la population locale : les actions collectives reliées à la bibliothèque ont représenté 11 % des actions, tel que montré par la figure 33 :

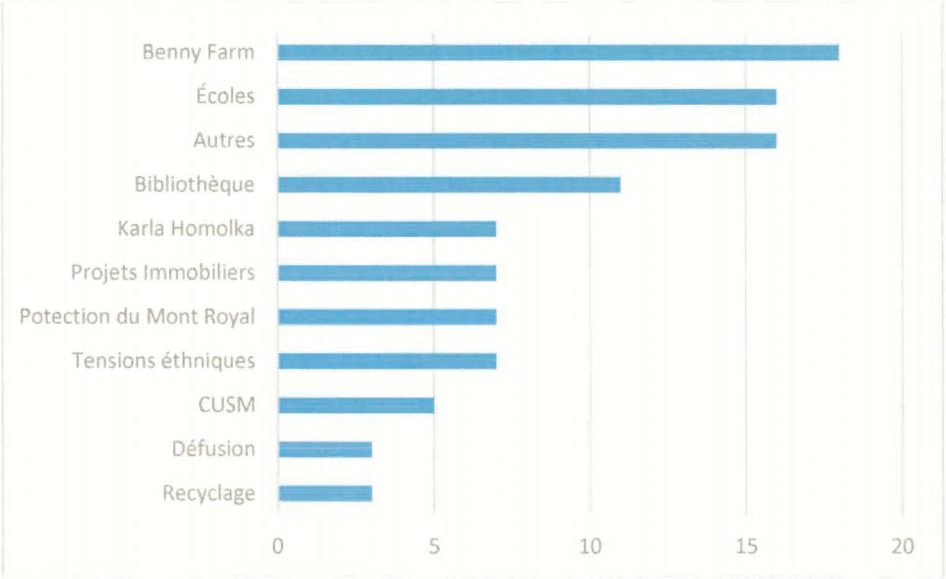


Figure 7.111 Les sujets de mobilisation à NDG (%), 2000-2007

En 2006, les déclarations de Karla Homolka, une femme ayant participé à des assassinats en série qui désirait déménager dans le quartier après sa libération ont entraîné des manifestations exprimant la forte opposition des citoyens. Les actions collectives reliées à cet événement représentent 7 % du total. Les protestations engendrées par la mort de la famille libanaise et les celles contre la construction d'un mausolée à proximité du Mont-Royal représentent aussi 7 % des actions collectives dans le quartier.

Les types d'actions collectives à NDG

Tel qu'exposé dans la Figure 34, les déclarations aux médias et les lettres signées par les habitants ont été les types d'actions prédominants, occupant chacune 13 % du total. Elles sont suivies de l'organisation d'assemblées visant la discussion des enjeux mentionnés précédemment. Dans les déclarations aux médias, soulignons l'ampleur

de l'attention que ceux-ci ont accordée aux cas de Karla Homolka et de la famille libanaise assassinée au Liban. Les assemblées ont été organisées avec la participation des organismes communautaires afin de mobiliser davantage de citoyens pour ces causes. Les manifestations et les protestations occupent chacune seulement 7 % du total des actions collectives, ce qui montre une ressemblance avec le patron développé dans Westmount. Les recours juridiques ont constitué 11 % des actions collectives dans le quartier, ce qui illustre l'accès de la population aux moyens institutionnels. Les pétitions ont composé 6 % des actions collectives, la plupart étant liées aux cas de la bibliothèque et du projet Benny Farm (voir figure 27).

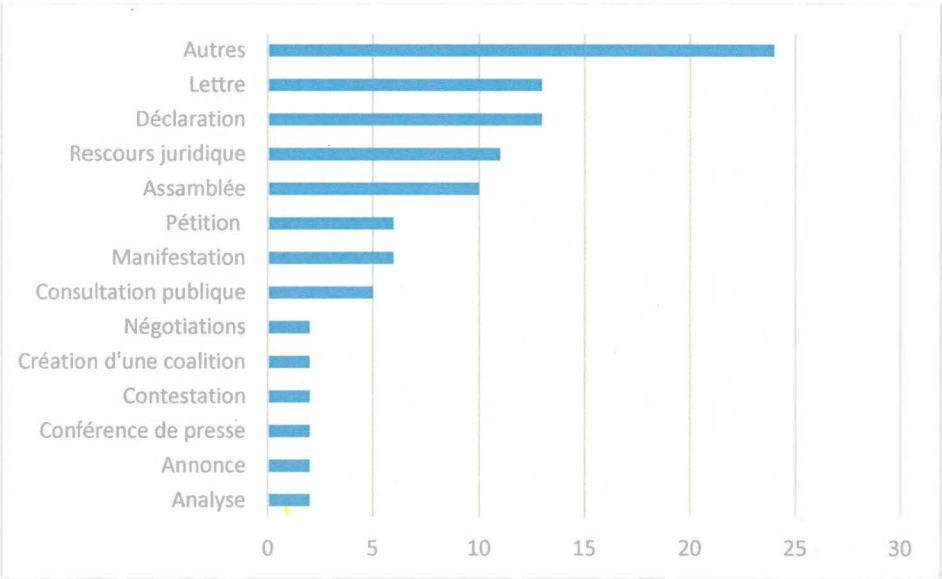


Figure 7.12 Type d'action collective à NDG (%),2000-2007

Les acteurs de l'action collective à NDG

Bien que les organismes communautaires aient une forte présence et une longue histoire dans le quartier, ceux-ci n'apparaissent pas étroitement liés aux actions collectives selon ce qui est rapporté par la presse. Dans la plupart des cas, les actions collectives ont été déployées par des citoyens indépendants, en réponse à des

problèmes spécifiques, tels que la fermeture de la bibliothèque, les voies de circulation du CUSM ou les protestations contre l'arrivée de Karla Homolka. Lors de ces événements, le rôle des organismes communautaires n'a pas été couvert par les journaux. Le regroupement le plus important d'organismes communautaires dans le quartier est le Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce, un organisme fondé il y a plus de 60 ans et qui regroupe plus de 60 organisations (38 organisations sont des membres permanents). Pour Gillian Keefe, présidente du Conseil communautaire :

> La grande préoccupation du Conseil est comment mobiliser les organismes, en même temps que les citoyens. Ceci est notre défi primordial, parce que les citoyens n'ont pas les mêmes stratégies que les groupes et je pense, mais c'est peut-être une réalisation, qu'à NDG, il y a plus une historique de mobiliser les citoyens... *Which is a good and a bad thing, because the focus has been on the citizen involvement, but the organizations don't work together.*

Bien que la mobilisation citoyenne soit spontanée dans la plupart des cas et sans rapport immédiat avec les organismes communautaires, les principaux enjeux citoyens sont discutés dans les différents espaces de discussion (forums de discussions et assemblées publiques) et les démarches sont supportées par les organismes, en particulier par le Conseil communautaire. Tel que montré par la figure 35, la plupart des actions collectives développées dans le secteur ont été menées par des citoyens indépendants :

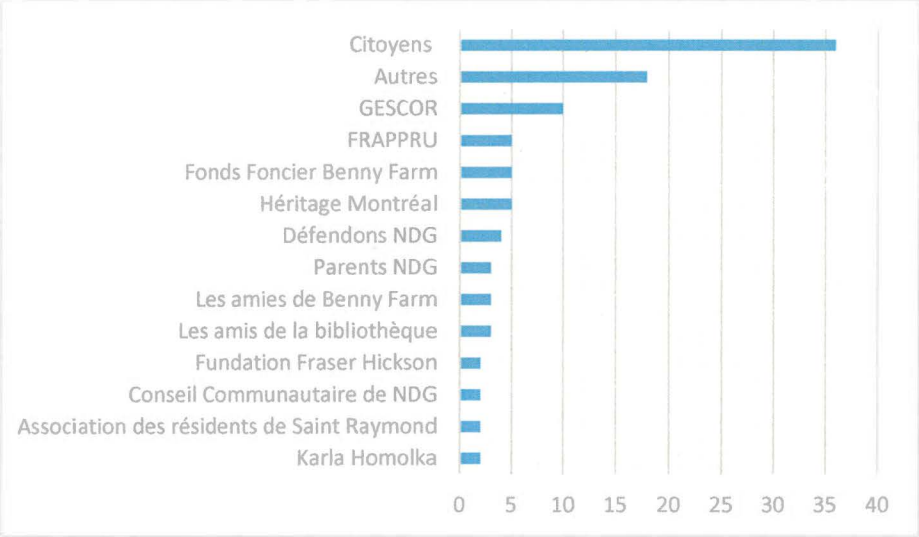


Figure 7.13 Acteurs de la mobilisation à NDG (%), 2000-2007

Nous pouvons constater que les acteurs de l'action collective nommés dans les articles de journaux sont, dans 36 % des cas, des citoyens indépendants. 10 % des actions collectives ont visé la compagnie Gescor, tandis que Le Fonds Foncier Benny Farm (mis sur pied par des organismes du quartier en 2001) a été à la source de 4 % des actions collectives. Il faut souligner la participation, dans les actions collectives, d'Héritage Montréal, Défendons NDG, des Amis de Benny Farm et des amis de la Bibliothèque. Cet organisme a participé activement dans la mobilisation pour la défense de la bibliothèque. Défendons NDG est un groupe citoyen qui a été créé pour s'opposer au plan de circulation du projet CUSM et Les amis de la bibliothèque se sont opposés à la fermeture et à la vente de la Bibliothèque Fraser-Hickson.

7.2.4 Conclusions sur l'action collective dans les différents territoires analysés

La planification urbaine et régionale basée sur la construction de grands projets vise à accroître les avantages comparatifs des villes et des régions vis-à-vis la compétition mondiale pour attirer les investissements. Ces grands projets impliquent une

coordination des acteurs de plus en plus grande, autant au point de vue de leur planification que de leur développement. Dans le cas de Montréal, la stratégie de planification est axée sur la construction de grands projets dans les secteurs stratégiques, c'est-à-dire dans ces secteurs où la ville présente des avantages importants, tels que la recherche médicale, les grands événements culturels, l'aérospatiale et les logiciels. La construction de ces grands projets se heurte à divers acteurs (collectivités locales, investisseurs, locaux et mondiaux - et secteurs de l'État) dont les intérêts divergents profondément ; ces divergences d'intérêts se traduisent par un accroissement des tensions et de la complexité des relations de coopération et/ou des conflits entre les acteurs impliqués. Ces acteurs modifient également leurs stratégies d'action en cherchant des mécanismes de négociation qui contribueraient à prévenir les conflits ultérieurs.

Ce chapitre a tenté de reconstituer l'histoire particulière de l'action collective dans chacun de ces endroits (quartiers Saint-Henri et NDG et Ville de Westmount), pour ainsi mieux comprendre leurs différences et leurs similitudes. L'analyse des acteurs de l'action collective, des sujets, des types d'action et de l'historique du projet nous permettent d'atteindre cet objectif. En guise de conclusion, nous pouvons observer qu'il existe des différences importantes dans les sujets de mobilisation, les types d'actions collectives et les acteurs qui se sont mobilisés dans chacun des quartiers. Ces différences ne sont pas seulement liées aux contrastes entre le niveau socio-économique des habitants de ces quartiers, mais aussi aux différences institutionnelles existant entre chacun des quartiers par rapport à la Ville-centre et aux répertoires historiques de contestation menés par les organismes communautaires et les groupes citoyens locaux.

En ce qui concerne l'évolution du nombre des actions collectives par quartier, nous pouvons observer, dans le graphique suivant, que les dynamiques des actions collectives dans chaque quartier sont indépendantes. Cela signifie que, normalement,

les actions obéissent à des problèmes locaux et spatialement différentiés et que, habituellement, il n'existe pas un rapport entre celles-ci. Tel qu'observé tout au long du chapitre, cette indépendance est relative dans la mesure que l'échelle des mégaprojets influence des zones de plus en plus vastes. En général, quand nous observons l'évolution de l'action collective totale, nous observons une diminution de l'action collective totale à partir de l'année 2004, ce qui pourrait être lié, entre autres, au dialogue entre les dirigeants du CUSM et les groupes communautaires dans le territoire d'implantation du projet.

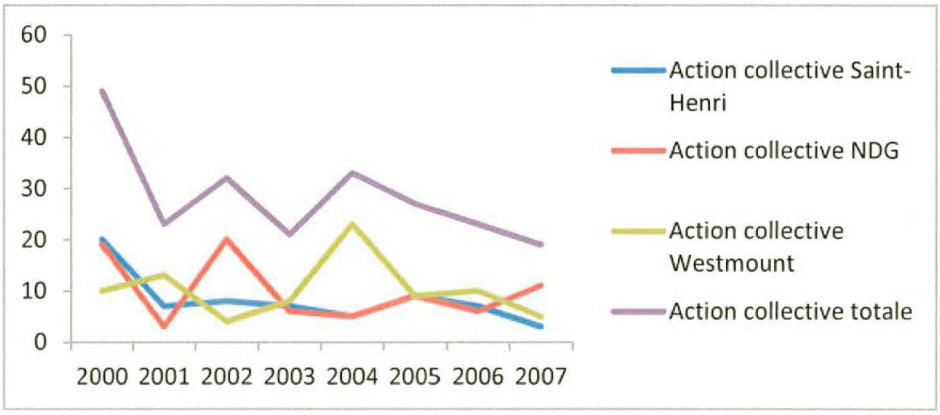


Figure 7.14 Évolution dans le nombre total d'actions par quartier, 2000-2007

Concernant les sujets de la mobilisation, les différences entre les quartiers sont évidentes. Les conditions socio-économiques des habitants ont une influence sur les sujets qui sont considérés importants dans la mobilisation. Dans le cas de Saint-Henri, les facteurs les plus notables pour la mobilisation sont les grands projets urbains et la gentrification du secteur. À Westmount, le principal sujet de mobilisation a surtout été lié à la politique; la mobilisation contre la fusion forcée avec la Ville de Montréal a marqué ce quartier. À NDG, bien que les grands projets de développement urbain soient une source importante de protestation, les aspects culturels ont aussi constitué un enjeu important.

Quant aux acteurs, il est important de remarquer l'importance des groupes de citoyens dans la mobilisation et leur indépendance vis-à-vis des groupes communautaires. Un élément à retenir est celui de l'histoire particulière des groupes et des répertoires de contestation développés dans chacun des quartiers. Dans de cas de Saint-Henri, nous observons des répertoires de contestation liés à l'opposition active : marches, prise de bâtiments. La protestation dans les quartiers de Westmount et NDG est plutôt liée à la médiatisation de la protestation et à l'élaboration d'études pour supporter leurs demandes spécifiques (conférences de presse, lettres aux médias, etc).

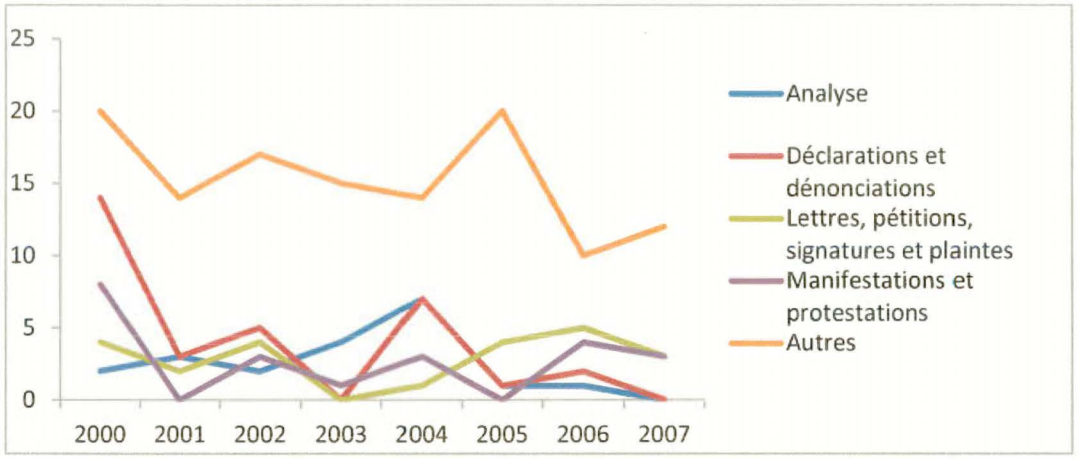


Figure 7.15 Évolution des types d'actions déployés, 2000-2007

La figure 37 montre également qu'il y a eu des changements en ce qui concerne les types d'actions collectives déployés par les acteurs dans le secteur d'influence du CUSM. Nous notons une diminution des manifestations et des protestations, ainsi que des déclarations et des dénonciations, pendant la période 2004-2005 et une augmentation significative de l'utilisation des lettres, pétitions, signatures et plaintes pendant la période 2004-2006. Cela indiquerait que des mécanismes institutionnels ont été utilisés pour la résolution des conflits et que les répertoires de contestation des

différents acteurs de l'action collective dans les différents quartiers sont davantage interreliés dans cette dernière période.

7.3 La conjonction de luttes, le développement du CIQ et la négociation avec les promoteurs

La construction du mégaprojet du Centre universitaire de santé McGill a fait entrevoir deux transformations paradigmatiques dans l'histoire des grands projets de Montréal : d'abord, des transformations institutionnelles ont visé à mettre en place des mécanismes de dialogue permanents entre les développeurs et les communautés touchées par le projet. D'autre part, on a observé une transformation qualitative de l'action collective, qui s'est orientée vers une plus grande coordination entre les différents acteurs. Les organisateurs des actions collectives provenaient ainsi de quartiers très différents, tant au point de vue de leurs intérêts respectifs que de leurs répertoires de contestations.

Ces histoires, différentes au niveau de luttes, répertoires de contestation, expériences communautaires et intérêts, auront un point de conjonction dans le développement du projet CUSM. La mise en œuvre du projet a représenté une d'opportunité permettant le dialogue entre organisations avec des histoires divergentes et soutenues par une alliance d'universités qui ont fourni un appui technique à la procédure de négociation avec les promoteurs. Dans cette dernière partie du chapitre, nous voulons aborder la coordination des actions collectives entre les trois territoires étudiés à partir de la création d'une coalition d'organismes communautaires, la Concertation Inter Quartiers (CIQ). Nous croyons que le point le plus important de notre processus d'analyse tient à la création et au développement de ce comité, car dans sa structure et sa relation avec la direction du projet on peut lier les deux objets d'étude de notre

thèse 1) l'histoire institutionnelle du projet et 2) l'histoire des mobilisations en relation avec le territoire de l'implantation du projet.

Le CIQ est né en 2002 de l'initiative des organisations sociales concernées par les implications sociales qu'un tel projet pourrait avoir sur leur territoire. En ce sens, le CIQ a cherché la façon dont la mise en œuvre du projet pourrait présenter des avantages et, en même temps, réduire les risques pour les communautés concernées. L'idée générale était d'étudier les effets du projet sur les communautés concernées, de sensibiliser ces communautés aux conséquences qu'un projet de cette ampleur pourrait avoir sur celles-ci et de prévoir des mesures possibles pour réduire les effets négatifs de sa mise en place. En ce sens, le CIQ pose un réarrangement de la mobilisation collective qui devrait se réaliser de concert entre les acteurs communautaires principaux dans les trois territoires. Ce processus est basé sur une série d'initiatives et d'expériences menées dans différentes parties du monde pour créer des accords entre les développeurs de GPU et les communautés dans le territoire d'installation de ces projets (Bornstein, 2006). L'idée à la base est d'accepter la coexistence et l'intégration entre le développement communautaire et le développement de mégaprojets plutôt que la polarisation (Bornstein, 2015). Cela implique un changement et une rupture dans la façon dont le GPU sont conçus, mais aussi dans la façon dont les revendications sont mobilisées par les organisations communautaires concernant ce type de projets. En 2002, face à l'incertitude sur les conséquences du projet les organisations décident se mettre en ensemble pour essayer de négocier une entente de collaboration avec la direction du CUSM. Ainsi,

> « La concertation Inter-quartiers est mise en place en 2002, lorsque neuf groupes communautaires des quartiers limitrophes au site Glen se regroupent : Le Conseil communautaire de NDG, solidarité Saint-Henri, l'Association municipale de Westmount, le regroupement économique et social du Sud-Ouest, la CDEC Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grace, le centre Contactivité, le CLSC Métro et le CLSC Saint-Henri. » (*Actualités*, 4 février 2009, p.4).

Ce regroupement vise à signer avec la direction du CUSM un accord de partage de bénéfices pour les communautés. La demande de la communauté avait pour but d'accroitre la participation du CIQ aux processus d'attribution du contrat et la création d'un fonds de développement qui financerait des initiatives de développement communautaire dans le secteur. En 2004, après la publication d'une étude d'impact du projet sur le secteur, la direction du CUSM décide de signer un accord avec le CIQ. Ledit accord établit des mécanismes de communication et de participation visant à assurer l'intégration du projet dans la communauté hôte.

En 2006, une demande de fonds de recherche est présentée au Conseil de recherche en sciences sociales, CRSH, et, en 2007, sont obtenus des fonds ARUC « Mégaprojets au service des communautés ». L'alliance de recherche ARUC dirigée par la Professeure Lisa Bornstein sera cruciale pour la consolidation de la CIQ et pour l'assistance technique de leurs initiatives. En 2008, en perspective de du choix du consortium qui construira le projet, le CIQ demande au CUSM d'exiger au consortium de négocier un accord avec eux. Cette proposition n'a pas été acceptée, néanmoins, il y a lieu une rencontre entre le CIQ et les consortiums en cours. En même temps, le CIQ a été invité par la direction de l'hôpital à participer au comité architectural du projet. En 2009, le directeur du CUSM, Arthur T. Porter a accepté de négocier un nouvel accord avec le CUSM en relation avec les aspects qui ne font pas l'objet du consortium de la construction, appelé « Commununity Benefits Agreement ». Cet accord, prévu pour les années 2010-2014, n'a finalement pas été signé.

L'accord en négociation implique l'intégration harmonieuse de l'hôpital en milieu urbain, le développement de bonnes relations de voisinage avec la communauté et la possibilité de maintenir un dialogue permanent avec la communauté (Projet

d'Entente 2010-2014, 2009). Cet accord tient compte des aspects suivants : l'emploi, le développement économique, l'intégration urbaine, la circulation automobile, les activités de commerce de détail, la fourniture des services de santé et de soutien dans les négociations avec le consortium. En 2012, l'accord a été renégocié et accepté partiellement par la nouvelle administration de l'hôpital. En ce sens ont été créés certains comités qui surveillent les préoccupations du CIQ dans le développement du projet. Malgré les limites des accords signés et le peu d'implication réelle des communautés dans la prise de décision, nous pensons que cela est un exercice intéressant dans les formes de coordination de l'action collective pour accroître leur impact et réduire les dommages que la mise en œuvre d'un GPU peut causer.

Dans le cas du CIQ, les expériences, les répertoires de contestation et les histoires de mobilisation ont eu un point de rencontre. Le fait que les organismes communautaires de différents territoires agissent de concert et avec le soutien technique des universités est, à notre compréhension, un changement important dans la façon dont les communautés se sont confrontées à ces processus à Montréal.

7.4 Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre nous avons analysé, à travers une revue systématique de la presse, 1) le développement administratif et institutionnel de la mise en œuvre du CUSM ainsi que 2) les histoires locales des conflits et des répertoires de protestation dans le territoire d'implantation du projet. La reconstruction de cette histoire double nous a permis d'observer comment les GPU servent dans un espace physique particulier et concret de point de rencontre entre politiques publiques et protestation. Cet exercice simple de reconstruction de ces deux histoires et sa mise en relation nous a permis d'observer les différentes échelles dans lesquelles ce projet s'est développé et les limites de l'action des différents acteurs autour de ce projet.

Dans la reconstruction de l'histoire du projet, nous avons observé la dynamique de la planification et l'orientation de la gestion publique vers la concurrence mondiale dans les domaines dans lesquels la ville a un avantage comparatif. Dans le cas des mégas-hôpitaux et, en particulier, du CUSM, le renouvellement de l'infrastructure hospitalier reposait sur une alliance entre les acteurs économiques de la santé et de la recherche. La pression exercée par ces acteurs et la stratégie de développement choisie par les élites politiques, en lien avec la construction de grands projets, a déterminé l'acceptation définitive d'un projet avec l'accord du gouvernement provincial et fédéral ainsi que le secteur privé. Le mode choisi pour développer ce projet a été le PPP. Pour le développement de ce type de partenariat, des experts internationaux ont été embauchés avec de larges pouvoirs dans son exécution et avec une supervision très limitée. Ces experts internationaux avaient des liens précédents avec une des compagnies participant du Consortium choisi pour l'exécution du contrat. Ces opérations ont été étudiées dans le cadre d'une grande Commission d'enquête sur les contrats dans le secteur public qui a révélé des structures de collusion et de corruption dans l'exécution des contrats entre le secteur public et les entreprises du secteur privé.

Donc, pour la construction de l'infrastructure du CUSM, nous avons observé la distance dans les échelles qui séparent la planification et la construction du projet de la participation des acteurs locaux. Pour ce faire, nous avons analysé en parallèle l'évolution de l'action collective (nombre par année, acteurs et type) dans les années précédant la mise en place du projet (2000-2008) dans les territoires voisins de la cour Glen. Deux quartiers, Saint-Henri et NDG, et une ville indépendante, Westmount. L'exercice nous a permis de connaître la distance entre les acteurs, le type d'actions collectives déployé et les problèmes à l'origine de la mobilisation dans chaque territoire. Cette étude chronologique de la mobilisation dans ces territoires

s'est terminée par une réflexion sur le changement dans la dynamique de l'action collective causée par la présence du CUSM. La présence d'un projet de cette envergure a influencé la création d'une instance de coordination ayant pour but d'influence le projet et de signer un accord de bénéfice pour les communautés. Cette action a été soutenue par des ressources de recherche et humaines de plusieurs universités (McGill, UQAM, Concordia et Université de Montréal) qui ont soutenu et conseillé techniquement le CIQ. Cette coordination représente dans notre compréhension un changement qualitatif de l'action collective en ce qui concerne le GPU dans la ville.

Ainsi, ce chapitre nous a permis de démontrer la relation étroite entre les deux dimensions de l'action que nous analysons dans ce travail que sont l'action publique et l'action collective. Dans le chapitre suivant et pour conclure cette thèse, nous réalisons une synthèse théorique et une discussion concernant le rapport entre nos travaux empiriques (analyses de cas) et les hypothèses que nous avons proposé au chapitre 4.

QUATRIÈME PARTIE, DISCUSSION ET CONCLUSION

CHAPITRE 8: CONTRIBUTION THÉORIQUE ET DISCUSSION

> The big theories of social movements are being re-examined. In their place are emerging analytical approaches with cultural theories that allow scholars to transit from the micro to the macro level more empirically. Social movements are made up of individuals and interactions. The perspective of rational choice recognizes this, but its version of the calculating individual is too abstract to be realistic or useful. Pragmatism, feminism, and other traditions promote a re-formulation of collective action, especially through the rediscovery of emotions and greater attention to local contexts. (Jasper, 2004, p 4).

Pour conclure cette thèse, il nous apparaît nécessaire de présenter une synthèse et une discussion qui permettront de lier la réflexion théorique sur les grands projets urbains avec l'analyse empirique de nos études de cas. En ce sens, nous exposons en premier lieu notre proposition théorique concernant la compréhension des GPU, qui vise à unifier les différentes dimensions et théories qui ont été analysées. En second lieu, nous proposons une discussion en vue de la généralisation de nos conclusions, à partir de l'analyse de l'évidence empirique issue de nos études de cas, et faisons un retour sur les hypothèses que nous avons proposées dans notre problématique. Pour terminer, nous positionnerons notre recherche par rapport aux travaux antérieurs et examinerons les possibilités de développement futur liés à nos travaux.

8.1 Proposition théorique pour la compréhension des rapports entre conflit, action collective et politiques publiques en lien avec les GPU

Comme nous l'avons examiné au fil de ce travail, l'analyse des GPU peut joindre des dimensions associées à l'action collective et à l'action publique. En ce sens, nous avons mobilisé, au long de cette thèse, deux cadres d'interprétation de l'action qui ont des développements complexes et des méthodes analytiques spécifiques. En ce sens, cette thèse ne constitue pas, en tant que tel, une étude de politiques publiques ou une étude de l'action collective. Elle constitue plutôt un exercice d'intégration de ces cadres d'analyse dans la spécificité des conflits associés aux GPU. Nous proposerons donc, à partir de cette perspective, une synthèse finale qui constitue une brève

réflexion sur la spécificité de l'analyse de ce type des conflits. Ainsi, cette synthèse vise à présenter une conclusion théorique des travaux qui ont été abordés jusqu'ici, en vue d'une intégration théorique.

Comme nous l'avons signalé dans les chapitres précédents, le conflit social joue un rôle important dans la compréhension de l'action collective mais aussi des politiques publiques. L'intégration de ces deux cadres, à partir de l'étude des GPU, est l'apport théorique principal de cette thèse. Nous avons positionné les GPU comme des unités minimales et constantes de la planification urbaine. Ces unités sont associées à la fois à des conflits entre acteurs et à différentes échelles d'intervention. Ainsi, les GPU constituent des outils de changement politique et d'expérimentation sociale qui amènent des défis dans la régulation des conflits de la part de l'État.

Les deux cadres épistémologiques partagent un élément commun, soit l'étude de l'action concrète des acteurs[257]. Nous concevons ces actions dans le sens que Max Weber a élaboré pour l'action sociale (1984, p. 5), c'est- à-dire comme étant :

> Un comportement humain (bien qu'il consiste en un « faire » interne ou externe, dans une omission ou dans la permission) dans lequel le sujet donne un sens subjectif à cette action. L'action sociale est une action où le sens donné par le sujet aux sujets (en tant que personnes) se réfère aux comportements ou à ceux d'un autre sujet. L'action s'oriente de cette manière dans son développement. (Weber, 1984, p.5)

Autrement dit, l'action sociale possède comme caractéristique la volonté d'influencer l'action d'une autre personne ou d'une autre institution dans un sens déterminé et est orientée par des intérêts spécifiques d'un sujet ou d'un groupe[258]. Dans le cas de l'action de l'État, cette action est modulée par l'influence de groupes ; l'influence de

---

[257] Les fondements philosophiques de l'action sont rarement considérés dans la réflexion sur l'action collective. À ce sujet, nous recommandons la lecture de Bourdieu (1994), Davison (1980) et Luckmann (1996).

[258] Cette perspective est très proche de la définition souvent citée de Robert Dahl (1957, p. 202-203) sur le pouvoir, selon laquelle, « *A has power over B to the extent that he can get B to do something that B will not otherwise do* ». En ce sens, toute action serait orientée par le pouvoir, puisque toute action implique la volonté subjective d'influencer la conduite d'autres acteurs.

ces groupes serait aussi déterminée (au moins partiellement) par l'action de l'État. On considère que le but de l'action sociale est de transformer l'action de l'État, ou de la conserver ; donc, plusieurs groupes organisés avec des intérêts différents entrent en conflit pour que les actions de l'État les favorisent, en se livrant une « guerre » constante entre groupes organisés pour déterminer l'action de l'État[259] à différents échelles et niveaux (*i.e.* les politiques publiques[260], les plans, les programmes et les projets, en particulier). Nous pensons que, dans l'univers territorialement circonscrit de l'étude des conflits associés aux GPU, nous disposons d'une fenêtre particulièrement intéressante pour observer cette dynamique des conflits entre groupes organisés. Le schéma suivant permet de comprendre et de développer graphiquement cette proposition :

[259] Notre réflexion s'inspire de la considération de Gramsci au sujet de la guerre de mouvements. Pour Gramsci, l'État ne constitue pas un bloc monolithique, mais est le produit du champ des luttes entre hégémonie et contre-hégémonie. En ce sens, l'État est conçu comme un champ de dissidence et de conflit permanent. « L'État a toujours été le protagoniste de l'histoire, parce que dans ses organismes se concentre la puissance de la classe propriétaire; dans l'État, la classe propriétaire se discipline et s'unifie, au-dessus des dissidences et des chocs de la concurrence, pour maintenir intacte la condition de privilège dans la face suprême de la concurrence même: la lutte de classes pour le pouvoir, pour la prééminence dans la direction et l'organisation de la société. » (Gramsci, 1977, p. 93).

[260] Il faut signaler que, dans cette partie, nous ne nous référons pas aux coalitions plaidantes, mais nous proposons de relier l'action collective et les politiques publiques dans un même cadre théorique.

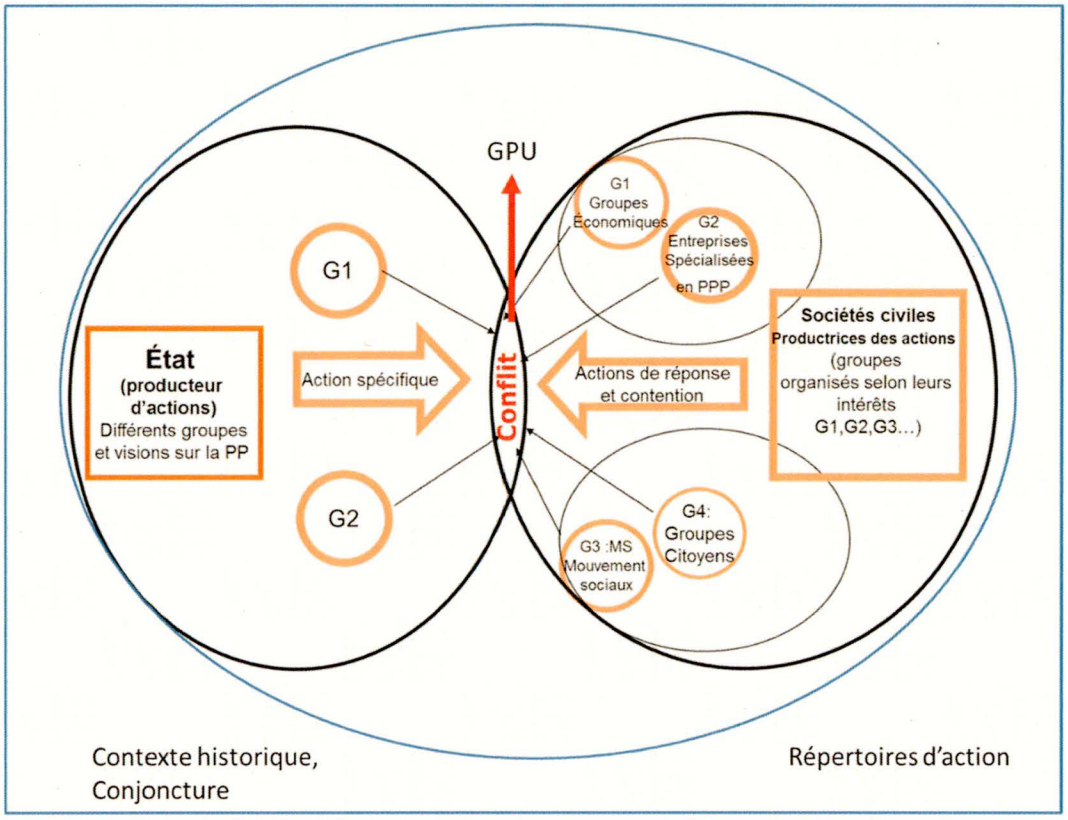


Figure 2.1 Schème des rapports entre les actions de la société civile et de l'État

Tel qu'illustré dans la figure 38, la société civile comprend plusieurs groupes sociaux dont les acteurs se rassemblent en fonction d'intérêts spécifiques qui entrent en interaction avec l'action de l'État (dans notre cas particulier, la gestion des GPU). Ces groupes s'organisent selon les solutions qu'ils prétendent imposer à l'agenda politique. La discussion n'est jamais réalisée dans l'abstrait, mais plutôt avec des conditions historiquement déterminées et des solutions institutionnelles, et elle implique des répertoires d'action qui ont déjà été tentés (*path-dependance*). Dans le sens exposé ici, on considère le rapport société civile-État comme un rapport de force, et la définition de la politique publique comme un champ de conflits entre groupes qui

veulent imposer leur vision politique[261]. La société civile serait donc le champ de dispute entre des intérêts divers, la plupart du temps avec des objectifs divergents, qui se manifestent dans la prise de décision de l'État. La capacité d'influence de ces groupes sur l'État dépend de leur organisation et des rapports déjà établis entre les groupes et les institutions politiques. En ce sens, dans le cadre de cette thèse, on considère le conflit comme l'expression, par le moyen d'actions, de différents acteurs qui ont des intérêts différents et mutuellement incompatibles, portant sur le même objet : la politique publique et, plus particulièrement, les GPU. Dans le cas des politiques publiques, les rapports entre les différents groupes d'acteurs visant sur le contenu de la politique et les différences entre les intérêts de ces groupes impliquent que la position des autres soit perçue comme un obstacle à la réalisation de leurs désirs respectifs, ce qui suppose l'existence d'un conflit (tacite ou manifeste) entre les acteurs. Cette définition de conflit part de la définition classique d'Aron (1957, p. 179), selon lequel « le conflit est une opposition entre groupes et individus pour la possession de biens rares ou la réalisation de valeurs mutuellement incompatibles » et la définition de Rozenblum de Horowitz (1997, p. 1) pour lesquels « le conflit consiste à la base dans la divergence d'intérêts ou la croyance des parties selon laquelle leurs aspirations actuelles ne peuvent être satisfaites simultanément ou conjointement, c'est-à-dire, qu'au moment du conflit, les parties se perçoivent comme antagoniques et n'envisagent pas une sortie ou réponse intégrative de leurs différences ». Nous partons d'une vision intégratrice du conflit dans laquelle sa gestion juridique et politique est une des fonctions principales du gouvernement et des institutions. Comme l'a bien signalé Ralf Dahrendorf (1972, p. 250) : « Une des missions fondamentales de la politique consiste dans la sujétion rationnelle des conflits sociaux ».

[261] En ce sens, Gramsci avance que la société civile ne constitue pas une sphère séparée de l'État (1978, p. 26), mais plutôt un prolongement de celle-ci dans laquelle l'hégémonie se trouve en dispute permanente entre différents groupes (hégémoniques et contre hégémoniques).

Ces conflits se circonscrivent dans une conjoncture historique précise, dans un contexte particulier du mode de production. Cette conjoncture[262] implique une combinaison spécifique (position relative des acteurs et formation des coalitions et des alliances) des relations de force entre les différentes classes, factions, et groupes qui prétendent influencer la décision. Bien que chaque conjoncture soit unique, celle-ci a une relation structurelle avec les autres périodes. Cette relation peut être comprise au travers de l'étude des répertoires historiques d'action des différents acteurs impliqués. Nous comprenons le répertoire de contestation comme « une série limitée de routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de choix relativement délibéré » (Tilly, 1995, p. 6). Ce répertoire comprend les moyens d'action à la disposition des groupes de protestation dans chaque moment historique et chaque endroit (Mathieu et Péchu, 2009, p. 254). Ces répertoires d'action sont communs à tous les acteurs ; ils sont appris et utilisés collectivement, non seulement par les groupes de protestation, mais aussi par les groupes et les factions au sein de l'État, des institutions et des groupes économiques. Dans toute relation entre État et mouvements sociaux, l'action est aussi déterminée par des éléments externes à cette relation. La dynamique des luttes d'intérêts reliées à l'action de l'État donne naissance à des discours opposés, qui s'accompagnent de répertoires de contestation, constituant alors des éléments importants de cette relation. Pour Tilly (1986), la contestation est produite à partir de répertoires[263] culturellement déterminés par les luttes antérieures.

---

[262] « Ainsi, la conjoncture, objet de la pratique politique et lieu privilégié où se réfléchit l'individualité historique toujours singulière d'une formation, c'est la situation concrète de la *lutte politique* de classe. Autrement dit, l'articulation et l'indice de dominance qui caractérisent *la structure* d'une formation sociale se réfléchissent, en tant que conjoncture, au niveau de la lutte politique de classe. » (Poulantzas, 1971, p. 96).

[263] « Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés [...]. Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plus à celui de la commedia dell'arte ou du jazz qu'à celui d'un ensemble classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi » (Tilly, 1986, p. 541).

Ces répertoires[264] sont considérés « hérités », mais seraient toujours en processus de transformation. Pour Archilla (1998), le niveau de violence des répertoires utilisés dépend du niveau d'exclusion des groupes du système politique. Plus le niveau d'exclusion est grand, plus la violence est forte.

Un des éléments mis en évidence dans cette thèse sont les circonstances d'application des partenariats public-privé (PPP) dans les mégaprojets est celui du changement des rôles occupés par les acteurs privés lors de la détermination et de la mise en œuvre de la politique publique liée aux GPU. L'implication d'acteurs extérieurs à l'État dans la construction de la démocratie locale entre en profonde contradiction avec les préoccupations exprimées par plusieurs groupes de la société civile, dans le cadre des actions collectives relevées dans cette thèse. La mise en œuvre des PPP implique en effet un engagement considérable d'intérêts privés dans le développement de la construction d'infrastructures. Dans le cas des mégaprojets, l'association entre promoteurs et État évoque la question de l'affaiblissement du rapport entre les mouvements sociaux, les mouvements citoyens et l'État. On se retrouve alors avec un déplacement des acteurs économiques, de la société civile vers l'État et, donc, une identification des institutions avec les entreprises privées. Le rôle de l'État en tant qu'acteur neutre par rapport aux conflits sociaux est ainsi remis en question. Ce déplacement dans la structure de contractualisation, dans la façon d'agir de l'appareil d'État est une des conséquences du contexte associé à la mondialisation. On montre, dans la figure 39, comment ce déplacement peut être compris :

[264] Les répertoires de réponses comprennent les actions compétitives, les actions réactives et celles qui sont pré-actives.

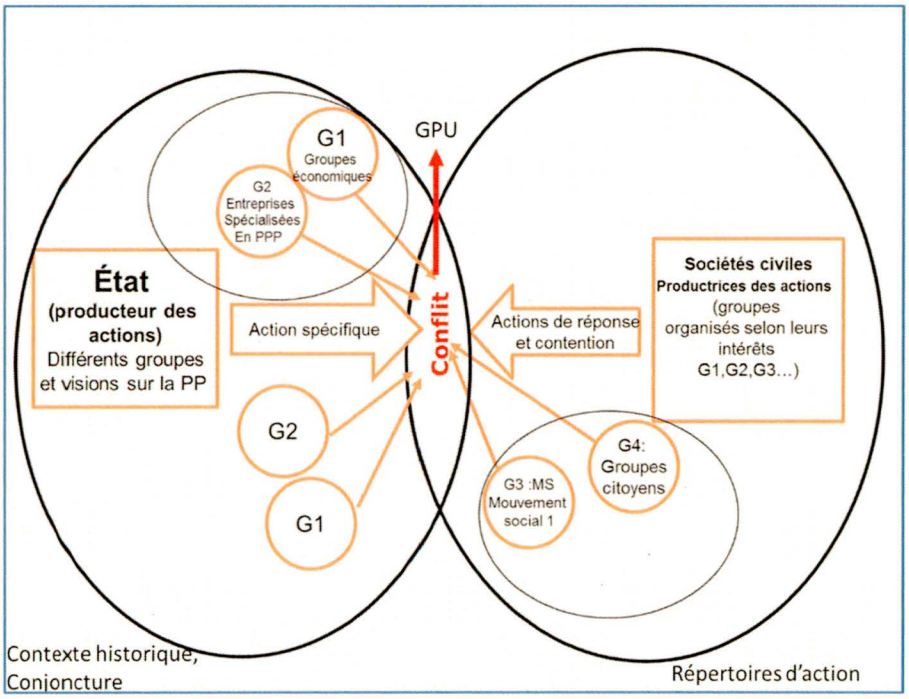


Figure 8.2. Rapport société civile/État dans le PPP

Dans ce second graphique, nous observons le déplacement de certains groupes économiques, qui se retrouvent intégrés dans la sphère de décision du gouvernement. On retrouve alors une intégration des intérêts de quelques groupes économiques et dans les intérêts du gouvernement de la ville. Une des définitions classiques concernant cette forme de relation est celle que nous offre Schmitter[265] (1974, p. 93) du corporatisme :

> *a system of interest representation in which the constituent units are organized into a limited number of singular, compulsory, non-competitive, hierarchically ordered and functionally differentiated categories, recognized or licensed (if not created) by the state and granted a deliberate representational monopoly within their respective categories in exchange for observing certain controls on their selection of leaders and articulation of demands and supports.*

[265] On attribue à Schmitter (1974) la naissance et le développement du néocorporativisme comme une approche d'analyse. Cette approche se distingue de la théorie classique du corporativisme des années 1930 parce qu'elle se détache de sa connotation péjorative fortement associée au fascisme ; le néocorporativisme est alors compris comme une dynamique institutionnelle générale.

Dans cette perspective, ce que nous essayons de montrer avec la figure 39 est la relation privilégiée qui se développe et s'établit entre quelques groupes et l'État. Cette relation a pour conséquence que les décisions dans des domaines spécifiques[266] se prennent à huis clos entre un groupe d'entreprises et des fonctionnaires gouvernementaux. L'étude de ce type de relations n'est pas quelque chose de nouveau ; de fait, cela a été un phénomène récurrent et bien documenté durant la période de la rénovation urbaine[267]. L'identification de l'action de la Ville avec l'action de groupes d'entrepreneurs et la cooptation du pouvoir municipal par des élites économiques ont été largement développées dans les études sur l'administration urbaine à partir de l'étude classique de Hunter (1953) sur Atlanta, en passant par la théorie des élites proposée par Charles Wright Mills dans son célèbre livre *The Power Elite* (1956) jusqu'aux travaux de Stone (1989) sur les régimes urbains[268].

Nous pouvons interpréter les figures 38 et 39 comme deux moments historiquement différenciés : le moment dans la partie gauche de la figure représente un contexte où la sphère politique (moment politique) est prédominante, tandis que le moment du

---

[266] Particulièrement en infrastructures et bâtiments.

[267] Les grandes transformations urbaines des années 1950 et 1960 en Amérique du Nord ont été marquées par la rénovation urbaine et une planification du développement orientée vers la croissance économique (Logan et al., 1997). Le concept de rénovation urbaine, couramment utilisé durant cette période, réfère au processus de transformation planifiée et à grande échelle des infrastructures pour les adapter aux nécessités économiques et d'habitation, actuelles et futures de la ville (Grebler, 1965). Ce processus de transformation urbaine et la logique de planification orientée vers la croissance (Molotch, 1976) ont été caractérisés par une similitude grandissante entre les intérêts corporatifs et ceux du gouvernement municipal.

[268] La théorie des régimes urbains formulée par Stone (1989) permet d'envisager les coalitions politiques et leur influence sur le pouvoir à l'intérieur des villes. Selon cette théorie, il existe différents types de régimes urbains en fonction de coalitions politiques établies à l'intérieur du gouvernement municipal. Selon Stone, cité par Mossberg et al. (2001, p. 813), les régimes sont définis de la manière suivante : "*A regime is "an informal yet relatively stable group with access to institutional resources that enable it to have a sustained role in making governing decisions" (Stone 1989, p. 4). Collaboration is achieved not only through formal institutions but also through informal networks*". Parmi les différents types de régimes, on retrouve les suivants : 1) pluralistes, caractérisés par la présence de leaders supportés par des alliances de différents types d'acteurs privés, 2) élitistes, caractérisés par le gouvernement des élites des affaires et, finalement, 3) corporatistes, qui combinent des leaders forts avec une élite d'affaire unifiée (Stokert, 1995).

côté droit représente un moment de prépondérance de la sphère économique (moment économique). Ces deux figures montrent deux moments différents de la relation politique-économie, qui apparaissent comme deux sphères relativement autonomes. Les changements institutionnels qui encadrent les GPU sont déterminés par la position relative de ces deux sphères dans un moment particulier. Le néolibéralisme et l'implantation de la Nouvelle gestion publique s'inscrivent dans un moment avec prépondérance de la sphère économique sur la sphère politique. La transition entre ces moments a une relation avec les crises comprises comme des périodes de transformation engendrées par l'accumulation de contradictions (Poulantzas, 2005, p. 59). Cela implique des changements importants dans les configurations institutionnelles et les rapports de force entre différents groupes et acteurs, qui génèrent, à leur tour, des transformations dans la forme dont se structurent les politiques et le processus de prise de décisions au sein du gouvernement, ce qui peut mener à une transition vers un moment politique. C'est ce que montre la figure 40.

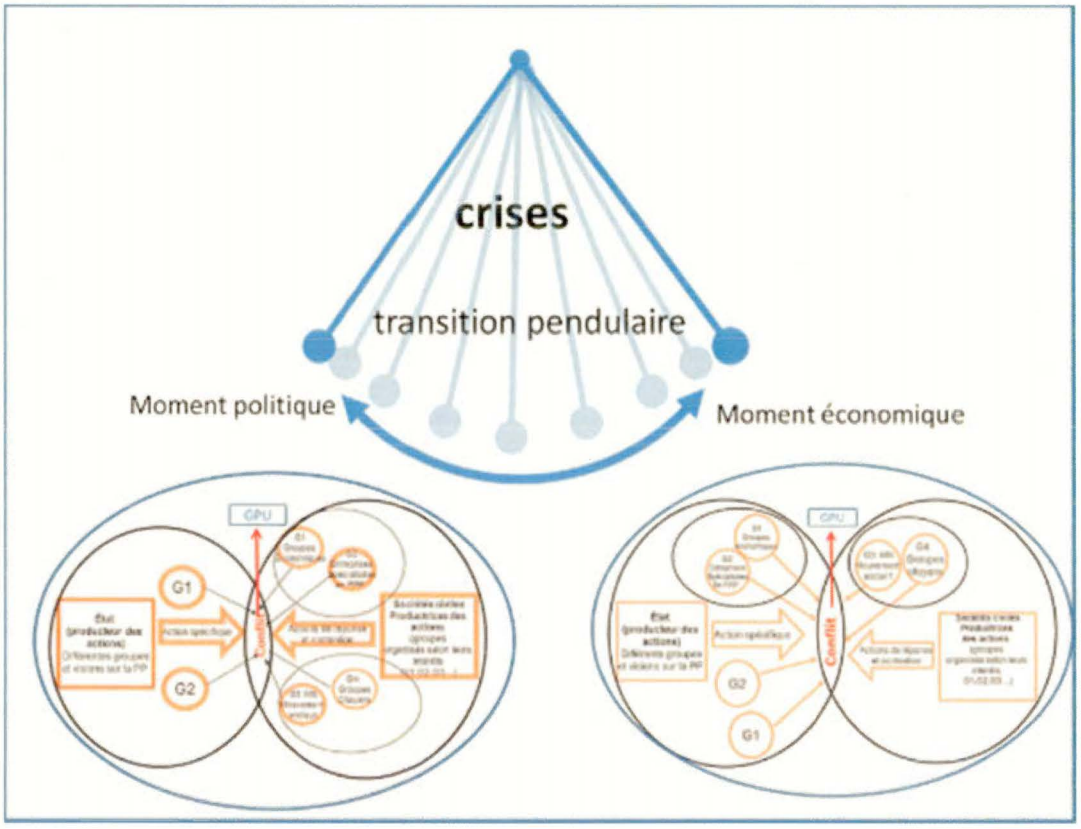


Figure 8.3 Transition entre moment économique et politique

Nous estimons que cette contribution théorique peut servir à mieux comprendre les contextes liés aux changements caractérisant l'action publique et l'action collective dans le cadre du développement des conflits liés aux GPU. Cette perspective théorise les principaux éléments qui ont été abordés au long de cette thèse et nous permet de mieux comprendre le sens des hypothèses que nous avons formulées dans la problématique. Dans la section suivante, nous présentons notre discussion où nous intégrerons le développement empirique de notre thèse avec les hypothèses que nous avons énoncées, afin de généraliser nos résultats et de positionner notre recherche.

8.2 Discussion

8.2.1 Concilier les perspectives associées aux différentes échelles en lien avec les théories macro et micro.

Ce chapitre vise à généraliser les conclusions des cas abordés dans cette thèse. Nous relèverons l'homogénéité et la continuité des cas et des différentes perspectives d'analyse. Ensuite, nous nous concentrerons sur les liens entre les cas proposés et les théories utilisées, sur les explications liées à ces liens et leur interprétation, pour enfin énoncer des possibilités de généralisation. Pour ce faire, nous établissons des rapports avec d'autres études concernant le sujet et soulevons certaines exceptions retrouvées dans le cas de Montréal en tant qu'objet d'analyse. Ainsi, dans un premier temps, nous analysons la difficile transition entre les théories et les échelles micro et macro utilisées dans le cadre de cette thèse. Deuxièmement, nous généralisons les résultats de l'analyse à partir d'une approche transcalaire. Finalement, nous procédons à une vérification des hypothèses et dressons les perspectives de notre analyse, ainsi que les limites dans l'interprétation proposée dans le cadre de cette thèse.

Défis théoriques, temporels, spatiaux et perceptuels

La diversité des perspectives utilisées pour ce travail – qui sont à la fois d'une nature théorique (géographie radicale, marxisme critique/structuralisme), temporelle (analyse généalogique et diachronique), spatiale (macro et micro, territoire, espace, lieu) et perceptuelle (relation sujet/objet) – ont contribué élargir notre compréhension des GPU en apportant une étendue et une variété dans les éléments analysés. D'un point de vue spatial, la complémentarité de l'analyse macro et l'analyse micro réalisés dans les chapitres précédents a contribué à expliquer, à partir de différentes perspectives, les conflits territoriaux portant sur les GPU. En ce sens, les cas analysés nous ont permis d'observer les rapports entre les politiques publiques et la protestation en lien avec les GPU à Montréal, mais aussi un monde complexe de

perceptions, d'intérêts, d'identités, d'interprétations et de rapports de forces qui ne pourraient être compris et réduits à l'intérieur d'une seule théorie ou d'une seule structure d'interprétation, en raison de sa complexité.

Sur le plan théorique, le principal défi de cette thèse a été d'allier l'analyse marxiste et l'analyse généalogique de Foucault dans notre corps théorique. Du point de vue strictement spatial, la difficulté a été de cerner et de démontrer l'influence du changement d'échelles dans la détermination de la gestion de ces projets. Du point de vue temporel, nous avons eu à combiner une analyse diachronique, basée sur la succession temporelle d'événements, avec une analyse généalogique, qui mettait l'accent sur l'établissement des relations entre des événements récents et des événements historiques plus lointains, dans le contexte de la transformation territoriale actuelle.

De prime abord, nous voulons souligner la divergence entre les explications théoriques liées à l'émergence des grands projets urbains au niveau macro (c'est-à-dire les transformations économiques et politiques résultant de la mondialisation) et les explications associées au niveau micro (liées plutôt aux perceptions individuelles et collectives et au sens donné par les participants à leurs actions). Cette contradiction apparente est, à notre avis, principalement liée aux différences entre les motivations de l'action individuelle à ces deux niveaux. Dans le contexte macro, les actions[269] sont expliquées principalement à partir d'une rationalité économique en lien avec la maximisation de l'intérêt individuel, tandis que les explications des actions au niveau micro[270] permettent la mise en valeur d'explications individuelles associées aux émotions des acteurs et aux différentes valeurs qui les animent (par exemple, le sens de communauté, l'histoire du lieu, etc.). Considérant la divergence dans ces motivations, nous croyons que l'application de différents modèles théoriques a

[269] En particulier, celles des promoteurs des projets et des entreprises.
[270] Particulièrement celles des opposants aux projets

contribué à améliorer la compréhension de la diversité et de la complexité des actions[271] collectives et des conflits liés aux GPU.

En ce qui concerne les explications macro, nous avons principalement eu recours à la géographie radicale et à la théorie du pouvoir de Nikos Poulantzas afin d'expliquer la conjoncture historique des GPU et leur importance dans l'état du développement actuel du capitalisme. Nous considérons que la géographie radicale (Harvey, Brenner, Jessop, Swyngedow) a contribué à expliquer la transformation économique et territoriale du capitalisme actuellement existant, en plus de montrer la montée en importance des villes et des régions dans la planification du développement économique. Cette perspective d'analyse nous a aussi permis de mieux situer et expliquer l'importance des GPU dans les processus de localisation et de concentration des capitaux.

D'un autre côté, la théorie du pouvoir de Nikos Poulantzas nous a permis d'illustrer le contexte historique de long terme associé aux changements dans les rapports entre la sphère économique et la sphère politique dans le contexte des cycles économiques et du changement dans les régimes politiques. L'étude exploratoire initiale a permis de constater la pertinence de ces approches pour comprendre l'évolution des GPU dans l'histoire récente de Montréal. Cette étude a mis en évidence le caractère corporatiste de la planification territoriale à Montréal et, en conséquence, l'identification entre les intérêts des acteurs économiques et ceux des acteurs politiques dans la planification et l'aménagement du territoire montréalais au fil de l'histoire récente. Cette étude a aussi mis en perspective le rôle des grands projets urbains dans la transformation de la gouvernance et de l'économie à Montréal au

[271] En ce sens, Amartya Sen, dans son livre Identité et violence (2010), nous offre un point de vue intéressant en ce qui concerne la complexité de l'action et du choix individuel dans les processus économiques. Ces processus sont véhiculés, selon cet auteur, par l'identité et cette identité n'est pas unique, elle est multiple et est liée aux différentes facettes de l'individualité.

cours des dernières années. Toutefois, bien que la logique économique soit un élément prépondérant dans la configuration des conflits actuels, elle ne constitue pas une raison suffisante pour leur compréhension. Les conflits étudiés dans le cadre de cette thèse démontrent l'importance considérable des composantes identitaires et historiques dans la configuration des conflits urbains (Jasper, Emirbayer, Goodwin). Ces composantes contribuent de façon majeure à la compréhension des raisons de la mobilisation et des conflits à l'extérieur d'un cadre de rationalité économique. En ce sens, la mobilisation déployée pour la défense d'un chez soi, d'un mode de vie ou pour la préservation de l'histoire personnelle n'est pas, *stricto sensu*, la conséquence d'une rationalité économique de la part des personnes affectées par un projet. Il ne s'agit pas, dans ces cas, d'une rationalité orientée à maximiser l'avantage personnel ou le profit, mais d'une motivation plutôt axée sur des émotions et des valeurs. En effet, les personnes touchées par ces projets s'engagent, dans la plupart de cas, dans des actions d'opposition morale et matérielle, sachant à l'avance les faibles chances de victoire et le grand effort qu'impliquent ces actions.

C'est précisément par le biais de notre terrain d'étude et, en particulier, avec l'étude du cas d'Overdale, que les limites de l'analyse macro ont commencé à se manifester dans notre travail. La mobilisation, même si elle s'inscrit dans la logique territoriale du capital et du logement, ne pouvait s'expliquer, pour plusieurs des acteurs impliqués, seulement d'un point de vue économique. Afin de mieux expliquer les raisons subjectives de mobilisation et de la protestation, il était nécessaire d'explorer d'autres perspectives théoriques davantage centrées sur le sujet et la construction de l'identité, que sur l'économie. La philosophie de Foucault nous a alors semblé un outil[272] pertinent et utile pour comprendre ces conflits ; elle nous permettait de

[272]Nous utilisons ici le mot outil dans le sens du concept « boîte à outils ». Dans ce sens, la théorie est entendue comment une série de dispositifs qui nous permettent de comprendre la réalité. Selon ses propres mots : « comprendre la théorie comme une boîte à outils veut dire : - qu'il ne s'agit pas de construire un système, mais un instrument, une logique propre aux relations de pouvoir et aux luttes commis autour d'elles ; - que cette recherche ne peut pas être faite que peu à peu, à partir d'une

prendre en compte l'espace, le temps et le sujet comme des points interdépendants contribuant à l'articulation des conflits dans l'histoire de la ville.

Afin de mieux intégrer l'ensemble des données retrouvées dans les histoires de vie des acteurs dans notre recherche, nous avons trouvé pertinents les *cours sur le territoire et la population* que Foucault a dispensés au Collège de France en 1972. Dans cette perspective, les conflits sont descriptifs de la circulation du pouvoir dans la société, mais aussi de la structuration des discours de domination sur le plan local. Nous considérons importante l'analyse généalogique des conflits proposée par Foucault. Selon cette analyse, les conflits actuels sont la prolongation de conflits et de guerres ancestrales ou originales. Cette interprétation de la dynamique conflictuelle était intéressante pour comprendre le cas de Montréal, où les conflits provoqués par les conflits historiques entre francophones et anglophones nourrissent encore la dynamique des conflits territoriaux et politiques actuels. La reconstruction de la généalogie des conflits que nous avons réalisée relativement au microterritoire d'Overdale nous a permis d'explorer et de comprendre la continuité et les ruptures entre les différents conflits qui y ont eu lieu à différents moments, ainsi que leurs rapports avec les GPU et les conflits sociaux plus larges qui ont affecté la ville dans une perspective de long terme. Toutefois, l'élément central que nous avons mis en évidence dans ce cas est l'importance du sens donné aux actions par les protestataires et les rapports entre ce sens et la configuration de l'histoire locale. Ainsi, les GPU ont constitué des objets -d'analyse qui ont permis d'observer les changements dans la logique des conflits entre les acteurs urbains et, par conséquent, les changements dans les relations de pouvoir liant les institutions publiques, le secteur privé et les groupes citoyens. Nous utilisons la catégorie « dispositifs » dans le même sens que Foucault, c.-à-d. que nous ne faisons pas référence ici à des théories, ni à des institutions, mais plutôt aux « arrangements dans l'exercice du pouvoir ». De cette manière, nous

---

réflexion (nécessairement historique dans certaines de ses dimensions) sur des situations données. » (1985, p. 85)

comprenons la mondialisation en tant que pratique incorporée et manifeste dans l'action des acteurs urbains. Les changements apportés par la mondialisation sont plus profonds qu'une simple réorganisation administrative de l'État. En effet, ils résultent en des changements historiques dans les rapports entre la sphère politique et la sphère économique.

Le « lieu » est important pour comprendre la configuration spatiale et historique des conflits. Nous considérons le lieu, à l'instar de Hegel (2015, tome I, § 203.), comme la confluence et l'individualisation de l'espace et du temps dans la perception du sujet. C'est à partir de ce lieu que le sujet comprend et interprète le monde, qu'il prend position et construit sa culture (Escobar, 2001). Le lieu, ce qui existe, ce qui est immédiat, tangible, est considéré en opposition à ce qui est global, c'est-à-dire ce qui est considéré comme l'élimination de l'espace, telle une entité abstraite qui implique la disparition des distances. Cette opposition entre le lieu (local) et l'aspect global est un sujet courant et constant dans la littérature de la mondialisation et, plus particulièrement, dans celle de la reterritorialisation, tel que souligné par Brenner (1999) et Escobar (2001). Les GPU mettent en évidence les limites de la disparition de l'espace, puisque ceux-ci constituent une manifestation de la mondialisation avec une composante spatiale spécifique. En ce sens, l'étude des GPU nous a permis de « territorialiser » les tensions et les contradictions entre ce qui est global et ce qui est local, en superposant les différentes échelles qui touchent le même espace géographique. Cette thèse est donc un effort visant à améliorer notre compréhension des rapports entre acteurs, actions (présentes et historiques) et territoires (échelles). Elle constitue un exercice d'analyse multiscalaire des GPU à partir d'approches théoriques complémentaires pour leur compréhension.

Bien que cette thèse ait mis en évidence que les GPU ont été une constante dans le développement urbain de Montréal, elle a aussi montré que leur gestion et leur gouvernance ont changé au cours des dernières années, en lien avec les changements

territoriaux introduits par la mondialisation. Les processus de transformation du territoire et de l'autorité liés à la mondialisation ont eu des répercussions majeures sur la gestion urbaine. Selon Swyngedouw, ces transformations peuvent particulièrement être mises en évidence par le moyen de la transformation des échelles et donc des géométries de pouvoir des acteurs urbains :

> «The continuous reshuffling and reorganization of spatial scales are an integral part of social strategies and struggles for control and empowerment. In a context of heterogeneous social and ecological regulations, organized at the corporeal, local, regional, national, or international level, mobile people, goods, capital, and hypermobile information flows permeate and transgress these scales in ways that can be deeply exclusive and disempowering for those operating at other scale levels (see Smith 1988; 1988b). Geographic configurations as a set of interacting and nested scales (the `gestalt of scale') become produced as temporary stand-offs in a perpetual transformative, and on occasion, transgressive, sociospatial power struggle (Smith, 1984; Smith and Dennis, 1987). These struggles change the importance and role of certain geographical scales, reassert the importance of others, and occasionally create entirely new significant scales, but – most importantly – these scale redefinitions alter and express changes in the geometry of social power by strengthening power and control of some while disempowering others». (Swyngedouw 2000, p. 71-72)

Ainsi, ces changements dans la logique et dans la géométrie du pouvoir des acteurs impliquent un renforcement du pouvoir et de l'accès aux décisions à quelques acteurs (promoteurs, investisseurs) et, en conséquence, ils restreignent l'accès à la planification et à la prise des décisions d'autres acteurs (communautés locales) (Swyngedouw, 2000, 2001). Ce que nous avons démontré au fil de cette thèse est comment l'influence de ces changements d'échelles peut être mise en évidence dans les changements liés à la gestion des GPU et dans la logique de l'action collective urbaine à Montréal. En effet, les changements dans les échelles nous permettent de comprendre la reconfiguration du pouvoir et de l'autorité sur le plan territorial (Brenner, 1999). Dans le cas de Montréal, nous avons décrit la création et la mise en place de nouvelles instances de planification et de coordination entre les groupes

économiques et les institutions politiques (p. ex. Montréal International, Montréal 2025).

En ce qui concerne les projets eux-mêmes, nous avons noté et souligné, au fil du travail, la stricte séparation entre les phases de planification et de mise en place. Ainsi, la planification et la prise de décision se font en coordination et impliquent les paliers gouvernementaux et les acteurs économiques globaux, tandis que la mise en place est laissée – par la voie de PPP – à des consortiums qui font face, sur le plan local, à une opposition provenant des communautés affectées. Cette division entre la planification et l'exécution des GPU constitue un obstacle considérable à la participation des communautés locales dans la planification de leur développement ; elle reporte aussi les conflits à la phase d'exécution. Ainsi, en empêchant la recherche d'issues constructives face aux conflits avec les communautés affectées *ex ante,* les conflits sont reportés au moment de leur mise en œuvre des GPU. Les changements dans les échelles sont manifestes dans l'analyse que nous avons faite du programme « Montréal 2015 ». Ce programme a constitué une instance de coordination permanente entre les promoteurs (globaux) et la ville pour la réalisation des GPU. Même si ces GPU ont impliqué une importante participation financière des pouvoirs publics, le contrôle fiscal ou la participation citoyenne ont été absents lors de leur mise en place. Toutefois, afin d'observer ces changements dans la gestion des projets, il est nécessaire d'analyser davantage les points de rupture avec la gestion de tels projets dans le passé. En ce sens, le cas d'Overdale nous a fourni des pistes importantes d'analyse au cours des 25 dernières années. Ce projet a eu une relation étroite avec la mise en œuvre de la politique de consultation publique pour les grands projets urbains. Cela a été un geste symbolique de l'administration Doré, en opposition aux grandes démolitions de la période de Drapeau. Bien que limitée, la politique répondait ainsi à une demande de changement contre l'autoritarisme exercé au cours de la période de rénovation urbaine de Jean Drapeau. Malgré la continuité des pratiques liées aux discussions à huis clos entre la Ville et les promoteurs, et

l'influence du secteur immobilier sur la scène municipale, la création et l'adoption d'outils de planification urbaine comme la politique de consultation et la mise en place des plans d'urbanisme ont constitué une rupture majeure vis-à-vis la gestion de la période Drapeau.

Le cas du CUSM a révélé aussi des ruptures importantes sur le plan de la gestion et de la planification des grands projets dans l'actualité. Parmi les points de rupture, nous pouvons signaler les suivants : 1) le partenariat public-privé comme modalité de gestion dans l'exécution de ces projets, 2) l'orientation du développement local vers l'attraction d'investisseurs dans des domaines spécifiques, dans lesquels les villes ont un avantage concurrentiel important, 3) la création d'instances de coordination entre les acteurs économiques associés en clusters et les décideurs politiques et 4) une complexité croissante dans l'administration de ces projets. Ainsi, la mise en place de ce type des projets implique des changements dans la géométrie du pouvoir des acteurs. Les communautés locales ne sont plus représentées dans une planification qui est imposée par la dynamique de l'économie et dans laquelle les acteurs privés négocient directement les décisions politiques. Bien que les pratiques corporatistes existent depuis longtemps, il est à noter que, lors des dernières années, des modifications marquées ont eu lieu dans l'orientation de la politique de développement et dans les échelles d'intervention des acteurs impliqués. Le corporatisme des années de Jean Drapeau a été guidé par les élites locales, tandis que celui des dernières années est particulièrement basé sur l'attraction des capitaux mondiaux dans des régions avec un potentiel de développement élevé. Le cas de l'hôpital de l'Université McGill et de la stratégie Montréal 2025, ainsi que les scandales de collusion et de corruption qui ont dérivé de ceux-ci sont des exemples importants des effets de la reconfiguration des échelles dans la gestion de ces projets.

8.2.2 Relations avec les hypothèses de chacun des cas et efforts de généralisation

À ce stade, il est nécessaire de revenir à nos questions et hypothèses de recherche pour vérifier les éléments de preuve trouvés dans chacun des cas analysés, et explorer le potentiel de généralisation des résultats. En premier lieu, nous avons proposé l'hypothèse suivante : la mondialisation, la mise en place de la Nouvelle gestion publique et l'accroissement de la concurrence entre les villes pour attirer des capitaux internationaux entre 1985-2010 correspondent à un moment de prévalence de la sphère économique sur la sphère politique. À Montréal, ils ont entraîné une reconfiguration de la gestion des grands projets urbains et, en conséquence, une transformation des rapports conflictuels et de coopération entre les acteurs liés à ces projets. Sur le plan des acteurs, la forte influence du secteur privé, ou le néocorporatisme, s'est accrue, autant pendant le processus décisionnel que lors de la mise en place de ce type de projets. La capacité de médiation de l'État dans les conflits qui surviennent dans les communautés locales lors de l'implantation des GPU a alors été remise en question à cause de l'identification de l'État avec les intérêts des investisseurs.

Nous pensons que cette hypothèse a été validée dans le cadre de nos études de cas. Alors que la mondialisation a un caractère complexe, nous avons voulu observer ses manifestations concrètes dans deux éléments tangibles, l'application des principes de la Nouvelle gestion publique et l'orientation de la planification vers la concurrence internationale pour attirer des investisseurs à Montréal au cours des dernières années. L'étude générale des GPU nous a permis d'étudier la dynamique localisée du capital dans la Ville et de mieux comprendre la dynamique des changements dans la gestion de ces projets qui ont été évoqués dans la partie théorique de cette thèse. Dans tous les chapitres de la partie empirique (chapitres 5, 6 et 7), nous avons noté des

changements dans la gestion de tels projets comme la création des instances de gouvernance et le PPP.

Le chapitre de l'analyse générale (chapitre 5) nous a permis de comprendre et de mettre en contexte la logique de la stratégie de planification économique de la ville au cours de l'administration de Gérald Tremblay, ainsi que d'observer l'importance du secteur privé et, en particulier, des promoteurs immobiliers, dans les décisions liées à la planification urbaine. Cela est particulièrement évident dans la mise en place de la stratégie *Montréal 2025*, une stratégie directement axée sur l'attraction d'investisseurs immobiliers par la construction de GPU. Parallèlement à cette stratégie, le chapitre a démontré que les rapports étroits entre les intervenants du secteur privé et ceux du secteur public, ainsi que l'affaiblissement de la bureaucratie municipale, ont impliqué une différenciation de plus en plus floue entre les fonctionnaires publics et les promoteurs privés. Ces derniers ont coordonné leurs actions dans les différents comités de la gouvernance et de gestion de ces projets. Le corollaire de l'amalgame entre le secteur privé et le secteur public a été la création du GIST.

Le chapitre d'Overdale (chapitre 6) nous a permis d'effectuer une réflexion historique sur l'influence des promoteurs immobiliers sur les décisions prises par le Comité exécutif de la Ville et sur l'arrivée de nouveaux capitaux immobiliers dans le centre de la ville au cours des dernières années. Ce chapitre a démontré aussi le caractère non monolithique des coalitions au pouvoir et la fragilité de leurs alliances.

Enfin, le chapitre consacré au projet CUSM (chapitre 7) constitue la preuve empirique de l'influence du secteur privé dans la planification urbaine à grande échelle et de la relation de complicité et de collusion qui s'est établie entre certains éléments du secteur public et du secteur privé. Le cas de la construction du nouvel hôpital et, en particulier, l'enquête de la Commission Charbonneau, ont démontré les

relations étroites existant entre les grandes entreprises locales de la construction, en particulière SNC-Lavalin, et la planification et la mise en œuvre des GPU au cours des dernières années. Ces relations s'étendent et se mettent en œuvre à des échelles globales, dans lesquelles l'influence des communautés touchées par les projets est minimale. L'exécution du projet, sous le mode du PPP, a donné un grand pouvoir de décision aux conseils d'administration de ces projets; il a aussi permis de réduire les charges fiscales des entreprises qui ont investi dans ces projets. Nous croyons que les données empiriques recueillies permettent d'appuyer cette hypothèse pour les cas analysés.

Pour la deuxième question de recherche, nous avions proposé l'hypothèse suivante : le rapprochement entre les intérêts privés et les intérêts gouvernementaux dans le cadre de la gestion des GPU a transformé la protestation. Si l'État n'est plus un garant de l'intérêt des communautés, la tension entre mouvements sociaux, groupes de citoyens, gouvernements et investisseurs s'accroît. Cela implique des changements dans le type d'actions déployées par les communautés affectées, qui visent alors davantage la confrontation et la pression plutôt que la conciliation et le dialogue. En outre, la nature globale des investisseurs et la multiplicité des échelles géographiques et des paliers gouvernementaux, ainsi que des échelles institutionnelles impliquées dans ces conflits influencent les stratégies d'action des groupes de citoyens et des mouvements sociaux, qui ont tendance à globaliser le contenu de leurs protestations et à chercher des alliés qui connaissent les mêmes problèmes à d'autres échelles géographiques.

En ce sens, la relation étroite entre le secteur privé et la planification d'État a constitué une constante historique à Montréal, comme nous l'avons observé lors de notre problématique. Mais comment l'identification de l'État, dans ce cas, les mairies, avec les promoteurs a-t-il eu un effet sur la structure des conflits urbains, et donc sur les actions collectives ?

Nous pensons que cette hypothèse a été validée, mais seulement partiellement, par notre analyse empirique. Nous avons observé des changements dans la logique des conflits au long de notre période d'étude, mais nous ne pouvons pas affirmer que ceux-ci ont toujours suivi un même sens ou qu'il y a des liens démontrables face aux changements dans les relations entre le secteur privé et le secteur public. Parallèlement à l'augmentation de la confrontation dans certains types de conflits, nous avons aussi observé, dans d'autres conflits, un processus d'adaptation chez les organisations locales; ces dernières ont choisi de réaligner et de coordonner l'action collective de différentes organisations dans le but d'obtenir un plus grand nombre d'avantages et une réduction des dommages attendus de ces projets sur les communautés locales. En ce sens, les échelles ont été d'une importance vitale dans notre analyse, dans la mesure où celles-ci nous ont permis de comprendre les effets des projets à partir d'une perspective différenciée pour chaque région d'étude. Nous procédons dans les paragraphes suivants à l'analyse de nos résultats, au cas par cas, afin de vérifier cette hypothèse.

Dans le cas de l'analyse générale de Montréal, 1985-2007, nous avons observé comment la dynamique générale des conflits en lien avec les GPU est restée stable malgré l'augmentation importante de la construction de tels projets au cours des dernières années. Un autre élément qui vaut la peine d'être mentionné est la diminution des conflits impliquant les acteurs privés en rapport avec les projets étudiés ; cela peut être attribué au fait que, généralement, les projets initiés par les acteurs privés sont de moindre ampleur que ceux inities par les acteurs publics. Concernant la dynamique générale des conflits, nous avons souligné l'augmentation des actions de confrontation et de pression au cours de la période d'étude.

Dans le cas d'Overdale, nous avons observé des changements dans la composition des acteurs, dans les répertoires de contestation et dans les types d'actions collectives

déployées au fil du temps. Le point le plus important pour ce territoire a été la transition entre des conflits ayant pour origine la cause du logement – avec un affrontement entre des promoteurs immobiliers et des locataires – à des conflits comportant des structures différentes, plutôt marquées par un contexte de marginalité avancée et de lutte contre la mondialisation. Malgré le fait que ces conflits aient eu des liens historiques et partagent des répertoires de contestation, leurs différences sont très importantes et reflètent les changements récents dans la dynamique de la protestation.

Dans l'analyse de l'action collective que nous avons effectuée dans le cas du projet CUSM sur trois territoires différents (les quartiers de Saint-Henri et N.D.G et la ville de Westmount), nous avons noté l'existence d'une logique différente dans la mobilisation de chaque territoire. La mise en œuvre du projet a impliqué un changement majeur dans la dynamique qualitative de l'action en ce qui a trait au processus de coordination, qui s'est renforcé entre les communautés touchées par ce projet, dans le but d'établir un accord bénéfique. Ce processus de coordination constitue une rupture par rapport à l'histoire de l'action collective en ce qui concerne les GPU dans la ville. Nous croyons que la coordination entre les organisations sociales peut favoriser, dans le futur, une transition entre le moment économique et le moment politique.

Si l'État est associé à des pratiques de collusion et de corruption, peut-il assurer la médiation entre les acteurs de la communauté et les promoteurs des projets urbains ? Il est nécessaire de souligner que l'État ne constitue pas une unité monolithique, mais plutôt un bloc au pouvoir qui est formé de coalitions avec des intérêts contradictoires.

Ce travail nous a permis d'envisager les GPU à partir d'une échelle plus large que celle qui a été utilisée dans la littérature locale. Peu de travaux ont fait un effort de généralisation ou ont effectué une analyse portant sur plusieurs projets et plusieurs

périodes concernant les GPU. Les conclusions de ce travail nous permettent d'établir des relations entre les changements dans la dynamique politique, les cycles économiques et les modifications dans la protestation à Montréal. Nous pensons donc que l'avantage principal de ce travail et sa contribution la plus importante est la complémentarité dans les méthodes utilisées, les échelles analysées et la possibilité de comprendre les GPU en tant qu'unités d'analyse pouvant articuler deux dimensions classiques dans les sciences sociales : l'action collective et l'action publique (politiques publiques).

CHAPITRE 9 : CONCLUSION

> What matters is the countless smalls deeds of unknow people, who lay the basis for the significant events that enter history. They're the ones who've done things in the past. They are the ones who'll have to do it in the future. (Chomsky, 2015).
>
> Our memory is made up of our individual memories and our collective memories. The two are intimately linked. And history is our collective memory. If our collective memory is taken from us – is rewritten- we lose the ability to sustain our true selves" (Murakami, 2011 p. 290).

Dans la présente thèse, nous avons effectué un travail d'intégration et d'analyse de l'action collective et des politiques publiques dans le cadre de l'étude des grands projets urbains à Montréal. En ce sens, nous désirions comprendre l'évolution de l'action concrète des acteurs urbains liés aux grands projets urbains (GPU), leur répertoire de contestation et leur influence sur la prise de décisions politiques à Montréal entre 1985 et 2010. Nous avons mis en évidence les conflits associés à ces projets à partir de l'analyse des acteurs y participant et avons exposé comment les changements dans la gestion de ce type de projets ont contribué à ces conflits. Pour ce faire, nous avons mobilisé principalement deux cadres d'analyse de l'action sociale, soit l'action collective et l'étude des politiques publiques.

Les grands projets urbains constituent une variable explicative du développement urbain et, dans le contexte de cette thèse, ils apportent une nouvelle perspective permettant l'étude de l'évolution des conflits entre les acteurs, ainsi que les changements de la puissance relative de ces acteurs face à la prise de la décision. Ainsi, nous avons exploré le développement de la discussion académique sur les GPU

au cours des dernières années, tant au niveau international que dans les études locales, dans le but de situer notre recherche. L'analyse de la littérature sur ces projets nous a permis de découvrir l'importance de la géographie critique (Harvey, Brenner, Swyngedouw) pour la compréhension des rapports entre les GPU, le capitalisme et la mondialisation. Le concept d'analyse de conjoncture de Poulantzas (1968) et d'état d'exception d'Agamben (2005) nous ont permis de situer notre analyse dans un contexte historique et économique plus large que la simple apparition d'un GPU donné et d'observer les changements dans la régulation juridique de ces projets. L'analyse de la littérature scientifique locale nous a aussi permis de comprendre les limites dans la généralisation et dans la comparaison de ce type d'études à Montréal.

Pour opérationnaliser notre recherche, nous avons proposé une définition des GPU qui les considère comme des variables historiques permettant d'observer le développement des conflits territoriaux urbains sur le long terme. Les GPU, pour notre analyse, constituent un point de rencontre et d'analyse entre les politiques publiques et la protestation urbaine. Ces projets allient l'expression matérielle et géographiquement localisée de la mise en place de nouvelles politiques urbaines dans le contexte de la mondialisation des villes. Étudier l'évolution récente des cadres conceptuels de la politique publique et de l'action collective nous a permis de bien comprendre la transition épistémologique des grands paradigmes théoriques tels que le libéralisme et le marxisme vers de théories qui mettent l'accent sur des facteurs culturels, identitaires et subjectifs, plutôt que sur des facteurs économiques et politiques. Étudier les effets de la mondialisation sur la transformation des deux champs théoriques à la base de notre thèse (politique publique et action collective) en lien avec l'émergence de concepts tels que la Nouvelle gestion publique, la gouvernance et les changements d'échelles nous a démontré la forte influence des changements économiques sur le développement de ces disciplines.

En ce qui concerne la deuxième partie de notre travail, soit la problématique et les choix méthodologiques, nous avons décrit l'évolution des GPU au cours de l'histoire récente de Montréal et leurs relations particulières avec le développement de l'action collective et des politiques publiques. Montréal a été marquée par l'influence historique des promoteurs immobiliers dans la planification urbaine et par une dynamique corporatiste dans le développement de la politique sectorielle des grands projets. Cette recension historique nous a permis de distinguer deux périodes de forte influence de ce type de projets sur la planification de Montréal, soit la période de Jean Drapeau (1960-1986) et celle de Gérald Tremblay (2002-2012). La première période peut être caractérisée comme une période liée à l'application des théories de la rénovation urbaine, tandis que la seconde est liée à un contexte néolibéral impliquant une concurrence entre les villes pour l'attrait d'investissements liés à la construction de ce type de projets, avec de nouvelles instances de coordination institutionnelle et une stratégie économique centrée sur le développement de tels projets. Au niveau méthodologique, en réduisant à l'extrême nos choix méthodologiques, nous pouvons affirmer que ceux-ci ont reposé sur la mise en œuvre de nos deux cadres théoriques (politique publique et action collective) à travers l'étude de deux variables principales liées aux conflits associés aux grands projets urbains, soit les acteurs et les actions mises en place par ceux-ci au cours de notre période d'étude. Pour ce faire, nous avons utilisé trois outils transversaux à notre recherche, soit : la revue de presse, l'examen des archives et la réalisation d'entrevues. Ces outils méthodologiques ont été utilisés dans l'étude de nos trois cas. Le premier cas nous a permis d'effectuer une analyse générale des conflits liés aux GPU à Montréal. Le deuxième cas a impliqué une généalogie des conflits dans les environs de la maison de Louis-Hippolyte Lafontaine (Overdale). Le troisième cas s'est concentré sur l'évolution du projet CUSM et sur l'histoire de l'action collective dans le secteur influencé par sa mise en place.

En ce qui concerne les politiques publiques, il est important de souligner que les changements dans les politiques publiques liées aux GPU dans la ville ont non seulement été associés à des changements majeurs dans les valeurs mobilisées par les acteurs politiques, mais aussi et surtout à la création de nouvelles instances de coordination et de prise de décisions, à de nouvelles formes de gestion, particulièrement les PPP, pour lesquelles le contrôle démocratique ou politique a été très limité. Dans le cadre de l'application du modèle des coalitions militantes, nous avons identifié une limite très importante concernant le caractère secret des décisions et du fonctionnement de ces instances de gestion. Ce manque de transparence a été particulièrement évident lors de la mise en œuvre du cas du CUSM. En effet, l'application du mode PPP restreint l'accès à l'information sur des décisions impliquant des ressources publiques considérables. La description de l'histoire générale des changements associés à la gestion des GPU à Montréal, ne nous permet pas, pour autant, de déterminer en détails la composition spécifique des coalitions. Par exemple, dans le cas du GIST (Groupe d'intervention stratégique et tactique) et de la planification de la stratégie Montréal 2025, l'accès à des informations spécifiques sur la planification et la composition des comités a été très limité et nous n'avons jamais obtenu de réponses de la part des responsables de la Ville concernant le sujet, donc nous n'avons pu effectuer d'entretiens avec les acteurs impliqués dans ces comités. Ainsi, les conclusions sur le développement historique des coalitions et les changements de valeurs associés aux acteurs qui avaient la possibilité de modifier le parcours des grands projets urbains ont été tirées de l'information secondaire collectée et des documents publiés par la Ville de Montréal.

Le modèle des coalitions plaidantes implique une connaissance détaillée de l'évolution des acteurs, de leurs positions sur des politiques spécifiques et de l'environnement entourant la prise des décisions. Dans le cas particulier de notre analyse, une des barrières théoriques les plus importantes était liée au développement d'une analyse spécifique de nos études de cas à travers ce modèle. Cependant,

malgré les limites d'applicabilité du modèle, nous avons présenté une série de fragments qui permettent d'observer les tendances générales, tels que celles associées aux changements de valeurs liées aux GPU, aux modifications dans la gestion par l'application de la Nouvelle gestion publique et l'emphase sur la concurrence internationale entre les villes. Nous aurions aimé être en mesure de démontrer la composition des coalitions avec une analyse plus poussée de la prise de décisions. La plupart des études qui appliquent ce modèle sont centrées sur la décision collective de corps décisionnels collectifs (congrès, conseil) ou sur l'influence de groupes sur la prise de décisions de l'exécutif. Dans notre cas, la complexité des relations entre les acteurs et la diversité des organismes concernés, ainsi que le caractère « réservé » des instances de décision déjà mentionnées nous ont empêché d'aboutir sur une analyse de ce type. En ce qui concerne les cas spécifiques analysés, Overdale nous a permis de comprendre la fracture au sein de la coalition du gouvernement par rapport aux conflits entre promoteurs et locataires. De plus, cette étude de cas nous a permis d'analyser la mise en place de la politique de consultation politique de la Ville. Le cas du CUSM a permis de mettre en évidence l'application pratique de la stratégie Montréal 2025 par la modalité des PPP. Ce projet a permis d'observer la consolidation d'une vision favorable à la construction de GPU dans le domaine de la santé et des services sociaux – qui sont fortement encouragés par les entreprises de recherche dans le domaine des sciences de la vie – et le rôle des grands promoteurs locaux dans le développement de ce type d'infrastructures. Le CUSM est le plus grand événement de corruption dans l'histoire de la ville et il reflète clairement la prédominance de la « sphère économique » sur la « sphère politique » que nous avons soulignée dans notre contribution théorique, ainsi que le changement dans la géométrie du pouvoir détenu par les acteurs impliqués.

En ce qui concerne l'action collective, nous avons remarqué, tout au long de notre thèse, sa fragmentation apparente en ce qui concerne les grands projets urbains. Ainsi, il semble que chaque projet soit associé à une protestation particulière et qu'il

n'existe pas une intégration ou une coordination de l'action collective sur le sujet des GPU. Dans notre premier cas, nous avons analysé les conflits généraux associés à ces projets à Montréal et avons noté que les conflits de ce type ont été constants dans le temps, mais aussi que leur influence sur la conflictualité générale a été relativement faible. Ces points sont importants, parce qu'ils sont en contradiction avec la littérature concernant le sujet qui suggère une augmentation de ce type de conflits dans le contexte de la mondialisation et un accroissement de leur importance au sein de la structure générale des conflits urbains.

L'analyse générale effectuée à travers le chapitre 5 ne nous permettait cependant pas de comprendre la complexité des relations entre les acteurs, le sens qu'ils donnaient à leurs actions et les répertoires de contestation. Pour mieux comprendre ces facteurs, nous avons dû réduire l'échelle d'analyse. En ce sens, nous avons décidé d'étudier plus profondément deux cas ayant eu beaucoup d'impacts sur les conflits liés à ce type de projet en adoptant une échelle beaucoup plus étroite, soit le cas d'Overdale et celui du CUSM. L'étude de ces deux cas nous a permis d'effectuer une analyse plus poussée sur ces conflits ; elle nous a donné la possibilité de comprendre l'ampleur de la « communication » entre les différents conflits historiques, ainsi que la collaboration et la coordination entre les différents acteurs associés à ces conflits. Dans le cas d'Overdale, la généalogie et la « dendrochronologie » des conflits nous ont permis d'exposer les relations entre les luttes pour le patrimoine, les locataires et les luttes contre la gentrification lors de différentes périodes historiques. L'étude des répertoires de contestation a été une ressource utile pour comprendre la continuité de la collaboration entre les acteurs et les liens entre les différents conflits dans cet espace urbain. Dans le cas du CUSM, nous avons observé que les histoires de mobilisation contrastées de différents territoires ont pu être coordonnées en vue d'obtenir un accord de bénéfices pour les communautés face à un GPU donné. Dans ces deux cas, nous avons observé des changements dans la dynamique de la protestation qui ont été résolus différemment. Alors que dans le cas d'Overdale, nous

observons une transition de l'action collective des conflits entre locataires et propriétaires vers une opposition contre la mondialisation, ainsi qu'une marginalisation des acteurs, dans le cas du CUSM, nous avons observé un processus de coordination entre les différentes histoires de protestation dans le but d'obtenir des avantages pour les collectivités locales. Ces deux cas nous ont montré des points d'inflexion dans la dynamique de l'action collective.

Pour conclure, nous désirons faire référence à notre discussion et mettre en évidence la contribution théorique de cette thèse. La discussion effectuée dans le cadre de chacun des chapitres et la discussion générale nous ont permis de généraliser nos résultats et de vérifier nos hypothèses. Le point le plus important concernant cette généralisation a été l'observation des changements affectant les échelles d'action et la géométrie du pouvoir dans le cas des grands projets urbains. Nous croyons que la compréhension des grands projets dans une perspective d'échelles multiples est nécessaire pour comprendre la variété des facteurs qui influencent les rapports entre les acteurs urbains. La mondialisation a impliqué des transformations dans le processus de production et dans la gestion de ces projets. La diversité de notre analyse nous a permis de voir les multiples dimensions du phénomène et de le comprendre sous des angles différents, ce qui a contribué à compléter les aspects théoriques connus jusqu'à présent. Enfin, notre contribution théorique a résumé une grande partie des éléments d'analyse que nous considérons importants (voir les figures 38 et 39 du chapitre 8) et a mis en évidence les liens entre la compréhension des GPU et le contexte de transition pendulaire entre les « moments politiques » et les « moments économiques ». Ces deux moments s'avèrent ainsi déterminants pour la configuration des positions des acteurs par rapport à la prise des décisions et leur implication dans les conflits sociaux.

Enfin, je voudrais énoncer quelques réflexions qui pourraient alimenter des recherches futures sur le sujet. Tout d'abord, il faut souligner les limites

géographiques et donc les échelles associées à cette thèse. Notre analyse « macro » a abordé le territoire de la ville de Montréal, une ville qui présente des particularités et des singularités, et qui constitue un cas de figure concernant le développement récent des grands projets urbains. Considérant cela, il est évident qu'une amplification de l'échelle d'analyse est nécessaire. Pour avancer substantiellement dans ce propos, une perspective comparée avec d'autres contextes géographiques et urbains sera requise. Malgré les tendances que nous avons observées dans la littérature concernant le sujet, nous considérons qu'il est nécessaire d'entreprendre une recherche plus vaste, qui permette l'analyse des ruptures et des continuités dans la dynamique des politiques publiques et de l'action collective associée aux GPUs, dans une perspective comparée. Quelles sont les dynamiques associées à la mise en place de ce type de projet dans les pays développés et dans les pays en développement ? Quelles villes se comparent à Montréal dans cette optique ? Ces questions devraient guider nos recherches dans le futur.

L'évolution récente dans les techniques d'analyse de données et la disponibilité croissante d'information permettent d'envisager l'amplification de notre échelle d'analyse dans le court terme. Il faut noter que ce saut d'échelle est accompagné de changements majeurs dans les outils et les techniques d'analyse qui ont été développés et introduits jusqu'à ce jour. Le développement d'outils d'analyse associés au Big data (fouille de données), permettant la codification et l'analyse rapide d'une quantité importante d'information et, en particulier, le développement de techniques de text mining transformeront l'analyse de presse et la recherche en général. Les outils d'analyse linguistique et informatique mis à disposition des chercheurs au cours des dernières années et la disponibilité et le volume des données numériques accessibles permettra un changement significatif dans l'échelle des analyses et l'efficience du codage et de l'analyse de l'information. Nous envisageons donc d'amplifier l'échelle géographique de notre analyse et de la compléter avec des données postérieures à la période analysée dans cette thèse.

ANNEXE :

Principaux articles figurant dans la recherche

Concernant le quartier Saint Henri

La Presse, 11 avril 2000. « Brimer la démocratie », p. B2.
La Presse, 4 mai 2000. « Un nouveau lieu pour Matrec », p. A11.
La Presse, 6 avril 2000. « Le projet de centre de transbordement de déchets soulève la colère dans Saint-Henri », p.A3.
La Presse, 7 avril 2000. « Saint Henri dit NON à Matrec », p. A5.
La Presse, 10 avril 2000. « Matrec: Solidarité Saint Henri demande l'intervention de Québec », p. A2.
La Presse, 11 avril 2000. « La ville fait fi de la colère des citoyens de Saint Henri », p. A7.
Le Devoir, 13 avril 2000. « Projet de fermeture de l'usine d'Asten-Johnson: Les travailleurs de Saint-Henri veulent se battre », p. B1.
La Presse, 14 avril 2000. « Bourque est intervenu en faveur du projet de Matrec », p. A3.
La Presse, 18 avril 2000. « Manifestation de résidents de Saint Henri », p. A8.
Le Devoir, 21 avril 2000. « Centre de transbordement de déchets: Québec bloque le projet Matrec », p. A1.
La Presse, 23 avril 2000. « Matrec ou matraque », p. A19.
Le Devoir, 29 avril 2000. « Le 1er mai 2000 : La fête des travailleurs. S'unir pour mettre fin à la pauvreté », p. E2.
La Presse, 2 mai 2000. « Le quartier Saint Henri suffoque », p. A9.
La Presse, 8 mai 2000. « À la défense de St-Henri », p. B2.
La Presse, 29 juin 2000. « Prix orange à la polyvalente Saint Henri », p. A8.
Le Devoir, 26 août 2000. « Délais demandes à Saint Henri », p. A10.
La Presse, 24 octobre 2000. « Modification du zonage le long du canal de Lachine », p. E2.
La Presse, 5 février 2001. « Têtes d'affiche », p. E2.
La Presse, 10 février 2001. « Une ancienne école reprend vie », p. J8.
La Presse, 27 mars 2001. « Un terrain contaminé aux hydrocarbures inquiète des citoyens de Saint-Henri », p. E2.
La Presse, 29 avril 2001. « À 73 ans, Jeannine Berger fête son jubilé, c'est à dire ses 50 années de vie religieuse dans la congrégation Notre-Dame », p. A16.
La Presse, 18 juillet 2001. « Home Depot : Demande d'injonction des citoyens de Saint Henri », p. E1
La Presse, 4 juillet 2002. « La CLSC de Saint-Henri a fait usage de pesticides », p. A4.
La Presse, 12 juillet 2002. « Les personnes hébergées à la polyvalente de Saint Henri seront relogées », p. A5.
La Presse, 13 juillet 2002. « Montréal ferme son centre pour les sans-logis », p. A4.
La Presse, 27 octobre 2002. « Occupation symbolique à Saint Henri », p. A8.
La Presse, 15 décembre 2002. « Contre l'embourgeoisement du quartier Saint Henri », p. A3.
La Presse, 4 janvier 2003. « Quartier Saint Henri. Les opposants au projet de condos réduits au silence », p. F1.
La Presse, 21 juin 2003. « Le Saint-Henri industriel est parti en fumée », p. E1.
La Presse, 21 août 2003. « Requiem pour une usine », p.22.
La Presse, 21 octobre 2003. « Matrec réclame 6 millions », p. A18.
La Presse, 6 janvier 2004. « Au temps des manufactures », p. Arts spectacles3.
La Presse, 6 janvier 2004. « Saint Henri, nouveau plateau? », p. Arts spectacles3.
Le Devoir, 13 novembre 2004. « Impressions de Saint-Henri », p. F32.
La Presse, 20 novembre 2004. « Patrimoine architectural de Montréal », p. Mon toit 12.
Le Devoir, 19 mars 2005. « Luxe et confort, au bord de l'eau. », p. G7.
La Presse, 23 avril 2005. « 538 fois la vie et histoire d'être humain », p. Cinéma 15.

La Presse, 24 juillet 2005. « Une tannerie empoisonne Saint Henri », p. A6.
La Presse, 20 août 2005. « Un géant vert dans Saint Henri », p. Mon toit 9.
Le Devoir, 1 novembre 2005. « Lettres: Un quartier pauvre et malade? », p.
La Presse, 5 novembre 2005. « « Électeurs en herbe » à Saint Henri », p. A16.
Le Devoir, 15 novembre 2005. « Pétition de 8500 noms contre le projet de casino a bassin Peel », p. A6.
Le Devoir, 9 février 2006. « Le Sud-Ouest veut se faire beau », p. B1.
La Presse, 22 février 2006. « Le pire emplacement. Ça serait un très beau projet s'il n'y avait pas de casino », p. A12.
Le Devoir, 18 mars 2006. « Au bord du canal. Des appartements luxueux au cœur de Saint-Henri », p. G7.
Le Devoir, 7 juin 2006. « Renoncer à un droit », p. A4.
La Presse, 15 juin 2006. « Quel développement? », p. A21.
La Presse, 17 juin 2006. « Imperial Tobacco feu vert au projet de Prével », p. Mon toit 5.
La Presse, 10 octobre 2007. « Un laboratoire sur la réussite scolaire », p. A12.
Le Devoir, 21 décembre 2007. « Une banque alimentaire menacée de fermeture à la veille des Fêtes », p. A3.
Le Devoir, 12 janvier 2008. « Enterrement de première classe pour le 100e anniversaire d'Imperial Tobacco », p. A2.
La Presse, 1 mars 2008. « La vapeur se renverse », p. Mon toit 1.
La Presse, 3 juin 2008. « Non au projet Turcot! Le mégaprojet de 1,5 milliard pour reconstruire l'échangeur présente des risques considérables pour les riverains », p. A19.

Concernant la ville de Westmount

La Presse, 11 Octobre 2000. « Manif à Westmount », p. A18.
La Presse, 9 mars 2000. « Les fusions municipales augmentent les coûts, selon un chercheur ontarien », p. A1.
La Presse, 2 mai 2000. « La fête tourne mal: Une centaine de jeunes manifestants arrêtés », p. A1.
Le Devoir, 3 mai 2000. « Manif de Westmount », p. A2.
La Presse, 3 mai 2000. « La casse occulte les revendications », p. A3.
La Presse, 29 juin 2000. « Montréal refuse d'être du comité du OUI », p. A8.
La Presse, 15 novembre 2000. « Des ajustements seront nécessaires pour réaliser une véritable équité fiscale », p. A3.
La Presse, 14 octobre 2000. « Rapport Bernand: Le consensus des opposants s'effrite. », p. A4.
La Presse, 2 novembre 2000. « Peter Trent craint une baisse de valeur des maisons après les fusions », p. E2.
La Presse, 23 décembre 2000. « Municipalités de banlieue: le recours juridique se dessine », p. A16.
La Presse, 21 mars 2001. « Question de syndicats », p. A19.
La Presse, 23 mai 2001. « Les anglophones se disent victimes d'une tentative d'assimilation », p.A1.
La Presse, 25 mai 2001. « Montréal pour tous », p. A8.
La Presse, 16 juin 2001. « Le chef libéral voterait-il pour la "défusion" chez lui à Westmount », p. A3.
La Presse, 21 juin 2001. « Mme Harel dénonce le projet de "villes ethniques" défendu par Westmount », p. A5.
La Presse, 22 juin 2001. « Westmount la colonialiste. Harel affiche tout son mépris, réplique Trent », p. A4.
Le Devoir, 5 juillet 2001. « Fusions municipales à Montréal: Mégaville. La guerre reprend », p. A1.
La Presse, 5 juillet 2001. « Peter Trent ne sera pas candidat », p. E1.
La Presse, 3 octobre 2001. « Le maire de Westmount entretient le suspense », p. E3.
Le Devoir, 5 novembre 2001. « L'ouest de l'île: la peur de l'inconnu », p. A3.
La Presse, 15 novembre 2001. « Montréal, une ville à deux vitesses? », p. A1.
La Presse, 20 décembre 2001. « La revanche du vert sur l'immobilier », p. E1.

Le Devoir, 20 décembre 2001. « Le mont Royal prend de l'expansion », p. A1.
La Presse, 28 mars 2002. « La bibliothèque n'accepte plus le nouveaux abonnés », p. E1.
La Presse, 4 avril 2002. « La misère des riches », p. A14.
La Presse, 6 avril 2002. « Deux poids, deux mesures », p. A18.
Le Devoir, 18 novembre 2002. « Des châteaux pour un dollar. Des notaires ont de curieuses façons de calculer les droits de mutation », p. A7.
La Presse, 23 avril 2003. « Une île, un emmenthal », p. E1.
La Presse, 7 février 2003. « Les Westmountais en minorité dans leur bibliothèque », p. E1.
Le Devoir, 9 mai 2003. « L'immolation bien inutile des villes fusionnées. Westmount est-elle coupable du crime d'iniquité fiscale », p. A9.
Le Devoir, 17 mai 2003. « Réplique à Peter Trent. Défusions: la philosophie sectaire du Rapport Poitras », p. B5
La Presse, 6 août 2003. « Des listes d'électeurs à Jour pour Westmount », p. E3.
Le Devoir, 11 septembre 2003. « Les défusionnistes refusent tout compromis », p. A3.
La Presse, 15 novembre 2003. « L'arrondissement de Westmount se plaint du manque de bilinguisme », p. A20.
Le Devoir, 8 décembre 2003. « Le FRAPRU cogne à la porte de Charest », p. A3.
Le Devoir, 4 février 2004. « Les défusionnistes se préparent au "big day" », p. A5.
Le Devoir, 14 avril2004. « Montréal fusionné se dirigerait vers un fiasco économique », p. B1.
Le Devoir, 13 mai2004. « Que les vrais Wesmountais se lèvent! », p. A8.
La Presse, 25 avril 2004. « Défusions poste de péage symbolique à Westmount », p. A4.
Le Devoir, 18 mai2004. « Défusions: ce n'est pas qu'un début », p. A1.
Le Devoir, 19 mai2004. « L'ampleur du mouvement défusionniste ne surprend pas Charest et fournier », p. A2.
La Presse, 1 juin 2004. « Les cols blancs appuient un Montréal unifié », p. A6.
Le Devoir, 1 juin 2004. « Charest votera Non le 20 juin », p. A1.
La Presse, 2 juin 2004. « Défusions municipales. Les ministres restent discrets même si Charest vote non », p. A16.
Le Devoir, 3 juin 2004. « Le non de citoyen Charest », p. A3.
Le Devoir, 2 juin 2004. « Défusions: Peter Trent trouve Charest bizarre », p. A4.
Le Devoir, 7 juin 2004. « Débat: un Tremblay passionné surprend Trent », p. A1.
La Presse, 14 juin 2004. « Vote par anticipation sur les défusions », p. A3.
Le Devoir, 15 juin 2004. « Yvon Deschamps engagé contre la défusion de son Westmount », p. A1.
La Presse, 18 juin 2004. « Love in: C'est reparti comme en 1995 », p. A10.
La Presse, 20 juin 2004. « Love in de Westmount. Une centaine de personne lancent un ultime appel aux citoyens de l'ancienne ville. », p. A3.
La Presse, 21 juin 2004. « Westmount redevient une ville », p. A5.
Le Devoir, 21 juin 2004. « Joie et amertume à Montréal », p. A3.
La Presse, 27 juin 2004. « La leçon de Westmount. », p. A5.
La Presse, 3 août2004. « La gifle », p. A12.
La Presse, 25 septembre 2004. « Défusion : le camp du NON a trop dépensé », p. A21.
Le Devoir, 25 novembre 2004. « Les travaux vont bon train, selon le CUSM », p. A4.
Le Devoir, 1 février 2005. « Peter Trent s'est affranchi de la politique. Le maire de Westmount ne sollicitera pas un nouveau mandat », p A5.
La Presse, 9 février 2005. « Deux projets très différents. Le centre hospitalier de l'université McGill, situé également dans une gare de triage, comporte moins de risques que le CHUM à Outremont », p. A8.
La Presse, 1 juin 2005. « Cinar fait saisir les biens de la famille Weinbeg », p. AFFAIRES4.
Le Devoir, 18 juin 2005. « Un contribuable veuf faire invalider les augmentations de taxes à Montréal », p. A4.
La Presse, 17 juin 2005. « Montréal a-t-elle trop taxé les propriétaires? La ville fait face à une demande de recours collectif », p. A1.
La Presse, 30 juillet 2005. « Plus de 400 personnes aux funérailles des Jacques Francoeur », p. A22.
La Presse, 21 février 2006. « Opposition au budget de Montréal », p. A5.

La Presse, 13 mars 2006. « Une rue impraticable », p. A6.
La Presse, 23 mars 2006. « Les HLM de Westmount », p. A8.
La Presse, 27 avril 2006. « Autoroute Ville-Marie », p. A7.
Le Devoir, 27 avril 2006. « Bruit: recours collectif contre Transports Québec », p. A4.
La Presse, 14 septembre 2006. « Soulagement et tristesse dans deux écoles primaires », p. A11.
La Presse, 2 novembre 2006. « Débat autour du gazon », p. A5.
La Presse, 18 novembre 2006. « Des villes reconstituées s'opposent à l'étalement », p. A11.
La Presse, 27 novembre 2006. « Treize manifestants arrêtés à Westmount », p. A6.
La Presse, 2 décembre 2006. « Vie de quartier », p. A14.
La Presse, 13 mars 2007. « Le Montréal de Phyllis Lambert », p. Actuel 2.
Le Devoir, 17 mars 2007. « Vie de quartier », p. H8.
La Presse, 21 août 2007. « L'entretien revient aux cols bleus », p. A11.
La Presse, 15 septembre 2007. « Westmount en a assez de se faire harceler », p. A26.

Concernant le quartier NDG

La Presse, 11 février 2000. « Prescott affronte Bourque sur son propre terrain », p. A6.
La Presse, 10 mars 2000. « Montréal absout la firme Gescor », p. A7.
La Presse, 15 mars 2000. « Conforme à la charte de Montréal, le projet de Gescor à NDG? Pas sûr... », p. A17.
Le Devoir, 16 mars 2000. « Des condos à la place des arbres: Une invitation à la délinquance », p. A3.
La Presse, 23 mars 2000. « Une assemblée publique de la ville vire à la cohue », p. A8.
Le Devoir, 23 mars 2000. « Développement immobilier contesté dans la Villa Maria: La Cour d'appel entend les irréductibles de NDG », p. A4.
La Presse, 25 mars 2000. « Hasming Belleli soulève l'indignation », p. A18.
La Presse, 30 mars 2000. « Le projet Villas Méritas sera barricadé avec une grille en métal », p. B7.
La Presse, 31 mars 2000. « Parmalat: une réunion d'information houleuse », p. A7.
La Presse, 1 avril 2000. « Projet Villa Veritas: la CDU donne le feu vert à Gescor », p. A17.
La Presse, 12 avril 2000. « Le projet d'expansion de Parmalat vivement décrié à l'hôtel de ville », p. A8.
La Presse, 6 avril 2000. « Après les 22 arbres, Gescor coupera son projet », p. A6.
Le Devoir, 3 mai 2000. « L'école de la mésentente », p. A2.
La Presse, 5 mai 2000. « Ordures: Bourque lorgne deux autres lieux », p. A7.
La Presse, 21 mai 2000. « Réforme scolaire: des signes d'improvisation? », p. A17.
La Presse, 27 mai 2000. « Deux écoles primaires de NDG dans la mire d'un comité de parents », p. A26.
Le Devoir, 31 mai 2000. « Une guéguerre néfaste dans Notre-Dame-de-Grâce. », p. A6.
La Presse, 13 juin 2000. « École de cycle à NDG: La CSDM submergée de demandes de révision », p. A1.
La Presse, 8 décembre 2000. « Immobilier », p. E2.
La Presse, 7 janvier 2001. « Conversion d'une synagogue en condos », p. A4.
La Presse, 1 février 2001. « Fusion Montréal », p. E3.
La Presse, 14 mars 2002. « Des "entonnoirs" au secours des piétons », p. E1.
La Presse, 2 mai 2002. « Des équipements pour NDG », p. A14.
La Presse, 29 mai 2002. « Le FRAPRU veut des mesures », p. E2.
La Presse, 3 juin 2002. « Jardiniers sans jardin », p. E1.
Le Devoir, 22 juin 2002. « Un médiateur tentera de dénouer l'impasse », p. A3.
La Presse, 25 juin 2002. « Le FRAPRU exige de l'action dans le dossier Benny Farm », p. A9.
Le Devoir, 4 juillet 2002. « Inconcevable! dit Phyllis Lambert. », p. A1.
Le Devoir, 6 juillet 2002. « L'avenir du site Benny Farm », p. A3.
La Presse, 16 juillet 2002. « Pierre Bourque crie à la vengeance », p. E1.
La Presse, 29 août 2002. « Les murales Artevista un débat dans NDG », p. E1.
La Presse, 1 septembre 2002. « L'école de Notre-Dame-de-Grâce est surpeuplée », p. A4.
La Presse, 23 septembre 2002. « Une autre école surpeuplée dans NDG », p. E3.

La Presse, 16 septembre 2002. « Carte électorale: DG mécontent », p. A3.
Le Devoir, 9 octobre 2002. « Benny Farm: Fin d'une guerre de 12 ans », p. A1.
La Presse, 12 novembre 2002. « Benny farm, le jeu des quatre coins », p. B7.
La Presse, 7 novembre 2002. « École Anne-Hébert », p. E1.
La Presse, 12 novembre 2002. « Notre-Dame-de-Grâce, la bibliothèque Fraser-Hickson victime de l'affaissement des marchés boursiers », p. E1.
La Presse, 12 novembre 2002. « Jeremy Searle ne veut pas de logements sociaux sur les terrains de Benny Farm », p. E1.
La Presse, 13 novembre 2002. « Benny Farm: Rien à voir avec un ghetto », p. E3.
La Presse, 5 décembre 2002. « Un changement de zonage mécontente Westmount », p. E1.
Le Devoir, 1 mai 2003. « Montréal devrait enlever aux riches pour donner aux pauvres », p. A4.
La Presse, 2 mai 2003. « Les dissidents rentrent dans le rang », p. E3.
La Presse, 16 juin 2003. « Projet de mausolée contesté sur le mont Royal », p. E2.
Le Devoir, 5 juillet 2003. « Le projet Benny Farm accuse du retard », p. A2.
La Presse, 9 juillet 2003. « Autobus articulés, inquiétudes à NDG », p. E1.
La Presse, 22 septembre 2003. « Du nouveau pour Benny Farm », p. E3.
Le Devoir, 2 septembre2004. « Le projet controversé de mausolée pourrait retourner à la case départ », p. A4.
Le Devoir, 13 novembre2004. « Partisans et adversaires de Landry s'affrontent dans NDG », p. A3.
Le Devoir, 15 novembre 2004. « Les pro-Landry chassent Marc Brière de l'exécutif du PQ dans NDG », p. A3.
Le Devoir, 17 novembre 2004. « Maurois trouve stimulante la présence d'Option citoyenne », p. A6.
La Presse, 9 février 2005. « Deux projets très différents », p. A8.
Le Devoir, 24 février 2005. « Il n'y aura pas de référendum », p. B1.
Le Devoir, 25 février 2005. « Une coalition tente d'arrêter le projet de mausolée sur le mont Royal », p. A2.
La Presse, 6 mai 2005. « Karla Homolka songerait à s'installer à Montréal », p. A11.
La Presse, 7 mai 2005. « Les citoyens de Notre-Dame-de-Grâce prêts à accueillir Karla Homolka », p. A5.
La Presse, 4 juin 2005. « Remplacer le droit par l'hygiène », p. A5.
Le Devoir, 29 novembre 2005. « Les arrondissements ont de la difficulté à boucler leur budget », p. A5.
Le Devoir, 31 décembre 2005. « Les citoyens de Glenmount redeviennent des Montréalais », p. A3.
Le Devoir, 6 avril 2006. « Et les voisins? », p. A6.
Le Devoir, 22 avril 2006. « Gérald Tremblay refuse de céder Glenmount », p. A5.
La Presse, 9 août 2006. « Pas d'hommage aux El-Akhras dans Côte-des-Neiges », p. A5.
Le Devoir, 10 août 2006. « Le maire Applebaum refuse une minute de silence pour la famille El-Akhras », p. A2.
La Presse, 14 août 2006. « Aucun lien avec le Hezbollah », p. A13.
Le Devoir, 16 août 2006. « Lettres: un peu de compassion », p. A6.
La Presse, 17 janvier 2007. « "Un plan à jeter aux poubelles", estime une coalition », p. A4.
La Presse, 20 janvier 2007. « Des trésors d'ingéniosité à Benny Farm », p. Mon toit 8.
Le Devoir, 6 février 2007. « Petit sursis pour la bibliothèque Fraser-Hickson », p. B8.
La Presse, 30 avril 2007. « Compostage dégoûtant », p. A7.
Le Devoir, 4 juillet 2007. « Des propositions pour sauver la bibliothèque Fraser-Hickson », p. B7.
La Presse, 21 juillet 2007. « Projet d'aréna contesté dans NDG », p. A17.
Le Devoir, 7 août 2007. « Des citoyens s'opposent à la vente de la bibliothèque Fraser-Hickson », p. B8.
Le Devoir, 14 août 2007. « Imbroglio autour du sauvetage de la Bibliothèque Fraser-Hickson », p. B8.
Le Devoir, 21 août 2007. « Une école lorgne la Bibliothèque Fraser-Hickson » p. B7.
La Presse, 2 septembre 2007. « Les citoyens en avance sur la Ville », p. PLUS 4.

La Presse, 14 septembre 2007. « Arrondissement de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, l'insalubrité agace les citoyens », p. A8.

Concernant le CUSM

La Presse, 29 avril 1997. « Le centre de santé Mcgill formé bientôt », p. A2.
La Presse, 19 juin 1997. « Hôpitaux anglophones: un pas de plus vers le regroupement », p. A1.
Le Devoir, 22 juillet 1997. « CUSM : feu vert », p. A3.
La Presse, 13 décembre 1997. « Le CUSM se donne un directeur général », p. A22.
La Presse, 21 août 1998. « Une clinique du Royal Victoria ferme », p. A6.
Le Devoir, 5 novembre 1998. « Le CUSM s'élèvera sur les terrains du CP », p. A5.
La Presse, 5 novembre 1998. « Le super-hôpital McGill construit dans la cour Glen », p. A7.
La Presse, 1 février 2000. « Consultations publiques sur la réutilisation des hôpitaux du CUSM », p. A30.
Le Devoir, 1 avril 2000. « Le sort des hôpitaux du Centre universitaire de santé McGill », p. A6.
La Presse, 1 septembre de 2001. « Le secteur public avant les condos », p. A9.
La Presse, 17 mai 2001. « Le feu vert aux mégahôpitaux, ça Presse! », p. A8.
La Presse, 11 juin 2002. « Le CUSM coûtera trop cher », p. E3.
La Presse, 9 octobre 2002. « Les tours du centre hospitalier McGill contestées », p. E3.
La Presse, 22 juillet 2003. « Feu vert aux deux nouveaux hôpitaux », p. A1.
Le Devoir, 22 juillet 2003. « Pas de mégahôpitaux avant 2010 », p. A1.
Le Soleil, 6 avril de 2004. « La gestion du CHUM pourrait être confiée au privé », p. A8.
Le Devoir, 21 Avril 2004. « Privatisation dénoncée ». p. A5
La Presse, 21 Avril 2004. « Sous-traitance au CUSM », p. A7
Le Devoir, 25 novembre 2004. « Les travaux vont bon train, selon le CUSM ». p. A4
Le Devoir, 7 septembre 2006. « Héritage Montréal appelle à la cohérence », p. A2.
La Presse, 30 septembre 2006. « Construction sur le mont Royal », p. A7.
Le Devoir, 13 octobre 2006. « Un seul hôpital universitaire, francophone », p. A4
La Presse, 5 novembre 2006. « Le président de l'Ordre des architectes voit rouge », p. A1.
La Presse, 17 janvier 2007. « Un plan à jeter aux poubelles, estime une coalition », p. A4.
Le Devoir, 9 novembre 2007. « Libre-Opinion: les PPP du CHUM et du CUSM: une saine concurrence? », p. A8.
Le Devoir, 9 novembre 2007. « Partenaires dans un cas, concurrents dans l'autre », p. A4.
Le Devoir, 23 janvier 2008. « Le CUSM présente son projet sur la montagne », p. A4.
La Presse, 31 janvier 2008. « L'affiliation de l'Hôpital de Lachine au CUSM menacerait son statut francophone », p. A10.
La Presse, 8 février 2008. « Un pacte pour protéger le Mont Royal », p. A10.
Le Devoir, 12 février 2008. « Affiliation au CUSM: des citoyens craignent l'assimilation », p. A3.
La Presse, 29 février 2008. « L'intégration de l'hôpital de Lachine au CUSM soulève les craintes », p. A12.
Le Devoir, 29 février 2008. « Tollé contre le feu vert de Couillard », p. A4.
Le Devoir, 10 mars 2008. « Les médecins font appel aux partis de l'opposition ». p. A2
La Presse, 18 mars 2008. « Les médecins de l'hôpital de Lachine disent non au CUSM », p. A4.

BIBLIOGRAPHIE

Agamben, G. (2005). *State of exception.* Chicago: University of Chicago Press.

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et Comité d'Évaluation et de Suivi. (2008). *Rénovation urbaine 2004-2008: quels moyens pour quels résultats?* Paris: La Documentation française.

Ahumada, C. (1996). *El modelo neoliberal y su impacto en la sociedad colombiana.* Bogotá: El Ancora Editores.

Allison, G. T. (1971). *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis.* Boston: Little, Brown.

Almeida, P. (2008). The Sequencing of Success: Organizing Templates and Neoliberal Policy Outcomes. *Mobilization: An International Quarterly, 13* (2), 165-187.

Almeida, P. D. (2003). Opportunity Organizations and Threat-Induced Contention: Protest Waves in Authoritarian Settings. *American Journal of Sociology, 109* (2), 345-400.

Altshuler, A. A. et Luberoff, D. (2003). *Mega-projects: the changing politics of urban public investment.* Washington, D.C.; Cambridge: Brookings Institution Press; Lincoln Institute of Land Policy.

Álvarez-Rivadulla, M. J. (2014). Métodos combinados: una aplicación al estudio de la ciudad informal. *Revista de ciencias sociales de la Universidad Católica del Uruguay,* 3, 127-148.

Andersen, H. T. (2008). The Emerging Danish Government Reform–Centralised Decentralisation. *Urban Research & Practice, 1* (1), 3-17.

Anderson, P., Bassols, L. et Fraguas, J. R. (1981). *Las antinomias de Antonio Gramsci.* Barcelona: Fontamara.

Arantes, O. B. F., Maricato, E. et Vainer, C. B. (2002). *A cidade do pensamento único: desmanchando consensos.* Petrópolis: Editora Vozes.

Archibald, C. (1983). *Un Québec corporatiste? Corporatisme et néo-corporatisme: du passage d'une idéologie corporatiste sociale à une idéologie corporatiste politique.* Hull: Asticou.

Archila Neira, M. (1998). Poderes y contestación (Reseña teórico-metodológica). *Revista Controversia,* 173, 29-56.

Archila Neira, M. (2003). *Cultura e identidad obrera: Colombia 1910-1945.* Santafé de Bogotá: Grupo de Estudios Regionales Comparados Venezuela y Colombia.

Arès, F. (1974). *Intervention d'un comité de citoyens dans les affaires sociales: le cas du complexe communautaire de St-Henri.* (Thèse). Université de Montréal.

Aron, R. (1957). Conflict and War from the viewpoint of historical sociology. Dans Bernard, J., Pear, T.H., Aron, R. et Angel, C. *The Nature of Conflict (Studies on the Sociological Aspects of International Tensions),* 177-204. Paris: UNESCO. Récupéré de : http://unesdoc.unesco.org/images/0005/000545/054539eo.pdf

Ascher, F. (1995). *Métapolis: ou l'avenir des villes.* Paris: Odile Jacob.

Ascher, F. (2005). *La société hypermoderne: ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs.* La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube.

Assemblée nationale du Québec: Commission des finances publiques. (2002). *Mandat d'initiative sur l'examen de l'activité du lobbying au Québec: rapport d'étape sur les travaux de la Commission relatifs à l'examen de l'activité du lobbying au Québec.* Québec: Assemblée nationale.

Aubert, B. A. et Patry, M. (2005). Les partenariats public-privé: le long et tortueux chemin du Québec. *Optimun online, 35* (4). Récupéré de http:// http://www.cirano.qc.ca/realisations/grands_dossiers/partenariat/Aubert-Patry-Optimum2005.pdf

Baccigalupo, A. (1990). *Système politique et administratif des municipalités québécoises: une perspective comparative.* Montréal: Éditions Agence d'Arc.

Baccigalupo, A. (1989). *Système politique administratif municipal québécois des origines à nos jours.* Lille: Atelier national de reproduction des thèses.

Baeten, G., Swyngedouw, E. et Albrechts, L. (1999). Politics, Institutions and Regional Restructuring Processes: From Managed Growth to Planned Fragmentation in the Reconversion of Belgium's Last Coal Mining Region. *Regional Studies, 33* (3), 247-258. http://dx.doi.org/10.1080/00343409950082436

Balme, R. et Brouard, S. (2005). Les conséquences des choix politiques: choix rationnel et action publique. *Revue française de science politique, 55* (1), 33-50.

Baptista, I. (2013). Practices of exception in urban governance: reconfiguring power inside the state. *Urban Studies, 50* (1), 39-54.

Baptista, I. M. de C. (2009). *Regimes of exception in urban planning and governance: The case of the Polis Program, Portugal* (Thèse). Berkeley: University of California. Récupéré de http://search.proquest.com/docview/304836934/abstract?accountid=14719

Barnes, M. (1999). Users as citizens: collective action and the local governance of welfare. *Social Policy & Administration, 33* (1), 73-90.

Barthel, P.-A. (2003). Les lacs de Tunis en projets, reflets d'un nouveau gouvernement urbain. *Annales de Géographie, 112* (633), 518-536. http://dx.doi.org/10.3406/geo.2003.966

Beauchemin, J., Bourque, G. et Duchastel, J. (1995). Du providentialisme au néolibéralisme: de Marsh à Axworthy. Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale. *Cahiers de recherche sociologique*, 24, 15-47.

Beck, U. (2003a). *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation.* Paris: Aubier.

Beck, U. (2003b). *Sobre el terrorismo y la guerra.* Barcelona: Paidós. Récupéré de http://dialnet.unirioja.es/servlet/libro?codigo=106341

Bédard, M. et Breux, S. (2011). Non-lieux et grands projets urbains. Une inéluctable équation? Perspectives théoriques et propositions analytiques. *Annales de géographie, 678* (2), 135-156. http://dx.doi.org/10.3917/ag.678.0135

Bélanger, P.R. et Lévesque, B. (2001). *Le modèle québécois : corporatisme ou démocratie sociale?* Montréal: CRISES. Récupéré de https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/ET0111.pdf

Belley, S. (2003). La politique municipale à Montréal dans les années 1990: du « réformisme populaire » au « populisme gestionnaire ». *Politique et Sociétés, 22* (1), 99-118. http://dx.doi.org/10.7202/006579ar

Bemma, A. et Gravenor, K. (2012). *CityTalk: From Overdale to Underdale.* (Billet de blogue). Récupéré de http://rabble.ca/podcasts/shows/street-cred/2012/11/citytalk-overdale-underdale

Bennett, A. (1997). *Shelter, Housing, and Homes: A Social Right.* Montréal: Black Rose.

Benois, E. (2009). *Éthique descriptive de la ville au regard des éthiques de l'environnement: le cas du projet Imaginer-Réaliser Montréal 2025*. Chicoutimi: Université du Québec à Chicoutimi. Récupéré de http://constellation.uqac.ca/170/

Bergeron, H., Surel, Y. et Valluy, J. (1998). L'Advocacy Coalition Framework. Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques? Politix, *11* (41), 195-223.

Bernier, J. et Montréal. Service d'urbanisme. Division de la rénovation urbaine. (1965). *La Petite Bourgogne: programme préliminaire de rénovation urbaine = La Petite Bourgogne: preliminary urban renewal scheme*. Montréal: Service d'urbanisme.

Bernier, L. et Lachapelle, G. (1998). L'étude des politiques gouvernementales. Dans Tremblay, M. (éd.). *Les politiques publiques canadiennes*. 13-39. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.

Bérubé, H. (2008). *Des banlieues qui se distinguent: gouverner Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal (1880-1939)*. (Thèse) Montréal: Institut national de la recherche scientifique. Récupéré de http://www.ucs.inrs.ca/sites/default/files/BerubeHaroldPhD2008.pdf

Bherer, L. (2011). Les trois modèles municipaux de participation publique au Québec, *Télescope*, *17* (1), 157-171.

Bherer, L. et Hamel, P. (2012). Overcoming adversity, or Public Action in the Face of New Urban Problems: The example of Montreal. Dans Young, R. et Horak, M., *Sites of Governance: Multilevel Governance and Policy Making in Canada's Big Cities*. 104-136. Montreal. McGill University Press.

Blasius, M. (2001). *Sexual Identities, Queer Politics*. Princeton; Oxford: Princeton University Press. (OCLC: 849224674).

Bobbio, N. (1991). *El tiempo de los derechos*. Madrid: Editorial Sistema.

Bobbio, N. (1994). *El futuro de la democracia*. México: Fondo de Cultura Económica.

Borda, O. F. (1990). Social Movements and Political Power: Evolution in Latin America. *International Sociology*, *5* (2), 115-127.

Bordeleau, C. (2010). Ces pratiques qui dénaturent l'État. Dans Fahmy M., *L'état du Québec 2010,* 61-67. Montréal: Institut du nouveau monde.

Bordeleau, D. et CRISES. (2003). *Gouvernance et construction territoriale: le cas du Faubourg des Récollets de Montréal: du Carrefour des arts et des technologies à la Cité du Multimédia*. Montréal: CRISES.

Bornstein, L. (2010b). Mega-projects, city-building and community benefits. *City, Culture and Society*, *1* (4), 199-206.

Bouchard, M. J. et Gagnon, M. (1998). *L'habilitation dans les organisations coopératives. Cinq cas de gestion de coopératives d'habitation.* Ottawa, Montréal, Société canadienne d'hypothèques et de logement, HEC Montréal et Centre de gestion des coopératives.

Bouchard, M., Lévesque, B. et St-Pierre, J. (2005). *Modèle québécois de développement et gouvernance: entre le partenariat et le néolibéralisme?* Montréal: Chaire de recherche du Canada en économie sociale, Université de Montréal. Récupéré de http://www.aruc-es.uqam.ca/Portals/0/cahiers/C-09-2008.pdf

Bourassa, G. et Léveillée, J. (éds.) (1986). *Le système politique de Montréal*, Cahier de l'ACFAS 43, 600 p.

Bourdieu, P. (1994). *Raisons pratiques: sur la théorie de l'action*. Paris: Seuil.

Bourne, L. S. (1996). Reinventing the suburbs: old myths and new realities. *Progress in Planning*, *46* (3), 163-184.

Brady, G. L. (1993). Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action. *Southern Economic Journal, 60* (1), 249-251.

Brady, H. E. et Collier, D. (2010). *Rethinking social inquiry diverse tools, shared standards.* Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.

Breault, G. et Houle, V. (2016). Second regard sur la revitalisation à Villeray: les locataires en danger. Dans Sénécal, G. (dir) *Revitalisation urbaine et concertation de quartier,* 145-166. Québec: Presses de l'Université Laval.

Brenner, N. (1998). Between fixity and motion: accumulation, territorial organization and the historical geography of spatial scales. *Environment and Planning D*, 16, 459-482.

Brenner, N. (1999). Beyond state-centrism? Space, territoriality, and geographical scale in globalization studies. *Theory and society, 28* (1), 39-78.

Brenner, N. (1999b). Globalisation as reterritorialization: the re-scaling of urban governance in the European Union. *Urban studies, 36* (3), 431-451.

Brenner, N. (2000). The urban question: reflections on Henri Lefebvre, urban theory and the politics of scale. *International journal of urban and regional research, 24* (2), 361-378.

Brenner, N. (2001a). The limits to scale? Methodological reflections on scalar structuration. *Progress in human geography, 25* (4), 591-614.

Brenner, N. (2001b). *Entrepreneurial cities, « glocalizing » states and the new politics of scale: rethinking the political geographies of urban governance in Western Europe.* Cambridge: Center for European Studies, Harvard University.

Brenner, N. (2003). Metropolitan institutional reform and the rescaling of state space in contemporary Western Europe. *European urban and regional studies, 10* (4), 297-324.

Brenner, N. (2004). *New state spaces: urban governance and the rescaling of statehood.* Oxford: Oxford University Press.

Brenner, N. (2009). Restructuring, rescaling and the urban question. *Critical Planning, 16* (4), 61-79.

Brenner, N. (2013). Tesis sobre la urbanización planetaria. *Nueva Sociedad*, 243, 38-66. Récupéré de http://wwww.nuso.org/upload/articulos/3915_1.pdf

Brenner, N., Marcuse, P. et Mayer, M. (dir.). (2011). *Cities for People, Not for Profit: Critical Urban Theory and the Right to the City.* New York: Routledge.

Brenner, N. et Theodore, N. (2002). Cities and the geographies of « actually existing neoliberalism ». *Antipode, 34* (3), 349-379.

Brenner, N. et Theodore, N. (2002). *Spaces of neoliberalism: urban restructuring in North America and Western Europe.* Malden, Oxford: Blackwell.

Breux, S. et Bédard, M. (2014). Lecture géopolitique d'un projet en devenir: Griffintown. Dans Hubert, M., Lewis, P. et Reynaud, M. *Les grands projets urbains. Territoires acteurs et stratégies* (p. 69-99). Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

Bujold, R. (2001). *Solidarité Saint-Henri: développement des communautés locales: portrait de concertations de quartier à Montréal.* Montréal: Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, Direction de la santé publique, Ville de Montréal et Centraide du Grand Montréal. Récupéré de http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/55140

Bulbulian, M. et Forget, R. (2006). *La P'tite Bourgogne [enregistrement vidéo].* 44 min. Montréal: Office national du film du Canada.

Burgess, E. W. (1926). *The urban community: selected papers from the proceedings of the American Sociological Society, 1925.* Chicago: The University of Chicago press.

Burgess, E. W., McKenzie, R. D., Park, R. E. et al. (1967). *The city*. Chicago: University of Chicago Press. Récupéré de http://ualresearchonline.arts.ac.uk/7138/2/In_The_City_exhibition_proposal(2).pdf

Butler, T. (2007). Re-urbanizing London Docklands: Gentrification, Suburbanization or New Urbanism? *International Journal of Urban and Regional Research, 31* (4), 759-781.

Caldeira, T. P. (1984). *A política dos outros: o cotidiano dos moradores da periferia e o que pensam do poder e dos poderosos*. São Paulo, Brasil: Brasiliense.

Caldeira, T. P. (1996). Fortcified Enclaves: The New Urban Segregation. *Public culture, 8* (2), 303-328.

Caldeira, T. P. (1996b). Un nouveau modèle de ségrégation spatiale: les murs de São Paulo. *Revue internationale des sciences sociales*, 147, 1-149.

Caldeira, T. P. (2000). *City of walls: crime, segregation, and citizenship in São Paulo*. Berkeley: University of California Press.

Caldeira, T. P. (2006). I Came to Sabotage Your Reasoning. Dans Comaroff, J. et Comaroff, J. L. *Law and Disorder in the Postcolony*, 102-149. Chicago: University of Chicago Press.

Caldeira, T. P. (2010). *Espacio, segregación y arte urbano en el Brasil*. Buenos Aires; Barcelona: Katz editores.

Caldeira, T.et Holston, J. (1999). Democracy and Violence in Brazil. *Comparative Studies in Society and History, 41* (4), 691-729.

Calvino I. (1974). *Les villes invisibles*. Paris, Seuil.

Campbell, C. et Eid, P. (2009). *La judiciarisation des personnes itinérantes à Montréal: un profilage social*. Québec: Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Camps, V. (1997). Ética del buen gobierno. *Salvador Giner y Sebastián Sarasa (eds.). Buen gobierno y política social*. Barcelona: Editorial Ariel.

Cantarelli, C. C., Flyvbjerg, B., Molin, E. J. E. et Wee, V. (2010). *Cost Overruns in Large-Scale Transportation Infrastructure Projects: Explanations and Their Theoretical Embeddedness*. Rochester: Social Science Research Network. Récupéré de http://papers.ssrn.com/abstract=2237990

Carbonneau, C. (1980). Le plus important projet au Canada: Milton Parc à Montréal. Montréal: *Ensemble*. Récupéré de http://agris.fao.org/agris-search/search/display.do?f=2013/US/US201301968341001232 8.xml;US201301968428

Carreau, S. et Hamel, P. (1976). *Rapport sur le phénomène de l'abandon et de la démolition de logements au Québec*. Montréal: Groupe de travail sur l'habitation.

Cars, C., de Magalhaes, C., Healey, P. et Madanipour, A. (2002). *Urban governance, institutional capacity and social milieux*. London: Routledge Récupéré de http://discovery.ucl.ac.uk/72699/

Castells, M. (1972). *La question urbaine*. Paris: Maspero.

Castells, M. (1972b). Urban renewal and social conflict in Paris. *Social Science Information, 11*(2), 93–124.

Castells, M. (1973). *Luttes urbaines et pouvoir politique*. Paris: F. Maspero.

Castells, M. (1973b). *Problemas de investigación en sociología urbana*. Madrid: Siglo Veintiuno de España.

Castells, M. (1974). *La cuestión urbana*. México: Siglo Veintiuno Editores.

Castells, M. (1978b). *Crise du logement et mouvements sociaux urbains: enquête sur la région parisienne*. Paris: Mouton.

Castells, M. (1982). *La ville, la démocratie, le socialisme*. Bruxelles: Contradictions.
Castells, M. (1983b). *The city and the grassroots: a cross-cultural theory of urban social movements*. Berkeley: University of California Press.
Castells, M. (1985). Commentary on CG Pickvance's 'The rise and fall of urban movements'. *Environment and Planning D: Society and Space*, 3, 55-61.
Castells, M. (1997). *The power of identity*. Malden: Blackwell.
Castells, M. (1999). *La Era de la información: economía, sociedad y cultura*. México: Siglo Veintiuno Editores.
Castells, M. (2000). *The power of identity*. Cambridge, Mass. Blackwell.
Castells, M. (2003). *The Internet galaxy: Reflections on the Internet, business, and society*. Oxford: Oxford University Press. Récupéré de http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/0810902032000050000
Castells, M. (2011). *The rise of the network society: The information age: Economy, society, and culture*. Malden: John Wiley & Sons.
Castells, M. et Delamare, P. (1998). *La société en réseaux*. Fayard: Paris. Récupéré de http://zonecours.hec.ca/documents/H2008-1-1568571.Lasocieteenreseaux.docx
Castells, M., Fastenaken, D. et Hengchen, B. (1982). *La ville, la démocratie, le socialisme*. Bruxelles: Contradictions.
Castells, M. et Romero de Solís, I. (1974). *Movimientos sociales urbanos*. Madrid: Siglo veintiuno de España.
Cefai, D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on? Les théories de l'action collective*. Paris: Découverte.
Charles, J. (1970). *An introduction to the study of public policy*. Duxbury: University of Pittsburgh.
Chevallier, J. (1986). *Science administrative*. Paris: Presses universitaires de France.
Choko, M. (2002). Le quartier international de Montréal et sa périphérie. Dans Sénécal, G., Malézieux, J. et Manzagol, C. (dir) *Grands Projets Urbains et Requalification,* 25-34. Sainte-Foy et Paris, Presses de l'Université du Québec et Publications de la Sorbonne.
Choko, M. H., Collin, J.-P. et Germain, A. (1987). Le Logement et les Enjeux de la Transformation de l'Espace Urbain: Montréal, 1940-1960. *Urban History Review, 15* (3), 243-253.
Chomsky, N., Hutchison, P. D. et Nyks, K. (2015). *Requiem for the American Dream*. (Documentaire). Boston: Naked City Films. 1h13min.
Clarke, S. E. et Mayer, M. (1986). Responding to grassroots discontent: Germany and the United States. *IJUR International Journal of Urban and Regional Research, 10* (3), 401-417.
Coaffee, J. et Healey, P. (2003). 'My Voice: My Place': Tracking Transformations in Urban Governance. *Urban studies, 40* (10), 1979-1999.
Cobb, R. W. (1983). *Participation in American politics: The dynamics of agenda-building*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
Cobb, R. W. et Elder, C. D. (1971). The politics of agenda-building: An alternative perspective for modern democratic theory. *The Journal of Politics, 33* (4), 892-915.
Cohen, M. D., March, J. G. et Olsen, J. P. (1972). A garbage can model of organizational choice. *Administrative science quarterly, 17* (1), 1-25.
Collin, J. P. (2002). La réforme de l'organisation du secteur municipal au Québec: la fin ou le début d'un cycle? *Organisations et territoires, 11* (3), 5-13.

Collin, J. P. (2003). Montréal, tableaux d'une métropole moyenne. *Canadian Journal of Urban Research, 12 (1),* 7-22. Récupéré de: http://www.biomedsearch.com/article/Montreal-tableaux-dune-metropole-moyenne/109504769.html

Collin, J.-P. (1994). Les stratégies fiscales municipales et la gestion de l'agglomération urbaine: le cas de la Ville de Montréal entre 1910 et 1965. *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine, 23* (1), 19-31.

Collin, J.-P. (1998). La création de la Communauté urbaine de Montréal en 1969: circonstances et antécédents. Dans *Bélanger, Y., Comeau, R. et al., La CUM et la région métropolitaine, L'avenir d'une Communauté,* 5-17. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Collin, J.-P. et Robertson, M. (2005). The Borough System of Consolidated Montréal: Revisiting Urban Governance in a Composite Metropolis. *Journal of Urban Affairs, 27* (3), 307-330. http://dx.doi.org/10.1111/j.0735-2166.2005.00238.x

Colombo, A. et Parazelli, M. (2002). Quand la revitalisation urbaine dévitalise la marge sociale juvénile: un enjeu pour la sortie de la rue. *Revue Frontières: délires urbains, dangers de mort, 15* (1), 39-46.

Comaroff, J. et Comaroff, J. L. (2006). *Law and disorder in the postcolony.* Chicago: University of Chicago Press.

Comité habitation Sud-Ouest., Renaud, F. et Société d'habitation du Québec. (2006). *Construire un espace équitable ou comment gérer la revitalisation.* (Rapport). Québec: Société d'habitation du Québec. Récupéré de http://www4.banq.qc.ca/pgq/2007/3315461.pdf

Communauté métropolitaine de Montréal. (2005). *Cap sur le monde: pour une région métropolitaine de Montréal compétitive. Plan de développement économique.* Montréal: Communauté métropolitaine de Montréal.

Coraggio, J. L. (1991). *Ciudades sin rumbo: investigación urbana y proyecto popular.* Quito: Sociedad Interamericana de Planificación.

Costa, M. M. et Martí, J. B. (2008). Los movimientos urbanos: de la identidad a la glocalidad. *Scripta Nova: revista electrónica de geografía y ciencias sociales, 12* (1), 117.

Cotterrell, R. (2009). Spectres of transnationalism: changing terrains of sociology of law. *Journal of Law and Society, 36* (4), 481-500.

Cox, K. R. (1993). The local and the global in the new urban politics: a critical view. *Environment and Planning D: Society and Space, 11* (4), 433-448.

Craig, R. (1988). *Overdale.* (Documentaire). Montréal. Vithèque. 27 min. Récupéré de https://vitheque.com/en/titles/overdale

Creswell, J. W. (2003). *Research Design: Qualitative, Quantitative, and Mixed Methods Approaches.* Los Angeles: SAGE Publications.

Crozier, M. (2000). *À quoi sert la sociologie des organisations?* Paris: Seli Arslan.

Crozier, M., Friedberg, E. et Política, A. (1990). *El actor y el sistema: las restricciones de la acción colectiva.* México: Alianza. Récupéré de http://bibliocuba.es/__oneclick_uploads/2012/10/el-actor-y-el-sistema.pdf

CSSS Verdun. (2009). Portrait de la population du CSSS du Sud-Ouest Verdun. Montréal. CSS du Sud-Oest Verdun. Récupéré de http://www.sov.qc.ca/fileadmin/csss_sov/Menu_du_haut/Publications/PAL/Portrait_de_la_population.pdf

Dahl, R. A. (1957). The concept of power. *Behavioral Science, 2* (3), 201-215. http://dx.doi.org/10.1002/bs.3830020303

Dahl, R. A. (1961). *Who governs? Democracy and power in an American city.* New Haven: Yale University Press.

Dahrendorf, R. (1972). *Classes et conflits de classes dans la société industrielle.* Paris: Mouton.

Dahrendorf, R. (1988). *Modern Social Conflict.* Berkeley: University of California Press.

Davies, J. S. et Imbroscio, D. L. (2010). *Critical urban studies: new directions.* Albany: State University of New York Press.

Davis, J. E. (1991a). *Contested ground: Collective action and the urban neighborhood.* Ithaca: Cornell University Press.

Davis, M. (2006). *Le pire des mondes possibles: de l'explosion urbaine au bidonville global.* Paris: La Découverte.

Davison, D. (1980). *Essays on actions and events.* Oxford, New York: Clarendon Press; Oxford University Press.

Dear, M. et Flusty, S. (1998). Postmodern urbanism. *Annals of the Association of American geographers, 88* (1), 50-72.

Demchinsky, B. (1989). *Grassroots, greystones, and glass towers: Montreal urban issues and architecture.* Montréal, Buffalo, N.Y: Vehicule Press.

Deneault, A. (2013). *Gouvernance: le management totalitaire.* Montréal: Lux Éditeur.

Des Rosiers, F. et Werquin, T. (2014). L'impact de la construction du nouveau siège social de Bell Canada à l'île-des-soeurs (Montréal). Dans Hubert, M. Lewis, P. et Reynaud, M. *Les grands projets urbains. Territoires acteurs et stratégies,* 369-364. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

Deschênes, G. (1999a). *Une capitale éphémère: Montréal et les événements tragiques de 1849.* Sillery, Québec: Les éditions du Septentrion.

Desjardins, L. et Gariépy, M. (2005). Le poids du réseau dans, ou contre le projet urbain? L'exemple de deux projets majeurs dans la région de Montréal. *Flux, n° 60-61* (2), 35-49.

Devillers. C. (1994). *Le projet urbain.* Paris: Pavillon de l'Arsenal.

Devlin, B. (1955). *Circulation à Montréal* [Enregistrement vidéo]. 28 min. Office national du film du Canada.

Dickerman, L., Rivera, D. et Indych-López, A. (2011). *Diego Rivera: murals for the Museum of Modern Art.* New York: Museum of Modern Art, ARTBOOK.

Dolan, C. J. (2003). Economic policy and decision making at the intersection of domestic and international politics: The advocacy coalition framework and the National Economic Council. *Policy Studies Journal, 31* (2), 209-236.

Donzelot, J. (1999). La nouvelle question urbaine. *Esprit, 258* (11), 87-114.

Donzelot, J. (2004). La ville à trois vitesses: relégation, périurbanisation, gentrification. *Esprit, 303* (3/4), 14-39.

Douglass, M. (2010). Globalization, Mega-projects and the Environment: Urban Form and Water in Jakarta. *Environment and Urbanization ASIA, 1* (1), 45-65. http://dx.doi.org/10.1177/097542530900100105

Drouin, M. (2005). *Le Combat du Patrimoine à Montréal, 1973-2003.* Québec: PUQ.

Drouin, M. (2006). La métropole culturelle: une nouvelle image de Montréal? *Téoros. 25* (2), 75-77.

Drouin, M. (2012). De la démolition des taudis à la sauvegarde du patrimoine bâti (Montréal, 1954-1973). *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 41* (1), 22-36.

Dubet, F. (1987). *La galère: jeunes en survie*. Paris: Fayard.

Dubet, F. (2004). *Les inégalités multipliées*. La Tour d'Aigues, France: Éditions de l'Aube.

Dubet, F. (2010). *Les places et les chances de repenser la justice sociale*. Paris: Éditions du Seuil.

Dubet, F. et Lapeyronnie, D. (1992). *Les quartiers d'exil*. Paris: Éditions du Seuil.

Dubois, J. (1997). *Communautés de politiques publiques et projets urbains: étude comparée de deux grandes opérations d'urbanisme municipales contemporaines*. Paris: L'Harmattan.

Ducas, S. (2010). « La gestion des grands projets urbains à Montréal », *Urbanité,* Hiver 2010, 17-19.

Dupuis-Déri, F. (2006). *Broyer du noir: Manifestations et répression policière au Québec. Montréal.* (Thése) Université de Montréal. Récupéré de https://papyrus.bib.umontreal.ca/jspui/handle/1866/2480

Earl, J., Martin, A., McCarthy, J. D. et Soule, S. A. (2004). The Use of Newspaper Data in the Study of Collective Action. *Annual Review of Sociology, 30* (1), 65-80. http://dx.doi.org/10.1146/annurev.soc.30.012703.110603

Easton, D. (1953). *The political system*. New York: Knopf.

Eizaguirre, S., Pradel, M., Terrones, A., Martinez-Celorrio, X. et García, M. (2012). Multilevel Governance and Social Cohesion: Bringing Back Conflict in Citizenship Practices. *Urban Studies, 49* (9), 1999-2016. http://dx.doi.org/10.1177/0042098012444890

Elder, C. D., Cobb, R. W. (1983). *The political uses of symbols*. New York: Longman.

Elizalde Hevia, A. (2003). *Planificación estratégica territorial y políticas públicas para el desarrollo local*. Santiago de Chile: ILPES, CEPAL.

Elliott, C. et Schlaepfer, R. (2001). The advocacy coalition framework: application to the policy process for the development of forest certification in Sweden. *Journal of European Public Policy, 8* (4), 642-661.

Ellison, B. A. (1998). The Advocacy Coalition Framework and Implementation of the Endangered Species Act: A Case Study in Western Water Politics. *Policy Studies Journal, 26* (1), 11-29. http://dx.doi.org/10.1111/j.1541-0072.1998.tb01922.x

Emirbayer, M. et Goldberg, C. A. (2005). Pragmatism, Bourdieu, and Collectivė Emotions in Contentious Politics. *Theory and Society: Renewal and Critique in Social Theory, 34* (5-6), 469-518.

Engels, F. (1955). *The housing question*. Moscow: Foreign Languages Publishing House.

Engels, F. (1958). *The condition of the working class in England*. New York : Macmillan.

Engels, F. (1969). *La question du logement*. Paris: Ed. sociales.

Escobar, A. (1995). *Encountering development: the making and unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.

Escobar, A. (1998). *Globalism and the politics of place*. London: SAGE.

Escobar, A. (2001). Culture sits in places: reflections on globalism and subaltern strategies of localization. *Political geography, 20* (2), 139-174.

Escobar, A. (2008). *Territories of difference: place, movements, life, redes*. Durham: Duke University Press.

Escobar, A. (2011). *Encountering development: The making and unmaking of the Third World.* Princeton: Princeton University Press.

Esteves, A. (2005). *El modelo secuencial de políticas públicas treinta años más tarde.* Buenos aires: POLIPUB. Récupéré de http://blog.uca.edu.ar/uca/common/grupo32/files/modelo-secuencial-2002.pdf

Fainstein, S. S. (1986). *Restructuring the City: The Political Economy of Urban Redevelopment.* New York: Addison-Wesley, Longman Limited.

Fainstein, S. S. (1990). Economics, politics and development policy: the convergence of New York and London. *IJUR International Journal of Urban and Regional Research, 14* (4), 553-575.

Fainstein, S. S. (1994). *The city builders: property, politics, and planning in London and New York.* Oxford; Cambridge: Blackwell.

Fainstein, S. S. (2001). *The city builders: property development in New York and London, 1980-2000.* Lawrence: University Press of Kansas.

Fainstein, S. S. (2008). Mega-projects in New York, London and Amsterdam. *IJUR International Journal of Urban and Regional Research, 32* (4), 768-785.

Fainstein, S. S. (2010). *The just city.* Ithaca: Cornell University Press.

Fainstein, S. S. et Campbell, S. (1996). *Readings in urban theory.* Cambridge: Blackwell Publishers.

Faucher, M.-D. (1996). *From the « urban Project » to an « urbanism of Projects »: The Case of Montreal in Perspective with Boston and Paris.* Cambridge: Harvard University Press.

Faure, A. (1995). *La construction du sens dans les politiques publiques: débats autour de la notion de référentiel.* Paris: L'Harmattan.

Faure, A. (2003). Montréal, laboratoire politique. *Revue française d'administration publique,* 3, 369–379.

Favreau, L., Lachapelle, R. et Chagnon, L. (1994). *Pratiques d'Action communautaire en CLSC: acquis et défis d'aujourd'hui.* Québec: Presses de l'Université du Québec.

Favretti, É. (2014). Montréal fait la guerre aux taudis: démolitions et expropiations (1950-1966). (Mémoire). Montréal: UQÀM.

Feagin, J. R. (1998). *The new urban paradigm: critical perspectives on the city.* Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.

Feagin, J. R. et Parker, R. (1990). *Building American cities: the urban real estate game.* Englewood Cliffs: Prentice Hall.

Feagin, J. R. et Smith, M. P. (1998). Cities and the new international division of labor: an overview. Dans Feagin, J.R., *The new urban paradigm, critical perspectives on the city.* Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.

Fischler, R. (2011) Mémoire sur l'avant-projet de loi, *Loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme.* Mémoire soumis au Ministère des Affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire.

Fischler, R. et Wolfe, J. (2000). Regional restructuring in Montreal: An historical analysis. *Canadian Journal of Regional Science, 23* (1), 89-114.

Flacks, R. (2004). Knowledge for What? Thoughts on the State of Social Movement Studies. Dans Goodwin, J. at Jasper, J. *Rethinking social movements: Structure, meaning, and emotion,* p. 135-154. Landham: Rowman & Littlefield Publishers.

Fleury, S. (1998). Política social, exclusión y equidad en América Latina en los años noventa. *Nueva Sociedad,* 156, 72-94.

Fleury, S. (1999). Reforma del Estado en América Latina. *Nueva Sociedad*, 160, 58-80.

Fleury, S. (2002). El desafío de la gestión de las redes de políticas. *Revista Instituciones y Desarrollo, 12* (1), 221-247.

Florida, R. (2005). *Cities and the creative class*. New York: Routledge.

Flyvbjerg, B., Bruzelius, N. et Rothengatter, W. (2003). *Megaprojects and risk: An anatomy of ambition*. Cambridge: Cambridge University Press.

Fontan, J.-M., Hamel, P. et Morin, R. (2013). *Ville et conflits: action collective, justice sociale et enjeux environnementaux*. Québec: Presses de l'Université Laval.

Fontan, M., Hamel, P., Morin, R. et Shragge, E. (1999). Community economic development and metropolitan governance: a comparison of Montreal and Toronto. *Canadian Journal of Regional Science, 22* (1/2), 201-217.

Fortier, I. (2010). La modernisation de l'État québécois: La gouvernance démocratique à l'épreuve des enjeux du managérialisme. *Nouvelles pratiques sociales, 22* (2), 35-50.

Foucault, M. (1971). Nietzsche, la généalogie, l'histoire. *Hommage à Jean Hyppolite*. Dans Dits et écrits. Tome II texte n°84, p 145-172. Paris: PUF.

Foucault, M. (1994). *Microfísica del poder*. México: Planeta-Agostini.

Foucault, M. (1996). *Genealogía del racismo*. La Plata: AltaMira.

Foucault, M. (1997a). *Il faut défendre la société: cours au Collège de France, 1975-1976*. Paris: Gallimard, Seuil.

Foucault, M. (1997b). *La arqueología del saber*. México: Siglo Veintiuno.

Foucault, M. (2009). *Nacimiento de la biopolítica: Curso del Collège de France (1978-1979)*. Madrid: Ediciones AKAL.

Foucault, M. (2014). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris: Editions Gallimard.

Fourniau, J.-M. (2003). Les décisions d'infrastructures soumises au débat public. *Métropolis*, 106-107, 71-79.

Frank, S. P. (2009). Yes in my backyard: Developers, government and communities working together through development agreements and community benefit agreements. *Indiana Law Review*, 42, 227-255.

Franzosi, R. (1987). The press as a source of socio-historical data: issues in the methodology of data collection from newspapers. *Historical Methods: A Journal of Quantitative and Interdisciplinary History, 20* (1), 5-16.

Freire, P. (2014). *Educação como prática da liberdade*. Rio de Janeiro: Editora Paz e Terra.

Front d'action populaire en réaménagement urbain. (1985). *Le FRAPRU frappe encore!* Montréal: Front d'action populaire en réaménagement urbain.

Front d'action populaire en réaménagement urbain (1987). *Pour la survie des quartiers populaires: actes du colloque organisé par le FRAPRU les 6 et 7 décembre 1986*. Montréal: Éditions Luttes urbaines.

Fung, A. et Wright, E. O. (2003). *Deepening democracy: Institutional innovations in empowered participatory governance*. London: Verso.

Gagnon, Y.-C. (2005). *L'Étude de Cas Comme Méthode de Recherche: Guide de Réalisation*. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Gallichan, G. (2008). La session ardente: Fureur et violences au Parlement en 1849. *Les Cahiers des dix*. 62, 93-122. Récupéré de http://dx.doi.org/10.7202/038122ar

Gariépy, M. et Gauthier, M. (2009). Le débat public en urbanisme à Montréal: Un instrument de développement urbain durable? *Canadian Journal of Urban Research, 18* (1), 48-73.

Gariépy, M. (2014). L'acceptabilité sociale des grands projets urbains est-elle prévisible? Dans Hubert, M., Lewis, P. et Reynaud, M. *Les grands projets urbains. Territoires acteurs et stratégies,* 17-41. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

Gariépy, M., Trépanier, M.-O. et Gauthier, M. (2008). *Renouveler l'aménagement et l'urbanisme: planification territoriale, débat public et développement durable.* Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

Garraud, P. (1990). Politiques nationales: élaboration de l'agenda. *L'Année sociologique*, 40, 17-41.

Gaudin, J.-P. (1999). *Gouverner par contrat: l'action publique en question.* Paris: Les Presses de Sciences Po.

Gauthier, B. (2008). *Recherche Sociale: De la problématique à la collecte des données.* Québec: Presses de l'Université du Québec.

Gauthier, P., Prince, J. et Jaeger, J. A. (2009). *Montréal at the Crossroads: Superhighways, the Turcot and the Environment.* Montréal: Black Rose Books.

Gellert, P. K. et Lynch, B. D. (2003). Les mégaprojets, sources de déplacements. *Revue internationale des sciences sociales*, 1, 17-28.

Germain, A., Morin, R. et Sénécal, G. (2004). L'évolution du mouvement associatif montréalais: un retour au territoire programmé par l'État? *Lien social et Politiques*, 52, 129-138. http://dx.doi.org/10.7202/010595ar

Germain, A. et Rose, D. (2000). *Montreal: the quest for a metropolis.* New York: Wiley.

Giner, S. (1997). *Buen gobierno y política social.* Madrid: Ariel.

Gohn, M. da G. M. (1997). *Teorias dos movimentos sociais paradigmas classicos e contemporâneos.* Sao Paulo: Edições Loyola.

Goodwin, J et Jasper, J (2004). *Rethinking social movements: Structure, meaning, and emotion.* Landham: Rowman & Littlefield Publishers.

Gosnell, J. (2001). Reconstructing citizenship: The politics of nationality reform and immigration in contemporary France. *The French Review*, *74* (4), 831-833. http://dx.doi.org/10.2307/398517

Gramsci, A. (1977). *Escritos políticos (1917-1933).* México: Siglo Veintiuno.

Gramsci, A. (1978). *Cahiers de prison.* Paris: Gallimard.

Gravel, F. (2012). *La revitalisation de Pointe-Saint-Charles à Montréal: un cas de transformation des quartiers ouvriers péricentraux.* (Mémoire). Montréal: UQAM.

Grebler, L. (1964). *Urban Renewal in European Countries: Its Emergence and Potentials.* Philadelphia: University of Pennsylvania Press.

Guay, L. (2005). *Mouvements sociaux et changements institutionnels: l'action collective à l'ère de la mondialisation.* Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.

Gugni, M., McAdam, D. et Tilly, C. (1999). *How social movements matter*: Minneapolis. University of Minnesota Press.

Habermas, J. (2000). *Après l'État-nation: une nouvelle constellation politique.* Paris: Fayard.

Hackworth, J. et Moriah, A. (2006). Neoliberalism, contingency, and urban policy: The case of Social Housing in Ontario. *International Journal of Urban and Regional Research, 30* (3), 510-527.

Hackworth, J. R. (2007). *The Neoliberal City: Governance, Ideology, and Development in American Urbanism.* Ithaca: Cornell University Press.

Haggard, S. (1998). La reforma del estado en América Latina. *Reforma y democracia*, 11, 189-230.

Halbert, A. et Halbert, L. (2007). Du « modèle » de développement économique à une nouvelle forme de gouvernance métropolitaine? *Métropoles*, 2, 27-62. Récupéré de https://metropoles.revues.org/442

Hamel, P. (1976). *Dossier sur les luttes urbaines à Montréal, six mobilisations populaires sur le logement.* Montréal: Centre de recherches et d'innovation urbaines.

Hamel. P (1983). *Logement et luttes urbaines à Montréal (1963-1976).* Montréal: Université de Montréal, Faculté de l'aménagement.

Hamel, P. (1989). *Développement local et action communautaire à l'heure du néo-corporatisme.* Québec: Les Presses de l'Université du Québec.

Hamel, P. (1991). *Action collective et démocratie locale.* Montréal: Presses de l'Université de Montréal. Récupéré de http://classiques.uqac.ca/contemporains/hamel_pierre/action_collective/action_collective.pdf

Hamel, P. (1999). La consultation publique et les limites de la participation des citoyens aux affaires urbaines. *Recherches sociographiques, 40* (3), 435-466. http://dx.doi.org/10.7202/057302ar

Hamel, P. (2004). *Action collective et démocratie locale.* Montréal: Presses de l'Université de Montréal. Récupéré de http://classiques.uqac.ca/contemporains/hamel_pierre/action_collective/action_collective.pdf

Hamel, P. (2011). *Dossier thématique sur la révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Montréal: VRM.

Hamel, P. et Jouve, B. (2006). *Un modèle québécois? Gouvernance et participation dans la gestion publique.* Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

Hamel, P., Leonard, J. F. et Mayer, R. (1982). *Les mobilisations populaires urbaines.* Montréal: Nouvelle optique.

Harvey, D. (1985). *The urbanization of capital: studies in the history and theory of capitalist urbanization.* Baltimore: Johns Hopkins University Press.

Harvey, D. (1989a). From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism. *Geografiska Annaler, 71* (1), 3-17. http://dx.doi.org/10.2307/490503

Harvey, D. (1989b). *The condition of postmodernity an enquiry into the origins of cultural change.* Cambridge; Oxford: Blackwell.

Harvey, D. (2003a). *Paris, capital of modernity.* New York: Routledge.

Harvey, D. (2003b). *The new imperialism.* Oxford; New York: Oxford University Press.

Harvey, D. (2005a). *A brief history of neoliberalism.* Oxford; New York: Oxford University Press.

Harvey, D. (2005b). *Spaces of neoliberalization: towards a theory of uneven geographical development.* Stuttgart: Franz Steiner Verlag.

Harvey, D. (2005c). *The New Imperialism.* Oxford: Oxford University Press.

Harvey, D. (2006a). *Spaces of global capitalism.* London; New York: Verso.

Harvey, D. (2006b). *The limits to capital.* London; New York: Verso.

Harvey, D. (2011). *Le capitalisme contre le droit à la ville: néolibéralisme, urbanisation, résistances.* Paris: Éditions Amsterdam.

Harvey, D. (2012). *Rebel cities: from the right to the city to the urban revolution.* London: Verso.

Heclo, H. (1974). *Modern Social Policy in Britain and Sweden: From Relief to Income Maintenance.* New Haven: Yale University Press.

Hegel, G. W. F. (2015). *Hegel's philosophy of nature.* New York: Routledge.

Helman, C. (1987). *The Milton-Park Affair: Canada's Largest Citizen-Developer Confrontation.* Montreal: Vehicule Press.

Henderson, J. et Castells, M. (1987). *Global restructuring and territorial development.* London: Sage London. Récupéré de http://www.lavoisier.fr/livre/notice.asp?id=OSOW26ASOA6OWQ

Herland, K. (1992). *People, potholes, and city politics.* Montréal; New York: Black Rose Books.

Hernandez, S., Borstein, L. et Latendresse, A. (2011). *Évolution de l'action collective dans les quartiers touchés par le CUSM: Analyse à travers les grands quotidiens.* RR11-04F. Montréal: CURA Making Megaprojects Work for Communities - Mégaprojets au service des communautés.

Hernandez, S., Koci, S. et Trudelle, C. (2013). Les grands projets urbains à Montréal. Que nous révèle l'activité conflictuelle? Dans Klein, J.-L. et Roy, M. (dir), *Pour une nouvelle mondialisation. Le défi d'innover.* Montréal: Presses de l'Université du Québec, p. 292-308.

Herner de Larrea, I. (1986). *Diego Rivera paraíso perdido en Rockefeller Center.* México: Edicupes.

Herner de Larrea, I. (1990). *Diego Rivera's mural at the Rockefeller Center.* México: Edicupes.

Hétu, L. (2009). *Une ville sous tutelle: brève histoire de l'administration de Montréal.* Montréal: Liber.

Hobsbawm, E. J. (1975). *The age of capital, 1848-1875.* New York: Scribner.

Hobsbawm, E. J. (2007). *Globalisation, democracy and terrorism.* Brown: Little.

Holston, J. et Caldeira, T. (1998). Democracy, law, and violence: disjunctions of Brazilian citizenship. Dans Aguero, F. et Stark, J. *Fault lines of democracy in post-transition Latin America*, 263-296. Miami: North-South Center Press / University of Miami.

Horak, M. et Young, R. (2012). *Sites of Governance: Multilevel Governance and Policy Making in Canada's Big Cities.* Montréal: McGill-Queen's University Press.

Hubert, M., Lewis, P. et Reynaud, M. (2014). *Les grands projets urbains. Territoires, acteurs et stratégies.* Montréal: Les presses de l'Université de Montréal.

Hudon, R. et Poirier, C. (2011). *La politique, jeux et enjeux: action en société, action publique, et pratiques démocratiques.* Québec: Presses de l'Université Laval.

Hunter, F. (1953). *Community power structure: A study of decision makers.* Chapel Hill: North Carolina University Press Books.

Huxley, A. (2013). *Le meilleur des mondes.* Paris: PLON.

Illouz, E. (1997). *Consuming the romantic utopia love and the cultural contradictions of capitalism.* Berkeley: University of California Press.

Ingallina, P. (2001). *Le projet urbain.* Paris: Presses universitaires de France.

Ingram, H. (1990). Implementation: A review and suggested framework. Dans Lynn, N. B. et Wildavsky, A. (Éds). *Public administration: The state of the discipline*, 462–480. Michigan: Chatham House.

International Network of Civil Liberties Organizations. (2014). *« Take back the streets »: repression and criminalization of protest around the world.* Toronto: INCLO. Récupéré de http://site.ebrary.com/id/10812965

Isin, E. F. (2000). *Politics in the global city.* London: Routledge.

Isin, E. F. (2013). *Democracy, citizenship and the global city.* London: Routledge.

Jacobs, J. (1961). *The death and life of great American cities.* New York: Vintage.

Jacobs, J. (1969). *The economy of cities.* New York: Random House.

Jasper, J. M. (1998). The emotions of protest: Affective and reactive emotions in and around social movements. *Sociological forum,* 13, 397-424. Récupéré de http://link.springer.com/article/10.1023/A:1022175308081

Jasper, J. M. (2004). A strategic approach to collective action: Looking for agency in social-movement choices. *Mobilization,* 9, 1-16.

Jasper, J. M. (2011). Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research. *Annual Review of Sociology,* 37, 285-303.

Jasper, J. M. (2012). Introduction: From political opportunity to strategic interaction. Dans Jasper, J. M. et Goodwin, J. *Contention in context, political opportunities and the emergence of protest,* 1-33. Stanford: Stanford University Press

Jasper, J. M. (2015). *The art of moral protest: culture, biography, and creativity in social movements.* Chicago; London: The University of Chicago Press.

Jenkins, J. C. (1983). Resource mobilization theory and the study of social movements. *Annual review of sociology,* 9, 527-553.

Jenkins, J. C., Jacobs, D. et Agnone, J. (2003). Political Opportunities and African-American Protest, 1948-1997. *American Journal of Sociology, 109* (2), 277-303.

Jensen, L. (1990). The great betrayal. Dans Roy, J.-H. et Weston, B. *Montréal: A Citizen's Guide to City Politics.* Montréal: Black Rose Books.

Jessop, B. (1982). *The capitalist state: Marxist theories and methods.* New York: New York University Press.

Jessop, B. (1990). *State theory: putting the Capitalist state in its place.* University Park: Pennsylvania State University Press.

Jessop, B. (1994). Post-Fordism and the State. Dans Amin, A. *Post-Fordism: A reader,* 251-279. Hamilton: Wiley-Blackwell.

Jessop, B. (1995). The Regulation Approach, Governance, and Post-Fordism: Alternative Perspectives on Economic and Political Change? *Economy and Society, 24* (3), 307-333. DOI: 10.1080/03085149500000013

Jessop, B. (1998). The Rise of Governance and the Risks of Failure: The Case of Economic Development. *International social science journal, 50* (155), 29-45.

Jessop, B. (2002). *The Future of the Capitalist State.* Cambridge: Polity Press. Récupéré de http://www.proglocode.unam.mx/sites/proglocode.unam.mx/files/TheFutureOfTheCapitalistState.pdf

Jessop, B. (2009). O Estado, o poder, o socialismo de Poulantzas como um clássico moderno. *Revista de Sociologia e Política, 17* (33), 131-144.

Jetté, C. (2008). *Les Organismes Communautaires et la Transformation de l'État-providence: Trois décennies de co-construction des politiques publiques dans le domaine de la Santé et des Services Sociaux.* Québec: Presses de l'Université du Québec.

Jimenez Montero, M. de J. et Ramirez Juarez, J. (2010). La acción colectiva y los movimientos sociales campesinos en América Latina. *Interciencia, 35* (9), 2010.

Joerin, F., Pelletier, M., Trudelle, C. et Villeneuve, P. (2005). Analyse spatiale des conflits urbains: Enjeux et contextes dans la région de Québec. *Cahiers de géographie du Québec, 49* (138), 319-342.

John, P. (2003). Is there life after policy streams, advocacy coalitions, and punctuations: using evolutionary theory to explain policy change? *Policy Studies Journal, 31* (4), 481-498.

Johnson, R. B. et Onwuegbuzie, A. J. (2004). Mixed Methods Research: A Research Paradigm Whose Time Has Come. *Educational Researcher, 33* (7), 14-26. http://dx.doi.org/10.3102/0013189X033007014

Jones, C. O. (1977). *An introduction to the study of public policy*. North Scituate: Duxbury Press.

Jouve, B. (2003). Gouvernance métropolitaine: vers un programme de recherche comparatif. *Politique et sociétés, 22* (1), 119-142.

Jouve, B. (2003b). *La gouvernance urbaine en question*. Paris: Elsevier.

Jouve, B. (2005). La démocratie en métropoles: gouvernance, participation et citoyenneté. *Revue française de science politique, 55* (2), 317-337.

Jouve, B. (2006). Défusion municipale et décentralisation à Montréal: vers une recomposition des relations entre les groupes ethnoculturels et la municipalité. *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique, 39* (1), 77-96.

Jouve, B. (2007). Urban societies and dominant political coalitions in the internationalization of cities. *Environment and Planning C: Government and Policy, 25* (3), 374-390. http://dx.doi.org/10.1068/c0639

Jouve, B. et Lefèvre, C. (1999a). De la gouvernance urbaine au gouvernement des villes? Permanence ou recomposition des cadres de l'action publique en Europe. *Revue française de science politique, 49* (6), 835-853.

Jouve, B. et Lefèvre, C. (1999b). *Villes, métropoles: les nouveaux territoires du politique*. Paris: Anthropos.

Jouve, B. et Lefevre, C. (2002). *Métropoles ingouvernables*. Montréal: Édition Elsévier.

King, A. D. (1995). *The bungalow: the production of a global culture*. Oxford: Oxford University Press. Récupéré de http://books.google.com/books/about/The_bungalow.html?id=rcA9AAAAIAAJ

Kingdon, J. W. (1984). *Agendas, alternatives, and public policies*. Boston: Little, Brown.

Kingdon, J. W. (1993). How do issues get on public policy agendas? Dans Wilson, J., *Sociology and the Public Policy Agenda,* 40-50. London: Sage.

Klein, N. (2007). *The shock doctrine: the rise of disaster capitalism*. New York: Metropolitan Books.

Köhler, B. et Wissen, M. (2003). Glocalizing protest: urban conflicts and the global social movements. *International Journal of Urban and Regional Research, 27* (4), 942-951.

Kowaluk, L. et Piché-Burton, C. (2012), *Sauvegarde et reconstruction d'un quartier de Montréal: communauté Milton-Parc, l'histoire d'hier et le fonctionnement d'aujourd'hui.* Montréal: Communauté Milton-Parc.

Kriesi, H. (2009). Les mouvements sociaux et le système politique: quelques remarques sur les limites de l'approche du processus politique. *Sociologie et sociétés, 41* (2), 21-38.

Krinsky, J. et Barker, C. (2009). Movement strategizing as developmental learning: perspectives from cultural-historical activity theory. Dans Jhonston, H., *Culture, social movements, and protest*, 209-225. San Diego: Ashgate.

Kübler, D. (2001). Understanding policy change with the advocacy coalition framework: an application to Swiss drug policy. *Journal of European Public Policy, 8* (4), 623-641.

Kübler, D. (2002). Les acteurs associatifs dans l'advocacy coalition framework: application aux politiques publiques de lutte contre la drogue en suisse. *Pyramides. Revue du Centre d'études et de recherches en administration publique*, 6, 83-102.

Kübler, D. et Tomàs, M. (2010). Jeux d'échelles et démocratie métropolitaine. *Pôle Sud*, 1, 35-45.

Künkel, J. et Mayer, M. (2012). *Neoliberal Urbanism and its Contestations: Crossing Theoretical Boundaries*. Houndmills, Basingstoke; New York: Palgrave Macmillan.

Kuyena, J.-R. D. (1996). *La dynamique de la politique du logement social à Montréal essai d'une analyse des enjeux sociaux de l'habitat*. Montréal: Université de Montréal.

Lacoursière, J. (1996). *Histoire populaire du Québec: De 1841 à 1896*. Sillery: Les éditions du Septentrion.

Lamont, È. (2002). *Squat!* (Documentaire). Longueuil: Cinéma libre. 83 min.

Lamoureux, J. (1996). *La concertation: perspectives théoriques sous l'angle du néo-corporatisme*. Montréal: Centre de recherche sur les innovations sociales. Récupéré de: https://depot.erudit.org/id/001743dd

Lane, J.-E. (2000). *The public sector: concepts, models, and approaches*. London; Thousand Oaks: Sage Publications. Récupéré de http://site.ebrary.com/id/10392733

Laperrière, H. et Latouche, C. (2002). La Grande Bibliothèque du Québec et la requalification du Quartier Latin. Une méthode, deux réalités, trois visions. Dans Sénécal, G., Malézieux J. et Manzagol C. (dir) *Grands Projets Urbains et Requalification,* 127-142. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Lasswell, H. D. (1956). *The decision process: seven categories of functional analysis*. College Park: University of Maryland.

Latendresse, A. (2002). Réorganisation municipale sur l'île de Montréal : une opportunité pour la démocratie montréalaise ? *Annales des Ponts et Chaussées*, 102, 23-31. http://dx.doi.org/10.1016/S0152-9668(02)80020-1

Latendresse, A. (2004). Réforme municipale et participation publique aux affaires urbaines montréalaises: rupture ou continuité? Dans Jouve, B. et Booth, P. *Démocraties métropolitaines*. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Latendresse, A. (2008). L'émergence des sommets citoyens de Montréal. *Nouvelles pratiques sociales, 21* (1), 104-120.

Lavoie, J. (2000). La pratique de l'action communautaire, 3e édition. Québec: Les Presses de l'Université du Québec.

Le Galès, P. (1995). Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine. *Revue française de science politique, 45* (1), 57-95.

Le Galès, P. (2002). *European cities: social conflicts and governance*. New York: Oxford University Press.

Lebreton, A. et Mougel, G. (2008). La gentrification comme articulation entre forme urbaine et globalisation: approche comparative Londres/Berlin. *Espaces et sociétés*, 1, 57-73.

Lefebvre, H. (1970). *La révolution urbaine*. Paris: Gallimard.

Lefebvre, H. (2000). *La production de l'espace*. Paris: Economica.

Lefebvre, H. (1974). *Le droit à la ville suivi de Espace et politique*. Paris: Anthropos.

Lehrer, U. et Laidley, J. (2008). Old mega-projects newly packaged? Waterfront redevelopment in Toronto. *International Journal of Urban and Regional Research, 32* (4), 786-803.

Leitner, H., Peck, J. et Sheppard, E. S. (2007). *Contesting neoliberalism: Urban frontiers.* New York: Guilford Press.

Lemelin, A. et Morin, R. (1991). L'approche locale et communautaire au développement économique des zones défavorisées: le cas de Montréal. *Cahiers de géographie du Québec, 35* (95), 285-306.

Lemieux, V. (2002). L'étude des politiques publiques: les acteurs et leur pouvoir. Québec: Presses de l'Université Laval.

Lemire, F., Juteau, D., Arcand, S. et Bilge, S. (2005). Le débat sur la réforme municipale à Montréal. La place de la variable linguistique. *Recherches sociographiques, 46* (1), 67-96.

Léonard, J.-F. et Léveillée, J. (1986). *Montréal-after Drapeau.* Montréal: Black Rose Books.

Lertzman, K., Rayner, J. et Wilson, J. (1996). Learning and change in the British Columbia forest policy sector: A consideration of Sabatier's advocacy coalition framework. *Canadian Journal of Political Science, 29* (1), 111-133.

Lessard, M. (1995). *Montréal au XXe siècle: regards de photographes.* Montréal: Éditions de l'Homme.

Létourneau, J. (2006). *Le coffre à outils du chercheur débutant: guide d'initiation au travail intellectuel.* Montréal: Boréal.

Léveillée, J. et Léonard, J.-F. (1987). The Montreal Citizens' Movement comes to power. *International Journal of Urban and Regional Research, 11* (4), 567-580.

Levine, M. (1991). *The reconquest of Montreal: Language policy and social change in a bilingual city.* Philadelphia: Temple University Press.

Lewis, P. (1991). Partenariat public-privé et revitalisation des zones commerciales. *Cahiers de géographie du Québec, 35* (95), 415-426.

Lichbach, M. I. (1995). *The rebel's dilemma.* Ann Arbor: University of Michigan Press.

Lindblom, C. E. (1959). *The science of « muddling through ».* Indianapolis: Merrill.

Linteau, P.-A. (1992). *Brève histoire de Montréal.* Montréal: Boréal.

Loewenstein, K. (1976). *Teoría de la constitución.* Barcelona: Editorial Ariel.

Logan, J. R., Whaley, R. B. et Crowder, K. (1997) The character and consequences of growth regimes: an assessment of 20 years of research. *Urban Affairs Review, 32* (5), 603-629.

Lojkine, J. (1977). *Le marxisme, l'État et la question urbaine.* Paris: Presses universitaires de France.

Low, S. (2004). *Behind the gates: Life, security, and the pursuit of happiness in fortress America.* New York, London: Routledge.

Luckmann, T. (1996). *Teoría de la acción social.* Barcelona; Buenos Aires; México: Paidós.

Lussault, M. (2009). *De la lutte des classes à la lutte des places.* Paris: B. Grasset.

MacLennan, H. (2009). *Two Solitudes.* Montréal: McGill-Queen's University Press.

Mahon, R. et Keil, R. (2009). *Leviathan Undone? Towards a Political Economy of Scale.* Seattle: University of Washington Press.

Majone, G. (2012). *Evidencia, argumentación y persuasión en la formulación de políticas.* México: Fondo de Cultura.

Majone, G. et Baillon, J.-F. (1994). Décisions publiques et délibération. *Revue française de science politique, 44* (4), 579-598.

Maltais, A. (2014). Le réaménagement des faubourgs du Vieux-Montréal. Dans Hubert, M. Lewis, P. et Reynaud, M. *Les grands projets urbains: territoires, acteurs et stratégies,* 41-69. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

Marcello, D. A. (2007). Community Benefit Agreements: New Vehicle for Investment in America's Neighborhoods. *The Urban Lawyer. 39* (3), 657-670.

March, J. G. et Olsen, J. P. (1995). *Democratic governance*. New York: Free Press.

March, J. G. et Olsen, J. P. (2005). *Elaborating the « new institutionalism »*. Oslo: Arena.

Marcuse, P. (1997). The Enclave, the Citadel, and the Ghetto What Has Changed in the Post-Fordist US City. *Urban affairs review, 33* (2), 228-264.

Martí, M. et Bonet, J. (2008). Los movimientos urbanos: de la identidad a la glocalidad. *Actas del X Coloquio de Geocrítica.*

Marx, K. (1969). *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris : Les éditions sociales.

Marx, K. (1973). Obras escogidas de Marx y Engels. Buenos Aires. Editorial Cartago.

Mathieu, L. et Péchu, C. (2009). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris: Les Presses de Sciences Po.

Mayer, M. (2007). Contesting the neoliberalization of urban governance. *Contesting neoliberalism: Urban frontiers*, 90-115.

Mayer, M. (2012). Urban social movements in an era of globalisation. Dans Hamel, P., Lustiger-Thaler, H. et Margit, M. *Urban Movements in a Globalising World,* 141-157. London, New York: Routledge.

Mayntz, R. (1979). Public bureaucracies and policy implementation. *International Social Science Journal, 31* (4), 632-645.

Mayntz, R. (1983). The Conditions of Effective Public Policy: A New Challenge for Policy Analysis. *Policy & Politics, 11* (2), 123-143. Récupéré de http://dx.doi.org/10.1332/030557383782718779

McAdam, D. (1982). *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970.* Chicago: Chicago University Press.

McAdam, D., Tarrow, S. G. et Tilly, C. (2001). *Dynamics of contention*. Cambridge; New York: Cambridge University Press.

McBride, S. (2005). *Paradigm shift: globalization and the Canadian state*. Halifax: Fernwood.

McCann, E. J. (1999). Race, Protest, and Public Space: Contextualizing Lefebvre in the US City. *Antipode, 31* (2), 163-184.

McCarthy, J. D., McPhail, C. et Smith, J. (1996). Images of protest: Dimensions of selection bias in media coverage of Washington demonstrations, 1982 and 1991. *American sociological review, 61* (3), 478-499.

McCarthy, J. D. et Mayer, N. Z. (1977). Resource mobilization and social movements: A partial theory. *American journal of sociology, 82* (6), 1212-1241.

McCarthy, J. D. et Zald, M. N. (1999). *Movimientos sociales, perspectivas comparadas: oportunidades políticas, estructuras de movilización y marcos interpretativos culturales.* Madrid: Ediciones Itsmo, AKAL.

McDonald, K. (2006). *Global movements action and culture*. Malden; Oxford: Blackwell.

McFarland, A. S. (2004). *Neopluralism: the evolution of political process theory*. Lawrence: University Press of Kansas.

McGraw, D. (1978). *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973).* Montréal: Editions Saint-Martin.

McKenzie, R. D., Park, R. E. et Burgess, E. W. (1967). *The city.* Chicago: University of Chicago Press.

Melucci, A. (1996). *Challenging codes collective action in the information age.* Cambridge: Cambridge University Press.

Mény, Y. et Thoenig, J.-C. (1989). *Politiques publiques.* Paris: Presses Universitaires de France.

Merkel, J. C., Duncan, A. et Ross, D. (2006). *Community participation in renewable projects: lessons learned from the Last Mile Electric Cooperative.* Seatle: Spark Northwest. Récupéré de : www.nwcommunityenergy.org/files/Pooling%20White%20Paper-092506.pdf

Merrien, F.-X. (1999). La nouvelle gestion publique: un concept mythique. *Lien social et Politiques*, 41, 95-103.

Merrifield, A. (2002). *Dialectical urbanism: social struggles in the capitalist city.* New York: Monthly Review Press.

Merton, R. K. (1965). *Teoría y estructura social.* México: Fondo de Cultura Económica.

Merton, R. K. et Denisoff, R. S. (1974). *The sociology of dissent.* New York: Harcourt Brace Jovanovich.

Miller, H. T. et Fox, C. J. (2007). *Postmodern public administration.* Abingon: Sharpe.

Mills, C. W. (1956). *The Power Elite.* Oxford : Oxford University Press.

Ministère des affaires municipales et de la métropole. (2000). *La réorganisation municipale, changer les façons de faire, pour mieux servir les citoyens.* Québec: Ministère des affaires municipales et de la métropole. Récupéré de http://www4.banq.qc.ca/pgq/2006/3187525.pd

Molotch, H. (1976). The City as a Growth Machine: Toward a Political Economy of Place. *American Journal of Sociology, 82* (2), 309-332.

Monedero, J. C. (2003). La trampa de la gobernanza: nuevas formas de participación política. *Revista Foro*, 48, 76-86. Récupéré de: http://www.2015ymas.org/IMG/pdf/Anuario_2003_02_E_LATRAMPA.pdf

Monedero, J. C. (2005). *El gobierno de las palabras: de la crisis de la legitimidad a la trampa de la gobernanza.* Bogotá: Universidad Pedagógica Nacional.

Monnier, E. et Conan, M. (1992). *Évaluations de l'action des pouvoirs publics.* Paris: Economica.

Montero, M. de J. J. et Juárez, J. R. (2010). La acción colectiva y los movimientos sociales campesinos en América Latina. *Interciencia, 35* (9), 704-708.

Montgomery, J. (2011). *Upwave: city dynamics and the coming capitalist revival.* Farnham, Surrey; Burlington: Ashgate.

Montpetit, É. (1986). Les réseaux néocorporatistes québécois à l'épreuve du fédéralisme canadien et de l'internationalisation. Dans Gagnon, A. *Québec: État et Société, Tome 2,* 191-208. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique. Récupéré de: http://classiques.uqac.ca/contemporains/montpetit_eric/reseaux_neocorporatistes_qc/reseaux_neocorporatistes_qc.pdf

Moreau Defarges, P. (2003). *Que sais-je? La gouvernance.* Paris: Presses Universitaires de France.

Moreau Defarges, P. (2008). *La gouvernance.* Paris: Presses universitaires de France.

Morin, R. (1987). *Réanimation urbaine et pouvoir local: les stratégies des municipalités de Montréal, Sherbrooke et Grenoble en quartiers anciens.* Québec: Presses Universitaires du Québec.

Morin, R. (1994). L'expérience montréalaise des corporations de développement économique communautaire: à la croisée des chemins. *Coopératives et développement, 26* (2), 13-39.

Morin, R., Latendresse, A. et Parazelli, M. (1994). *Les corporations de développement économique communautaire en milieu urbain: l'expérience montréalaise.* Montréal: Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal.

Morin, R. et Rochefort, M. (1998). Quartier et lien social: des pratiques individuelles à l'action collective. *Lien social et Politiques*, 39, 103-114.

Mossberger, K. et Stoker, G. (2001). The evolution of urban regime theory the challenge of conceptualization. *Urban Affairs Review, 36* (6), 810-835.

Moubayed, A. M. (2008). *Overdale Avenue: Narrative, Urban Design and utopia.* Manuscrit soumis pour publication. Récupéré de: http://cityaspalimpsest.concordia.ca/conf08_palimpsest/papers/Anna-Maria_Moubayed.pdf

Mouffe, C. (1999). *El retorno de lo político: comunidad, ciudadanía, pluralismo, democracia radical.* Barcelona; Buenos Aires; México: Paidós.

Mouffe, C. (2005). *On the political.* London; New York: Routledge.

Mouffe, C. et Laclau, S. (2007). *En torno a lo político.* Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.

Moulaert, F., Salin, E. et Werquin, T. (2001). Euralille Large-Scale Urban Development and Social Polarization. *European Urban and Regional Studies, 8* (2), 145-160.

Moulaert, F., Swyngedouw, E. et Rodríguez, A. (2001). Social Polarization in Metropolitan Areas: The Role of New Urban Policy. *European Urban and Regional Studies, 8* (2), 99-102.

Mousseau, N., Rodrigue, M. (1999). *Portrait de quartier du territoire desservi par le CLSC.* Montréal: CLSC St-Henri.

Muller, P. (1995). Les politiques publiques comme construction d'un rapport au monde. Dans Faure, A. *La construction du sens dans les politiques publiques: Débats autour de la notion de référentiel. Paris: L'Harmattan.*

Muller, P. (2000). L'analyse cognitive des politiques publiques: vers une sociologie politique de l'action publique. *Revue française de science politique, 50* (2), 189-208.

Muller, P. (2003). *Les politiques publiques.* Paris: Presses Universitaires de France.

Muller, P. (2004). L'État en action revisité. *Pôle Sud, 21* (1), 31-42.

Muller, P., Leca, J., Majone, G., Thoenig, J.-C. et Duran, P. (1996). Enjeux, controverses et tendances de l'analyse des politiques publiques. *Revue française de science politique, 46* (1), 96-133.

Muller, P., Palier, B. et Surel, Y. (2005). L'analyse politique de l'action publique. Confrontation des approches, des concepts et des méthodes. *Revue française de science politique, 55* (1), 5-6.

Muller, P. et Surel, Y. (1998). *L'analyse des politiques publiques.* Paris: Montchrestien.

Murakami, H. (2011). *1Q84.* New York: Alfred A. Knopf.

Murphy, E. et Hourani, N. B. (2013). *The housing question from high modernist to neoliberal urbanism.* Farnham: Ashgate.

Nelles, H. V. (2005). *Une Brève Histoire du Canada.* Montréal: Les Éditions Fides.

Neveu, E. (2002). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: la Découverte.
Nietzsche, F. W. (2003). *La genealogía de la moral*. Buenos Aires: Ethos.
Nioche, J.-P. (1982). De l'évaluation à l'analyse des politiques publiques. *Revue française de science politique*, 32-61.
Nioche, J.-P. (1982). Science administrative, management public et analyse des politiques publiques. *Revue Française d'Administration Publique*, 24, 9-23.
Oberschall, A. (1995). *Social movements: Ideologies, interests, and identities*. London: Transaction Publishers.
O'Donnell, G., Schmitter, P. C. et Whitehead, L. (1986). *Transitions from Authoritarian Rule: Southern Europe*. Baltimore: Jhon Hopkins University Press.
Oliveira, N. (2012). *O poder dos jogos e os jogos de poder: os interesses em campo na produçao de uma cidade para o espetàcilo esportivo*. Rio de Janeiro: UFRJ.
Oliver, P. E., Cadena-Roa, J. et Strawn, K. D. (2003). Emerging trends in the study of protest and social movements. *Research in political sociology*, 12, 213-244.
Olson, M. (1965). *The logic of collective action: Public goods and the theory of groups*. Cambridge: Harvard University Press. Récupéré de http://library.wur.nl/WebQuery/clc/406609
Olzak, S. (1989). Analysis of events in the study of collective action. *Annual Review of Sociology*, 15, 119-141.
Ong, A. (2006). *Neoliberalism as exception: mutations in citizenship and sovereignty*. Durham: Duke University Press.
Opp, K.-D. (2009). *Theories of Political Protest and Social Movements. A Multidisciplinary Introduction, Critique and Synthesis*. London: Routledge.
Organisation de Coopération et de Développement Économiques OCDE. (2001). *Des partenariats locaux pour une meilleure gouvernance*. Paris: Organisation de coopération et de développement économiques.
Orts, A. C. et Marzá, D. G. (2003). *Razón pública y éticas aplicadas: los caminos de la razón práctica en una sociedad pluralista*. Madrid: Tecnos. Récupéré de http://dialnet.unirioja.es/servlet/libro?codigo=9967
Orueta, D. F. (2007). Madrid: Urban Regeneration Projects and Social Mobilization. *Cities.*, *24* (3), 183-193.
Orueta, D. F. et Fainstein, S. S. (2008). The New Mega-Projects: Genesis and Impacts. *International Journal of Urban and Regional Research*, *32* (4), 759-767. http://dx.doi.org/10.1111/j.1468-2427.2008.00829.x
Osborne, D. et Gaebler, T. (1992). *Reinventing government: How the entrepreneurial spirit is transforming the public sector*. Reading: Addison-Wesley.
Oszlak, O. et Malvicino, G. (2001). *Nuevos Modelos Institucionales para la Gestión Pública: Experiencias comparadas y aplicaciones potenciales al caso argentino*. Buenos Aires: Jefatura de Gabinete de Ministros/Programa de Modernización del Estado.
Ostrom, E. (1976). *The Delivery of urban services: Outcomes of change*. Beverly Hills, California: Sage.
Ostrom, E. (1990). *Governing the commons, the evolution of institutions for collective action*: Cambridge: Cambridge University Press.
Ostrom, E. (2000). Collective action and the evolution of social norms. *The Journal of Economic Perspectives*, *14* (3), 137-158.

Ostrom, E., Burger, J., Field, C. B., Norgaard, R. B. et Policansky, D. (1999). Revisiting the Commons: Local Lessons, Global Challenges. *Science, 284* (5412), 278-282.

Pal, L. A. (2012). *Public sector organizations: the OECD and global public management reform.* New York: Palgrave Macmillan.

Paradis, R. et Houle, D. (2002). La requalification des faubourgs de l'arrondissement historique de Montréal. Dans Sénécal, G., Malézieux J. et Manzagol C. (dir) *Grands Projets Urbains et Requalification*, 87-98. Sainte-Foy et Paris: Presses de l'Université du Québec et Publications de la Sorbonne.

Parazelli, M. (2002c). *La rue attractive: parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue.* Québec: Presses de l'Université du Québec.

Parazelli, M., Nengeh, M., Colombo, A. et Legault, E. (2007). *Les modes de médiation sociale et les pratiques de squattage. Le cas de Montréal.* Synthèse du rapport de recherche. Montréal: RAPSIM. Récupérée de http://www.rapsim.org/docs/Synth%C3%A8se%20de%20recherche.PDF

Parazelli, M., Mensah, M. N. et Colombo, A. (2010). Exercer le droit au logement. Le cas d'un épisode de squattage à Montréal en 2001. *Lien social et Politiques*, 63, 155-168. http://dx.doi.org/10.7202/044157ar

Parsons, T. (1968). *The Structure of Social Action.* New York: Free Press Collier-Macmillan.

Parsons, T. (1976). *El Sistema social.* Madrid: Revista de Occidente.

Pasquino, G. (1997). Gobernabilidad y calidad de la democracia. Dans Giner, S. *Buen gobierno y política social,* 35-47. Barcelona: Ariel Ciencia Política.

Peck, J. et Tickell, A. (2002). Neoliberalizing Space. *Antipode, 34* (3), 380-404.

Pelletier, M., Trudelle C et Koci, S. (2010). *Modèle relationnel de données sur les conflits urbains de la RMR de Montréal.* Base de données. Montréal: UQAM.

Pereira, L. C. B. (2004). *Política y gestión pública.* Caracas; Buenos Aires: CLAD; FCE.

Picard, L. et De Cotret, R. (1986). *Rapport du Comité consultatif au Comité ministériel sur le développement de la région de Montréal.* Ottawa: Ministre des Approvisionnements et services Canada.

Pichette, C. (1993). *Le Groupe de travail sur Montréal et sa région : faits saillants.* Montréal. Sûreté du Québec.

Pickvance, C. G. (1975a). On the Study of Urban Social Movements. *The Sociological Review*, 23, 29-49.

Pickvance, C. G. (1975b). Toward a Reconstruction of Urban Sociology: La question urbaine by Manuel Castells. *American Journal of Sociology, 80* (4), 1003-1008.

Pickvance, C. G. (1985). The rise and fall of urban movements and the role of comparative analysis. *Environment and Planning D: Society and Space, 3* (1), 31-53.

Pickvance, C. G. (1989). Social movements in the city or urban movements, Dans Brown, K., Hourcade, B., Jolé, M., Liauzu, C., Sluglett, P. et Zubaida, S. (eds.), *État, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient, Urban crises and social movements in the Middle East, 72-76.* Paris: L'Harmattan.

Pickvance, C. G. (2003). From urban social movements to urban movements: a review and introduction to a symposium on urban movements. *International Journal of Urban and Regional Research, 27* (1), 102-109.

Pierre, J. (1999). Models of Urban Governance: The Institutional Dimension of Urban Politics. *Urban affairs review, 34* (3), 372-396.

Pinson, G. (2006). Projets de ville et gouvernance urbaine. *Revue française de science politique, 56* (4), 619-651.

Pinson, G. (2009). *Gouverner la ville par projet: urbanisme et gouvernance des villes européennes*. Paris: Presses de Sciences Po.

Pitol, D. (2011). De cómo Diego Rivera volvió a inventar el mundo. *Crónicas*, 13, 186-194. Récupéré de http://www.revistas.unam.mx/index.php/cronicas/issue/view/1394/showToc

Poitras, L. (2002). La Cité du Multimédia à Montréal: fabriquer l'image d'un nouveau quartier. Dans Sénécal, G., Malézieux J. et Manzagol C. (dir) *Grands Projets Urbains et Requalification,* 143-154. Sainte-Foy et Paris: Presses de l'Université du Québec et Publications de la Sorbonne.

Portes, A. et Roberts, B. R. (2005). The Free-market City: Latin American Urbanization in the years of the Neoliberal Experiment. *Studies in Comparative International Development, 40* (1), 43-82.

Poulantzas, N. A. (1967). *Marx et le droit moderne*. Paris: Sirey.

Poulantzas, N. (1968). *Pouvoir politique et classes sociales de l'État capitaliste*. Paris: François Maspero.

Poulantzas, N. (1975). *La crise des dictatures Portugal, Grèce, Espagne*. Paris: François Maspero.

Poulantzas, N. A. (1978). *L'état, le pouvoir, le socialisme*. Paris: Presses Universitaires de France.

Poulantzas, N. (1985). *Poder político y clases sociales en el Estado capitalista*. Buenos Aires: Siglo veintiuno.

Poulantzas, N. A. (2005). *Fascismo y dictadura: la tercera internacional frente al fascismo*. México, D. F.: Siglo Veintiuno.

Pranab, K. et Isha, R. (2008). *The contested commons: conversations between economists and anthropologists*. Malden: Blackwell.

Prémont, M. (2010). Contrats publics et pouvoirs privés. Dans Fahmy, M. (dir), *L'état du Québec 2010,* 68-73. Montréal: Institut du nouveau monde.

Préteceille, E. (2003). Lieu de résidence et ségrégation sociale. C*ahiers Français*, 314, 64-70.

Prochazka, A. (2009). Le projet urbain vu comme un catalyseur identitaire: analyse de contributions récentes à la montréalité (1992-2003). (Thèse). Montréal: UQAM. Récupéré de http://www.archipel.uqam.ca/2087

Purcell, M. (2003). Citizenship and the right to the global city: reimagining the capitalist world order. *International journal of urban and regional research, 27* (3), 564-590.

Pyun, J.-B. (2007). *Equality and Urbanism: An Inquiry on Egalitarian Ethics in Planning with a Particular Reference to the Public Consultation Policy and the Overdale Approach to Equal Land-Use Opportunities of the Montreal Citizen Movement*. (Thèse). Montréal: Concordia University.

Radaelli, C. M. (1995). The role of knowledge in the policy process. *Journal of European public policy, 2* (2), 159-183.

Radio-Canada.ca, Z. (2014, 5 septembre). *CUSM : le plus grand scandale de corruption de l'histoire expliqué*. Montréal: ICI Radio-Canada Première. Récupéré le 5 septembre 2014 de http://www.radio-canada.ca/emissions/c_est_pas_trop_tot/2013-2014/chronique.asp?idChronique=338978

Ragin, C. C. (1987). *The comparative method: Moving beyond qualitative and quantitative strategies*. Berkeley: University of California Press.

Ragin, C. C. (2008). *Redesigning social inquiry: Fuzzy sets and beyond.* Chicago. University of Chicago Press: Wiley. Récupéré de http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/j.1662-6370.2009.tb00140.x/abstract

Rancière, J. (2004). *Aux bords du politique.* Paris: Gallimard.

Régnier, M. (1961). *Montréal, Paris d'Amérique.* Montréal: Éditions du Jour.

Régnier, M. (1972a). *L'automobile.* (Documentaire). Montréal: Office national du film du Canada. 26 min.

Régnier, M. (1972b). *Le labyrinthe.* (Documentaire). Montréal: Office national du film du Canada. 26 min.

Régnier, M. (1974a). *Centre-ville et piétons.* (Documentaire). Montréal: Office national du film du Canada. 56 min.

Régnier, M. (1974b). *Montréal-The Neighborhood Revived.* (Documentaire). Montréal: Office national du film du Canada. 56 min.

Renau, L. del R. et Trudelle, C. (2012). Le Conte de deux cités: Analyse comparative des conflits urbains de Montréal et Valence, 1995-2010. *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien, 56* (1), 58-79.

Régroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO). (2006). *Construire un espace équitable ou comment gérer la revitalisation.* Montréal : RESO. Récupéré de http://www.habitation.gouv.qc.ca/fileadmin/internet/publications/0000021147.pdf

Rhodes, R. A. W. (1996). The New Governance: governing without Government. *Political Studies, 44* (4), 40-53.

Riel-Salvatore, G. (2006). *Gouvernance locale et démocratie participative: le projet de réaménagement Benny Farm à Montréal.* (Mémoire). Montréal: Université du Québec à Montréal.

Rivera, D. (1931). *Frozen Assets.* New York: MOMA.

Rivera, D., Morosini, D. et De Bonnafos, É. (1966). *Diego Rivera.* México: Fondo Editorial de la Plástica Mexicana. Récupéré de http://www.mashpedia.es/Diego_Rivera

Robert, L. et Racicot, P. (1972). *La politique de rénovation urbaine: le cas québécois.* Québec: Conseil des œuvres et du bien-être de Québec.

Rodríguez, I. P. (2011). ¿Necesitamos bases filosóficas y epistemológicas para la investigación con Métodos combinados? *Empiria*, 22, 91-111.

Roe, E. (1994). *Narrative policy analysis: Theory and practice.* Durham: Duke University Press.

Rose, D. D. (1973). National and Local Forces in State Politics: The implications of multi-level Policy Analysis. *American Political Science Review, 67* (4), 1162-1173.

Ross, D. (2009). The use of partnering as a conflict prevention method in large-scale urban projects in Canada. *International Journal of Managing Projects in Business, 2* (3), 401-418. Récupéré de http://dx.doi.org/10.1108/17538370910971054

Roth, A.-N. (2002). *Políticas públicas: formulación, implementación y evaluación.* Bogotá: Ediciones Aurora.

Roth, A.-N. (2006). *Discurso sin compromiso: la política pública de derechos humanos en Colombia: antecedentes históricos de los derechos humanos: qué es una política pública: actitud del estado colombiano.* Bogotá: Ediciones Aurora.

Roth, A. N. (2007a). Análisis de las políticas públicas: De la pertinencia de una perspectiva basada en el anarquismo epistemológico. *Ciencia política*, 3, 39-64.

Roth, A.-N. (2007b). Enfoques y teorías para el análisis de las políticas públicas, cambio de la acción pública y transformaciones del Estado. Dans Cuervo Restrepo, J.I. *Ensayos sobre políticas públicas.* Bogotá: Universidad Externado de Colombia, 29-63.

Roth, A. N. (2008). Perspectivas teóricas para el análisis de las políticas públicas: ¿de la razón científica al arte retórico? *Estudios Políticos*, 33, 67-91.

Roth, A. N. (2009a). La evaluación de políticas públicas en Colombia: una mirada crítica a partir de las prácticas evaluativas oficiales de los programas de la « Red de Apoyo Social ». *Revista del CLAD*, 45, 161-186.

Roth, A. N. (2009b). *Los abordajes teóricos del análisis de políticas públicas: ¿dónde está América Latina?* Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

Roth, A.-N. (2010). *Enfoques para el análisis de políticas públicas.* Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

Roth, A.-N., Martínez Porras, S (2013). *El análisis y la evaluación de las políticas públicas en la era de la participación: reflexiones teóricas y estudios de casos.* Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

Roth, W. D. et Mehta, J. D. (2002). The Rashomon Effect Combining Positivist and Interpretivist Approaches in the Analysis of Contested Events. *Sociological Methods & Research, 31* (2), 131-173. Récupéré de http://dx.doi.org/10.1177/0049124102031002002

Roth, A. N. et Wabgou, M. (2009). *Las políticas públicas de las diversidades: identidades y emancipacion.* Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

Rouillard, C. (2005). Les partenariats public-privé et la reconfiguration de l'État québécois: des prétentions d'efficience à la sacralisation. Dans Bélanger, E., Imbeau, L.M. et Pétry, F. *Parti Libéral, enquête sur les réalisations du gouvernement Charest.* 175-177. Québec: Presses de l'Université Laval.

Rouillard, C. et Hudon, P. A. (2007). Le partenariat public-privé: un instrument d'action publique au cœur de la reconfiguration de l'État québécois. *Économie et solidarités, 38* (2), 7-26.

Rozenblum de Horowitz, S. (1997). *Mediación: Una respuesta interdisciplinaria.* Buenos Aires: *Eudeba.*

Roy, A. et Ong, A. (dir.). (2011). *Worlding Cities: Asian Experiments and the Art of Being Global.* Oxford: Wiley-Blackwell.

Roy, J.-H. et Weston, B. (1990). *Montréal: A Citizen's Guide to City Politics.* Montréal: Black Rose Books.

Rucht, D. et Neidhardt, F. (1998). Methodological issues in collecting protest event data: Units of analysis, sources and sampling, coding problems. Dans Rucht, D., Koopmans, R. et Neidhardt, F. *Acts of Dissent: New Developments in the Study of Protest*, 65-89. Berlin: Sigma.

Sabatier, P. A. (1986). Top-down and bottom-up approaches to implementation research: a critical analysis and suggested synthesis. *Journal of public policy, 6* (1), 21-48.

Sabatier, P. A. (1998). The Advocacy Coalition Framework: Revisions and Relevance for Europe. *Journal of European public policy, 5* (1), 98-130.

Sabatier, P.A. (1999). *Theories of the policy process.* Boulder: Westview Press.

Sabatier, P. A. et Jenkins-Smith, H. C. (1993). *Policy change and learning: An advocacy coalition approach.* Boulder: Westview Press.

Sabatier, P. A. et Schlager, E. (2000). Les approches cognitives des politiques publiques: perspectives américaines. *Revue française de science politique, 50* (2), 209-234.

Sabatier, P. A.et Mazmanian, D. (1978). The conditions of effective implementation: A guide to accomplishing policy objectives. *Policy analysis*, *5* (4), 481-504.

Sabatier, P. A. et Mazmanian, D. (1979). *The implementation of regulatory policy: A framework of analysis*. Davis: Institute of Governmental Affairs, University of California.

Saillant, F. (1998). *FRAPRU 1978-1998 toujours au front! 20 ans d'histoire et de luttes*. Montréal: Front d'action populaire en réaménagement urbain.

Saint-Laurent, D. (2002). Le réaménagement de la zone du canal Lachine à Montréal. Un grand projet sous tension. Dans Sénécal, G., Malézieux J. et Manzagol C. (dir) *Grands Projets Urbains et Requalification,* 187-197. Sainte-Foy et Paris: Presses de l'Université du Québec et Publications de la Sorbonne.

Saint-Pierre, D. (2003). *La politique culturelle du Québec de 1992: continuité ou changement? : les acteurs, les coalitions, et les enjeux*. Saint-Nicolas, Québec: Presses de l'Université Laval.

Saint-Pierre, D. (2004). La Politique culturelle du Québec de 1992 et l'Advocacy Coalition Framework (ACF): Une étude de cas dans le domaine de la culture. *Canadian journal of political sciences*, *37* (3), 561-580.

Salet, W. G. M. et Gualini, E. (2007). *Framing strategic urban projects: learning from current experiences in European urban regions*. London; New York: Routledge.

Sancton, A. (1985). *Governing the Island of Montreal: language differences and metropolitan politics*. Berkeley, California: University of California Press.

Sancton, A. (1988). Montreal's Metropolitan Government: La Communauté Urbaine. *Quebec Studies*, 6, 12-25.

Sancton, A. (2003). *Why Municipal Amalgamations?* Halifax, Toronto, Montreal. Kingston: Institute of Intergovernmental Relations Queen's University.

Santos, B. de S. (2002). *Toward a New Legal Common Sense: Law, Globalization, and Emancipation*. Cambridge: Cambridge University Press.

Santos, B. de S. (2003). *Crítica de la razón indolente. Contra el desperdicio de la experiencia. Volumen I. Para un nuevo sentido común: la ciencia, el derecho y la política en la transición paradigmática*. Bilbao: Desclée de Brower.

Santos, B. de S. (2005). *Foro social mundial: manual de uso*. Barcelona: Icaria.

Santos, B. de S. (2006a). *Para um novo senso comum: a ciência, o direito ea política na transição paradigmática*. Sao Paulo: Cortez Editora.

Santos, B. de S. (2006b). A gramática do tempo. *Para uma nova cultura política*. São Paulo: Cortez.

Santos, B. de S. (2006c). *Reinventar la democracia, reinventar el Estado*. Buenos Aires: Libronauta Argentina.

Santos, B. de S. et Bernal, C. (1998). *De la mano de Alicia: lo social y lo político en la postmodernidad*. Bogotá, D.C: Siglo del Hombre Editores.

Santos, B. de S. et Rodríguez, C. (1998). *La globalización del derecho: los nuevos caminos de la regulación y la emancipación*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

Santos, B. de S. et Rodríguez-Garavito, C. A. (2005). *Law and Globalization from Below: Towards a Cosmopolitan Legality*. Cambridge: Cambridge University Press.

Santos, M. (2004). *Por otra globalización: del pensamiento único a la conciencia universal*. Caracas: Convenio Andrés Bello.

Sassen, S. (1988). *The mobility of labor and capital: a study in international investment and labor flow*. Cambridge; New York: Cambridge University Press.

Sassen, S. (1991). *The global city: New York, London, Tokyo*. Princeton: Princeton University Press.

Sassen, S. (1996). *Losing control? Sovereignty in an age of globalization*. New York: Columbia University Press.

Sassen, S. (1998). *Globalization and its discontents: essays on the new mobility of people and money*. New York: New Press.

Sassen, S. (2000). *Cities in a world economy*. Thousand Oaks: Pine Forge Press.

Sassen, S. (2002). *Global networks, linked cities*. New York: Routledge.

Sassen, S. (2003). *Los espectros de la globalización*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.

Sassen, S. (2006). *Territory, authority, rights: from medieval to global assemblages*. Princeton: Princeton University Press.

Sassen, S. (2009). *La globalisation: une sociologie*. Paris: Gallimard.

Sassen, S. et Israël, F. (2009). *Critique de l'État: territoire, autorité et droits, de l'époque médiévale à nos jours*. Paris: Demopolis.

Savoie-Zajc, L. (2004). La recherche qualitative/interprétative. Dans T. Karsenti et L. Savoie-Zajc, *La recherche en éducation: ses étapes, ses approches,* 123-150. Sherbrooke: Éditions du CRP.

Seidman, S. (1996). *Queer Theory Sociology*. Cambridge: Wiley-Blackwell.

Schlager, E. (1995). Policy making and collective action: Defining coalitions within the advocacy coalition framework. *Policy sciences, 28* (3), 243-270.

Schmitter, P. C. (1974). Still the Century of Corporatism? *The Review of Politics, 36* (1), 85-131.

Secor-Taktik. (2006). *Montreal, Health Technopole or how to benefit from the new dynamic created by investment in CHUs*. Montreal: Montréal In Vivo.

Séguin, A.-M., Divay, G. (2004). La lutte territorialisée contre la pauvreté: examen critique du modele de revitalisation urbaine integrée. *Revue internationale d'action communautaire. International review of community development*. 52, 67-80.

Sénécal, G., Cloutier, G., Methe, M. et Dubet, A. (2010). *Les grands projets résidentiels au défi de la concertation de quartier: Le cas des Tables de quartier à Montréal*. Montréal: Lavoisier. Récupéré de http://cat.inist.fr/?aModele=afficheN&cpsidt=23249436

Sénécal, G. et Gildas, M. (2002). Le réaménagement de la zone du canal Lachine à Montréal. Un grand projet sous tension. Dans Sénécal, G., Malézieux J. et Manzagol C. (dir) *Grands Projets Urbains et Requalification,* 157-169. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Sénécal, G., Leduc-Primeau, L. et Joly-Petit, O. (2016). Le programme de Revitalisation Urbaine Intégrée de Montréal: une approche contextualisée. Dans Sénécal, G. (dir) *Revitalisation urbaine et concertation de quartier,* 73-102. Québec: Presses de l'Université Laval.

Sénécal, G., Malezieux, J. et Manzagol, C. (2002). *Grands Projets Urbains et Requalification*. Sainte-Foy et Paris: Presses de l'Université du Québec et Publications de la Sorbonne.

Sénécal, G. et Michel, G. (2002). Le réaménagement du canal Lachine à Montréal, un grand projet sous tension. Dans Sénécal, G., Malézieux J. et Manzagol C. (dir): *Grands projets*

urbains et requalification, 157-168. Sainte-Foy et Paris: Presses de l'Université du Québec et Publications de la Sorbonne.

Service de l'habitation et du développement urbain de Montréal et Bureau du plan d'urbanisme. (1992). *Les orientations et les stratégies du plan d'urbanisme de Montréal: projet.* Montréal: Ville de Montréal.

Sévigny, M. (2001). Trente ans de politique municipale: plaidoyer pour une citoyenneté active. Montréal: Écosociété.

Shils, E. et Finch, H. A. (2011). *Methodology of Social Sciences: Max Weber.* Piscataway: Transaction Publishers.

Siemiatycki, M. (2006). Implications of Private-Public Partnerships on the Development of Urban Public Transit Infrastructure the Case of Vancouver, Canada. *Journal of Planning Education and Research, 26* (2), 137-151.

Silberling, L. S. (2003). Déplacement et quilombos à Alcântara (Brésil): modernité, identité et territoire. *Revue internationale des sciences sociales*, 1, 157-169.

Silvestro, M. et Fontan, J.-M. (2005). Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui! *Possibles, 29* (2), 100-117. Récupéré de http://www.crac-kebec.org/files/AutogestionFontanSilvestro2005.pdf

Simard, L. (2008). Conducting Projects in Uncertain Times: The Case of Electric Power Lines. *Public Works Management & Policy, 12* (4), 578-589.

Simon, H. A. (1976). *Administrative behavior: a study of decision-making processes in administrative organization.* New York: Free Press.

Simon, H. A. (1983). Administration et processus de décision. Paris: *Economica.*

Smelser, N. J. (1989). *Teoría del comportamiento colectivo.* México: Fondo de Cultura Económica.

Smith, M. P. (1979). *The city and social theory.* New York: St. Martin's Press.

Smith, M.P. (1984). *Cities in Transformation.* Beverly Hills: Sage.

Smith, M. P. (1988). *City, state, and market: the political economy of urban society.* New York: Blackwell.

Smith, M. P. (1991). *Breaking Chains: Social Movements and Collective Action.* Piscataway: Transaction Publishers.

Smith, M. P. (2001). *Transnational urbanism: locating globalization.* Malden: Blackwell Publishers.

Smith, M. P. et Feagin, J. R. (1987). *The Capitalist city: global restructuring and community politics.* Oxford; New York: Blackwell.

Smith, M. P. et Feagin, J. R. (1995). *The bubbling cauldron: race, ethnicity, and the urban crisis.* Minneapolis: University of Minnesota Press.

Smith, N. (2002). New globalism, new urbanism: gentrification as global urban strategy. *Antipode, 34* (3), 427-450.

Snow, D. A., Rochford, E. B., Worden, S. K. et Benford, R. D. (1986). Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation. *American Sociological Review, 51* (4), 464-481.

Société du havre de Montréal et Côté, J. (2004). *Le havre de Montréal, vision 2025: la ville et son fleuve: une proposition pour l'avenir.* Montréal: Société du havre de Montréal.

Soja, E. W. (2000). *Postmetropolis: critical studies of cities and regions.* Oxford : Blackwell.

Solidarité Saint-Henri. (2004). *Historique de Solidarité Saint-Henri... Table de concertation communautaire autonome locale de 1987 à aujourd'hui.* Montréal: Solidarité Saint-Henri. Récupéré de http://www.solidarite-sh.org/files/Historique%20de%20SSH.pdf

Solidarité Saint-Henri. (2008). *Synthèse de l'historique de Solidarité Saint-Henri, de 1987 à 2009.* Montréal: Solidarité Saint-Henri. Récupéré de http://www.solidarite-sh.org/files/file/SSHsynthHISTmai.pdf

Solidarité Saint-Henri. (2010). *Portrait du quartier Saint-Henri.* Montréal: Solidarité Saint-Henri. Récupéré de http://www.solidarite-sh.org/files/file/Portrait%20de%20quartier%20St-Henri.pdf

St-Amour, J.-P. (2006). *Le droit municipal de l'urbanisme discrétionnaire au Québec.* Montréal: Éditions Y. Blais.

Steinberg, M. W. (1999). The Talk and Back Talk of Collective Action: A Dialogic Analysis of Repertoires of Discourse among Nineteenth-Century English Cotton Spinners. *American Journal of Sociology, 105* (3), 736-780.

Stiglitz, J. E. (2002). *La grande désillusion.* Paris: Fayard.

Stiglitz, J. E. (2003). *Globalization and its discontents.* New York: W.W. Norton.

Stoker, G. (1995). Regime theory and urban politics. Dans Judge, D., Stoker, G. et Holman H., *Theories of urban politics*, 54-72. Thousand Oaks: Sage.

Stoker, G. (1998). Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance. *Revue internationale des sciences sociales, 155*, 19-30.

Stoker, G. (1998). Theory and Urban Politics. *International Political Science Review/Revue internationale de science politique, 19* (2), 119-129.

Stoker, G. (2000). Urban political science and the challenge of urban governance. Dans Pierre, J. (ed), *Debating Governance: Authority, Steering, and Democracy,* 91-109. Oxford: Oxford University Press.

Stoker, G. et Mossberger, K. (1994). Urban Regime Theory in Comparative Perspective. *Environment and Planning C*, 12, 195-195.

Stone, C. N. (1989). *Regime Politics: Governing Atlanta 1946-1988.* Laurence: University Press of Kansas.

Stone, C. N. (1993). Urban regimes and the capacity to govern: A political economy approach. *Journal of Urban affaires, 15* (1), 1-28.

St-Pierre, M. (2009). *Les Universités et la gestion des configurations organisationnelles fonctionnant en PPP: l'apport des théories politiques et des groupes d'intérêt dans le cadre de la gouvernance de l'éducation au Québec.* (Communication). Paris: Université Paris 8. Récupéré de http://www2.univ-paris8.fr/colloque-mai/Communications/St-Pierre_Le_politique_et_les_universit%E9s__au_sein_des_PP.pdf

Swyngedouw, E. (1996). Reconstructing Citizenship, the Re-scaling of the State and the New Authoritarianism: Closing the Belgian Mines. *Urban Studies, 33* (8), 1499-1521.

Swyngedouw, E. (1997). Neither global nor local: 'glocalization' and the politics of scale. Dans Cox, K.R. (ed), *Spaces of globalization: Reasserting the power of the local*, 137-166. New York: Guilford.

Swyngedouw, E. (2000). Authoritarian governance, power, and the politics of rescaling. *Environment and Planning D, 18* (1), 63-76.

Swyngedouw, E. (2004a). Globalisation or 'glocalisation'? Networks, territories and rescaling. *Cambridge review of international affairs, 17* (1), 25-48.

Swyngedouw, E. (2004b). Scaled geographies: Nature, place, and the politics of scale. Dans Sheppard, E. et McMaster, R. B. *Scale and geographic inquiry: Nature, society, and method*, 129-153. Maden: Blackwell.

Swyngedouw, E. (2004c). *Social power and the urbanization of water: flows of power.* Oxford: Oxford University Press.

Swyngedouw, E. (2005a). Governance innovation and the citizen: the Janus face of governance-beyond-the-state. *Urban studies, 42* (11), 1991-2006.

Swyngedouw, E. (2005b). Dispossessing H2O: the contested terrain of water privatization. *Capitalism, Nature, Socialism, 16* (1). 81-98.

Swyngedouw, E. (2009). The Antinomies of the Postpolitical City: In Search of a Democratic Politics of Environmental Production. *IJUR International Journal of Urban and Regional Research, 33* (3), 601-620.

Swyngedouw, E. (2010). *Place, nature and the question of scale interrogating the production of nature.* Berlin: Berlin-Brandenburgische Akademie der Wissenschaften.

Swyngedouw, E. (2011). *Designing the post-political city and the insurgent polis.* London: Bedford.

Swyngedouw, E. et Heynen, N. C. (2003). Urban political ecology, justice and the politics of scale. *Antipode, 35* (5), 898-918.

Swyngedouw, E. et Kaika, M. (2003). The making of « glocal » urban modernities. *City, 7* (1), 5-21.

Swyngedouw, E. et Kaika, M. (2005). Dans *The Nature of Cities: Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism.* Hoboken: Taylor & Francis.

Swyngedouw, E. et Kesteloot, C. (1989). Le passage sociospatial du fordisme à la flexibilité: une interprétation des aspects spatiaux de la crise et de son issue. *Espaces et sociétés: revue critique internationale de l'aménagement, de l'architecture et de l'urbanisation.*

Swyngedouw, E., Moulaert, F. et Rodriguez, A. (2002). Neoliberal urbanization in Europe: large–scale urban development projects and the new urban policy. *Antipode, 34* (3), 542-577.

Swyngedouw, E. (2004). *Social power and the urbanization of water: flows of power.* Oxford: Oxford University Press.

Tanguay, A. (1984). Concerted Action in Quebec, 1976-1983: Dialogue of the Deaf. Dans Gagnon, A. (dir). *Quebec: State and Society,* 365-385. Agincourt: Methuen Publications.

Tarrow, S. G. (1994). *Power in Movement, Social Movements, Collective Action and politics.* Cambridge: Cambridge University Press.

Tarrow, S. (1995). Bridging the quantitative-qualitative divide in political science. *American Political Science Review, 89* (2), 471-474.

Tarrow, S. G. (1998). *Power in movement social movements and contentious politics.* Cambridge; New York: Cambridge University Press.

Tarrow, S. G., Robert Schuman Centre et European Forum (2000). *Transnational contention.* San Domenico di Fiesole, Italy: European University Institute, Robert Schuman Centre.

Tarrow, S., Tilly, C. et McAdam, D. (2001). *Dynamics of contention.* Cambridge: Cambridge University Press.

Teisserenc, P. (2006). *La mobilisation des acteurs dans l'action publique locale: au Brésil, en France et en Tunisie.* Paris: Éditions L'Harmattan.

Tenzer, N. (1990). *La Société dépolitisée: Essai sur les fondements de la politique.* Paris: Presses Universitaire de France.

Theodore, N., Peck, J. et Brenner, N. (2009). Urbanismo neoliberal: la ciudad y el imperio de los mercados. *Temas Sociales*, 66, 1-11.

Theodore, N., Peck, J. et Brenner, N. (2011). Neoliberal urbanism: cities and the rule of markets. Dans, Bridge, G. et Watson, S. *The new Blackwell companion to the city*, 15-25. Malden: Blackwell.

Thibert, J. (2010). Aménagement et gestion de projet à l'heure de la convergence. *Urbanité*, 10, 14-15.

Thierry Oblet. (2005). *Gouverner la ville: les voies urbaines de la démocratie moderne*. Paris: Presses universitaires de France.

Thomas, T. L. (1997). *A City with a Difference: The Rise and Fall of the Montreal Citizen's Movement*. Montréal: Véhicule Press.

Thomas Kirszbaum. (2008). *Rénovation urbaine: les leçons américaines*. Paris: Presses universitaires de France.

Tilly, C. (1978a). *From mobilization to revolution*. New York: Mcgraw-Hill.

Tilly, C. (1986). *La France conteste: de 1600 à nos jours*. Paris: Fayard.

Tilly, C (1995). Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834. Dans Traugott M. (dir) *Repertoires and Cycles of Collective Action,* 217-294. Durham: Duke University Press.

Tilly, C. (2008). *Contentious performances*. Cambridge; New York: Cambridge University Press.

Tilly, C. (2010). *Regimes and Repertoires*. Chicago: University of Chicago Press.

Tinoco, A. (2008). Movimientos Sociales, Movimientos Políticos y Partidos Políticos. *Synergies, 4* (1). 243-259.

Tonkiss, F. (2005). *Space, the city and social theory: Social relations and urban forms*. Oxford: Polity.

Touraine, A. (2005). *Un nouveau paradigme: pour comprendre le monde d'aujourd'hui*. Paris: Fayard.

Touraine, A. (2007). *Penser autrement*. Paris: Fayard.

Tremblay, M. (1998). *Les politiques publiques canadiennes*. Québec: Presses de l'Université Laval.

Tremblay, G., Martel, H.-P., Goulet, S., Roy, B., Deschênes, P., Demers, C., Léger, C., Pintal, L., Roy, D. R., Porter, A., Brunelle, C.-M., Bumbaru, D., Cardinal, A., Ribaux, S., Pratte, A. (2008). *Montréal: de la vision à l'action: faites avancer les grands projets*. Montréal: Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Trépanier, M.-O. (2011). *Les zones franches d'approbation référendaire dans l'avant-projet de loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme,* présentation lors de la table ronde du 21 avril 2011, Montréal, INRS-UCS.

Trudelle, C. (2003). Au-delà des mouvements sociaux: une typologie relationnelle des conflits urbains. *Cahiers de géographie du Québec, 47* (131), 223-242.

Trudelle, C. (2005). *Visibilité de la participation des femmes aux conflits urbains à Québec entre 1965 et 2000*. (Thèse). Québec: Université Laval.

Trudelle, C., Villeneuve, P. et Thériault, M. (2006). Trois décennies de conflits urbains dans la région de Québec: visibilité de la participation des femmes entre 1965 et 2000. *Recherches sociographiques, 47* (1), 9-39.

Trudelle, C., Klein, J.L., Fontan, J.M. et Tremblay, D.G. (2011). *Conflits urbains et cohésion socioterritoriale: concertation et compromis dans le quartier Saint-Michel à Montréal*. Montréal: Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).

Twigge-Molecey, A. (2009). *Is gentrification taking place in the neighbourhoods surrounding the MUHC?* Montréal: CURA-Megaprojects working for communities. Récupéré de https://francais.mcgill.ca/files/urbanplanning/RR09-02E-twigge.pdf

Tynes, T. (2011). *Manual Labor: Diego Rivera Paints New York City.* (entrée de blogue). Dans le site Web: Waking off the Big Apple. Récupéré de http://www.walkingoffthebigapple.com/2011/11/manual-labor-diego-rivera-paints-new.html

Uprimny, R. (2001). *Orden democrático y manejo de conflictos.* Bogotá: Corporación Viva la Ciudadanía-Universidad Pedagógica Nacional.

Vainer, C. (2013). Cidade de excecão: reflexões a partir do Rio de Janeiro. *Anais: Encontros Nacionais da ANPUR.* Récupéré de http://www.anpur.org.br/revista/rbeur/index.php/anais/article/download/2874/2811

Vainer, C. B. (2013). Pátria, empresa e mercadoria. Notas sobre a estratégia discursiva do Planejamento Estratégico Urbano. *Anais: Encontros Nacionais da ANPUR, 8.* Récupéré de http://www.anpur.org.br/revista/rbeur/index.php/anais/article/download/1866/1833

Vallespín, F. (2003). *El futuro de la política.* Madrid: Taurus.

Ventura, M. F. S. (2007). Movimientos sociales y partidos políticos en América Latina: una relación cambiante y compleja. *Política y cultura*, 27, 31-53.

Viel, L., Lizarralde, G., Maherzi, F. A. et Thomas-Maret, I. (2012). L'influence des parties prenantes dans les grands projets urbains. *Cybergeo : European Journal of Geography*, 604, mis en ligne le 26 avril 2012. URL : http://cybergeo.revues.org/25310.

Ville de Montréal (2005). *Imaginer–Réaliser Montréal 2025. Un monde de créativité et de possibilité.* Montréal: Montréal, Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Direction de la planification stratégique.

Ville de Montréal (2010). *Stratégie de développement économique de la Ville de Montréal.* Montréal: Ville de Montréal.

Villeneuve, P., Frohn, W. et Trudelle, C. (2002). Femmes, pouvoir local et politiques municipales à Québec. *Espace, populations, sociétés, 20* (3), 361-372.

Villeneuve, P., Trudelle, C., Pelletier, M. et Racine, J.-B. (2007). Conflits urbains et humanisation des villes. Dans Cunha A. et Matthey, L. (eds), *La ville et l'urbain: des savoirs émergents*, 235-248. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.

Villeneuve, P., Trudelle, C., Pelletier, M. et Thériault, M. (2006). Acteurs urbains en conflit, Québec, 1965-2000: essai d'analyse statistique. *Géocarrefour, 81* (2), 135-141.

Villeneuve, P., Trudelle, C., Pelletier, M. et Thériault, M. (2009). Les conflits urbains: une approche analytique. *Environnement Urbain/Urban Environment*, 3, 1-8.

Wacquant, L. (1996). L'underclass urbaine dans l'imaginaire social et scientifique américain. Dans Paugam, S. *L'exclusion: l'état des savoirs*, 248-262. Paris: La Découverte.

Wacquant, L. (2004). *Punir les pauvres: le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale.* Marseille: Agone.

Wacquant, L. (2007). Territorial Stigmatization in the Age of Advanced Marginality. *Thesis Eleven, 91* (1), 66-77.

Walzer, M. (2004). *Reflexiones sobre la guerra.* Madrid: Editorial Paidós.

Ward, S. V. (2002). *Planning the twentieth-century city: the advanced capitalist world.* Chichester: Wiley.

Weber, M., (1984). *Economía y sociedad.* México, D.F.: Fondo de Cultura Económica.

Wildavsky, A. B. (1964). *The politics of the budgetary process.* Boston: Little, Brown.
Wildavsky, A. B. (1979). *Speaking truth to power: the art and craft of policy analysis.* Boston: Little, Brown.
Wood, E. M. (2002). *The origin of capitalism: a longer view.* London: Verso.
Yanow, D. (1996). *How does a policy mean? Interpreting policy and organizational actions.* Washington: Georgetown University Press.
Yin, R. K. (2009). *Case Study Research: Design and Methods.* London: Sage.
Zald, M. N. et Ash, R. (1966). Social Movement Organizations: Growth, Decay and Change. *Social Forces, 44*(3), 327-341. http://dx.doi.org/10.1093/sf/44.3.327
Zuleta, E. (1994). *Elogio de la dificultad y otros ensayos.* Cali: Fundación Estanislao Zuleta.